



Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Partie I: avis juridiques

Part I: Juridical notices

Partie II: lois et règlements

Part II: Laws and Regulations

(Voir sommaire en dernière page)

(Refer to the last page for summary)

Québec, samedi 24 juin 1972

Québec, Saturday, June 24, 1972

Règlements

Rules

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

3. Specify the number of insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le *mercredi*, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec, a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 40 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 220 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 20 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: \$1 chacun.

Feuilles volantes: \$3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1^{er} janvier au 31 décembre \$20; du 1^{er} avril au 31 décembre, \$15 et du 1^{er} juillet au 31 décembre, \$10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; la deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969

37883 — 1-52-0

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than *Wednesday*, noon; if *Wednesday* is a holiday, the deadline is *Tuesday* noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 40 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 220 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 20 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$4 per 100 words.

Single copies: \$1 each.

Slips: \$3 per dozen.

Subscription periods: From January 1st to December 31st, \$20; April 1st to December 31st, \$15 and July 1st to December 31st, \$10.

N.B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertion. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969

37883 — 1-52-0

Nouvelle présentation de la *Gazette officielle du Québec*

Comme il fut signalé dès le premier numéro du volume 104, 1972 de la *Gazette officielle du Québec*, la Gazette comporte désormais deux parties: la Partie I — AVIS JURIDIQUES — avec son index et la Partie II — LOIS ET RÈGLEMENTS — avec son propre index.

La Partie des LOIS ET RÈGLEMENTS comprend tous les actes d'une nature législative, c'est-à-dire les lois de l'Assemblée nationale et les textes réglementaires adoptés par arrêté en conseil ou décret, par ordonnance ou autres actes comportant l'édition de normes générales et impersonnelles. On insérera également dans cette partie les proclamations mettant en vigueur toute ou partie d'une loi. On a donc voulu réunir dans cette deuxième partie tous les actes à caractère législatif.

Les utilisateurs qui désirent conserver uniquement la partie LOIS ET RÈGLEMENTS pourront le faire grâce à une pagination spéciale apparaissant au bas de chaque page dans la forme suivante: LR-1 etc.

Comme par les années passées, un index sera publié à la fin du premier semestre et un deuxième à la fin de décembre.

À la fin de 1972, les utilisateurs pourront faire relier cette deuxième partie sous le titre *Gazette officielle du Québec*, LOIS ET RÈGLEMENTS en joignant à cette Gazette reliée l'index de décembre qui comprendra tous les textes de nature législative publiés depuis le 1er janvier.

New format of the *Québec Official Gazette*

As pointed out in the first issue of Volume 104 of the *Québec Official Gazette* (1972), the Gazette will henceforth be divided into two sections: Part I, JURIDICAL NOTICES, with an index, and Part II, LAWS AND REGULATIONS, with a separate index.

The Part entitled LAWS AND REGULATIONS will contain all acts of a legislative nature, i.e. the statutes of the National Assembly and the texts of regulations made by order in council, decree, order or by ordinance, as well as other acts laying down general and impersonal rules of conduct. This Part will also contain proclamations putting into force all or part of any statute. Thus, all texts relating to legislation will be brought together into this second Part.

Readers who wish to keep only the LAWS AND REGULATIONS section may do so, a separate page-numbering, LR-1, etc., having been printed especially for this purpose, at the bottom of each page.

As has been done in past years, an index will be published at the end of the first half-year, and a second one at the end of December.

At the end of the year 1972, readers who wish to do so may have all of Part II bound under the title "*Québec Official Gazette*, LAWS AND REGULATIONS", together with the December index listing all the notices published since January 1st.

AVIS JURIDIQUES

JURIDICAL NOTICES

Lettres patentes

Letters Patent

A.B.C. Button and Novelty Co. Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Harry H. Klinger, Leonard Klinger, tous deux avocats, du 4645, avenue Kent, et Ghislaine Brodeur, sténographe, fille majeure, 235 ouest, rue Sherbrooke, app. 904, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer des boutons de toute sorte et description, en faire le commerce, sous le nom de « A.B.C. Button and Novelty Co. Ltd. », avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1485, rue Bleury, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433

720993

A.D.G.E.S. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17^e jour de mars 1972, constituant en corporation: Réjane Blier, secrétaire, épouse de Fernand Levesque, 279, Place Robin, Laval, Bernard Caron, 6509, Molson, et Denis Boisvert, 7555, Viau, ces deux derniers avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire l'élevage et le commerce de chevaux de toutes sortes, sous le nom de « A.D.G.E.S. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1276, Labelle, suite 203, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721512

A.P.T.A. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3^e jour d'avril 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Pierre Laliberté, économiste, 1989, Papineau, app. 4, Longueuil, Jean-Louis Chrétien, technicien, 11360, Garon, app. 6, Montréal, et Michel Dion, professeur, 1255, Gaudry, Greenfield Park, pour les objets suivants:

Intéresser les membres en particulier et la population en général à la promotion et à la défense de leurs

A.B.C. Button and Novelty Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Harry H. Klinger, Leonard Klinger, both advocates, of 4645 Kent Avenue, and Ghislaine Brodeur, stenographer, spinster, 235 Sherbrooke West, Apt. 904, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in buttons of every kind and description, under the name of "A.B.C. Button and Novelty Co. Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 1485 Bleury Street, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433-o

720993

A.D.G.E.S. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réjane Blier, secretary, wife of Fernand Levesque, 279 Place Robin, Laval, Bernard Caron, 6509 Molson, and Denis Boisvert, 7555 Viau, the latter two lawyers, of Montreal, for the following purposes:

To breed and deal in horses of all kinds, under the name of "A.D.G.E.S. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1276 Labelle, Suite 203, Laval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721512

A.P.T.A. inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean-Pierre Laliberté, economist, 1989 Papineau, Apt. 4, Longueuil, Jean-Louis Chrétien, technician, 11360 Garon, Apt. 6, Montreal, and Michel Dion, teacher, 1255 Gaudry, Greenfield Park, for the following purposes:

To interest members in particular and the population in general in the promotion and in the defence of their

intérêts économiques et sociaux en regard spécifiquement, mais non exclusivement, de la spéculation foncière, sous le nom de « A.P.T.A. inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est 11360, avenue Garon, appartement 6, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o 721218

Adrec inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1972, constituant en corporation: Bernard Gratton, Gilles Dupuis et Michel Robin, tous trois avocats, de 1155, boulevard Dorchester ouest, suite 3504, Montréal, pour les objets suivants:

Faire des enquêtes concernant des sinistres et accidents, évaluer les pertes ou les dommages et négocier le règlement de toute réclamation résultant de quelque sinistre, accident ou incendie, sous le nom de « Adrec inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 65, Rabastalière ouest, Saint-Bruno-de-Montarville, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o 721476

Agence de sécurité et d'investigation Expo inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de mai 1972, constituant en corporation: Jean Noiseux, 2039, Primeau, Marieville, Adam Passo, 4156, Larivée, app. 5, Montréal-Nord, et Raymond Lagarde, 110, 5e rue, Laval, tous trois hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Exploiter une agence de détectives particuliers et un bureau de renseignements, sous le nom de « Agence de sécurité et d'investigation Expo inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$20 chacune et en 1,750 actions privilégiées de \$20 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o 720352

Les agences Montfort inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1972, constituant

economic and social interests specifically, but not exclusively, with regard to land speculation, under the name of "A.P.T.A. inc."

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$50,000.

The head office of the corporation is at 11360 Garon Avenue, Apartment 6, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433 721218

Adrec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bernard Gratton, Gilles Dupuis and Michel Robin, all three lawyers, of 1155 Dorchester Boulevard West, Suite 3504, Montreal, for the following purposes:

To make investigations regarding casualties and accidents, to assess losses or damages and negotiate the settlement of any claim resulting from any casualty, accident or fire, under the name of "Adrec inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 65 Rabastalière West, St. Bruno-de-Montarville, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433 721476

Agence de sécurité et d'investigation Expo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Noiseux, 2039 Primeau, Marieville, Adam Passo, 4156 Larivée, Apt. 5, Montreal North, and Raymond Lagarde, 110 - 5th Street, Laval, all three businessmen, for the following purposes:

To operate a private investigators agency and an information bureau, under the name of "Agence de sécurité et d'investigation Expo inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 250 common shares of \$20 each and 1,750 preferred shares of \$20 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433 720352

Les agences Montfort inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorpo-

en corporation: Richard Forget, rentier, Cécile Parent, ménagère, épouse dudit Richard Forget, et Pierre Forget, vendeur, tous trois de 138, Jacques-Cartier, Saint-Jean, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Les agences Montfort inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 46 Athlone, A Mart, Place Bonaventure, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721240

Alfar-Algate Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 24e jour d'avril 1972, autorisant la fusion de la compagnie « Alfar (1967) Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 31e jour de juillet 1967, et de la compagnie « Algate Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 27e jour d'août 1958, toutes ces lettres patentes ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Alfar-Algate Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur eu pair de \$10 chacune, 1,000 actions privilégiées de catégorie « A » d'une valeur au pair de \$10 chacune et 5,000 actions privilégiées de catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la nouvelle compagnie est au 1245 ouest, rue Sherbrooke, suite 1740, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433

722094

Aliments naturels à la Source de Santé inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1972, constituant en corporation: Marcel Dionne, 16, des Buissons, Saint-Romuald-d'Etchemin, Claude Fortin, 8, Chateaubriand, Lévis, et Gilles Gaumond, 142, Ste-Anne, Québec, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires naturels, sous le nom de « Aliments naturels à la Source de Santé inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

720918

rating: Richard Forget, annuitant, Cécile Parent, housewife, wife of the said Richard Forget, and Pierre Forget, salesman, all three of 138 Jacques-Cartier, St. John's, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, wares and merchandise, under the name of "Les agences Montfort inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 46 Athlone, A Mart, Place Bonaventure, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721240

Alfar-Algate Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, dated the 24th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "Alfar (1967) Inc.", incorporated by letters patent of amalgamation dated the 31st day of July, 1967, and "Algate Inc.", incorporated by letters patent dated the 27th day of August, 1958, all such letters patent having been issued under the said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Alfar-Algate Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,500 common shares of the par value of \$10 each, 1,000 class "A" preferred shares of the par value of \$10 each and 5,000 class "B" preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the new company is at 1245 Sherbrooke Street West, Suite 1740, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433-o

722094

Aliments naturels à la Source de Santé inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Dionne, 16 des Buissons, St. Romuald-d'Etchemin, Claude Fortin, 8 Chateaubriand, Lévis, and Gilles Gaumond, 142 Ste. Anne, Québec, all three lawyers, for the following purposes:

To deal in natural food products, under the name of "Aliments naturels à la Source de Santé inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

720918

Aluminium Côte-Nord inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mars 1972, constituant en corporation: J.-Gilles Asselin, homme d'affaires, 598, avenue Brochu, Raymond-Y. Gaudreault, notaire, 680, Giasson, et Lucien Asselin, contremaitre, 937, Giasson, tous trois de Sept-Îles, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits d'aluminium, sous le nom de « Aluminium Côte-Nord inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 520, avenue Perreault, Sept-Îles, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721585

Amerix Transport Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1972, constituant en corporation: Rosaire Pelletier, entrepreneur, Claude Des Gagné, comptable, tous deux de Lanoraie-d'Autray, et Lise Hénault, secrétaire, fille majeure, Berthier, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Amerix Transport Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lanoraie-d'Autray, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721327

**Arengo Construction Ltd.
Les constructions Arengo Itée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1972, constituant en corporation: Serge-G. Morin, ingénieur, 3436, Marlowe, Michèle Roy, secrétaire, fille majeure, 3328, Troie, app. 404, tous deux de Montréal, et Louis Pomerleau, maître-électricien, Fort Chimo, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Arengo Construction Ltd.—Les constructions Arengo Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Aluminium Côte-Nord inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J.-Gilles Asselin, businessman, 598 Brochu Avenue, Raymond-Y. Gaudreault, notary, 680 Giasson, and Lucien Asselin, foreman, 937 Giasson, all three of Sept-Îles, for the following purposes:

To manufacture and deal in aluminum products, under the name of "Aluminium Côte-Nord inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 520 Perreault Avenue, Sept-Îles, judicial district of Hauterive.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

721585

Amerix Transport Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rosaire Pelletier, contractor, Claude Des Gagné, accountant, both of Lanoraie-d'Autray, and Lise Hénault, secretary, spinster, Berthier, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Amerix Transport Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Lanoraie-d'Autray, judicial district of Joliette.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

721327

**Arengo Construction Ltd.
Les constructions Arengo Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Serge-G. Morin, engineer, 3436 Marlowe, Michèle Roy, secretary, spinster, 3328 Troie, Apt. 404, both of Montreal, and Louis Pomerleau, master electrician, Fort Chimo, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Arengo Construction Ltd.—Les constructions Arengo Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est 5165, Sherbrooke ouest, suite 204, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721225

Arnfam Investment Corporation

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1972, constituant en corporation: Jack Shayne, 5043, Grosvenor, Françoise Ollivier, fille majeure, 1550, McGregor, tous deux de Montréal, et Boris Stein, 6362, Macdonald, Hampstead, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Arnfam Investment Corporation », avec un capital total de \$200,201, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 2,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$100 chacune et 101 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433

721626

Association athlétique et sportive de Brossard Brossard Sports & Athletics Association

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Claude Bourdeau, courtier d'assurances, 2695, Manille, Jean-Guy Lauzière, gérant des ventes, 5560, Varin, et Richard Gauvin, contrôleur, 7115, Milan, tous trois de Brossard, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Association athlétique et sportive de Brossard — Brossard Sports & Athletics Association ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Brossard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721049

Association des fleuristes du Saguenay Lac-St-Jean

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de janvier 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Gertrude Tremblay, épouse de Édouard Jean, 169, Ste-Cécile, Reine Gauthier, épouse de Jean Aubin, 65, St-Pascal,

The head office of the company is at 5165 Sherbrooke West, Suite 204, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721225

Arnfam Investment Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jack Shayne, 5043 Grosvenor, Françoise Ollivier, spinster, 1550 McGregor, both of Montreal, and Boris Stein, 6362 Macdonald, Hampstead, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Arnfam Investment Corporation", with a total capital stock of \$200,201, divided into 100 common shares of the par value of \$1 each, 2,000 class "A" preferred shares of the par value of \$100 each and 101 class "B" preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433-o

721626

Association athlétique et sportive de Brossard Brossard Sports & Athletics Association

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean-Claude Bourdeau, insurance broker, 2695 Manille, Jean-Guy Lauzière, sales manager, 5560 Varin, and Richard Gauvin, comptroller, 7115 Milan, all three of Brossard, for the following purposes:

The organization of recreational activities, under the name of "Association athlétique et sportive de Brossard — Brossard Sports & Athletics Association".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Brossard, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721049

Association des fleuristes du Saguenay Lac-St-Jean

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gertrude Tremblay, wife of Édouard Jean, 169 Ste. Cécile, Reine Gauthier, wife of Jean Aubin, 65 St. Pascal, both

toutes deux de Jonquière, et Guy Gilbert, 207, de la Colline, Chicoutimi, tous trois fleuristes, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toute manière les intérêts économiques, sociaux et professionnels des membres, sous le nom de « Association des fleuristes du Saguenay Lac-St-Jean ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$5,000.

Le siège social de la corporation est à Kénogami, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o

720457

L'Association des ligues de hockey de bienfaisance de Ville de Laval inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre Desnoyers, administrateur, 730, Croissant Frontenac, Jean Drouin, technicien, 166, 5e avenue, Marcel Pitre, directeur des achats, 680, Croissant de Carignan, Jean Bonnier, professeur, 429, boulevard Cartier, Marc Allard, 3521, Isabelle, Claude Dupuis, 19, Place Montmorency, tous six de Laval, Nick Malfara, 11687, Poincarré, tous trois gérants, Paul Spenard, vérificateur, 7195, 1re avenue, et Marcel Mercure, lettré, 9185, 10e avenue, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Administrer une association sportive et promouvoir le sport du hockey, sous le nom de « L'Association des ligues de hockey de bienfaisance de Ville de Laval inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels provenant des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de \$25,000.

Le siège social de la corporation est 1110, rue Desnoyers, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721118

L'Association des technologistes en histo-proseccion du Québec

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Richard Fortin, 3081, Milleret, Raymond Comtois, Christiane Pelletier, tous deux de 3025, chemin Ste-Foy, Denise Boulay, 3398, Place Roland, app. 10, tous quatre de Sainte-Foy, Irène Turcotte, Saint-Patrice-de-Beaurivage, toutes trois filles majeures, Yvon-Louis Paquet, 1472, Lessard, Normand Laramée, 4043, chemin Ste-Foy, Normand Boissel, 1473, Lessard, tous trois de Saint-Félix-du-Cap-Rouge, et Lucien Montminy, 15, McNaughton, Québec, tous étudiants, pour les objets suivants:

of Jonquière, and Guy Gilbert, 207 de la Colline, Chicoutimi, all three florists, for the following purposes:

To study, promote, defend and develop in every way the economic, social and professional interests of the members, under the name of "Association des fleuristes du Saguenay Lac-St-Jean".

The amount to which the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$5,000.

The head office of the corporation is at Kénogami, judicial district of Chicoutimi.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

720457

L'Association des ligues de hockey de bienfaisance de Ville de Laval inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Pierre Desnoyers, administrator, 730 Croissant Frontenac, Jean Drouin, technician, 166 - 5th Avenue, Marcel Pitre, purchasing director, 680 Croissant de Carignan, Jean Bonnier, teacher, 429 Cartier Boulevard, Marc Allard, 3521 Isabelle, Claude Dupuis, 19 Place Montmorency, all six of Laval, Nick Malfara, 11687 Poincarré, all three managers, Paul Spenard, auditor, 7195 - 1st Avenue, and Marcel Mercure, letterer, 9185 - 10th Avenue, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To manage a sports association and to promote the sport of hockey, under the name of "L'Association des ligues de hockey de bienfaisance de Ville de Laval inc.".

The amount of annual revenue from the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$25,000.

The head office of the corporation is at 1110 Desnoyers Street, Laval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

721118

L'Association des technologistes en histo-proseccion du Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Richard Fortin, 3081 Milleret, Raymond Comtois, Christiane Pelletier, both of 3025 Ste. Foy Road, Denise Boulay, 3398 Place Roland, Apt. 10, all four of Ste. Foy, Irène Turcotte, St. Patrice-de-Beaurivage, all three spinsters, Yvon-Louis Paquet, 1472 Lessard, Normand Laramée, 4043 Ste. Foy Road, Normand Boissel, 1473 Lessard, all three of St. Félix-du-Cap-Rouge, and Lucien Montminy, 15 McNaughton, Québec, all students, for the following purposes:

Promouvoir le maintien, l'administration, les qualifications et standards des technologistes en histo-prosection du Québec, sous le nom de « L'Association des technologistes en histo-prosection du Québec ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721609

L'Association pour la promotion des droits de l'enfant

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24^e jour d'avril 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre-D. Bouchard, comptable, 556, St-Bernard, Raymond Boily, analyste, Huguette Gaudreault, épouse dudit Raymond Boily, tous deux de 202, des Ormes, tous trois de Jonquière, Sylvianne Potvin, épouse de P.-Henri St-Pierre, 300, Régneault, Jacqueline Girard, épouse de Edward Rogers, 239, Alexander, toutes deux d'Arvida, et Jeanne d'Arc Bouchard, épouse de Léonce Brassard, 61, Croft, St. Jean-Eudes, ces quatre dernières ménagères, pour les objets suivants:

Fonder et organiser tous services utiles au mieux-être des enfants dits « spéciaux », inadaptés et exceptionnels, sous le nom de « L'Association pour la promotion des droits de l'enfant ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o

715945

Association sportive Ste-Thérèse de Villaray

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Desjardins, peintre, André Desjardins, aide-camionneur, tous deux de 8159, St-Hubert, Roger Cloutier, chauffeur, 8046, Berri, tous trois de Montréal, et Gilles Bouchard, travailleur en loisirs, 1845, boulevard St-Jean-Baptiste, app. 2, Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif et promouvoir en particulier les sports du baseball et du hockey, sous le nom de « Association sportive Ste-Thérèse de Villaray ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

To promote the maintenance, the management and the qualifications and standards of Québec histo-prosection technologists, under the name of "L'Association des technologistes en histo-prosection du Québec".

The amount of annual revenue from the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$100,000.

The head office of the corporation is at Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

721609

L'Association pour la promotion des droits de l'enfant

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Pierre-D. Bouchard, accountant, 556 St. Bernard, Raymond Boily, analyst, Huguette Gaudreault, wife of the said Raymond Boily, both of 202 des Ormes, all three of Jonquière, Sylvianne Potvin, wife of P.-Henri St-Pierre, 300 Régneault, Jacqueline Girard, wife of Edward Rogers, 239 Alexander, both of Arvida, and Jeanne d'Arc Bouchard, wife of Léonce Brassard, 61 Croft, St. Jean-Eudes, the latter four housewives, for the following purposes:

To create and organize all necessary services for the welfare of so-called "special", maladjusted and exceptional children, under the name of "L'Association pour la promotion des droits de l'enfant".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$100,000.

The head office of the corporation is at Arvida, judicial district of Chicoutimi.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

715945

Association sportive Ste-Thérèse de Villaray

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jacques Desjardins, painter, André Desjardins, truck-driver helper, both of 8159 St. Hubert, Roger Cloutier, chauffeur, 8046 Berri, all three of Montreal, and Gilles Bouchard, recreation counsellor, 1845 St. Jean-Baptiste Boulevard, Apt. 2, Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

To establish and operate a sports club and to promote, in particular, the sports of baseball and hockey, under the name of "Association sportive Ste-Thérèse de Villaray".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

720881

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

720881

Les ateliers de décoration Desjardins inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1972, constituant en corporation: Gilbert Desjardins, décorateur Colette Cousineu, épouse dudit Gilbert Desjardins., tous deux de 485, St. Patrick, Brownsburg, Véronique A. Vivarais, veuve de Joseph-Orphir Desjardins, toutes deux ménagères, et Léonie Desjardins, couturière, fille majeure, ces deux dernières de 196, Évelina, Lachute, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tapis, tuiles, tentures, tapisserie, couvre-planchers, et tout ce qui concerne la décoration des maisons et immeubles, sous le nom de « Les ateliers de décoration Desjardins inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 198, rue Évelina, Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721119

Les ateliers de décoration Desjardins inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilbert Desjardins, decorator, Colette Cousineau, wife of the said Gilbert Desjardins, both of 485 St. Patrick, Brownsburg, Véronique A. Vivarais, widow of Joseph-Orphir Desjardins, both housewives, and Léonie Desjardins, dressmaker, spinster, the latter two of 196 Évelina, Lachute, for the following purposes:

To manufacture and deal in carpets, tiles, drapes, wallpaper, floor covering, and all that involves homes and buildings decoration, under the name of "Les ateliers de décoration Desjardins inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 198 Évelina Street, Lachute, judicial district of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721119

Atlantis Marine Supplies Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mars 1972, constituant en corporation: Leonidas Constantinidis, gérant, Sophia Troyposkiadis, ménagère, épouse dudit Leonidas Constantinidis, tous deux de 6937, avenue de Vimy, et Kiriakis Konstantinidis, commis, 2755, rue Goyer, app. 4, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous équipements requis par le fonctionnement des bateaux et des navires, sous le nom de « Atlantis Marine Supplies Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1080, avenue Hôtel-de-Ville, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433

721700

Atlantis Marine Supplies Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Leonidas Constantinidis, manager, Sophia Troyposkiadis, housewife, wife of the said Leonidas Constantinidis, both of 6937 de Vimy Avenue, and Kiriakis Konstantinidis, clerk, 2755 Goyer Street, Apt. 4, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in all supplies necessary for the operation of ships and vessels, under the name of "Atlantis Marine Supplies Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1080 City Hall Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433-o

721700

Auto Drugstore (Québec) Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1972, constituant en corporation: André-Michel Desprésaux, technicien, Annie Wolfe, hôtesse de l'air, épouse dudit

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André-Michel Desprésaux, technician, Annie Wolfe, air hostess, wife of the said André-Michel

André-Michel Desprésaux, tous deux de 23, Lakeshore, app. 304, Pointe Claire, et Jean-Pierre Sutto, avocat, 135, boulevard de Guire, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Auto Drugstore (Québec) Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 443, Bord du Lac, Dorval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o

717393

Auvents et camping F.M. inc.
F.M. Awnings and Camping Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour de mars 1972, constituant en corporation: Fernand Marchand, homme d'affaires, 2625, Kensington, Yvon Leroux, entrepreneur-électricien, 2255, Kensington, tous deux de Saint-Hubert, et Claire Marchand, vendeuse, veuve de Guillaume Miville, 1208, Hubert, app. 1, Longueuil, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'auvents, toiles, tentes, drapeaux, tentes-roulottes, cabines de tracteurs, équipement de camping, toiles à bateaux, toiles à camions, coussins d'ascenseurs, lits de camp et articles de sport, sous le nom de « Auvents et camping F.M. inc. — F.M. Awnings and Camping Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Hubert, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721565

La Baratte de Hull Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24^e jour de février 1972, constituant en corporation: Roland Gavard, homme d'affaires, 49, Mutchmore, Renée Joyal, épouse de André Brassard, 60, Moncion, et Ronald Bélec, 54, Thérien, ces deux derniers avocats, tous trois de Hull, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « La Baratte de Hull Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hull, district judiciaire de Hull.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721025

Desprésaux, both of 23 Lakeshore, Apt. 304, Pointe Claire, and Jean-Pierre Sutto, lawyer, 135 de Guire Boulevard, St. Laurent, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and deal in automobiles, motors, engines and all their accessories and parts, under the name of "Auto Drugstore (Québec) Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 443 Bord du Lac, Dorval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

717393

Auvents et camping F.M. inc.
F.M. Awnings and Camping Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernand Marchand, businessman, 2625 Kensington, Yvon Leroux, electrical contractor, 2255 Kensington, both of St. Hubert, and Claire Marchand, saleswoman, widow of Guillaume Miville, 1208 Hubert, Apt. 1, Longueuil, for the following purposes:

To manufacture and deal in awnings, tarpaulins, tents, flags, trailer tents, tractor cabs, camping equipment, boat tarpaulins, truck tarpaulins, elevator padings, camp cots and sports equipment, under the name of "Auvents et camping F.M. inc. — F.M. Awnings and Camping Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at St. Hubert, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

721565

La Baratte de Hull Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roland Gavard, businessman, 49 Mutchmore, Renée Joyal, wife of André Brassard, 60 Moncion, and Ronald Bélec, 54 Thérien, the latter two lawyers, all three of Hull, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "La Baratte de Hull Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Hull, judicial district of Hull.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

721025

Barzel Steel & Pipe Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Mitchell Klein, avocat, 44, chemin Anwoth, Westmount, Janet Provencher, 3434, rue Stanley, et Lise Rozon, 6405, Laurendeau, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer des tuyaux d'acier et traiter des métaux de toutes sortes, sous le nom de « Barzel Steel & Pipe Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 2,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,600 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433

720285

Bayit Lepletot

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Edith Schwartz, épouse de Bela Schwartz, 5314, Durocher, Rose Schwartz, épouse de Joseph Schwartz, 2225, Barclay, et Magdalena Klein, épouse de Ignatz Klein, 763, Davaar, toutes trois ménagères, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire la récupération et le commerce de marchandises et articles meufs ou usagés, de toutes sortes et descriptions, dans le but d'en disposer aux fins d'apporter de l'aide aux organisations charitables et d'assister les orphelins, les pauvres et les personnes nécessiteuses, sous le nom de « Bayit Lepletot ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut détenir ou acquérir est de \$150,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433

720178

Bélanger & Guérin entrepreneurs électriciens ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1972, constituant en corporation: Yves Guérin, électricien, Lucette Saubert, ménagère, épouse dudit Yves Guérin, tous deux de 2505, Bergères, Léo Bélanger, électricien, et Nicole Juneau, ménagère, épouse dudit Léo Bélanger, ces deux derniers de 3042, Denault, tous quatre de Longueuil, pour les objets suivants:

Barzel Steel & Pipe Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mitchell Klein, advocate, 44 Anwoth Road, Westmount, Janet Provencher, 3434 Stanley Street, and Lise Rozon, 6405 Laurendeau, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in steel pipe and metals of any kind, under the name of "Barzel Steel & Pipe Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$1 each, 2,000 preferred class "A" shares of a par value of \$1 each and 3,600 preferred class "B" shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433-o

720285

Bayit Lepletot

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Edith Schwartz, wife of Bela Schwartz, 5314 Durocher, Rose Schwartz, wife of Joseph Schwartz, 2225 Barclay, and Magdalena Klein, wife of Ignatz Klein, 763 Davaar, all three housewives, of Montreal, for the following purposes:

To collect, deal in and dispose of new and used goods and articles of every kind and description for the purpose of furnishing assistance to charitable organizations and to assist orphaned, poor and needy persons, under the name of "Bayit Lepletot".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold or possess is to be limited, is \$150,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433-o

720178

Bélanger & Guérin entrepreneurs électriciens ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yves Guérin, electrician, Lucette Saubert, housewife, wife of the said Yves Guérin, both of 2505 Bergères, Léo Bélanger, electrician, and Nicole Juneau, housewife, wife of the said Léo Bélanger, the latter two of 3042 Denault, all four of Longueuil, for the following purposes:

Installer et faire le commerce de systèmes électriques, sous le nom de « Bélanger & Guérin entrepreneurs électriciens ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2505, Bergères, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-0

721562

Bernier & Drainville inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de février 1972, constituant en corporation: Marguerite Soucy, 8330, Christophe-Colomb, Montréal, Diane Gauthier, 6357, Robert, Saint-Léonard, et Colombe Cousineau, 158, boulevard Lévesque, Laval, toutes trois secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Bernier & Drainville inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5940, rue Cartier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-0

720907

Blainville Drywall Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour de mars 1972, constituant en corporation: Alain Côté, 177, Carignan, Claude Cormier, 571, Guy, tous deux de Laval, et Pierre Paquin, 12131, de Poutrin-court, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Blainville Drywall Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 29, Champs Élysée, Blainville, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-0

721408

Blevinal Boarding Home Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Mina Jacqueline Zaidener, veuve de Henri Blevinal, 5325, Snowdon, Josephine Briskinas, épouse divorcée de David Knight, 4734, Édouard-Montpetit, toutes deux ménagère, et Liette

To install and deal in electrical systems, under the name of "Bélanger & Guérin entrepreneurs électriciens ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 2505 Bergères, Longueuil, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721562

Bernier & Drainville inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marguerite Soucy, 8330 Christophe-Colomb, Montreal, Diane Gauthier, 6357 Robert, St. Léonard, and Colombe Cousineau, 158 Lévesque Boulevard, Laval, all three secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Bernier & Drainville inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 5940 Cartier Street, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

720907

Blainville Drywall Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alain Côté, 177 Carignan, Claude Cormier, 571 Guy, both of Laval, and Pierre Paquin, 12131 de Poutrin-court, Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Blainville Drywall Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 29 Champs Élysée, Blainville, judicial district of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721408

Blevinal Boarding Home Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mina Jacqueline Zaidener, widow of Henri Blevinal, 5325 Snowdon, Josephine Briskinas, wife divorced of David Knight, 4734 Édouard Montpetit, both housewives, and Liette Oumet, secretary,

Ouimet, secrétaire, fille majeure, 3230, Van Horne, app. 18, toutes trois de Montréal, pour les objets suivants:

Administrer et maintenir une pension de famille ou tous autres établissements appropriés à la location de chambres et locaux aux occupants de tous immeubles, sous le nom de « Blevinal Boarding Home Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 5401, chemin Côte Saint-Luc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433

715062

Bon Air Refrigeration Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour de mars 1972, constituant en corporation: Michel Rivard, industriel, 66, Sauriol, Beauport, Guy Doré, 65, Boucher, et Jean-Claude Pouliot, 177, de l'Hôpital, ces deux derniers frigoristes, de Loretteville, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils ou systèmes de réfrigération, de ventilation, de climatisation de l'air, de plomberie, de chauffage, d'électricité, d'électronique, d'arrosage et d'extincteurs d'incendie et autres outillages, sous le nom de « Bon Air Refrigeration Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions classe « A » de \$10 chacune, 1,000 actions classe « B » de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1365, Dorchester nord, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721338

Boutique Bonhomme Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour de mars 1972, constituant en corporation: Paul Goodman, administrateur, 2211, Gold, Saint-Laurent, André Parent, vendeur, 4826, Lafontaine, et Israel Goodman, chauffeur de taxis, 4851, Côte Saint-Luc, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Confectionner des articles vestimentaires et accessoires connexes de toutes sortes et de tous genres, en faire le commerce, sous le nom de « Boutique Bonhomme Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 3889 est, rue Sainte-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433

721589

spinster, 3230 Van Horne, Apt. 18, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate and maintain a boarding house or any other establishment that pertains to the leasing of rooms and space to tenants of any immovable, under the name of "Blevinal Boarding Home Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 5401 Côte St. Luc Road, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433-o

715062

Bon Air Refrigeration Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Rivard, industrialist, 66 Sauriol, Beauport, Guy Doré, 65 Boucher, and Jean-Claude Pouliot, 177 de l'Hôpital, the latter two refrigerating engineers, of Loretteville, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of refrigeration, ventilation, air-conditioning, plumbing, heating, electrical, electronical, watering and fire extinguisher systems or appliances, and other equipment, under the name of "Bon Air Refrigeration Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 class "A" shares of \$10 each, 1,000 class "B" shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1365 Dorchester North, Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721338

Boutique Bonhomme Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Goodman, executive, 2211 Gold, Saint-Laurent, André Parent, salesman, 4826 Lafontaine, and Israel Goodman, taxi driver, 4851 Côte St. Luc, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel and accessories thereof of all kind and nature, under the name of "Boutique Bonhomme Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 3889 St. Catherine Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433-o

721589

**Boutique de modes Rita inc.
Rita's Fashion Boutique Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20^e jour de mars 1972, constituant en corporation: Paul-E. Dion, 279 Hubert, Greenfield Park, Robert Lafontaine, 134, Beauce, Beauharnois, tous deux avocats, et Bernard Gravel, homme d'affaires, 61, 4^e rue, Roxboro, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de vêtements pour dames, sous le nom de « Boutique de modes Rita inc.—Rita's Fashion Boutique Inc. », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-0

721554

Boutique Eros inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de mars 1972, constituant en corporation: Jean-Guy Jolicoeur, 138, 9^e rue, André Rivest, 14, 8^e rue, tous deux de Crabtree, et Luc Forest, 97, Gaspard sud, Joliette, tous trois administrateurs, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements, sous le nom de « Boutique Eros inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 379, boulevard l'Ange-Gardien, L'Assomption, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-0

721736

Boutique La Bastille inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de mars 1972, constituant en corporation: Léo Audette, directeur, Céline Dufour, commerçante, épouse dudit Léo Audette, tous deux de 215, Dupernay, Boucherville, et Maurice Potvin, contrôleur, 12059, James Morrice, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements de toutes sortes, sous le nom de « Boutique La Bastille inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-0

721484

**Boutique de modes Rita inc.
Rita's Fashion Boutique Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul-E. Dion, 279 Hubert, Greenfield Park, Robert Lafontaine, 134 Beauce, Beauharnois, both lawyers, and Bernard Gravel, businessman, 61-4th Street, Roxboro, for the following purposes:

To manufacture and deal in women's clothes, under the name of "Boutique de modes Rita inc.—Rita's Fashion Boutique Inc.", with a capital stock divided into 10,000 common shares without nominal value and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721554

Boutique Eros inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Guy Jolicoeur, 138-9th Street, André Rivest, 14-8th Street, both of Crabtree, and Luc Forest, 97 Gaspard South, Joliette, all three administrators, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing, under the name of "Boutique Eros inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 379 l'Ange-Gardien Boulevard, L'Assomption, judicial district of Joliette.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721736

Boutique La Bastille inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léo Audette, director, Céline Dufour, merchant, wife of the said Léo Audette, both of 215 Dupernay, Boucherville, and Maurice Potvin, comptroller, 12059 James Morrice, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of clothing, under the name of "Boutique La Bastille inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Boucherville, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721484

Boutique Solisexe inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1972, constituant en corporation: René Allard, 750, d'Auvergne, app. 306, Jean Fréchette, 671A, Lemire, tous deux avocats, de Longueuil, et Diane Couvrette, secrétaire, épouse de André Couvrette, 2012, Denonville, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements et chaussures de toutes sortes, sous le nom de « Boutique Solisexe inc. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721180

**Les boutiques pour chiens Kimmik inc.
Kimmik Dog Boutiques Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mars 1972, constituant en corporation: Marcel Paquet, commerçant, Gemma Carrier, ménagère, épouse dudit Marcel Paquet, tous deux de 9274, 25e avenue, et Roger Peladeau, comptable, 9335, Pie IX, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'animaux, sous le nom de « Les boutiques pour chiens Kimmik inc.— Kimmik Dog Boutiques Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2551, rue Bélanger est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721274

Brome Auto Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mars 1972, constituant en corporation: André Bachand, 146, Principale, Lise Mayrand, tous deux avocats, Odette Bisailon, secrétaire, toutes deux filles majeures, et Pierre De Cotret, évaluateur, tous quatre de Cowansville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Brome Auto Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Boutique Solisexe inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Allard, 750 d'Auvergne, Apt. 306, Jean Fréchette, 671A - Lemire, both lawyers, of Longueuil, and Diane Couvrette, secretary, wife of André Couvrette, 2012 Denonville, Montreal, for the following purposes:

To deal in clothing and shoes of all kinds, under the name of "Boutique Solisexe inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 30,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Longueuil, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service,

46433

721180

**Les boutiques pour chiens Kimmik inc.
Kimmik Dog Boutiques Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Paquet, merchant, Gemma Carrier, housewife, wife of the said Marcel Paquet, both of 9274 - 25th Avenue, and Roger Peladeau, accountant, 9335 Pie IX, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in animals, under the name of "Les boutiques pour chiens Kimmik inc.— Kimmik Dog Boutiques Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 2551 Bélanger Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721274

Brome Auto Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Bachand, 146 Principale, Lise Mayrand, both lawyers, Odette Bisailon, secretary, both spinsters, and Pierre De Cotret, appraiser, all four of Cowansville, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and to deal in cars, motors, engines and all their accessories and parts, under the name of "Brome Auto Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Brome, district judiciaire de Bedford.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721521

C.R.M. Metal Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de mars 1972, constituant en corporation: Marcel Daignault, constructeur, 6322, Dugas, Montréal, Michel Lemaire, estimateur, 245, boulevard Lévesque, et Fernand Lauzière, vendeur, 688, J. A. Savoie, ces deux derniers de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « C.R.M. Metal Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721392

**Candle Investments Ltd.
Placements Chandelle Itée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de février 1972, constituant en corporation: I. David Fleming, 65, chemin Belvédère, Westmount, Henri-W. Laurier, 110, Brixton, Saint-Lambert, et Dorothy Kawiuk, épouse de Bradley Taylor, 1540, Lafayette, Longueuil, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer des affaires à titre d'actionnaires, capitalistes, financiers, courtiers et agents, sous le nom de « Candle Investments Ltd.—Placements Chandelle Itée », avec un capital-actions divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est au 485, rue McGill, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433

721061

**Les caravanes April inc.
April Caravans Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11^e jour de février 1972, constituant en corporation: Lise Morin, fille majeure, 7400, Sherbrooke ouest, app. 708, Denise Lemay, épouse de Eugène-L. Dubé, 1685, Charles-Falkner, toutes deux secrétaires, et Michel Bonneville, comptable, 3343, Lacombe, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company is at Brome, judicial district of Bedford.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

721521

C.R.M. Metal Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Daignault, builder, 6322 Dugas, Montreal, Michel Lemaire, appraiser, 245 Lévesque Boulevard, and Fernand Lauzière, salesman, 688 J. A. Savoie, the latter two of Laval, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "C.R.M. Metal Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

721392

**Candle Investments Ltd.
Placements Chandelle Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: I. David Fleming, 65 Belvédère Road, Westmount, Henri-W. Laurier, 110 Brixton, Saint-Lambert, and Dorothy Kawiuk, wife of Bradley Taylor, 1540 Lafayette, Longueuil, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as investors, capitalists, financiers, brokers and agents, under the name of "Candle Investments Ltd.—Placements Chandelle Itée", with a capital stock divided into 1,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 485 McGill Street, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433-o

721061

**Les caravanes April inc.
April Caravans Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lise Morin, spinster, 7400 Sherbrooke West, Apt. 708, Denise Lemay, wife of Eugène-L. Dubé, 1685 Charles-Falkner, both secretaries, and Michel Bonneville, accountant, 3343 Lacombe, all three of Montreal, for the following purposes:

Fabriquer et faire le commerce de roulottes, tentes, tentes-roulottes, maisons-roulottes, caravanes, maisons-mobiles et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Les caravanes April inc.—April Caravans Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 250 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

720803

Caravelair Canada Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de février 1972, constituant en corporation: Marc Rochefort, 2227, Bourgoin, Saint-Laurent, Claude-E. Leduc, 105, avenue Beverley, Mont-Royal, et Michel Cogger, 3940, Côte des Neiges, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer des remorques de toutes sortes et descriptions, en faire le commerce, sous le nom de « Caravelair Canada Limited », avec un capital-actions divisé en 50,000 actions sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS,

46433

720852

Carnaval de Saint-Hyacinthe inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Léon Lussier, annonceur radiophonique, 2740, Cherrier, Roger Duceppe, 1055, Prince, Réal Michon, rue Turcotte, tous deux gérants, Germain Caron, journalier, 2400, Bernier, Donnell Harvey, comptable, 5605, Richer, Monique Bégin, secrétaire, fille majeure, 890, Bourdages, Richard DuBreuil, avocat, 1555, Girouard, Jean-Guy Baribeau, 2745, Cherrier, tous huit de Saint-Hyacinthe, et Denis Duchesne, 560, Ste-Anne, La Providence, ces deux derniers enseignants, pour les objets suivants:

Établir, maintenir et conduire au sein de la région de Saint-Hyacinthe une période de réjouissances et fêtes populaires de tout genre communément appelée carnaval, sous le nom de « Carnaval de Saint-Hyacinthe inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de \$1,000,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721337

To manufacture and deal in trailers, tents, trailer-tents, trailer-homes, caravans, mobile homes and all their accessories and parts, under the name of "Les caravanes April inc.—April Caravans Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of a nominal value of \$10 each and 250 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at St. Léonard, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

720803

Caravelair Canada Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marc Rochefort, 2227 Bourgoin, Saint-Laurent, Claude-E. Leduc, 105 Beverley Avenue, Mount Royal, and Michel Cogger, 3940 Côte des Neiges, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in trailers and every kind and description, under the name of "Caravelair Canada Limited", with a capital stock divided into 50,000 shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433-o

720852

Carnaval de Saint-Hyacinthe inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Léon Lussier, radio announcer, 2740 Cherrier, Roger Duceppe, 1055 Prince, Réal Michon, Turcotte Street, both managers, Germain Caron, laborer, 2400 Bernier, Donnell Harvey, accountant, 5605 Richer, Monique Bégin, secretary, spinster, 890 Bourdages, Richard DuBreuil, lawyer, 1555 Girouard, Jean-Guy Baribeau, 2745 Cherrier, all eight of St. Hyacinthe, and Denis Duchesne, 560 Ste. Anne, La Providence, the latter two teachers, for the following purposes:

To establish, maintain and direct within the St. Hyacinthe region, a period of popular rejoicings and festivities of all kinds, usually referred to as a carnival, under the name of "Carnaval de Saint-Hyacinthe inc."

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$1,000,000.

The head office of the corporation is at St. Hyacinthe, judicial district of St. Hyacinthe.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721337

Catalina Films Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11^e jour de février 1972, constituant en corporation: Spiro Mackriss, administrateur, Irene Tomison, ménagère, épouse dudit Spiro Mackriss, tous deux de 872 Francis, Longueuil, James Patrick Greer, gérant, 5500, Van Horne, Montréal, et George Tsoklis, réalisateur de film, 615, boulevard Chomedey, app. 305, Laval, pour les objets suivants:

Administrer des théâtres, salles de vues animées et lieux de distraction, sous le nom de « Catalina Films Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433

720810

Centre artisanal Le Bleu et inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24^e jour de janvier 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Margot Tremblay, épouse de Maurice Tremblay, 175, Laurent, Mariette Martel, épouse de Paul Martel, 205, boulevard Potvin, toutes deux ménagères, et Claire Boivin, couturière, épouse de Réal Boivin, 28, Labarre, toutes trois d'Alma, pour les objets suivants:

Établir et exploiter des centres touristiques et artisanaux pour l'exposition d'objets d'art et d'artisanat, sous le nom de « Centre artisanal Le Bleu et inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$40,000.

Le siège social de la corporation est à Alma, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o

720382

**Centre de données mécaniques Montréal Itée
Montreal Key Data Center Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour de février 1972, constituant en corporation: Ferdinando Viti, industriel, Grida Jacconelli, ménagère, épouse dudit Ferdinando Viti, tous deux de 2690, Bedford, Jean-Jacques Gatién, 12590, Lacordaire, tous trois de Montréal, Robert Yannone, 9012, Daillon, Saint-Léonard, tous deux techniciens, et Pierre Martel, apprenti mécanicien, 545, Davaar, Outremont, pour les objets suivants:

Catalina Films Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Spiro Mackriss, executive, Irene Tomison, housewife, wife of the said Spiro Mackriss, both of 872 Francis, Longueuil, James Patrick Greer, manager, 5500 Van Horne, Montreal, and George Tsoklis, film director, 615 Chomedey Boulevard, Apt. 305, Laval, for the following purposes:

To operate theatres, motion picture theatres and places of amusement, under the name of "Catalina Films Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Longueuil, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433-o

720810

Centre artisanal Le Bleu et inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Margot Tremblay, wife of Maurice Tremblay, 175 Laurent, Mariette Martel, wife of Paul Martel, 205 Potvin Boulevard, both housewives, and Claire Boivin, dressmaker, wife of Réal Boivin, 28 Labarre, all three of Alma, for the following purposes:

To establish and manage touristic and handicraft centres for the purpose of exhibiting art and handicraft work, under the name of "Centre artisanal Le Bleu et inc."

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$40,000.

The head office of the corporation is at Alma, judicial district of Roberval.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

720382

**Centre de données mécaniques Montréal Itée
Montreal Key Data Center Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ferdinando Viti, industrialist, Grida Jacconelli, housewife, wife of the said Ferdinando Viti, both of 2690 Bedford, Jean-Jacques Gatién, 12590 Lacordaire, all three of Montreal, Robert Yannone, 9012 Daillon, St. Léonard, both technicians, and Pierre Martel, mechanic's apprentice, 545 Davaar, Outremont, for the following purposes:

Fournir les services de mécanographie, sous le nom de « Centre de données mécaniques Montréal ltée — Montreal Key Data Center Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et en 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3169, rue Ste-Catherine est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721356

Centre de Jeunesse, Beloeil, Otterburn, Mont St-Hilaire, McMasterville inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Joan Gazzard, ménagère, épouse de Stanislas Jarosz, 173, Highfield, Mont-Saint-Hilaire, Jacques-Georges Guimond, ingénieur, 514, Bienville, Beloeil, et Louis-J. Richer, dessinateur, 347, Milton, Otterburn Park, pour les objets suivants:

Encourager et développer la créativité des jeunes dans le domaine scientifique, littéraire et artistique, sous le nom de « Centre de Jeunesse, Beloeil, Otterburn, Mont St-Hilaire, McMasterville inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est 111, rue Hôtel de Ville, Beloeil, district judiciaire de Richelieu.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o

720903

Centre de loisirs Vie Naturelle inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de mars 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Claude Philippon, naturopathe vertébrothérapeute, Marguerite Philippon, secrétaire, épouse dudit Claude Philippon, tous deux de 6059, Renoir, et René Beaulieu, ingénieur industriel, 6001, Crevier, tous trois de Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Occuper de façon éducative, les loisirs du public en général et des membres, sous le nom de « Centre de loisirs Vie Naturelle inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$2,000,000.

Le siège social de la corporation est 5934, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721357

To provide key-punch services, under the name of "Centre de données mécaniques Montréal ltée — Montreal Key Data Center Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 3169 Ste. Catherine Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

721356

Centre de Jeunesse, Beloeil, Otterburn, Mont St-Hilaire, McMasterville inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Joan Gazzard, housewife, wife of Stanislas Jarosz, 173 Highfield, Mont-St. Hilaire, Jacques-Georges Guimond, engineer, 514 Bienville, Beloeil, and Louis-J. Richer, draftsman, 347 Milton, Otterburn Park, for the following purposes:

To foster and develop young people's creativity in the scientific, literary and artistic fields, under the name of "Centre de Jeunesse, Beloeil, Otterburn, Mont St-Hilaire, McMasterville inc."

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$50,000.

The head office of the corporation is at 111 Hôtel de Ville Street, Beloeil, judicial district of Richelieu.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

720903

Centre de loisirs Vie Naturelle inc.

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Claude Philippon, naturopath and vertebro-therapist, Marguerite Philippon, secretary, wife of the said Claude Philippon, both of 6059 Renoir, and René Beaulieu, industrial engineer, 6001 Crevier, all three of Montreal North, for the following purposes:

To enable the public in general and the members to spend their leisure time on educational activities, under the name of "Centre de loisirs Vie Naturelle inc."

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$2,000,000.

The head office of the corporation is at 5934 St. Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

721357

Centre de Ski du Mont Original inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Beaudoin, Saint-Joseph-de-Beauce, Pierre Pouliot, Lac Etchemin, tous deux avocats, et Hugues Labbé, licencié en droit, Saint-Odilon, pour les objets suivants:

Former et administrer un centre de ski, sous le nom de « Centre de Ski du Mont Original inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation est à Lac Etchemin, district judiciaire de Beauce.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-0

721227

Chapdelaine & Gouin inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1972, constituant en corporation: Renaud Gouin, 170, St-Louis, Alphonse Chapdelaine, 1250, Pie XII, et Nestor Chapdelaine, 1205, Pie XII, tous trois maçons, de Drummondville, pour les objets suivants:

Faire le posage de la brique, de la pierre, du bloc de béton, de la céramique et autres produits semblables, sous le nom de « Chapdelaine & Gouin inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-0

721251

**Châteauguay Centre Minor Hockey League
Ligue de hockey mineur de Châteauguay Centre**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Alfred Burns, 196, Dubé, Stan Lamontagne, 201, Dubé, Fred Applebee, 205, Rossini, Jean-Guy Sénécal, 7, Chapel Drive, tous quatre gérants, et Malcolm Lunn, vendeur, 167, St-Marys, tous cinq de Châteauguay-Centre, pour les objets suivants:

Promouvoir le hockey mineur à Châteauguay-Centre, sous le nom de « Châteauguay Centre Minor Hockey League — Ligue de hockey mineur de Châteauguay Centre ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Centre de Ski du Mont Original inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jacques Beaudoin, St. Joseph-de-Beauce, Pierre Pouliot, Lac Etchemin, both lawyers, and Hugues Labbé, bachelor of laws, St. Odilon, for the following purposes:

To establish and manage a ski centre, under the name of "Centre de Ski du Mont Original inc."

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$500,000.

The head office of the corporation is at Lac Etchemin, judicial district of Beauce.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

Chapdelaine & Gouin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Renaud Gouin, 170 St. Louis, Alphonse Chapdelaine, 1250 Pie XII, and Nestor Chapdelaine, 1205 Pie XII, all three masons, of Drummondville, for the following purposes:

To install bricks, stone, concrete blocks, ceramics and other similar products, under the name of "Chapdelaine & Gouin inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721251

**Châteauguay Centre Minor Hockey League
Ligue de hockey mineur de Châteauguay Centre**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Alfred Burns, 196 Dubé, Stan Lamontagne, 201 Dubé, Fred Applebee, 205 Rossini, Jean-Guy Sénécal, 7 Chapel Drive, all four managers, and Malcolm Lunn, salesman, 167 St. Marys, all five of Châteauguay-Centre, for the following purposes:

To promote minor hockey in Châteauguay-Centre, under the name of "Châteauguay Centre Minor Hockey League — Ligue de hockey mineur de Châteauguay Centre".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Châteauguay-Centre, district judiciaire de Beauharnois.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o 720257

Le circuit St-Laurent inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1972, constituant en corporation: Denise Dunn, 1797, St-Timothée, Claudine Proutat, 200, Corot, et Carole Dusseault, 8281, St-Denis, toutes trois secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce qui consiste à procurer des distractions au public, sous le nom de « Le circuit St-Laurent inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433 721631

Robert Clément inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mars 1972, constituant en corporation: Robert Clément, agent, 1054, des Saules, Lydie Lauzier, épouse de Yvon Dumais, 436, de la Falaise, et Diane Lalancette, fille majeure, 864, Puyjalon, ces deux dernières secrétaires, tous trois de Hauterive, pour les objets suivants:

Agir comme agent pour la distribution de billets de loterie et exploiter des restaurants et tabagies, sous le nom de « Robert Clément inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hauterive, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o 721409

Clenet inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mars 1972, constituant en corporation: Jacques Melançon, 1057, boulevard Mont-Royal, J.-François Boisvert, 47, avenue Kelvin, tous deux administrateurs, d'Outremont, et Nicole Forest, secrétaire, fille majeure, 3455, Durocher, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme nettoyeurs, presseurs, teinturiers et buandiers, sous le nom de « Clenet inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5 actions ordinaires de \$100 chacune et en 395 actions privilégiées de \$100 chacune.

The head office of the corporation is at Châteauguay Centre, judicial district of Beauharnois.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433 720257

Le circuit St-Laurent inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denise Dunn, 1797 St. Timothée, Claudine Proutat, 200 Corot, and Carole Dusseault, 8261 St. Denis, all three secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of furnishing entertainment to the public, under the name of "Le circuit St-Laurent inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433-o 721631

Robert Clément inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Clément, agent, 1054 des Saules, Lydie Lauzier, wife of Yvon Dumais, 436 de la Falaise, and Diane Lalancette, spinster, 864 Puyjalon, the latter two secretaries, all three of Hauterive, for the following purposes:

To act as lottery ticket distributing agents and operate restaurants and tobacconists' stores, under the name of "Robert Clément inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Hauterive, judicial district of Hauterive.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433 721409

Clenet inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Melançon, 1057 Mount Royal Boulevard, J.-François Boisvert, 47 Kelvin Avenue, both administrators, of Outremont, and Nicole Forest, secretary, spinster, 3455 Durocher, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as cleaners, pressers, dyers and launderers, under the name of "Clenet inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5 common shares of \$100 each and 395 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS,

46433-o

721494

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721494

Clinique de médecine de Chicoutimi incorporée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Max Bernard, 5360, Macdonald, David Katznelson, 145, Radcliffe, Ralph Lipper, 1550, McGregor, et Gordon Echenberg, 1545, McGregor, tous quatre avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Administrer une clinique médicale et dentaire, sous le nom de « Clinique de médecine de Chicoutimi incorporée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 39,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 44, rue Rhainds, Chicoutimi-Nord, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

714727

A. Cloutier radio t.v. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de mars 1972, constituant en corporation: André Cloutier, marchand, Yolande Groleau, femme d'affaires, épouse dudit André Cloutier, tous deux de 1660, Garnier, Québec, et Jacques Cloutier, vendeur, 840, Myrand, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Fabriquer, faire le commerce, la réparation et la location d'appareils électroniques de tout genre, des appareils de radio, de télévision, accessoires électriques, instruments de musique, leurs parties et accessoires, sous le nom de « A. Cloutier radio t.v. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 840, avenue Myrand, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721454

Club automobile P.C.A. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de mars 1972, constituant en corporation: René Dubois, administrateur, Jacqueline LeBlanc, secrétaire, fille majeure, tous deux de 6166, Houde, Montréal-Nord, et Simon Deslauriers, directeur, 6375, Robert, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Clinique de médecine de Chicoutimi incorporée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Max Bernard, 5360 Macdonald, David Katznelson, 145 Radcliffe, Ralph Lipper, 1550 McGregor, and Gordon Echenberg, 1545 McGregor, all four lawyers, of Montreal, for the following purposes:

To operate a medical and dental clinic, under the name of "Clinique de médecine de Chicoutimi incorporée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 39,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 44 Rhainds Street, Chicoutimi North, judicial district of Chicoutimi.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

714727

A. Cloutier radio t.v. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Cloutier, merchant, Yolande Groleau, businesswoman, wife of the said André Cloutier, both of 1660 Garnier, Québec, and Jacques Cloutier, salesman, 840 Myrand, Ste. Foy, for the following purposes:

To manufacture, deal in, repair and rent electronic appliances of all kinds, radios, televisions, electrical appliances, musical instruments, their parts and accessories, under the name of "A. Cloutier radio t.v. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 840 Myrand Avenue, Ste. Foy, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721454

Club automobile P.C.A. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Dubois, administrator, Jacqueline LeBlanc, secretary, spinster, both of 6166 Houde, Montreal North, and Simon Deslauriers, director, 6375 Robert, St. Léonard, for the following purposes:

Faire affaires comme club d'automobilistes, sous le nom de « Club automobile P.C.A. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6166, rue Houde, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o 721351

Club de chasse et pêche Dégelis inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de février 1972, constituant en corporation: Robert Picard, hôtelier, 443, de Tilly, Raymond Picard, secrétaire-trésorier, 1038, Beauregard, et Cyr Blackburn, administrateur, 1042, Jacques-Cartier est, tous trois de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exploiter un club de pêche et de chasse, des terrains de camping, des hôtels, auberges et restaurants, sous le nom de « Club de chasse et pêche Dégelis inc. », avec un capital total de \$75,000, divisé en 750 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 81, rue Jacques-Cartier ouest, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o 721058

Club de golf des Plaines inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mars 1972, constituant en corporation: Gabriel Auclair, journalier, Adrienne Bédard, ménagère, épouse dudit Gabriel Auclair, tous deux de 190, de l'Église, et Gilles Déry, étudiant, 155, de l'Église, tous trois de Notre-Dame-des-Laurentides, pour les objets suivants:

Exploiter un terrain de golf, sous le nom de « Club de golf des Plaines inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 190, rue de l'Église, Notre-Dame-des-Laurentides, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o 721449

**Club de golf Rivière Beaudette inc.
Rivière Beaudette Golf and Country Club Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mars 1972, constituant en corporation: Daniel M. Kochenburger, 1545, Graham

To carry on business as a motorists' club, under the name of "Club automobile P.C.A. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 6166 Houde Street, Montreal North, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433 721351

Club de chasse et pêche Dégelis inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Picard, hotel keeper, 443 de Tilly, Raymond Picard, secretary-treasurer, 1038 Beauregard, and Cyr Blackburn, administrator, 1042 Jacques-Cartier East, all three of Chicoutimi, for the following purposes:

To operate a fishing and hunting club, camping grounds, hotels, inns and restaurants, under the name of "Club de chasse et pêche Dégelis inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 750 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 81 Jacques-Cartier Street West, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433 721058

Club de golf des Plaines inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gabriel Auclair, laborer, Adrienne Bédard, housewife, wife of the said Gabriel Auclair, both of 190 de l'Église, and Gilles Déry, student, 155 de l'Église, all three of Notre-Dame-des-Laurentides, for the following purposes:

To operate a golf course, under the name of "Club de golf des Plaines inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 190 de l'Église Street, Notre-Dame-des-Laurentides, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433 721449

**Club de golf Rivière Beaudette inc.
Rivière Beaudette Golf and Country Club Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Daniel M. Kochenburger, 1545 Graham, Apt. 5,

app. 5, Mont-Royal, Michel Blouin, 3328, avenue Troie, app. 212, Montréal, tous deux avocats, et Liliane Tremblay, secrétaire, épouse de Marc-G. Thériault, 7343, de la Loire, Anjou, pour les objets suivants:

Établir et maintenir un ou des champs de golf, des cours de tennis ou autres jeux, sous le nom de « Club de golf Rivière Beaudette inc. — Rivière Beaudette Golf and Country Club Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 200 actions classe « A » d'une valeur nominale de \$200 chacune et en 300 actions classe « B » d'une valeur nominale de \$200 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1590, rue Québec, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721399

Mount Royal, Michel Blouin, 3328 Troie Avenue, Apt. 212, Montreal, both lawyers, and Liliane Tremblay, secretary, wife of Marc-G. Thériault, 7343 de la Loire, Anjou, for the following purposes:

To establish and maintain one or several golf courses, tennis courts other games, under the name of "Club de golf Rivière Beaudette inc. — Rivière Beaudette Golf and Country Club Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 200 class "A" shares of a nominal value of \$200 each and 300 class "B" shares of a nominal value of \$200 each.

The head office of the company is at 1590 Québec Street, Laval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

721399

Club de l'Âge d'Or de St-Antoine-sur-Richelieu

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Gilberte Miron, rentière, veuve de Ovila Cordeau, 186, Principale, Albert Girouard, apiculteur, 410, Bas de la Côte, et Marguerite Bourgeois, ménagère, épouse de Maurice Mauger, 98, Principale, tous trois de Saint-Antoine-sur-Richelieu, pour les objets suivants:

Voir au bien-être de la population âgée de cinquante ans et plus, sous le nom de « Club de l'Âge d'Or de St-Antoine-sur-Richelieu ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Antoine-sur-Richelieu, district judiciaire de Richelieu.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o

720587

Club de l'Âge d'Or de St-Antoine-sur-Richelieu

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gilberte Miron, annuitant, widow of Ovila Cordeau, 186 Principale, Albert Girouard, apiculturist, 410 Bas de la Côte, and Marguerite Bourgeois, housewife, wife of Maurice Mauger, 98 Principale, all three of St. Antoine-sur-Richelieu, for the following purposes:

To attend to the welfare of senior citizens aged fifty and over, under the name of "Club de l'Âge d'Or de St-Antoine-sur-Richelieu".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$50,000.

The head office of the corporation is at St. Antoine-sur-Richelieu, judicial district of Richelieu.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

720587

Club de moto-neige Beaugard

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Cyrille Bélanger, marchand, Léon Levasseur, menuisier, et Benoit Auger, industriel, tous trois de Sainte-Lucie-de-Beaugard, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport de la moto-neige, sous le nom de « Club de moto-neige Beaugard ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Lucie-de-Beaugard, district judiciaire de Montmagny.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721223

Club de moto-neige Beaugard

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Cyrille Bélanger, merchant, Léon Levasseur, carpenter, and Benoit Auger, industrialist, all three of Ste. Lucie-de-Beaugard, for the following purposes:

To promote snowmobiling, under the name of "Club de moto-neige Beaugard".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Ste. Lucie-de-Beaugard, judicial district of Montmagny.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

721223

Club de moto-neige de Labelle inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24^e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Brisebois, peintre, Ubald Léonard, chef cuisinier, et Maurice McNabb, gérant, tous trois de Labelle, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif et promouvoir en particulier le sport de la moto-neige, sous le nom de « Club de moto-neige de Labelle inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Labelle, district judiciaire de Labelle.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721024

Club de moto-neige de Labelle inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean Brisebois, painter, Ubald Léonard, chef, and Maurice McNabb, manager, all three of Labelle, for the following purposes:

To establish and operate a sports club and to promote, in particular, the sport of snowmobiling, under the name of "Club de moto-neige de Labelle inc."

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$100,000.

The head office of the corporation is at Labelle, judicial district of Labelle.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721024

Club des employés provinciaux de l'Est du Québec (C.E.P.E.Q.) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24^e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Alain Vallières, 454, Monseigneur Langis, app. 30, Claude Lajoie, 23, des Flandres, tous deux ingénieurs, Yvon Page, administrateur, 24, 1^{re} rue ouest, Jean-Paul Turgeon, évaluateur, 459, Eudore-Couture, app. 110, et Rosaire Arsenault, garde-forestier, 141, Lavoie, tous de Rimouski, pour les objets suivants:

Promouvoir, organiser et planifier des activités sociales, sportives et culturelles et tout ce qui a trait au mieux-être des membres, sous le nom de « Club des employés provinciaux de l'Est du Québec (C.E.P.E.Q.) inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721033

Club des employés provinciaux de l'Est du Québec (C.E.P.E.Q.) inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Alain Vallières, 454 Monseigneur Langis, Apt. 30, Claude Lajoie, 23 des Flandres, both engineers, Yvon Page, administrator, 24 - 1st Street West, Jean-Paul Turgeon, appraiser, 459 Eudore-Couture, Apt. 110, and Rosaire Arsenault, forest warden, 141 Lavoie, all of Rimouski, for the following purposes:

To promote, organize and plan social, sports and cultural activities and all matters relating to the welfare of the members, under the name of "Club des employés provinciaux de l'Est du Québec (C.E.P.E.Q.) inc."

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$100,000.

The head office of the corporation is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721033

Le Club Jamaïque inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3^e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Paul Doré, gérant de librairie, 167, Bigaouette, Yvan Delisle, expéditeur, 176, Carillon, tous deux de Québec, René Giguère, wagonnier, 4445, des Roses, Orsainville, et Jean-Paul Desroches, surveillant, 453, 45^e rue est, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Organiser des soirées récréatives, sous le nom de « Le Club Jamaïque inc. ».

Le Club Jamaïque inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean-Paul Doré, bookshop manager, 167 Bigaouette, Yvan Delisle, shipper, 176 Carillon, both of Québec, René Giguère, carman, 4445 des Roses, Orsainville, and Jean-Paul Desroches, supervisor, 453 - 45th Street East, Charlesbourg, for the following purposes:

To organize recreational evenings, under the name of "Le Club Jamaïque inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$1,000.

Le siège social de la corporation est 167, avenue Bigaouette, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

720618

Le Club Mont Gosford inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Claude Blanchette, hôtelier, Jean-Paul Bédard, garagiste, et Gérard Périnet, épiciers, tous trois de Saint-Augustin-de-Woburn, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport de la moto-neige, sous le nom de « Le Club Mont Gosford inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$40,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Augustin-de-Woburn, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

720984

Cogad inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de mars 1972, constituant en corporation: Line Chevette, médecin-ophtalmologiste, épouse de Saleem Rauf, 4773, Méridien, Montréal, Marc Cossette, opticien, 510, Place J. J. Joubert, Laval, et Gilles Cossette, avocat, 702, avenue Davaar, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'administration, sous le nom de « Cogad inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune, 40,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 40,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721350

Comité du Plan Secteur Senneterre inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de mars 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Louis-Marie Fortin, 800, 7^e avenue, Gilles-L. Beaudet, 791, 7^e avenue, tous deux agents, Yvon Taylor, fonctionnaire, 501, 12^e avenue, et Oliva St-Pierre, travailleur social, rang 9, tous quatre de Senneterre, pour les objets suivants:

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$1,000.

The head office of the corporation is at 167, Bigaouette Avenue, Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

720618

Le Club Mont Gosford inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Claude Blanchette, hotel keeper, Jean-Paul Bédard, garage operator, and Gérard Périnet, grocer, all three of St. Augustin-de-Woburn, for the following purposes:

To promote snowmobiling, under the name of "Le Club Mont Gosford inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$40,000.

The head office of the corporation is at St. Augustin-de-Woburn, judicial district of St. François.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

720984

Cogad inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Line Chevette, physician-ophthalmologist, wife of Saleem Rauf, 4773 Méridien, Montreal, Marc Cossette, optician, 510 Place J. J. Joubert, Laval, and Gilles Cossette, lawyer, 702 Davaar Avenue, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as a management company, under the name of "Cogad inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of \$1 each, 40,000 class "A" preferred shares of a nominal value of \$1 each and 40,000 class "B" preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721350

Comité du Plan Secteur Senneterre inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Louis-Marie Fortin, 800 - 7th Avenue, Gilles-L. Beaudet, 791 - 7th Avenue, both agents, Yvon Taylor, civil servant, 501 - 12th Avenue, and Oliva St-Pierre, social worker, Range 9, all four of Senneterre, for the following purposes:

Établir et administrer un centre et un service d'information, de recherche, d'écologie et de récréation intensive dans le Bassin de la Rivière Nottaway en Abitibi Est, sous le nom de « Comité du Plan Secteur Senneterre inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Senneterre, district judiciaire d'Abitibi.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721460

**Comité industriel St-Alexandre
(Kamouraska) inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17^e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Lucien Caouette, gérant, Lionel Dionne, entrepreneur, et Ludger Chouinard, secrétaire, tous trois de Saint-Alexandre, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts industriels collectifs de la municipalité de Saint-Alexandre et de la région, sous le nom de « Comité industriel St-Alexandre (Kamouraska) inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Alexandre, district judiciaire de Kamouraska.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

720946

Construction Camarado Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de mars 1972, constituant en corporation: Denis Ouellette, opérateur, Marie-Claire Ouellette, ménagère, épouse dudit Denis Ouellette, tous deux de 93, Maurice, Saint-Eustache, et Raymond Blanchet, surintendant, 6191, Greaves, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Construction Camarado Itée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721619

Construction Lavoie & Charron Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

To establish and manage an information, research, ecology and intensive recreation centre and service, in the Basin of the Nottaway River in Abitibi East, under the name of "Comité du Plan Secteur Senneterre inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$100,000.

The head office of the corporation is at Senneterre, judicial district of Abitibi.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721460

**Comité industriel St-Alexandre
(Kamouraska) inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Lucien Caouette, manager, Lionel Dionne, contractor, and Ludger Chouinard, secretary, all three of St. Alexandre, for the following purposes:

To promote collective industrial interests of the Municipality of St. Alexandre and of the region, under the name of "Comité industriel St-Alexandre (Kamouraska) inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$50,000.

The head office of the corporation is at St. Alexandre, judicial district of Kamouraska.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

720946

Construction Camarado Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denis Ouellette, operator, Marie-Claire Ouellette, housewife, wife of the said Denis Ouellette, both of 93 Maurice, St. Eustache, and Raymond Blanchet, superintendent, 6191 Greaves, Montreal North, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "Construction Camarado Itée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at St. Eustache, judicial district of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721619

Construction Lavoie & Charron Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1972, have been issued by the Minister of

patentes, en date du 15e jour de février 1972, constituant en corporation: Robert Béliveau, 480, St-Jean, Gisèle Beauchemin, 436, Ferland, tous deux comptables, et Hélène Bessette, secrétaire, 468, Bruno, ces deux dernières filles majeures, tous trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Construction Lavoie & Charron ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 484, rue Surprenant, Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o

720876

Construction Lebeuf ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1972, constituant en corporation: Réal Lebeuf, entrepreneur, 95, Racine, Marc Gravel, comptable, 13, Piedmont, tous deux de Kénogami, et Jean-Yves Desbiens, chauffeur, 780, du Centenaire, Jonquière, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport et de construction, sous le nom de « Construction Lebeuf ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 30,000 actions classe « A » de \$1 chacune et en 10,000 actions classe « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Kénogami, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721308

Construction R.H.D. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mars 1972, constituant en corporation: Raymond Bail, avocat, 2050, Place Henri Bourassa, app. 31, Renée Méthot, fille majeure, 2033, avenue Grey, tous deux de Montréal, et Michel Asselin, 146, Roy, app. 3, Lemoyné, ces deux derniers notaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Construction R.H.D. inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1696, rue Godin, Saint-Hubert, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721405

Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Béliveau, 480 St. Jean, Gisèle Beauchemin, 436 Ferland, both accountants, and Hélène Bessette, secretary, 468 Bruno, the latter two spinsters, all three of Drummondville, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Construction Lavoie & Charron ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 3,900 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 484 Surprenant Street, Drummondville, judicial district of Drummond.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

720876

Construction Lebeuf ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réal Lebeuf, contractor, 95 Racine, Marc Gravel, accountant, 13 Piedmont, both of Kénogami, and Jean-Yves Desbiens, chauffeur, 780 du Centenaire, Jonquière, for the following purposes:

To carry on business as a transport and construction company, under the name of "Construction Lebeuf ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 30,000 class "A" shares of \$1 each and 10,000 class "B" shares of \$1 each.

The head office of the company is at Kénogami, judicial district of Chicoutimi.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

721308

Construction R.H.D. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Bail, lawyer, 2050 Place Henri Bourassa, Apt. 31, Renée Méthot, spinster, 2033 Grey Avenue, both of Montreal, and Michel Asselin, 146 Roy, Apt. 3, Lemoyné, the latter two notaries, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Construction R.H.D. inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1696 Godin Street, St. Hubert, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

721405

**Construction Rogamont Itée
Rogamont Construction Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de février 1972, constituant en corporation: Jean-Claude Bureau, 12365, Crevier, Saint-Laurent, Bernard Gratton, 1740, Boucherville, Saint-Bruno, et Michel Robin, 2170, Berthier, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Construction Rogamont Itée — Rogamont Construction Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montebello, district judiciaire de Hull.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721059

**Construction Rogamont Itée
Rogamont Construction Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Claude Bureau, 12365 Crevier, St. Laurent, Bernard Gratton, 1740 Boucherville, St. Bruno, and Michel Robin, 2170 Berthier, Laval, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Construction Rogamont Itée — Rogamont Construction Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montebello, judicial district of Hull.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

721059

Construction Sentier du Sommet inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mars 1972, constituant en corporation: Richard Gauthier, commerçant, Margaret Glenn, ménagère, épouse divorcée de John Shedleck, tous deux de 470, l'Estérel, Sainte-Marguerite, et Marc Beaudoin, avocat, 2486, Jean-Talon, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction, de placement et de portefeuille, sous le nom de « Construction Sentier du Sommet inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 470, boulevard l'Estérel, Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721440

Construction Sentier du Sommet inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richard Gauthier, merchant, Margaret Glenn, housewife, divorced wife of John Shedleck, both of 470 l'Estérel, Ste. Marguerite, and Marc Beaudoin, lawyer, 2486 Jean-Talon, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a construction, investment and holding company, under the name of "Construction Sentier du Sommet inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 470 l'Estérel Boulevard, Ste. Marguerite-du-Lac-Masson, judicial district of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

721440

Les constructions des Jardins du Seigneur inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1972, constituant en corporation: Marcel Denommée, 901, St-Louis, Terrebonne, Jean Roger, tous deux professeurs, et Lise Papineau, ménagère, épouse dudit Jean Roger, ces deux derniers de 105, 25e avenue, Bois-des-Filion, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les constructions des Jardins du Seigneur inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Les constructions des Jardins du Seigneur inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Denommée, 901 St. Louis, Terrebonne, Jean Roger, both professors, and Lise Papineau, housewife, wife of the said Jean Roger, the latter two of 105-25th Avenue, Bois-des-Filion, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Les constructions des Jardins du Seigneur inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est 901, St-Louis, Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS,

46433-o

721116

Corporation d'aménagement du Lac Tamo Tamo Lake Development Corporation

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Bernard Boileau, ingénieur professionnel, 6, St-Arthur, Pointe-Gatineau, Robert Hart, agent technique, 402, boulevard St-René ouest, Gatineau, et Pierre Boileau, avocat, 64, Cholette, Hull, pour les objets suivants:

Promouvoir le développement touristique et économique dans la région de la vallée de la rivière du Lièvre, sous le nom de « Corporation d'aménagement du Lac Tamo — Tamo Lake Development Corporation ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation est à Notre-Dame-de-la-Salette, district judiciaire de Hull.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS,

46433-o

3626-1971

Corporation de l'hôpital de Port-Cartier

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Roch Gagné, marchand, 55, Parent, Roch Binette, dessinateur industriel, 53, boulevard Rochelois, et Nicole Chenel, secrétaire, fille majeure, 5, Wood, tous trois de Port-Cartier, pour les objets suivants:

Administrer un hôpital général avec tous les services nécessaires, sous le nom de « Corporation de l'hôpital de Port-Cartier ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de \$2,000,000.

Le siège social de la corporation est à Port-Cartier, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS,

46433-o

715884

Cosmos Automatic Vending Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mars 1972, constituant en corporation Sol Kozlick, marchand, Minnie Kozlick, ménagère, épouse dudit Sol Kozlick, tous deux du 5720, avenue Cavendish, Mark Tobenstein, marchand et Marim Tobenstein, ménagère, épouse dudit Mark

The head office of the company is at 901 St. Louis, Terrebonne, judicial district of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721116

Corporation d'aménagement du Lac Tamo Tamo Lake Development Corporation

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Bernard Boileau, professional engineer, 6 St. Arthur, Pointe-Gatineau, Robert Hart, technical agent, 402 St. René Boulevard West, Gatineau, and Pierre Boileau, lawyer, 64 Cholette, Hull, for the following purposes:

To promote touristic and economic development in the valley of the Lièvre River, under the name of "Corporation d'aménagement du Lac Tamo — Tamo Lake Development Corporation".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$500,000.

The head office of the corporation is at Notre-Dame-de-la-Salette, judicial district of Hull.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

3626-1971

Corporation de l'hôpital de Port-Cartier

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Roch Gagné, merchant, 55 Parent, Roch Binette, industrial draftsman, 53 Rochelois Boulevard, and Nicole Chenel, secretary, spinster, 5 Wood, all three of Port-Cartier, for the following purposes:

To operate a general hospital with all the services required, under the name of "Corporation de l'hôpital de Port-Cartier".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$2,000,000.

The head office of the corporation is at Port-Cartier, judicial district of Hauterive.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

715884

Cosmos Automatic Vending Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sol Kozlick, merchant, Minnie Kozlick, housewife, wife of the said Sol Kozlick, both of 5720 Cavendish Avenue, Mark Tobenstein, merchant, and Marim Tobenstein, housewife, wife of the said Mark Tobens-

Tobenstein, ces deux derniers du 5550, avenue Earle, tous quatre de Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Fabriquer des marchandises, en faire le commerce et offrir les services qui peuvent être distribués par les machines à vente automatique, sous le nom de « Cosmos Automatic Vending Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433

721632

**Courrier Trans-Québec inc.
Trans-Québec Courier Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27^e jour de mars 1972, constituant en corporation: Pierre Castonguay, homme d'affaires, 3184, Versailles, Sainte-Foy, Irène Bernatchez, épouse de Patrick Fortin, 128, Durand, Loretteville, Micheline Durand, 315, 9^e rue, Liliane Marcoux, 17, Ste-Ursule, toutes deux de Québec, et Louise Bouchard, 1430, Preston, Sillery, ces trois dernières filles majeures, ces quatre dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Courrier Trans-Québec inc.—Trans-Québec Courier Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721638

**Cranson Lake Airways Ltd.
Service aérien Cranson Lake Itée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2^e jour de février 1972, constituant en corporation: Donald C. Stewart, gérant de base aérienne, 240, avenue Rosewood, Pembroke, Louis Bertrand, 50, rue James, Aylmer, et Paul Bertrand 58, rue Front, Hull, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de photographie aérienne, reconnaissance, extermination et prospection aérienne, sous le nom de « Cranson Lake Airways Ltd.—Service aérien Cranson Lake Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Isle-des-Allumettes, Cranson Lake, district judiciaire de Pontiac.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433

720551

tein, the latter two of 5550 Earle Avenue, all four of Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods and services which may be distributed by vending machines, under the name of "Cosmos Automatic Vending Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of a par value of \$1 each and 20,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433-o

721632

**Courrier Trans-Québec inc.
Trans-Québec Courier Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of March, 1972, has been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Castonguay, businessman, 3184 Versailles, Ste. Foy, Irène Bernatchez, wife of Patrick Fortin, 128 Durand, Loretteville, Micheline Durand, 315-9th Street, Liliane Marcoux, 17 Ste. Ursule, both of Québec, and Louise Bouchard, 1430 Preston, Sillery, the latter three spinsters, the latter four secretaries, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Courrier Trans-Québec inc.—Trans-Québec Courier Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Ste. Foy, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721638

**Cranson Lake Airways Ltd.
Service aérien Cranson Lake Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Donald C. Stewart, air base manager, 240 Rosewood Avenue, Pembroke, Louis Bertrand, 50 James Street, Aylmer, and Paul Bertrand, 58 Front Street, Hull, the latter two lawyers, for the following purposes:

To carry on the business of aero-photography, surveying and aerial extermination and prospecting under the name of "Cranson Lake Airways Ltd.—Service aérien Cranson Lake Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 30,000 common shares of the par value of \$1 each and 1,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Isle-des-Allumettes, Cranson Lake, judicial district of Pontiac.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433-o

720551

Création de mode Écusson, inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour de mars 1972, constituant en corporation: Ginette Labelle, dessinatrice, fille majeure, 568, Cousineau, Alfred Gagliardi, industriel, 2405, Benjamin Sulte, et Giovanni Gargiulo, gérant de ventes, 7585, Marquette, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements et articles accessoires, sous le nom de «Création de mode Écusson, inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721437

Custom Camper Mfg. Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Guy Larocque, marchand, 4405, Lavoie, Jean-Claude Boisvert, industriel, 850, Roland-Forget, et Lucien Bourget, rentier, 661, Patenaude, app. 2, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de tous genres de roulettes, caravanes motorisées, tentes-remorques, maisons mobiles, camions, équipement et accessoires se rapportant à ces véhicules, sous le nom de «Custom Camper Mfg. Inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 39,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1227, rue Valleyfield, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

722154

Cycas Lumber Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24^e jour de mars 1972, constituant en corporation: André Gagnon, avocat, 1335, Pelletier, Yves Morin, comptable, 1550, Duverger, tous deux de Sillery, et Lucille Leboeuf, secrétaire, épouse de Louis Ouellet, 4166, des Martinets, Orsainville, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de «Cycas Lumber Ltd.», avec un capital total de \$200,000, divisé en 1,250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 750 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Carleton, district judiciaire de Bonaventure.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721628

Création de mode Écusson, inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ginette Labelle, designer, spinster, 568 Cousineau, Alfred Gagliardi, industrialist, 2405 Benjamin Sulte, and Giovanni Gargiulo, sales manager, 7585 Marquette, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and accessories, under the name of "Création de mode Écusson, inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721437

Custom Camper Mfg. Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Larocque, merchant, 4405 Lavoie, Jean-Claude Boisvert, industrialist, 850 Roland-Forget, and Lucien Bourget, annuitant, 661 Patenaude, Apt. 2, all three of Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of trailers, motor caravans, trailer tents, mobile homes, trucks, equipment and accessories pertaining to these vehicles, under the name of "Custom Camper Mfg. Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 39,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 1227 Valleyfield Street, Laval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

722154

Cycas Lumber Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Gagnon, lawyer, 1335 Pelletier, Yves Morin, accountant, 1550 Duverger, both of Sillery, and Lucille Leboeuf, secretary, wife of Louis Ouellet, 4166 des Martinets, Orsainville, for the following purposes:

To carry on business as lumber manufacturers and dealers, under the name of "Cycas Lumber Ltd.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 1,250 common shares of \$100 each and 750 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Carleton, judicial district of Bonaventure.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721628

D'Agostino & frère Construction Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Henri Crépeau, avocat, 3844, Rachel est, Mireille Morissette, 8365, Baillargé, app. 10, tous deux de Montréal, et Louise Dufresne, 1447, Barré Saint-Laurent, ces deux dernières secrétaires, filles, majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « D'Agostino & frère Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721748

A. Dana Investment Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mars 1972, constituant en corporation: David Housefather, notaire, 1550, McGregor, Sandra Freedman, fille majeure, 4575, Michel-Bibaud, et Lauréanne Geoffrion, épouse de Gilles Larivée, 9036, St-Hubert, ces deux dernières, secrétaires, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « A. Dana Investment Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5900, boulevard Décarie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721630

John Der Associates Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1972, constituant en corporation: John Der, 246, Fairfield, John Gary Der, fils, tous deux administrateurs, et Marjorie Anderson, ménagère, épouse dudit John Gary Der, fils, ces deux derniers de 245, Fairfield, tous trois de Rosemère, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses ramifications un commerce d'assurances, sous le nom de « John Der Associates Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 246, Fairfield, Rosemère, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433

721567

D'Agostino & frère Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Henri Crépeau, lawyer, 3844 Rachel East, Mireille Morissette, 8365 Baillargé, Apt. 10, both of Montreal, and Louise Dufresne, 1447 Barré, St. Laurent, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "D'Agostino & frère Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721748

A. Dana Investment Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: David Housefather, notary, 1550 McGregor, Sandra Freedman, spinster, 4575 Michel-Bibaud, and Lauréanne Geoffrion, wife of Gilles Larivée, 9036 St. Hubert, the latter two secretaries, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "A. Dana Investment Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 5900 Décarie Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721630

John Der Associates Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: John Der, 246 Fairfield, John Gary Der junior, both administrators, and Marjorie Anderson, housewife, wife of the said John Gary Der junior, the latter two of 245 Fairfield, all three of Rosemère, for the following purposes:

To carry on all manners of insurance business, under the name of "John Der Associates Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 246 Fairfield, Rosemère, judicial district of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433-o

721567

Distributions B.R.S. Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17^e jour de mars 1972, constituant en corporation: Marcel-J.-G. Beaumier, 3600, Place d'Auteuil, Trois-Rivières-Ouest, Michel Richard, 471, boulevard Ste-Madeleine, Cap-de-la-Madeleine, tous deux avocats, et René Roberge, stagiaire, 2490, Lajoie, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Distributions B.R.S. Itée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 50 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-0

720940

Le Domaine des sportifs de Ste-Aurélié

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17^e jour de mars 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Marc Giguère, agent-vendeur, Alexandre Giguère, garagiste, et Claude Morin, menuisier, tous trois de Sainte-Aurélié, pour les objets suivants:

Administrer un complexe de loisirs en plein air, sous le nom de « Le Domaine des sportifs de Ste-Aurélié ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Aurélié, district judiciaire de Beauce.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-0

721510

Dorette Enterprises Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour de février 1972, constituant en corporation: Etta Arbeiter, administratrice, 4575, Coolbrook, Cynthia V'Rana, 3619, Durocher, toutes deux de Montréal, et Ruth Eliësen, 125, Laurent, Dollard-des-Ormeaux, ces deux dernières secrétaires juridiques, filles majeures, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce au détail d'une agence générale de billets et celui d'une agence de voyage dans toutes ramifications, sous le nom de « Dorette Enterprises Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Distributions B.R.S. Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel-J.-G. Beaumier, 3600 Place d'Auteuil, Trois-Rivières West, Michel Richard, 471 Ste. Madeleine Boulevard, Cap-de-la-Madeleine, both lawyers, and René Roberge, trainee, 2490 Lajoie, Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Distributions B.R.S. Itée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Trois-Rivières, judicial district of Three Rivers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

720940

Le Domaine des sportifs de Ste-Aurélié

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Marc Giguère, sales agent, Alexandre Giguère, garage operator, and Claude Morin, carpenter, all three of Ste. Aurélié, for the following purposes:

To manage an outdoor recreation complex, under the name of "Le Domaine des sportifs de Ste-Aurélié".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$500,000.

The head office of the corporation is at Ste. Aurélié, judicial district of Beauce.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

721510

Dorette Enterprises Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Etta Arbeiter, executive, 4575 Coolbrook, Cynthia V'Rana, 3619 Durocher, both of Montreal, and Ruth Eliësen, 125 Laurent, Dollard-des-Ormeaux, the latter two legal secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To carry on business as a general retail ticket agency and travel bureau in all its branches, under the name of "Dorette Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of \$1 each and 3,600 preferred shares of a par value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433 721166

Les éditeurs Saguenéens inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1972, constituant en corporation: Jean-Yves Tremblay, avocat, 250, Labrecque, Victor Aubin, industriel, 420, St-Patrick, Roger Harvey, contremaitre, 243, St-Denis, et André Gagnon, commerçant, 120, Downing, tous quatre d'Arvida, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, éditeurs, papetiers, lithographes, graveurs, relieurs, libraires, fondeurs typographes, publicistes et autres commerces connexes, sous le nom de « Les éditeurs Saguenéens inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o 721394

Entreprises Cloutier et Sénécal inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Edith Roussel, épouse de André Cloutier, 890, Arnaud, Thérèse Morin, épouse de Paul Sénécal, 206, Dequen, toutes deux ménagères, et John Desgagné, comptable, 816, Cartier, tous trois de Sept-Îles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes, faire le commerce et la location de véhicules-motorisés, camions, autos-neige, bateaux et autres véhicules motorisés, sous le nom de « Entreprises Cloutier et Sénécal inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sept-Îles, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o 716468

**Les entreprises de Navigation de l'Isle inc.
Island Navigation Enterprises Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mars 1972, constituant en corporation: Joachim Harvey, Fernand Harvey, Joseph-A. Harvey, tous trois capitaines, et Rémi Harvey, ingénieur-mécanicien, tous quatre de Saint-Louis-de-l'Isle-aux-Coudres, pour les objets suivants:

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433-o 721116

Les éditeurs Saguenéens inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Yves Tremblay, lawyer, 250 Labrecque, Victor Aubin, industrialist, 420 St. Patrick, Roger Harvey, foreman, 243 St. Denis, and André Gagnon, merchant, 120 Downing, all four of Arvida, for the following purposes:

To carry on business as printers, publishers, stationers, lithographers, engravers, binders, booksellers, typefounders, advertisers and in other like trades, under the name of "Les éditeurs Saguenéens inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 150 common shares of \$100 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Arvida, judicial district of Chicoutimi.

PIERRE DESHARDINS,

Director of the Companies Service.

46433 721394

Entreprises Cloutier et Sénécal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Edith Roussel, wife of André Cloutier, 890 Arnaud, Thérèse Morin, wife of Paul Sénécal, 206 Dequen, both housewives, and John Desgagné, accountant, 816 Cartier, all three of Sept-Îles, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and deal in and rent motorized vehicles, trucks, snowmobiles, boats and other like vehicles, under the name of "Entreprises Cloutier et Sénécal inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Sept-Îles, judicial district of Hauterive.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433 716468

**Les entreprises de Navigation de l'Isle inc.
Island Navigation Enterprises Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joachim Harvey, Fernand Harvey, Joseph-A. Harvey, all three captains, and Rémi Harvey, mechanical engineer, all four of St. Louis-de-l'Isle-aux-Coudres, for the following purposes:

Opérer et faire le commerce de navires, vaisseaux, bateaux, barges, goélettes ou tout autre mode de transport, sous le nom de « Les entreprises de Navigation de l'Isle inc. — Island Navigation Enterprises Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune et en 600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Louis-de-l'Isle-aux-Coudres, district judiciaire de Saguenay.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-0

721574

Les entreprises Dimco ltée
Dimco Enterprises Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Guy Papillon, industriel, Marcel Papillon, ingénieur, André Robert, comptable, Roland Martel, tous quatre de Cap-Santé, Jean-Claude Frenette, Laval, Noël, tous trois manoeuvres, Brian Bédard, surveillant, Paul-Émile Langevin, contre-maître, et René Richard, agent-vendeur, ces cinq derniers de Donnacona, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et de portefeuille, sous le nom de « Les entreprises Dimco ltée — Dimco Enterprises Ltd. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Donnacona, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-0

715830

Les entreprises Greenfield inc.
Greenfield Enterprises Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mars 1972, constituant en corporation: Hubert Dufour, comptable, André Dufour, étudiant, tous deux de 4588, Melrose, Montréal, et Louise Dumaine, opératrice, fille majeure, 723, Bernard, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, sous le nom de « Les entreprises Greenfield inc. — Greenfield Enterprises Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 258, Perras, Greenfield Park, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-0

721424

Les entreprises Jean-Paul Cabana limitée
Jean-Paul Cabana Enterprises Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

To operate and deal in ships, vessels, boats, barges, schooners or other means of transportation, under the name of "Les entreprises de Navigation de l'Isle inc. — Island Navigation Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 400 common shares of \$100 each and 600 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at St. Louis-de-l'Isle-aux-Coudres, judicial district of Saguenay.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

721574

Les entreprises Dimco ltée
Dimco Enterprises Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Papillon, industrialist, Marcel Papillon, engineer, André Robert, accountant, Roland Martel, all four of Cap-Santé, Jean-Claude Frenette, Laval Noël, all three labourers, Brian Bédard, supervisor, Paul-Émile Langevin, foreman, and René Richard, sales agent, the latter five of Donnacona, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Les entreprises Dimco ltée — Dimco Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Donnacona, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

715830

Les entreprises Greenfield inc.
Greenfield Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Hubert Dufour, accountant, André Dufour, student, both of 4588 Melrose, Montreal, and Louise Dumaine, operator, spinster, 723 Bernard Laval, for the following purposes:

To carry on business as a real estate company, under the name of "Les entreprises Greenfield inc. — Greenfield Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 258 Perras, Greenfield Park, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

721424

Les entreprises Jean-Paul Cabana limitée
Jean-Paul Cabana Enterprises Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 31e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Jean-Paul Cabana, mécanicien, Louise Miron, secrétaire, épouse dudit Jean-Paul Cabana, tous deux de 100, Williams, McMasterville, Réal Cabana, mécanicien, et Réjeanne Beaudoin, ménagère, épouse dudit Réal Cabana, ces deux derniers de 657, Gouin, Beloeil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Les entreprises Jean-Paul Cabana limitée — Jean-Paul Cabana Enterprises Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 260, Duvernay, Beloeil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-0

720556

Entreprises M.S.C. Bolduc inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1972, constituant en corporation: Serge Bolduc, Maurice Bolduc, tous deux plombiers, et Claire Marceau, ménagère, épouse dudit Maurice Bolduc, tous trois de 1104, boulevard Jacques-Cartier nord, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Entreprises M.S.C. Bolduc inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-0

721172

**Équipement et machinerie Laurier Itée
Laurier Machinery and Equipment Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1972, constituant en corporation: Raymond Choquette, industriel, 725, Rivière-aux-Pins, Boucherville, Colombe Cousineau, 158, boulevard Lévesque, Laval, et Solange Dubé, 5903, avenue du Parc, Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de camions, tracteurs, automobiles et véhicules de toutes sortes, sous le nom de « Équipement et machinerie Laurier Itée — Laurier Machinery and Equipment Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Paul Cabana, mechanic, Louise Miron, secretary, wife of the said Jean-Paul Cabana, both of 100 Williams, McMasterville, Réal Cabana, mechanic, and Réjeanne Beaudoin, housewife, wife of the said Réal Cabana, the latter two of 657 Gouin, Beloeil, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and deal in automobiles, motors, engines and all their accessories and parts, under the name of "Les entreprises Jean-Paul Cabana limitée — Jean-Paul Cabana Enterprises Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 260 Duvernay, Beloeil, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

720556

Entreprises M.S.C. Bolduc inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Serge Bolduc, Maurice Bolduc, both plumbers, and Claire Marceau, housewife, wife of the said Maurice Bolduc, all three of 1104 Jacques-Cartier Boulevard North, Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Entreprises M.S.C. Bolduc inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of St. François.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721172

**Équipement et machinerie Laurier Itée
Laurier Machinery and Equipment Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Choquette, industrialist, 725 Rivière-aux-Pins, Boucherville, Colombe Cousineau, 158 Lévesque Boulevard, Laval, and Solange Dubé, 5903 Park Avenue, Montreal, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To manufacture and deal in trucks, tractors, automobiles and vehicles of all kinds, under the name of "Équipement et machinerie Laurier Itée — Laurier Machinery and Equipment Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 100 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

Erge inc.

720910

The head office of the company is at Longueuil, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS.

Director of the Companies Service.

46433

Erge inc.

720910

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Gilles Gagné, notaire, 291, Taschereau est, Ghislaine Demers, 239, Lauzon, tous deux de Rouyn, et Nicole Bédard, 8, 9^e rue, Noranda, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille et de placement, sous le nom de « Erge inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 20,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

Expo Industries Inc.

721271

The head office of the company is at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

PIERRE DESJARDINS.

Director of the Companies Service.

46433

Expo Industries Inc.

721271

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27^e jour de mars 1972, constituant en corporation: Mario Di Salvo, camionneur, Angela Bini, opératrice, épouse dudit Mario Di Salvo, tous deux du 6834, Saint-Vallier, Montréal, Giovanni Di Salvo, camionneur, et Clara Giacometti, ménagère, épouse dudit Giovanni Di Salvo, ces deux derniers de 8442, Provencher, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Fabriquer de la poterie, faïence, porcelaine, terre cuite, briques, tuiles, tuyaux et articles en céramique de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Expo Industries Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433

Fabricants d'acier (Grand'Mère) inc.

721535

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour de février 1972, constituant en corporation: André Thiffault, gérant, 1565, 109^e rue, Shawinigan-Sud, Marcel Tardif, contre-maître, 3943, Giroux, Shawinigan, et André Lavergne, entrepreneur, 480, chemin des Saules, Saint-Gérard-des-Laurentides, pour les objets suivants:

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mario Di Salvo, truck driver, Angela Bini, operator, wife of the said Mario Di Salvo, both of 6834 St. Vallier, Montreal, Giovanni Di Salvo, truck driver, and Clara Giacometti, housewife, wife of the said Giovanni Di Salvo, the latter two of 8442 Provencher, Saint-Léonard, for the following purposes:

To manufacture and deal in pottery, earthenware, china, terra-cotta, bricks, tiles, pipes and ceramic ware of all kinds, under the name of "Expo Industries Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS.

Director of the Companies Service.

46433-o

Fabricants d'acier (Grand'Mère) inc.

721535

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Thiffault, manager, 1565 - 109th Street, Shawinigan South, Marcel Tardif, foreman, 3943 Giroux, Shawinigan, and André Lavergne, contractor, 480 des Saules Road, St. Gérard-des-Laurentides, for the following purposes:

Fabriquer et faire le commerce de marchandises et articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « Fabricants d'acier (Grand-Mère) inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune, 100 actions privilégiées de classe « A » de \$100 chacune et en 700 actions privilégiées de classe « B » de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Grand'Mère, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721120

La ferme la Martingale inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mars 1972, constituant en corporation: Alain Tremblay, représentant, Charlotte Gagnon, institutrice, épouse dudit Alain Tremblay, tous deux de 937, Comeau, et Clément Tremblay, mesuisier, 148, des Jésuites, tous trois de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, sous le nom de « La ferme la Martingale inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$50 chacune et en 500 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721627

La ferme T.G.T. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mars 1972, constituant en corporation: Denise Turbide, épouse de Charles Tremblay, 504, Chabanel, Louise Smith, épouse de Gaston Tremblay, 691, Salazar, toutes deux de Chicoutimi, et Rita Bélanger, épouse de Robert Gagnon, 1073, le Boulevard, Rivière-du-Moulin, toutes trois ménagères, pour les objets suivants:

Exploiter une ferme, sous le nom de « La ferme T.G.T. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721488

Ferronnerie du Nouveau-Québec inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1972, constituant en corporation: Michel St-Hilaire, avocat, 3625, Espéranto, Sainte-Foy, Colette Samson, 73, St-Louis,

To manufacture and deal in goods and articles manufactured, in whole or in part, in metal or wood, under the name of "Fabricants d'acier (Grand'Mère) inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each, 100 class "A" preferred shares of \$100 each and 700 class "B" preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Grand'Mère, judicial district of St. Maurice.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721120

La ferme la Martingale inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alain Tremblay, agent, Charlotte Gagnon, teacher, wife of the said Alain Tremblay, both of 937 Comeau, and Clément Tremblay, carpenter, 148 des Jésuites, all three of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as a real estate company, under the name of "La ferme la Martingale inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$50 each and 500 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721627

La ferme T.G.T. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denise Turbide, wife of Charles Tremblay, 504 Chabanel, Louise Smith, wife of Gaston Tremblay, 691 Salazar, both of Chicoutimi, and Rita Bélanger, wife of Robert Gagnon, 1073 le Boulevard, Rivière-du-Moulin, all three housewives, for the following purposes:

To operate a farm, under the name of "La ferme T.G.T. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721488

Ferronnerie du Nouveau-Québec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel St-Hilaire, lawyer, 3625 Espéranto, Ste. Foy, Colette Samson, 73 St. Louis, and

et Ginette Marquis, 8, de la Fabrique, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Ferronnerie du Nouveau-Québec inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sept-Îles, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

720962

J. Pierre Filion inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1972, constituant en corporation: J.-Pierre Filion, industriel, Laurette Blanchet, ménagère, épouse dudit J.-Pierre Filion, tous deux de 643, 20e rue, Charny, et André Beaulieu, gérant, 81, du Pont, Saint-Romuald-d'Etchemin, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tuiles de bois, de planchers en marquetterie et autres produits semblables, sous le nom de « J. Pierre Filion inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 643, 20e rue, Charny, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721618

Four Brothers Food Importers Co. Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1972, constituant en corporation: Theo Kyres, 750, Danvers, André Kyres, 2327, chemin Côte-Sainte-Catherine, tous deux administrateurs, et Nick Trakas, gérant, 88 ouest, Duluth, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'épicerie, sous le nom de « Four Brothers Food Importers Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 3701, boulevard Saint-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433

721635

Foyer artistique du Québec inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

Ginette Marquis, 8 de la Fabrique, the latter two secretaries, spinsters, of Québec, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Ferronnerie du Nouveau-Québec inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Sept-Îles, judicial district of Hauterive.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

720962

J. Pierre Filion inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J.-Pierre Filion, industrialist, Laurette Blanchet, housewife, wife of the said J.-Pierre Filion, both of 643 - 20th Street, Charny, and André Beaulieu, manager, 81 du Pont, St. Romuald-d'Etchemin, for the following purposes:

To manufacture and deal in wooden tiles, inlaid floor-coverings and other similar products, under the name of "J. Pierre Filion inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 300 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 643 - 20th Street, Charny, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721618

Four Brothers Food Importers Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Theo Kyres, 750 Danvers, André Kyres, 2327 Côte St. Catherine Road, both executives, and Nick Trakas, manager, 88 Duluth West, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Four Brothers Food Importers Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 3701 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433-o

721635

Foyer artistique du Québec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 13e jour de mars 1972, constituant en corporation: Pierre-L. Lapointe, 190, Varry, Saint-Laurent, Jacques Lemaître-Auger, 8462, Drolet, Montréal, et Thomas A. Lavin, Lac Brome, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils ou systèmes de chauffage, foyers naturels et décoratifs, sous le nom de « Foyer artistique du Québec inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10012, rue St-Vital, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o 721383

Frederick and George Furs Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de février 1972, constituant en corporation: Frederick Fiedler, fourreur, Lisa Shrenk, ménagère, épouse dudit Frederick Fiedler, tous deux du 123, Fairview, Dollard-des-Ormeaux, George Dalakas, fourreur, et Fane Babounas, ménagère, épouse dudit George Dalakas, ces deux derniers de 1200, Quenneville, app. 206, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fourrures, peaux, peaux vertes et cuirs, sous le nom de « Frederick and George Furs Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1485, rue Bleury, pièce 302, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433 721022

Le Front des Travailleurs Unis de Sept-Îles inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mars 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Réjean Langlois, magasinier, 160, Franquelin, Joseph Juhasz, soudeur, 749, Dequen, et Carol Leblond, représentant syndical, route de l'Aéroport, tous trois de Sept-Îles, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts sociaux, économiques, culturels et politiques des membres, sous le nom de « Le Front des Travailleurs Unis de Sept-Îles inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$150,000.

Le siège social de la corporation est 977, rue Doucet, Sept-Îles, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o 721455

Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre-L. Lapointe, 190 Varry, St. Laurent, Jacques Lemaître-Auger, 8462 Drolet, Montreal, and Thomas A. Lavin, Lac Brome, all three lawyers, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of heating appliances or systems and natural and decorative fireplaces, under the name of "Foyer artistique du Québec inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 10012 St. Vital Street, Montreal North, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433 721383

Frederick and George Furs Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Frederick Fiedler, furrier, Lisa Shrenk, housewife, wife of the said Frederick Fiedler, both of 123 Fairview, Dollard-des-Ormeaux, George Dalakas, furrier, and Fane Babounas, housewife, wife of the said George Dalakas, the latter two of 1200 Quenneville, Apt. 206, Saint-Laurent, for the following purposes:

To deal in furs, skins, hides and leathers, under the name of "Frederick and George Furs Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1485 Bleury Street, Room 302, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433-o 721022

Le Front des Travailleurs Unis de Sept-Îles inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Réjean Langlois, warehouse man, 160 Franquelin, Joseph Juhasz, welder, 749 Dequen, and Carol Leblond: union representative, Route de l'Aéroport, all three of Sept-Îles, for the following purposes:

To promote the social, economic, cultural and political interests of the members, under the name of "Le Front des Travailleurs Unis de Sept-Îles inc."

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$150,000.

The head office of the corporation is at 977 Doucet Street, Sept-Îles, judicial district of Hauterive.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433 721455

Front étudiant du Québec inc. (F.E.Q. inc.)

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17^e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Hubert-A. Wallot, 361, Montréal, Sherbrooke, Richard Côté, 1061, 18^e avenue, Pointe-aux-Trembles, et Guy Gagnon, 945, Brown, Québec, tous trois étudiants, pour les objets suivants:

Promouvoir la conscience syndicale et le sens social des étudiants, l'amélioration des conditions pédagogiques des milieux d'enseignement et la démocratisation économique, culturelle et structurelle de l'enseignement à tous les niveaux, sous le nom de « Front étudiant du Québec inc. (F.E.Q. inc.) ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$5,000,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-0

720958

Garage Gaston Desmarais inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de mars 1972, constituant en corporation: Robert Desmarais, 4465, Jolliet, Gaston Desmarais, tous deux débosseurs, et Réjeanne Chagnon, ménagère, épouse dudit Gaston Desmarais, ces deux derniers de 4460, Jacques-Cartier, tous trois de Douville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines, tracteurs et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Garage Gaston Desmarais inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 475, rue St-Michel, La Providence, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-0

721346

**Gestion René Pelletier inc.
René Pelletier Holding Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de mars 1972, constituant en corporation: René Pelletier, restaurateur, Jacqueline Gaudette, ménagère, épouse dudit René Pelletier, tous deux de 2369, Dessaulle, et Richard DuBreuil, avocat, 1555, Girouard, tous trois de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de gestion, sous le nom de « Gestion René Pelletier inc.—René Pelletier Holding Inc. », avec un capital total de \$75,000, divisé

Front étudiant du Québec inc. (F.E.Q. inc.)

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Hubert-A. Wallot, 361 Montreal, Sherbrooke, Richard Côté, 1061 - 18th Avenue, Pointe-aux-Trembles, and Guy Gagnon, 945 Brown, Québec, all three students, for the following purposes:

To promote union awareness and social consciousness among students, the improvement of teaching conditions of the educational, and the economic, cultural and structural democratization of education at all levels, under the name of "Front étudiant du Québec inc. (F.E.Q. inc.)".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$5,000,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

720958

Garage Gaston Desmarais inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Desmarais, 4465 Jolliet, Gaston Desmarais, both auto body repairmen, and Réjeanne Chagnon, housewife, wife of the said Gaston Desmarais, the latter two of 4460 Jacques-Cartier, all three of Douville, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and deal in automobiles, motors, engines, tractors and all their accessories and parts, under the name of "Garage Gaston Desmarais inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 475 St. Michel Street, La Providence, judicial district of St. Hyacinthe.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721346

**Gestion René Pelletier inc.
René Pelletier Holding Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Pelletier, restaurateur, Jacqueline Gaudette, housewife, wife of the said René Pelletier, both of 2369 Dessaulle, and Richard DuBreuil, lawyer, 1555 Girouard, all three of St. Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on business as a management company, under the name of "Gestion René Pelletier inc.—René Pelletier Holding Inc.", with a total capital stock

en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune, 25,000 actions privilégiées de classe « A » de \$1 chacune et en 450 actions privilégiées de classe « B » de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2369, rue Dessaulle, Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721336

The Golden Phoenix Restaurant Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mars 1972, constituant en corporation: Gilles Gagnon, chef-cuisinier, Sharon Young, ménagère, épouse dudit Gilles Gagnon, tous deux de 146, Principale, Lambton, et Lionel Bilodeau, marqueur, rue Ste-Marie, Courcelles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « The Golden Phoenix Restaurant Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721591

Renald Grenier inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1972, constituant en corporation: Renald Grenier, Saint-Méthode, Gaëtan Grenier, Sainte-Clothilde, Réjean Grenier, et Gilles Grenier, ces deux derniers de Thetford Mines, tous quatre entrepreneurs, pour les objets suivants:

Faire le transport de maisons ou tout autre catégorie de bâtiments et faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Renald Grenier inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,200 actions ordinaires de \$50 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721550

**Groupeement des locataires du Québec
Métropolitain (G.L.Q.M.) inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Roger Bourgeois, papetier, 1439, de Léry, Michel Nadeau, administrateur, 2164, Defondville, Simon Langlois, agent

of \$75,000 divided into 5,000 common shares of \$1 each, 25,000 class "A" preferred shares of \$1 each and 450 class "B" preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 2369 Dessaulle Street, St. Hyacinthe, judicial district of St. Hyacinthe.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721336

The Golden Phoenix Restaurant Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Gagnon, chef, Sharon Young, housewife, wife of the said Gilles Gagnon, both of 146 Principale, Lambton, and Lionel Bilodeau, marker, Ste. Marie Street, Courcelles, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "The Golden Phoenix Restaurant Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$10 each and 3,600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of St. François.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721591

Renald Grenier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Renald Grenier, St. Méthode, Gaëtan Grenier, Ste. Clothilde, Réjean Grenier, and Gilles Grenier, the latter two of Thetford Mines, all four contractors, for the following purposes:

To deal in the transportation of houses or all other kinds of buildings and carry on business as general building contractors, under the name of "Renald Grenier inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,200 common shares of \$50 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721550

**Groupeement des locataires du Québec
Métropolitain (G.L.Q.M.) inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Roger Bourgeois, stationer, 1439 de Léry, Michel Nadeau, administrator, 2164 Defondville, Simon Langlois,

de recherches, 142, Ste-Anne, Wilfrid Métayer, rentier, 1441, Maufils, tous quatre de Québec, Jean-Marc Ouellet, journalier, et Ghislaine Lavoie, ménagère, épouse dudit Jean-Marc Ouellet, ces deux derniers de 1334, Notre-Dame, Notre-Dame-des-Laurentides, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts culturels et socio-économiques des locataires du Québec métropolitain et des environs, sous le nom de « Groupement des locataires du Québec Métropolitain (G.L.Q.M.) inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

720919

Hardware Agencies (Québec) Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de mars 1972, constituant en corporation: Paul Halberstadt, 25, Marathon Crescent, Willowdale, Joseph Mastro, 5380, avenue Coronation, Montréal, tous deux administrateurs, et Shirley Ruth, ménagère, épouse de Harry Magder, 27, Ridgevale Drive, Toronto, pour les objets suivants:

Exploiter des magasins de quincaillerie, sous le nom de « Hardware Agencies (Québec) Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 2069-B, Charrier, Dorval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433

721498

Hôpital de Gagnon

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5^e jour de mai 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Réal Lavoie, médecin, 214, rue 2, Pierre Rioux, 132, rue 2, et Bernard Harrison, 45, rue 3, ces deux derniers conseillers, tous trois de Gagnon, pour les objets suivants:

Administrer un hôpital général avec tous les services nécessaires, sous le nom de « Hôpital de Gagnon ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de \$2,000,000.

Le siège social de la corporation est à Gagnon, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

717016

research officer, 142 Ste. Anne, Wilfrid Métayer, annuitant, 1441 Maufils, all four of Québec, Jean-Marc Ouellet, laborer, and Ghislaine Lavoie, housewife, wife of the said Jean-Marc Ouellet, the latter two of 1334 Notre-Dame, Notre-Dame-des-Laurentides, for the following purposes:

To foster cultural and socio-economic interests of tenants in Greater Québec and the vicinity, under the name of "Groupement des locataires du Québec Métropolitain (G.L.Q.M.) inc."

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$500,000.

The head office of the corporation is at Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

720919

Hardware Agencies (Québec) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Halberstadt, 25 Marathon Crescent, Willowdale, Joseph Mastro, 5380 Coronation Avenue, Montreal, both executives, and Shirley Ruth, housewife, wife of Harry Magder, 27 Ridgevale Drive, Toronto, for the following purposes:

To carry on business as hardware merchants, under the name of "Hardware Agencies (Québec) Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 2069-B Charrier, Dorval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433-o

721498

Hôpital de Gagnon

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Réal Lavoie, physician, 214 Street 2, Pierre Rioux, 132 Street 2, and Bernard Harrison, 45 Street 3, the latter two consultants, all three of Gagnon, for the following purposes:

To manage a general hospital with all the necessary services, under the name of "Hôpital de Gagnon".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$2,000,000.

The head office of the corporation is at Gagnon, judicial district of Hauterive.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

717016

Identitex Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de février 1972, constituant en corporation: Serge Parent, 1198, Colbert, app. 115, Sainte-Foy, Gilbert Beaudet, tous deux administrateurs, et Marthe Desjardins, secrétaire, épouse dudit Gilbert Beaudet, ces deux derniers de 598, boulevard St-Gérard, Bélair, pour les objets suivants:

Fabriquer des cartes d'identité et des cartes de crédit, sous le nom de « Identitex Inc. », avec un capital divisé en 100 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est 170, Fraser, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-0

**Importations Darcey ltée
Darcey Imports Ltd.**

720913

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour de mars 1972, constituant en corporation: Hart Margolian, avocat, 5022, avenue Isabella, Lucien E. Corcos, marchand, 2110, rue Crescent, et Fiby Bensabat, coiffeuse, épouse de Simon Corcos, 3295, Barclay, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer des fils et produits textiles de toutes descriptions, en faire le commerce, sous le nom de « Importations Darcey ltée — Darcey Imports Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 2030, rue Crescent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433

Imprimerie de l'Avenir inc.

721605

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20^e jour de mars 1972, constituant en corporation: Harvey Earl Shaffer, 6505, chemin Côte St-Luc, Côte Saint-Luc, Lorne H. Marchand, tous deux avocats, Sandra Ruth Waxman, institutrice, épouse dudit Lorne H. Marchand, tous deux du 5765, Côte St-Luc, Hampstead, et Beverly Calvert, secrétaire, épouse de Derek Wrathall, 2250, Grand Boulevard, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'imprimeurs, éditeurs, éditeurs de journaux, lithographes, graveurs, relieurs, libraires, fondeurs de caractères, et agents de publicité, sous le nom de « Imprimerie de l'Avenir inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune, 5,000 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Identitex Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Serge Parent, 1198 Colbert, Apt. 115, Ste. Foy, Gilbert Beaudet, both administrators, and Marthe Desjardins, secretary, wife of the said Gilbert Beaudet, the latter two of 598 St. Gérard Boulevard, Bélair, for the following purposes:

To manufacture identification cards and credit cards, under the name of "Identitex Inc.", with a capital stock divided into 100 common shares without nominal value.

The head office of the company is at 170 Fraser, Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

**Importations Darcey ltée
Darcey Imports Ltd.**

720913

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Hart Margolian, advocate, 5022 Isabella Avenue, Lucien E. Corcos, merchant, 2110 Crescent Street, and Fiby Bensabat, hairdresser, wife of Simon Corcos, 3295 Barclay, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, deal in and produce yarns and textile goods of all descriptions, under the name of "Importations Darcey ltée — Darcey Imports Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,500 common shares of the par value of \$10 each and 1,500 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at 2030 Crescent Street, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433-0

Imprimerie de l'Avenir inc.

721605

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Harvey Earl Shaffer, 6505 Côte St. Luc Road, Côte Saint-Luc, Lorne H. Marchand, both advocates, Sandra Ruth Waxman, teacher, wife of the said Lorne H. Marchand, both of 5765 Côte St. Luc, Hampstead, and Beverly Calvert, secretary, wife of Derek Wrathall, 2250 Grand Boulevard, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as printers, publishers, newspaper publishers, lithographers, engravers, bookbinders, booksellers, type founders and advertising agents, under the name of "Imprimerie de l'Avenir inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 class "A" shares of \$1 each, 5,000 class "B" shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est au 3637 est, boulevard Métropolitain, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433

Imprimerie Miro inc.
Miro Printing Inc.

721563

The head office of the company is at 3637 Metropolitan Boulevard East, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433-0

Imprimerie Miro inc.
Miro Printing Inc.

721563

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mars 1972, constituant en corporation: Robert Vaskelis, imprimeur, Micheline Boisvert, femme d'intérieur, épouse dudit Robert Vaskelis, tous deux de 811, Domville, Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, et Bernard Tremblay, avocat, 2078, boulevard Marie, Saint-Hubert, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, éditeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de « Imprimerie Miro inc.—Miro Printing Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 811, Domville, Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-0

Imprimerie Multiple (Montréal) inc.
Multiple Printing (Montreal) Inc.

720680

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Vaskelis, printer, Micheline Boisvert, housewife, wife of the said Robert Vaskelis, both of 811 Domville, Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, and Bernard Tremblay, lawyer, 2078 Marie Boulevard, St. Hubert, for the following purposes:

To carry on business as printers, publishers, engravers, binders and other like trades, under the name of "Imprimerie Miro inc.—Miro Printing Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 811 Domville, Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

Imprimerie Multiple (Montréal) inc.
Multiple Printing (Montreal) Inc.

720680

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1972, constituant en corporation: Guy Dupuis, directeur, Claire Chalifoux, femme d'affaires, épouse dudit Guy Dupuis, tous deux de 370, Louis Quevillon, Boucherville, Gaston Méreineau, imprimeur, et Monique Jalbert, femme d'affaires, épouse dudit Gaston Méreineau, ces deux derniers de 6786, Louis-Hémon, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, sous le nom de « Imprimerie Multiple (Montréal) inc.—Multiple Printing (Montreal) Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions classe « A » de \$10 chacune, 1,900 actions classe « B » de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-0

Les industries Mouton Québec inc.
Mouton Industries Québec Inc.

720579

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Dupuis, director, Claire Chalifoux, businesswoman, wife of the said Guy Dupuis, both of 370 Louis Quevillon, Boucherville, Gaston Méreineau, printer, and Monique Jalbert, businesswoman, wife of the said Gaston Méreineau, the latter two of 6786 Louis-Hémon, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as printers, under the name of "Imprimerie Multiple (Montréal) inc.—Multiple Printing (Montreal) Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 class "A" shares of \$10 each, 1,900 class "B" shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

Les industries Mouton Québec inc.
Mouton Industries Québec Inc.

720579

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1972, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, 5872, Ferncroft, Asher Kahn, 489, chemin Dufferin, tous deux de Hampstead,

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arthur Yanofsky, 5872 Ferncroft, Asher Kahn, 489 Dufferin Road, both of Hampstead, Rubin Strauber,

Rubin Strauber, 895, 92e Avenue Laval, tous trois avocats, et Sheila Raymond, secrétaire, fille majeure, 89, Roxton Crescent, Montréal-Ouest, pour les objets suivants:

Entreprendre un commerce de confection, teinture, tannerie et traitement des fourrures, peaux et cuirs de toute sorte, sous le nom de « Les industries Mouton Québec inc. — Mouton Industries Québec Inc. », avec un capital total de \$300,000, divisé en 100,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433 721367

Inner Video Dial-A-Film Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1971, constituant en corporation: Robert Russel, expert en système, 19, chemin Côte-Sainte-Catherine, Jean De Brabant, avocat, 8, place Chelsea, tous deux de Montréal, et Micheline Legault, secrétaire, épouse de Gaëtan Legault, 456, 15e rue, Laval pour les objets suivants:

Fabriquer des matériaux et outillage reliés à l'audio-visuelle, en faire le commerce, sous le nom de « Inner Video Dial-A-Film Inc. », avec un capital-actions divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433 2794-1971

Les investissements Noir et Or inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1972, constituant en corporation: Gilles Gingras, avocat, 252, chemin St-Louis, Beauharnois, Jean-Denis Groleau, professeur, 1, Vervais, Yves Daigneault, agent du personnel, 34, avenue de l'Église, tous deux de Mercier, et Claude Yves de Repentigny, registraire, 428, avenue du Lac, Salaberry-de-Valleyfield, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les investissements Noir et Or inc. », avec un capital divisé en 2,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est 13, rue Richardson, Beauharnois, district judiciaire de Beauharnois.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o 721617

Iradis inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

895-92nd Avenue, Laval, all three advocates, and Sheila Raymond, secretary, spinster, 89 Roxton Crescent, Montreal West, for the following purposes:

To carry on and engage in the business of dressing, dyeing, tanning and processing furs, skins and hides of every nature, under the name of "Les industries Mouton Québec inc. — Mouton Industries Québec Inc.", with a total capital stock of \$300,000, divided into 100,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service,

46433-o 721367

Inner Video Dial-A-Film Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Russel, system designer, 19 Côte St. Catherine Road, Jean De Brabant, lawyer, 8 Chelsea Place, both of Montreal, and Micheline Legault, secretary, wife of Gaëtan Legault, 456-15th Street, Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in audio-visual material and equipment, under the name of "Inner Video Dial-A-Film Inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433-o 2794-1971

Les investissements Noir et Or inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Gingras, lawyer, 252 St. Louis Road, Beauharnois, Jean-Denis Groleau, professor, 1 Vervais, Yves Daigneault, personnel officer, 34 de l'Église Avenue, both of Mercier, and Claude Yves de Repentigny, registrar, 428 du Lac Avenue, Salaberry-de-Valleyfield, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les investissements Noir et Or inc.", with a capital stock divided into 2,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at 13 Richardson Street, Beauharnois, judicial district of Beauharnois.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433 721617

Iradis inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1972, have been issued by the Minister of

patentes, en date du 25e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Fortin, avocat, 1635, route de l'Aéroport, Ancienne-Lorette, Remy Bourgoïn, avocat-informaticien, 1515, route Marie-Victorin, Saint-Nicolas, et Pierre Jobin, administrateur, 2625, Montjoie, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Grouper toutes les personnes intéressées à la recherche scientifique, industrielle et technique, sous le nom de « Iradis inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels provenant des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721105

Island Park Homes Corp.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de février 1972, constituant en corporation: Mitchell Klein, avocat, 44, chemin Anwoth, Westmount, Janet Brovender, 3434, rue Stanley, et Maureen Montgomery, 10, place Côte-Vertu, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, sous le nom « Island Park Homes Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433

720812

Isolation Idéale inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mars 1972, constituant en corporation: Armand Demers, entrepreneur, Aline Bédard, maîtresse de maison, épouse dudit Armand Demers, tous deux de 1200, 14e avenue, et Richard Demers, calorifugeur, 1531, Place des Cèdres, tous trois de Charny, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Isolation Idéale inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Charny, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721514

Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean Fortin, lawyer, 1635 Route de l'Aéroport, Ancienne-Lorette, Remy Bourgoïn, lawyer-data-processor, 1515 Marie-Victorin Road, St. Nicolas, and Pierre Jobin, administrator, 2625 Montjoie, Ste. Foy, for the following purposes:

To group those interested in scientific, industrial and technical research, under the name of "Iradis inc."

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721105

Island Park Homes Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mitchell Klein, advocate, 44 Anwoth Road, Westmount, Janet Brovender, 3434 Stanley Street, and Maureen Montgomery, 10 Place Côte Vertu, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, under the name of "Island Park Homes Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$1 each and 3,600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433-o

720812

Isolation Idéale inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Armand Demers, contractor, Aline Bédard, housewife, wife of the said Armand Demers, both of 1200-14th Avenue, and Richard Demers, insulating specialist, 1531 Place des Cèdres, all three of Charny, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Isolation Idéale inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Charny, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721514

Jardins de Sept-Îles inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mars 1972, constituant en corporation: Edmund T. Asselin, route rurale 1, Hudson, France-Marie Lupien, 957, Pratt, Outremont, tous deux avocats, et Jenefer D. Ford, secrétaire, 4569, Hingston, Montréal, ces deux dernières filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Jardins de Sept-Îles inc. », avec un capital divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Sept-Îles, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS,

46433-0

721499

La Jeune Chambre de St-Rédempteur inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Charles Murphy, 154, Place Gariépy, Bruno Arquin, 133, Place Gariépy, tous deux vendeurs, et André Roberge, agent d'assurances, 106, 14e rue, tous trois de Saint-Rédempteur, pour les objets suivants:

Intéresser les jeunes au progrès économique, social et civique de leur milieu, sous le nom de « La Jeune Chambre de St-Rédempteur inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Rédempteur, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-0

721456

**Les jeux Tremblay inc.
Tremblay Games Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mars 1972, constituant en corporation: Pierre Tremblay, professeur, 3801, boulevard Lévesque, Laval, Georges Bilodeau, avocat, 4045, Henri-Bourassa est, Montréal-Nord, et Louise Fournier, secrétaire, fille majeure, 10354, Garnier, Montréal, pour les objets suivants:

Créer, inventer et faire le commerce de jeux de toutes sortes, sous le nom de « Les jeux Tremblay inc.— Tremblay Games Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Jardins de Sept-Îles inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Edmund T. Asselin, Rural Route 1, Hudson, France-Marie Lupien, 957 Pratt, Outremont, both lawyers, and Jenefer D. Ford, secretary, 4569 Hings-ton, Montreal, the latter two spinsters, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Jardins de Sept-Îles inc.", with a capital stock divided into 40,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at Sept-Îles, judicial district of Hauterive.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721499

La Jeune Chambre de St-Rédempteur inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Charles Murphy, 154 Place Gariépy, Bruno Arquin, 133 Place Gariépy, both salesmen, and André Roberge, insurance agent, 106-14th Street, all three of St. Rédempteur, for the following purposes:

To promote the interest of young people in the economic, social and civic progress of their community, under the name of "La Jeune Chambre de St-Rédempteur inc."

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$100,000.

The head office of the corporation is at St. Rédempteur, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721456

**Les jeux Tremblay inc.
Tremblay Games Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Tremblay, teacher, 3801 Lévesque Boulevard, Laval, Georges Bilodeau, lawyer, 4045 Henri-Bourassa East, Montreal North, and Louise Fournier, secretary, spinster, 10354 Garnier, Montreal, for the following purposes:

To create, invent and deal in games of all kinds, under the name of "Les jeux Tremblay inc.— Tremblay Games Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721513

John Steel Reinforcing Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour de mars 1972, constituant en corporation: Jean Thériault, spécialiste, Raymonde Lessard, ménagère, épouse dudit Jean Thériault, tous deux de 38, Lessard, et Jacques Thériault, garagiste, 16, Montmorency, tous trois de Hull, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « John Steel Reinforcing Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hull, district judiciaire de Hull.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721403

Journal des Marchands-Unis des deux Rives inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de mars 1972, constituant en corporation: Raymond Ritchot, marchand, Claudette Thibault, ménagère, épouse divorcée de Jean-B. Cloutier, tous deux de 197, Grande Côte, Saint-Eustache, et Denis Oigny, publiciste, 6610, 19^e avenue, app. 4, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs et lithographes, sous le nom de « Journal des Marchands-Unis des deux Rives inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 195, chemin Grande Côte, Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721483

Daniel Jutras inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20^e jour de mars 1972, constituant en corporation: Daniel Jutras, poseur de tapis, Ghislaine Guilbault, ménagère, épouse dudit Daniel Jutras, tous deux de 282, Cadotte, Laval, et Huguette Girard, secrétaire, épouse de Laurian Plourde, 345, St-Marcel, Drummondville, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce de décoration intérieure, sous le nom de « Daniel Jutras

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS.

Director of the Companies Service.

46433

721513

John Steel Reinforcing Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13rd day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Thériault, specialist, Raymonde Lessard, housewife, wife of the said Jean Thériault, both of 38 Lessard, and Jacques Thériault, garage operator, 16 Montmorency, all three of Hull, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "John Steel Reinforcing Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Hull, judicial district of Hull.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721403

Journal des Marchands-Unis des deux Rives inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Ritchot, merchant, Claudette Thibault, housewife, divorced wife of Jean-B. Cloutier, both of 197 Grande Côte, St. Eustache, and Denis Oigny, publicity man, 6610 - 19th Avenue, Apt. 4, Laval, for the following purposes:

To carry on business as publishers, printers, engravers and lithographers, under the name of "Journal des Marchands-Unis des deux Rives inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 195 Grande Côte Road, St. Eustache, judicial district of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721483

Daniel Jutras inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Daniel Jutras, carpet-layer, Ghislaine Guilbault, housewife, wife of the said Daniel Jutras, both of 282 Cadotte, Laval, and Huguette Girard, secretary, wife of Laurian Plourde, 345 St. Marcel, Drummondville, for the following purposes:

To carry on all operations pertaining to interior decorating, under the name of "Daniel Jutras inc.",

inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 282, Cadotte, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o

**KVB Ltd.
KVB Itée**

721547

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mars 1972, constituant en corporation: Murray Lapin, 167, chemin Edgehill, Westmount, Herschel Gavsie, 4655, Bonavista, app. 402, Montréal, tous deux avocats, et Lyse Robitaille, réceptionniste, épouse divorcée de Myles Tupper, 1645, Grenet, app. 11, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de restaurant, sous le nom de « KVB Ltd. — KVB Itée », avec un capital total de \$110,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 10,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 528 ouest, avenue des Pins, app. 8, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433

Labelle Assurance Inc.

721664

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1972, constituant en corporation: Robert Lanctôt, avocat, 375, de la Colline, Denise Pesant, secrétaire, 1004, Desnoyer, tous deux de Laval, et Marthe Beauregard, stagiaire en droit, 5100, Édouard-Montpetit, app. 5, Montréal, ces deux dernières filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « Labelle Assurance Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 600 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o

**Laboratoires d'acoustique indépendants Itée
Independent Acoustic Laboratories Ltd.**

721347

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1972, constituant en corporation: André-Claude Gervais, 4418, Coolbrook, John Manuel, 4311, Old Orchard, tous deux de Montréal, et Peter Mundie, 54, 15e Avenue, Roxboro, tous trois ingénieurs professionnels, pour les objets suivants:

with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 282 Cadotte, Laval, judicial district of Montreal.

*PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.*

46433

**KVB Ltd.
KVB Itée**

721547

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Murray Lapin, 167 Edgehill Road, Westmount, Herschel Gavsie, 4655 Bonavista, Apt. 402, Montreal, both advocates, and Lyse Robitaille, receptionist, divorced wife of Myles Tupper, 1645 Grenet, Apt. 11, Saint-Laurent, for the following purposes:

To operate a restaurant, under the name of "KVB Ltd. — KVB Itée", with a total capital stock of \$110,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 10,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at 528 Pine Avenue West, Apartment 8, Montreal, judicial district of Montreal.

*PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.*

46433-o

Labelle Assurance Inc.

721664

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Lanctôt, lawyer, 375 de la Colline, Denise Pesant, secretary, 1004 Desnoyer, both of Laval, and Marthe Beauregard, articled student, 5100 Édouard-Montpetit, Apt. 5, Montreal, the latter two spinsters, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Labelle Assurance Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 600 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.*

46433

**Laboratoires d'acoustique indépendants Itée
Independent Acoustic Laboratories Ltd.**

721347

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André-Claude Gervais, 4418 Coolbrook, John Manuel, 4311 Old Orchard, both of Montreal, and Peter Mundie, 54 - 15th Avenue, Roxboro, all three professional engineers, for the following purposes:

Agir à titre de conseillers et experts en matière de sécurité de l'écologie et de l'environnement, en général, et auprès de toute personne, firme, corporation, institution ou organisation, sous le nom de « Laboratoires d'acoustique indépendants ltée — Independent Acoustic Laboratories Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montreal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433

721640

**Les laboratoires d'études et d'analyses
du Québec inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour de mars 1972, constituant en corporation: Léo Pêrusse, industriel, 4295, Baron, Saint-Léonard, Jean-Claude Dansereau, coordonnateur, 2735, Mercier, Montréal, et Jean-Marie Déom, ingénieur, 29, des Ormes, Saint-Basile-le-Grand, pour les objets suivants:

Faire tous genres de recherches, examens, essais, expertises, analyses de rapports sur l'utilisation et la fabrication, l'entretien et la réparation de toutes sortes de machines, outils, appareils et matériaux, techniques ou autres et sur l'utilisation et l'identification des sols, sous le nom de « Les laboratoires d'études et d'analyses du Québec inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4295, Baron, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721518

Lanox inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8^e jour de février 1972, constituant en corporation: Jean-Yves Fortin, avocat, 350, Côte Vertu, app. 316, Pierre Grégoire, notaire, 405, boulevard Deguire, tous deux de Saint-Laurent, et Denyse Daoust, secrétaire, fille majeure, 964, Domville, Brossard, pour les objets suivants:

Faire affaires comme bijoutiers, orfèvres, marchands de diamants, fabricants de montres et autres commerces semblables, sous le nom de « Lanox inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 800 actions ordinaires de \$10 chacune, 1,000 actions privilégiées classe « A » de \$1 chacune et en 3,100 actions privilégiées classe « B » de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2937, avenue Lacombe, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o

720717

To act as ecological and environmental safety consultants and advisers in general to any person, firm, corporation, institution or organization, under the name of "Laboratoires d'acoustique indépendants ltée — Independent Acoustic Laboratories Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares having a par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433-o

721640

**Les laboratoires d'études et d'analyses
du Québec inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léo Pêrusse, industrialist, 4295 Baron, St. Léonard, Jean-Claude Dansereau, co-ordinator, 2735 Mercier, Montreal, and Jean-Marie Déom, engineer, 29 des Ormes, St. Basile-le-Grand, for the following purposes:

To conduct all kinds of research, studies, tests, technical surveys and analyses of reports on the use and manufacture, maintenance and repair of all kinds of machines, tools, appliances and materials, technical or otherwise, and on the use and identification of soils, under the name of "Les laboratoires d'études et d'analyses du Québec inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 4295 Baron, St. Léonard, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

721518

Lanox inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Yves Fortin, lawyer, 350 Côte Vertu, Apt. 316, Pierre Grégoire, notary, 405 Deguire Boulevard, both of St. Laurent, and Denyse Daoust, secretary, spinster, 964 Domville, Brossard, for the following purposes:

To carry on business as jewellers, goldsmiths, diamond merchants, watchmakers and other like commerce, under the name of "Lanox inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 800 common shares of \$10 each, 1,000 class "A" preferred shares of \$1 each and 3,100 class "B" preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 2937 Lacombe Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

720717

Laval Testing Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1972, constituant en corporation: Richard Gauvreau, Léonard Gauvreau, tous deux inspecteurs, et Marcella Hermans, ménagère, épouse dudit Léonard Gauvreau, tous trois de 124, Bon Pasteur, Laval, pour les objets suivants:

Faire l'inspection de toutes structures faites de bois, de métal, de béton ou autre matière, sous le nom de « Laval Testing Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-0

721559

La Ligue navale de Cap-Chat inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Yves Bérubé, homme d'affaires, Georges Roy, industriel, Romain Pelletier, Jacques Côté, Julien Lepage, tous trois professeurs, Marthe Richard, fleuriste, épouse de Fernand Lemieux, Clovis Roy, fonctionnaire, Jeanne Pelletier, enseignante, épouse de Roger Michaud, Claude Jourdain, avocat, et Charles Allard, prêtre, tous de Cap-Chat, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un camp d'été pour s'occuper de la formation, de l'entraînement et des loisirs des jeunes gens, sous le nom de « La Ligue navale de Cap-Chat inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Cap-Chat, district judiciaire de Gaspé.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-0

721091

Les Loisirs de Fortierville inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mars 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Marcel Patoine, meunier, Georgette Champigny, veuve de Jean Ducharme, Marie-Claire Blier, épouse de Jean-Marie Baril, Simone D'Amours, épouse de Maurice Badeau, toutes trois ménagères, Donatien Paris, et Roch Mayrand, ces deux derniers journaliers, tous de Fortierville, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Les Loisirs de Fortierville inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$200,000.

Laval Testing Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richard Gauvreau, Léonard Gauvreau, both inspectors, and Marcella Hermans, housewife, wife of the said Léonard Gauvreau, all three of 124 Bon Pasteur, Laval, for the following purposes:

To inspect all structures made of wood, metal, concrete or other material, under the name of "Laval Testing Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721559

La Ligue navale de Cap-Chat inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean-Yves Bérubé, businessman, Georges Roy, industrialist, Romain Pelletier, Jacques Côté, Julien Lepage, all three teachers, Marthe Richard, florist, wife of Fernand Lemieux, Clovis Roy, civil servant, Jeanne Pelletier, teacher, wife of Roger Michaud, Claude Jourdain, lawyer, and Charles Allard, priest, all of Cap-Chat, for the following purposes:

To establish and operate a summer camp in order to provide education, training and recreational activities for young people, under the name of "La Ligue navale de Cap-Chat inc."

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$100,000.

The head office of the corporation is at Cap-Chat, judicial district of Gaspé.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721091

Les Loisirs de Fortierville inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Marcel Patoine, miller, Georgette Champigny, widow of Jean Ducharme, Marie-Claire Blier, wife of Jean-Marie Baril, Simone D'Amours, wife of Maurice Badeau, all three housewives, Donatien Paris, and Roch Mayrand, the latter two laborers, all of Fortierville, for the following purposes:

The organization of recreational activities, under the name of "Les Loisirs de Fortierville inc."

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$200,000.

Le siège social de la corporation est à Fortierville, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-0

721542

The head office of the corporation is at Fortierville, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

721542

Loisirs de jeunesse (Rimouski) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Valois Corriveau, 49, St-Jean-Baptiste ouest, Claude Mongrain, 234, Laurier, Gilles Tremblay, 1221, Évêché ouest, tous trois animateurs, Laura-Aimé Nadeau, ménagère, épouse de Martin Ryan, 193, des Érables, et Jean-Marie Boulanger, constructeur, 355, Dubé ouest, tous de Rimouski, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Loisirs de jeunesse (Rimouski) inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation est 10, rue Évêché est, Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-0

721267

Loisirs St-Adrien inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour de mars 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Antoine Larrivée, gérant, Yvon Giguère, commis de bureau, et Viateur Leroux, garagiste, tous trois de Saint-Adrien, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Loisirs St-Adrien inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Adrien, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-0

721582

Managex Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Jules Tourillon, 61, Courcelette, Outremont, Pierre Robillard, 5615, Place d'Aiguillon, et Roméo Grenier, 4277, Kent, ces deux derniers de Montréal, tous trois hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, sous le nom de « Managex Inc. », avec un capital total de \$160,000, divisé en 100,000 actions ordinaires d'une

Loisirs de jeunesse (Rimouski) inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Valois Corriveau, 49 St. Jean-Baptiste West, Claude Mongrain, 234 Laurier, Gilles Tremblay, 1221 Évêché West, all three group leaders, Laura-Aimé Nadeau, housewife, wife of Martin Ryan, 193 des Érables, and Jean-Marie Boulanger, builder, 355 Dubé West, all of Rimouski, for the following purposes:

The organization of recreational activities, under the name of "Loisirs de jeunesse (Rimouski) inc."

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$500,000.

The head office of the corporation is at 10 Évêché Street East, Rimouski, judicial district of Rimouski.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

721267

Loisirs St-Adrien inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Antoine Larrivée, manager, Yvon Giguère, office clerk, and Viateur Leroux, garage operator, all three of St. Adrien, for the following purposes:

The organization of recreational activities, under the name of "Loisirs St-Adrien inc."

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$100,000.

The head office of the corporation is at St. Adrien, judicial district of St. François.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

721582

Managex Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jules Tourillon, 61 Courcelette, Outremont, Pierre Robillard, 5615 Place d'Aiguillon, and Roméo Grenier, 4277 Kent, the latter two of Montreal, all three businessmen, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Managex Inc.", with a total capital stock of \$160,000, divided into 100,000 common shares of a

valeur nominale de \$1 chacune et en 60,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o 722196
Marché Genzano inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mars 1972, constituant en corporation: Gerardo Di Marco, Ninetta Di Marco, épouse de Rocco Cilla, tous deux de 8912, 2e avenue, et Gisèle Lambert, épouse de Paolo Di Marco, 7990, Sagard, app. 3, tous trois commerçants, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme boulangers, bouchers et épiçiers licenciés, sous le nom de « Marché Genzano inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8815, Hochelaga est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o 721404

Mendoza Genest Construction Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1972, constituant en corporation: Elie Barackett, 1609, St-Louis, Trois-Rivières, Mendoza Genest, 134, Fortin, Laval, tous deux constructeurs, et Michel Azar, administrateur, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Mendoza Genest Construction Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o 721255

Meunerie mobile Bernier inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de février 1972, constituant en corporation: André Bernier, meunier, Upton, Michel Dumaine, avocat, 3960, Louvigny, Douville, et Pierrette Des Rosiers, secrétaire, fille majeure, 1695, Girouard, Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Faire affaires comme meuniers, sous le nom de « Meunerie mobile Bernier inc. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune,

nominal value of \$1 each and 60,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433 722196
Marché Genzano inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gerardo Di Marco, Ninetta Di Marco, wife of Rocco Cilla, both of 8912 - 2nd Avenue, and Gisèle Lambert, wife of Paolo Di Marco, 7990 Sagard, Apt. 3, all three merchants, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as bakers, butchers and licensed grocers, under the name of "Marché Genzano inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 8815 Hochelaga East, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433 721404

Mendoza Genest Construction Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Elie Barackett, 1609 St. Louis, Trois-Rivières, Mendoza Genest, 134 Fortin, Laval, both builders, and Michel Azar, administrator, Mount Royal, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Mendoza Genest Construction Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433 721255

Meunerie mobile Bernier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Bernier, miller, Upton, Michel Dumaine, lawyer, 3960 Louvigny, Douville, and Pierrette Des Rosiers, secretary, spinster, 1695 Girouard, St. Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on business as millers, under the name of "Meunerie mobile Bernier inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 400 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est à Upton, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o

720656

Morne Enterprises Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1972, constituant en corporation: Roger Charland, 461, boulevard Ouellet, Paul-Émile Roy, 733, 8e avenue, et Maurice Delisle, 1122, boulevard Ouellet, tous trois industriels, de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de maisons-mobiles, maisons préfabriquées, roulottes, tentes-roulottes et tentes, sous le nom de « Morne Enterprises Inc. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Thetford, partie Sud, district judiciaire de Mégantic.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721199

Optique Gilot limitée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de février 1972, constituant en corporation: Rosario Chabot, 2490, Quevillon, Saint-Hubert, Roger Courtois, tous deux techniciens, et Gisèle Jean, secrétaire, épouse dudit Roger Courtois, ces deux derniers de 332, de Dreux, Laval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce en gros d'un laboratoire d'optique et de fabricants de lentilles de toutes sortes, sous le nom de « Optique Gilot limitée », avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 21, rue Tourangeau ouest, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o

720594

Pépinière Beaux Lieux inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1972, constituant en corporation: Antonio Beaulieu, paysagiste, Gilles Beaulieu, étudiant, tous deux de 37, Frontenac, Rivière-du-Loup, et Paul-Émile Ouellet, cultivateur, Saint-Honoré, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fleuristes, pépiniéristes et cultivateurs de graines, sous le nom de « Pépinière Beaux Lieux inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 50,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

The head office of the company is at Upton, judicial district of St. Hyacinthe.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

720656

Morne Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Charland, 461 Ouellet Boulevard, Paul-Émile Roy, 733 - 8th Avenue, and Maurice Delisle, 1122 Ouellet Boulevard, all three industrialists, of Thetford Mines, for the following purposes:

To manufacture and deal in mobile homes, prefabricated homes, trailers, trailers tents and tents, under the name of "Morne Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 1,500 common shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Thetford, South Part, judicial district of Mégantic.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

721199

Optique Gilot limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rosario Chabot, 2490 Quevillon, St. Hubert, Roger Courtois, both technicians, and Gisèle Jean, secretary, wife of the said Roger Courtois, the latter two of 332 de Dreux, Laval, for the following purposes:

To carry the wholesale business of an optical laboratory and of makers of lenses of all kinds, under the name of "Optique Gilot limitée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 4,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 21 Tourangeau Street West, Laval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

720594

Pépinière Beaux Lieux inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Antonio Beaulieu, landscaper gardener, Gilles Beaulieu, student, both of 37 Frontenac, Rivière-du-Loup, and Paul-Émile Ouellet, farmer, St. Honoré, for the following purposes:

To carry on business as florists, landscaper gardeners and seed-growers, under the name of "Pépinière Beaux Lieux inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 50,000 common shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o 721624

Perma Glaze Québec Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mars 1972, constituant en corporation: Maurice Duchesneau, manufacturier, Louise Bédard, ménagère, épouse dudit Maurice Duchesneau, tous deux de 74, de l'Hôpital, et Paul Pleau, comptable, 72, de l'Hôpital, tous trois de Loretteville, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'articles de céramique et autres produits fabriqués en tout ou en partie de substance provenant du sol ou du sous-sol, sous le nom de « Perma Glaze Québec Inc. », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 209, de la Colline, Loretteville, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o 717000

**Les placements D & L Itée
D & L Investments Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mars 1972, constituant en corporation: G. Harold Pickel, 47, Arlington, Westmount, Guy-E. Boisvert, 4976, Glencairn, tous deux avocats, et Denyse Marcoux, secrétaire, fille majeure, 1488, Galt, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, sous le nom de « Les placements D & L Itée — D & L Investments Ltd. », avec un capital divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o 721696

Les placements Donabec inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mars 1972, constituant en corporation: Claude Julien, professeur, 296, Leclerc, Réjean Lortie, secrétaire, 270, Ste-Agnès, et Guy Dussault, agent de bureau, 223, Pleau, tous trois de Donnacona, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et de portefeuille, sous le nom de « Les placements Donabec inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

The head office of the company is at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433 721624

Perma Glaze Québec Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Duchesneau, manufacturer, Louise Bédard, housewife, wife of the said Maurice Duchesneau, both of 74 de l'Hôpital, and Paul Pleau, accountant, 72 de l'Hôpital, all three of Loretteville, for the following purposes:

To manufacture and deal in ceramics and other products manufactured, in whole or in part, from substances derived from the soil or subsoil, under the name of "Perma Glaze Québec Inc.", with a capital stock divided into 10,000 common shares without nominal value and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 209 de la Colline, Loretteville, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433 717000

**Les placements D & L Itée
D & L Investments Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: G. Harold Pickel, 47 Arlington, Westmount, Guy-E. Boisvert, 4976 Glencairn, both lawyers, and Denyse Marcoux, secretary, spinster, 1488 Galt, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Les placements D & L Itée — D & L Investments Ltd.", with a capital stock divided into 40,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433 721696

Les placements Donabec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Julien teacher, 296 Leclerc, Réjean Lortie, secretary, 270 Ste. Agnès, and Guy Dussault, office agent, 223 Pleau, all three of Donnacona, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Les placements Donabec inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Donnacona, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721599

**Les placements du Carnet Mondain
de Montréal inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20^e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Pascal Lennad, journaliste, 4474, Wilson, George Durst, 17, Upper Trafalgar, et Dominique Tordion, 34, Upper Trafalgar, ces deux derniers administrateurs, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de gestion et de placement, sous le nom de « Les placements du Carnet Mondain de Montréal inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o

716149

**Les placements Multi inc.
Multi Investments Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour de février 1972, constituant en corporation: Robert Guay, 2985, Lacombe, Montréal, Yves Larivée, 5784, Durocher, tous deux étudiants, et Claude Laverdure, gérant, 40, Holywood, ces deux derniers d'Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme prêteurs d'argent dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Les placements Multi inc.—Multi Investments Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721088

Polychem inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour de mars 1972, constituant en corporation: Alexandre A. Pennese, manufacturier, Diane Bourbonnais, ménagère, épouse dudit Alexandre A. Pennese, tous deux de 162, 5^e boulevard, Terrasse-Vaudreuil, Richard L. Urbanczyk, ingénieur professionnel, et Zosia Szumiejko, ménagère, épouse dudit Richard L. Urbanczyk, ces deux derniers de 143, Stillview, Pointe Claire, pour les objets suivants:

The head office of the company is at Donnacona, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

721599

**Les placements du Carnet Mondain
de Montréal inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pascal Lennad, journalist, 4474 Wilson, George Durst, 17 Upper Trafalgar, and Dominique Tordion, 34 Upper Trafalgar, the latter two administrators, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a management and investment company, under the name of "Les placements du Carnet Mondain de Montréal inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

716149

**Les placements Multi inc.
Multi Investments Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Guay, 2985 Lacombe, Montreal, Yves Larivée, 5784 Durocher, both students, and Claude Laverdure, manager, 40 Holywood, the latter two of Outremont, for the following purposes:

To carry on the business of money-lending in all its specialties, under the name of "Les placements Multi inc.—Multi Investments Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

721088

Polychem inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alexandre A. Pennese, manufacturer, Diane Bourbonnais, housewife, wife of the said Alexandre A. Pennese, both of 162 - 5th Boulevard, Terrasse-Vaudreuil, Richard L. Urbanczyk, professional engineer, and Zosia Szumiejko, housewife, wife of the said Richard L. Urbanczyk, the latter two of 143 Stillview, Pointe Claire, for the following purposes:

Fabriquer et faire le commerce de toutes matières naturelles ou synthétiques, organiques ou inorganiques, sous le nom de « Polychem inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 9,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Terrasse-Vaudreuil, district judiciaire de Beauharnois.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721577

Productions Bigoudis Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1972, constituant en corporation: Jeanne Després, épouse de Robert Demontigny, 5545, Verdi, Pierrette Després, épouse de André Goudreault, 2390, Audette, toutes deux de Brossard, et Linda Perno, épouse de Denis Pantis, 12395, Olivier, Saint-Laurent, toutes trois ménagères, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Productions Bigoudis Itée », avec un capital divisé en 1,000 actions classe « A » sans valeur nominale, 2,000 actions classe « B » sans valeur nominale et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721097

Les productions M.I.C.A. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1972, constituant en corporation: Janine Sutto, comédienne, veuve de Henry Deyglun, 4854, Côte des Neiges, app. 1712, Viateur Lavoie, comptable, 1470, Montcalm, et André Charbonneau, administrateur, 10800, Lajeunesse, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie artistique et éducative, sous le nom de « Les productions M.I.C.A. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721566

Publicité Amco inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

To manufacture and deal in all natural or synthetic, organic or inorganic products, under the name of "Polychem inc.", with a capital divided into 1,000 common shares without nominal value and 9,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Terrasse-Vaudreuil, judicial district of Beauharnois.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721577

Productions Bigoudis Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jeanne Després, wife of Robert Demontigny, 5545 Verdi, Pierrette Després, wife of André Goudreault, 2390 Audette, both of Brossard, and Linda Perno, wife of Denis Pantis, 12395 Olivier, St. Laurent, all three housewives, for the following purposes:

To carry on business consisting in providing amusement for the public, under the name of "Productions Bigoudis Itée", with a capital stock divided into 1,000 class "A" shares without nominal value, 2,000 class "B" shares without nominal value, 1,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721097

Les productions M.I.C.A. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Janine Sutto, actress, widow of Henry Deyglun, 4854 Côte des Neiges, Apt. 1712, Viateur Lavoie, accountant, 1470 Montcalm, and André Charbonneau, administrator, 10800 Lajeunesse, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an artistic and educational company, under the name of "Les productions M.I.C.A. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 3,900 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721566

Publicité Amco inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 8e jour de mars 1972, constituant en corporation: Paul Amyot, comptable, Olive Malone, ménagère, épouse dudit Paul Amyot, tous deux de 844, Bellevue, et Jean-Claude Côté, vendeur, 3469, Carré Neuvers, tous trois de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs et conseillers en publicité, sous le nom de « Publicité Amco inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

R.B.R. Transport Inc.

720685

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mars 1972, constituant en corporation: Richard Simard, 65, Laplante, Benoît Simard, et Régent Simard, ces deux derniers de 2237, Terrasse Cadieu, tous trois hommes d'affaires, de Couville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « R.B.R. Transport Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2237, Terrasse Cadieu, Courville, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721730

Les références croisées des Laurentides inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mars 1972, constituant en corporation: Robert Forget, chauffeur, Cécile Campeau, épouse dudit Robert Forget, tous deux de 130, Côte Sud, Sainte-Thérèse-Ouest, et Marguerite Brunet, épouse de Yvon Forget, 1001, Bertrand, Bellefeuille, ces deux dernières ménagères, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, éditeurs, papiers, lithographes, graveurs, relieurs, libraires, fondeurs typographes, publicistes et autres commerces connexes, sous le nom de « Les références croisées des Laurentides inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Thérèse-Ouest, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721480

Les remorques Cobra inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Amyot, accountant, Olive Malone, housewife, wife of the said Paul Amyot, both of 844 Bellevue, and Jean-Claude Côté, salesman, 3469 Carré Neuvers, all three of Ste. Foy, for the following purposes:

To carry on business as advertising contractors and consultants, under the name of "Publicité Amco inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Ste. Foy, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

R.B.R. Transport Inc.

720685

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richard Simard, 65 Laplante, Benoît Simard, and Régent Simard, the latter two of 2237 Terrasse Cadieu, all three businessmen, of Courville, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "R.B.R. Transport Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 2237 Terrasse Cadieu, Courville, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721730

Les références croisées des Laurentides inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Forget, chauffeur, Cécile Campeau, wife of the said Robert Forget, both of 130 Côte Sud, Ste. Thérèse West, and Marguerite Brunet, wife of Yvon Forget, 1001 Bertrand, Bellefeuille, the latter two housewives, for the following purposes:

To carry on business as printers, publishers, stationers, lithographers, engravers, binders, booksellers, type-founders, advertisers, and in other like trades, under the name of "Les références croisées des Laurentides inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Ste. Thérèse West, judicial district of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

Les remorques Cobra inc.

721480

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of February, 1972, have been issued by the Minister of

patentes, en date du 29e jour de février 1972, constituant en corporation: Paul Aubin, 102, Morris, Sainte-Thérèse, Alfred Hébert, 374, Côte Sud, et François Bourgeois, 4, Lavigne, ces deux derniers de Sainte-Thérèse-Ouest, tous trois journaliers, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de remorques, (roulottes), de boîtes pour camions de livraison et de camions-maisons, sous le nom de « Les remorques Cobra inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$1 chacune, 3,000 actions privilégiées classe « A » de \$1 chacune et en 350 actions privilégiées classe « B » de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est route rurale numéro 8, Chatham, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o 721152

F. & M. Robitaille & fils inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1972, constituant en corporation: Marcel Robitaille, Flavius Robitaille, tous deux entrepreneurs, et Madeleine Corriveau, ménagère, épouse dudit Flavius Robitaille, tous trois de rang des Soixante, Saint-Alexandre, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « F. & M. Robitaille et fils inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Alexandre, district judiciaire d'Iberville.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o 721328

André Rock & associés, inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Gilles-J.-W. Larose, notaire, 530, Mitchell, Mont-Royal, France Ouellette, 1657, boulevard St-Joseph, et Gisèle Gervais, 1887, Desjardins, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « André Rock & associés, inc. », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 437, rue Proulx, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o 720190

Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Aubin, 102 Morris, Ste. Thérèse, Alfred Hébert, 374 Côte Sud, and François Bourgeois, 4 Lavigne, the latter two of Ste. Thérèse West, all three laborers, for the following purposes:

To manufacture and deal in trailers, (mobile homes), cabs for delivery trucks and motorized homes, under the name of "Les remorques Cobra inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$1 each, 3,000 class "A" preferred shares of \$1 each and 350 class "B" preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Rural Route number 8, Chatham, judicial district of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433 721152

F. & M. Robitaille & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Robitaille, Flavius Robitaille, both contractors, and Madeleine Corriveau, housewife, wife of the said Flavius Robitaille, all three of des Soixante Range, St. Alexandre, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "F. & M. Robitaille & fils inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at St. Alexandre, judicial district of Iberville.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433 721328

André Rock & associés, inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles-J.-W. Larose, notary, 530 Mitchell, Mount Royal, France Ouellette, 1657 St. Joseph Boulevard, and Gisèle Gervais, 1887 Desjardins, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "André Rock & associés, inc.", with a capital stock divided into 10,000 common shares without nominal value and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 437 Proulx Street, Longueuil, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433 720190

Rodel Automotive Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour de mars 1972, constituant en corporation: George Wurtele, avocat, 32, Blainville, Sainte-Thérèse, André DesRochers, étudiant, 32, 7^e avenue, Lasalle, et Béatrice Harvey, secrétaire, fille majeure, 12229, Ste-Catherine, Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

Faire le commerce de pièces neuves d'automobile, équipement et outillage de garagiste, sous le nom de « Rodel Automotive Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-0

721427

P.V. Rossi Wine Inc.

Les vins P.V. Rossi inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de février 1972, constituant en corporation: Nicola Rossi, ouvrier, Domenica Rossi, finisseuse, épouse dudit Nicola Rossi, tous deux de 9245, Chopin, Saint-Léonard, Gaston Volpato, industriel, Grace Bertuola, ménagère, épouse dudit Gaston Volpato, tous deux de 11261, Georges Pichet, et Pasquarelli Pasquale, peintre, 7580, Marquette, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de vins, sous le nom de « P.V. Rossi Wine Inc.— Les vins P.V. Rossi inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3775, boulevard Industriel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-0

720658

Routhier-Lapointe inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de mars 1972, constituant en corporation: Gilles Routhier, marchand, 110, Union, Suzanne Dorais, secrétaire, épouse de Gaston Blais, 186, Richelieu, tous deux de Beloeil, et Adonia Lapointe, administrateur, 6760, Chatelais, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tous genres et espèces de véhicules, vaisseaux, roulottes, machines, dispositifs ou appareils mécaniques devant servir sur terre, sur mer ou dans les airs, sous le nom de « Routhier-Lapointe inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 600 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,940 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Rodel Automotive Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: George Wurtele, lawyer, 32 Blainville, Ste. Thérèse, André DesRochers, student, 32 - 7th Avenue, Lasalle, and Béatrice Harvey, secretary, spinster, 12229 Ste. Catherine, Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

To deal in new car parts and garage operator tools and equipment, under the name of "Rodel Automotive Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721427

P.V. Rossi Wine Inc.

Les vins P.V. Rossi inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Nicola Rossi, toolmaker, Domenica Rossi, finisher, wife of the said Nicola Rossi, both of 9245 Chopin, St. Léonard, Gaston Volpato, industrialist, Grace Bertuola, housewife, wife of the said Gaston Volpato, both of 11261 Georges Pichet, and Pasquarelli Pasquale, painter, 7580 Marquette, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wines, under the name of "P.V. Rossi Wine Inc.— Les vins P.V. Rossi inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 3775 Industriel Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

720658

Routhier-Lapointe inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Routhier, merchant, 110 Union, Suzanne Dorais, secretary, wife of Gaston Blais, 186 Richelieu, both of Beloeil, and Adonia Lapointe, administrator, 6760 Chatelais, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds and types of vehicles, vessels, trailers, engines, mechanical devices or conveyances to be used on land, on water or in the air, under the name of "Routhier-Lapointe inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 600 common shares of a nominal value of \$1 each and 3,940 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est 191, boulevard Laurier, McMasterville, district judiciaire de Richelieu.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o 721496

François St-Pierre inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1972, constituant en corporation: François St-Pierre, entrepreneur, Hélène St-Pierre, maîtresse de maison, épouse dudit François St-Pierre, tous deux de 12047, L'Acadie, Montréal, et Claude Beauchamp, comptable, 214, Dunant, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens; fabriquer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « François St-Pierre inc. », avec un capital divisé en 2,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o 721555

Ste-Thérèse Drywall Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mars 1972, constituant en corporation: Alain Côté, 177, Carignan, Claude Cormier, 571, Guy, tous deux de Laval, et Pierre Paquin, 12131, Poutrincourt, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Ste-Thérèse Drywall Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 19, Champs Élysée, Blainville, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o 721406

Service de lavage Nicolet inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mars 1972, constituant en corporation: Michel Paradis, entrepreneur, Lise St-Germain, garde-malade auxiliaire, épouse dudit Michel Paradis, tous deux de 266, Signay, et Grégoire Paradis, concierge, 470, Panet, tous trois de Nicolet, pour les objets suivants:

Faire l'entretien d'édifices publics et de résidences privées, sous le nom de « Service de lavage Nicolet

The head office of the company is at 191 Laurier Boulevard, McMasterville, judicial district of Richelieu.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433 721496

François St-Pierre inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: François St-Pierre, contractor, Hélène St-Pierre, housewife, wife of the said François St-Pierre, both of 12047 L'Acadie, Montreal, and Claude Beauchamp, accountant, 214 Dunant, Laval, for the following purposes:

To carry on business as electricians and manufacture and deal in all kinds of electrical appliances and accessories, under the name of "François St-Pierre inc.", with a capital stock divided into 2,000 common shares without nominal value and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433 721555

Ste-Thérèse Drywall Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alain Côté, 177 Carignan, Claude Cormier, 571 Guy, both of Laval, and Pierre Paquin, 12131 Poutrincourt, Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Ste-Thérèse Drywall Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 19 Champs Élysée, Blainville, judicial district of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433 721406

Service de lavage Nicolet inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Paradis, contractor, Lise St-Germain, nurse's aide, wife of the said Michel Paradis, both of 266 Signay, and Grégoire Paradis, janitor, 470 Panet, all three of Nicolet, for the following purposes:

To provide maintenance services in public buildings and private homes, under the name of "Service de

inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,800 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1570, avenue des Érables, Nicolet, district judiciaire de Nicolet.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721422

Société de gestion Montbro inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1972, constituant en corporation: Maurice Charbonneau, gérant de banque, 488, Radisson, Mont-Saint-Hilaire, Camille Laporte, veuve de Jean-Marc Vachon, 136, Jeanne-Mance, et Pauline Delisle, épouse divorcée de Louis Laporte, 262, Bernard, ces deux dernières secrétaires, de Beloeil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Société de gestion Montbro inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Mont-Saint-Hilaire, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721645

Société Québec-Histoire, inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice Marquis, imprimeur, 215, St-Louis, Yves Trahan, professeur, et Denise Marquis, secrétaire, épouse dudit Yves Trahan, ces deux derniers de 22, Canotiers, tous trois de Montmagny, pour les objets suivants:

Promouvoir, dans l'intérêt de la population, l'histoire du Québec et du Canada, sous le nom de « Société Québec-Histoire, inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$150,000.

Le siège social de la corporation est 301, boulevard Taché est, Montmagny, district judiciaire de Montmagny.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o

720600

Sopar Construction Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1972, constituant en corporation: Séverin Lachapelle, 1320, Leblanc, Sillery, Gatien Roy, 6905, 4e avenue est, Charlesbourg, et Richard Parent, 2618, Jean-Brillant, Sainte-Foy, tous trois avocats, pour les objets suivants:

lavage Nicolet inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$1 each and 3,800 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1570 des Érables Avenue, Nicolet, judicial district of Nicolet.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

721422

Société de gestion Montbro inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Charbonneau, bank manager, 488 Radisson, Mont St. Hilaire, Camille Laporte, widow of Jean-Marc Vachon, 136 Jeanne-Mance, and Pauline Delisle, divorced wife of Louis Laporte, 262 Bernard, the latter two secretaries, of Beloeil, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of « Société de gestion Montbro inc. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Mont St. Hilaire, judicial district of St. Hyacinthe.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

721645

Société Québec-Histoire, inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Maurice Marquis, printer, 215 St. Louis, Yves Trahan, teacher, and Denise Marquis, secretary, wife of the said Yves Trahan, the latter two of 22 Canotiers, all three of Montmagny, for the following purposes:

To promote interest in the history of Québec and Canada, for the benefit of the population, under the name of "Société Québec-Histoire, inc."

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$150,000.

The head office of the corporation is at 301 Taché Boulevard East, Montmagny, judicial district of Montmagny.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

720600

Sopar Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Séverin Lachapelle, 1320 Leblanc, Sillery, Gatien Roy, 6905-4th Avenue East, Charlesbourg, and Richard Parent, 2618 Jean-Brillant, Ste. Foy, all three lawyers, for the following purposes:

Fabriquer et faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Sopar Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 350, boulevard Charest est, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o 721475

Studio de Photo Québécois inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de mars 1972, constituant en corporation: Paul Vézina, avocat, 7040, Place Mont-Clair, Charlesbourg, Francine Brochu, 2405, 2^e avenue, et Lucille Demers, 180, de Bernières, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter un studio de photographie, sous le nom de « Studio de Photo Québécois inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o 721492

T.G.C. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27^e jour de mars 1972, constituant en corporation: Raoul Paré, 508, Laurier, Florent Huard, tous deux techniciens, et Gilla Grenier, ménagère, épouse dudit Florent Huard, ces deux derniers de 185, 9^e avenue sud, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Effectuer tout travail, études et rapports techniques ou industriels de génie civil et municipal, sous le nom de « T.G.C. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o 721493

Tabagie Loufar Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17^e jour de mars 1972, constituant en corporation: Lucien Farley, chef ingénieur, Lina

To manufacture and deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Sopar Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 350 Charest Boulevard East, Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433 721475

Studio de Photo Québécois inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Vézina, lawyer, 7040 Place Mont-Clair, Charlesbourg, Francine Brochu, 2405 - 2nd Avenue, and Lucille Demers, 180 de Bernières, the latter two secretaries, spinsters, of Québec, for the following purposes:

To operate a photographers' studio, under the name of "Studio de Photo Québécois inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433 721492

T.G.C. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raoul Paré, 508 Laurier, Florent Huard, both technicians, and Gilla Grenier, housewife, wife of the said Florent Huard, the latter two of 185 - 9th Avenue South, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To perform any technical or industrial work, studies and reports in the field of civil and municipal engineering, under the name of "T.G.C. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of St. François.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433 721493

Tabagie Loufar Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lucien Farley, chief engineer, Lina

Gauthier, épouse dudit Lucien Farley, tous deux de 161, Magnus ouest, et Louise Émard, épouse divorcée de Bernard Dériger, 575, Principale, ces deux dernières ménagères, tous trois de Gatineau, pour les objets suivants:

Exploiter des magasins, ateliers et boutiques pour la vente de bonbons, journaux, et autres articles s'y rattachant, sous le nom de « Tabagie Loufar ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est rue Principale, Gatineau, district judiciaire de Hull.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721532

Templeton Body Shop Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Alain Viau, garagiste, 815, boulevard Maloney, Templeton, Richard Quesnel, gérant, 2186, Émard Crescent, Ottawa, et Gérard Lafrenière, courtier, 214, chemin Pagé, Orléans, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Templeton Body Shop Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 815, boulevard Maloney, Templeton, district judiciaire de Hull.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o

717264

Pierre Thérien inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mars 1972, constituant en corporation: Pierre Thérien, courtier d'assurances agréé, Suzanne Trottier, secrétaire, épouse dudit Pierre Thérien, tous deux de 200, Jeanne-Mance, et Laurette Drolet, rentière, veuve de Henri Trottier, 131, Lechasseur, tous trois de Beloeil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Pierre Thérien inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 600 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,940 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 131, rue Lechasseur, Beloeil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721401

Gauthier, wife of the said Lucien Farley, both of 161 Magnus West, and Louise Émard, divorced wife of Bernard Dériger, 575 Principale, the latter two housewives, all three of Gatineau, for the following purposes:

To operate stores, shops and boutiques for the sale of candy, newspaper and other like articles, under the name of "Tabagie Loufar ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Principale Street, Gatineau, judicial district of Hull.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

721532

Templeton Body Shop Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alain Viau, garage operator, 815 Maloney Boulevard, Templeton, Richard Quesnel, manager, 2186 Émard Crescent, Ottawa, and Gérard Lafrenière, broker, 214 Pagé Road, Orléans, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and deal in automobiles, motors, engines and all their accessories and parts, under the name of "Templeton Body Shop Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 815 Maloney Boulevard, Templeton, judicial district of Hull.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

717264

Pierre Thérien inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Thérien, chartered insurance broker, Suzanne Trottier, secretary, wife of the said Pierre Thérien, both of 200 Jeanne-Mance, and Laurette Drolet, annuitant, widow of Henri Trottier, 131 Lechasseur, all three of Beloeil, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Pierre Thérien inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 600 common shares of a nominal value of \$1 each and 3,940 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 131 Lechasseur Street, Beloeil, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

721401

Tony & Son Pastry Inc.
Pâtisserie Tony & fils, inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1972, constituant en corporation: Dante Iannacci, 242, Terrasse Ouellette, Vasilio Liakopoulos, 2154, Pauline, tous deux boulangers, de Lasalle, et Gisèle Poirier, secrétaire, fille majeure, 5743, boulevard Lasalle, Verdun, pour les objets suivants:

Faire affaires comme boulangers, confiseurs et fabricants de biscuits, sous le nom de « Tony & Son Pastry Inc.—Pâtisserie Tony & fils, inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1500, boulevard Shevchenko, Lasalle, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-0 721621

Trempe Machine Shop Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mars 1972, constituant en corporation: Marc Beaudoin, avocat, Monique Le Rouzès, épouse dudit Marc Beaudoin, et Germaine Vial, veuve de Yvon Le Rouzès, ces deux dernières ménagères, tous trois de 6692, Pie IX, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme machinistes, mécaniciens et garagistes, sous le nom de « Trempe Machine Shop Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-0 721448

L'Union des Citoyens de Sherbrooke inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mars 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Robert Michon, conseiller d'orientation, 1989, Galt ouest, Denis Lamoureux, travailleur social, 1377, McManamy, app. 5, et Rosaire Gagnon, étudiant, 1321, Fabre, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Regrouper tous les résidents de la cité de Sherbrooke en vue de les sensibiliser à leurs propres problèmes en matière de travail, logement, loisirs, santé et consommation, sous le nom de « L'Union des Citoyens de Sherbrooke inc. ».

Tony & Son Pastry Inc.
Pâtisserie Tony & fils, inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Dante Iannacci, 242 Terrasse Ouellette, Vasilio Liakopoulos, 2154 Pauline, both bakers, of Lasalle, and Gisèle Poirier, secretary, spinster, 5743 Lasalle Boulevard, Verdun, for the following purposes:

To carry on business as bakers, confectioners and biscuit-manufacturers, under the name of "Tony & Son Pastry Inc.—Pâtisserie Tony & fils, inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1500 Shevchenko Boulevard, Lasalle, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433 721621

Trempe Machine Shop Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marc Beaudoin, lawyer, Monique Le Rouzès, wife of the said Marc Beaudoin, and Germaine Vial, widow of Yvon Le Rouzès, the latter two housewives, all three of 6692 Pie IX, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as machinists, mechanics and garage operators, under the name of "Trempe Machine Shop Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at St. Léonard, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433 721448

L'Union des Citoyens de Sherbrooke inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Robert Michon, guidance counsellor, 1989 Galt West, Denis Lamoureux, social worker, 1377 McManamy, Apt. 5, and Rosaire Gagnon, student, 1321 Fabre, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To bring together all the residents of the City of Sherbrooke with a view to making them aware of their individual problems regarding employments, housing, recreational activities, health and consumer matters, under the name of "L'Union des Citoyens de Sherbrooke inc.".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de \$25,000.

Le siège social de la corporation est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-0

715639

Verdun Excavation Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24^e jour de février 1972, constituant en corporation: Donald Dubé, 928, Fréchette, Laval, Marcel Bourassa, tous deux hommes d'affaires, et Gemma Melançon, ménagère, épouse dudit Marcel Bourassa, ces deux derniers de 4409, boulevard Labelle, Verdun, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en travaux de pavage et construction de toutes sortes, sous le nom de « Verdun Excavation Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-0

721069

Vinyl de l'Estric inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8^e jour de mars 1972, constituant en corporation: André-M. Robert, 2541, Mesy, Vincent Thibodeau, 1600, Chagnon, tous deux notaires, et Réjean Giroux, agent d'assurances, 2300, O'Neil, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Vinyl de l'Estric inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-0

721340

Voyage Archipel inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour de mars 1972, constituant en corporation: Adrien Hubert, photographe, Marie-Berthe Hubert, commis de bureau, épouse dudit Adrien Hubert, tous deux de 662, 41^e avenue, et Maurice Painchaud, magasinier, 8616, Lemieux, tous trois de Lasalle, pour les objets suivants:

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$25,000.

The head office of the corporation is at Sherbrooke, judicial district of St. François.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

715639

Verdun Excavation Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Donald Dubé, 928 Fréchette, Laval, Marcel Bourassa, both businessmen, and Gemma Melançon, housewife, wife of the said Marcel Bourassa, the latter two of 4409 Labelle Boulevard, Verdun, for the following purposes:

To carry on business as general contractors for paving and construction work of all kinds, under the name of "Verdun Excavation Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Verdun, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433

721069

Vinyl de l'Estric inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André-M. Robert, 2541 Mesy, Vincent Thibodeau, 1600 Chagnon, both notaries, and Réjean Giroux, insurance agent, 2300 O'Neil, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Vinyl de l'Estric inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of S. François.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service

46433

721340

Voyage Archipel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Adrien Hubert, photographer, Marie-Berthe Hubert, office clerk, wife of the said Adrien Hubert, both of 662-41st Avenue, and Maurice Painchaud, warehouse man, 8616 Lemieux, all three of Lasalle, for the following purposes:

Organiser des voyages et exploiter dans toutes leurs spécialités des agences de réserve de billets, sous le nom de « Voyage Archipel inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 662, 41e avenue, Lasalle, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721252

Zabé, bottier et pantalonnier Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1972, constituant en corporation: Marcel Dionne, 16, des Buissons, Saint-Romuald-d'Étchemin, Claude Fortin, 8, Chateaubriand, Lévis, et Gilles Gaumond, 142, Ste-Anne, Québec, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements, lingerie et chaussures, sous le nom de « Zabé, bottier et pantalonnier Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

721464

To organize trips and to operate ticket reservation agencies in all their branches, under the name of "Voyage Archipel inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 662 - 41st Avenue, Lasalle, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721252

Zabé, bottier et pantalonnier Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Dionne, 16 des Buissons, St. Romuald-d'Étchemin, Claude Fortin, 8 Chateaubriand, Lévis, and Gilles Gaumond, 142 Ste. Anne, Québec, all three lawyers, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing, underwear and footwear, under the name of "Zabé, bottier et pantalonnier Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

721464

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

Société de Finance Mark V inc.

Société de Finance Mark V inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2e jour de février 1972, à la « Société de Finance Mark V inc. », réduisant son capital de \$100,000 à \$60,000 par la réduction de la valeur au pair des actions ordinaires de \$10 à \$6 chacune.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Société de Finance Mark V inc.", reducing its capital stock from \$100,000 to \$60,000 by reducing the par value of the common shares from \$10 to \$6 each.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

1988-68

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

1988-68

Compagnies dissoutes

Companies Dissolved

AJ-GER Construction Inc.

AJ-GER Construction Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « AJ-GER Construction Inc. », constituée en corporation le 24 mai 1968, à compter du 15 juin 1972.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of June 15, 1972, of the charter of "AJ-GER Construction Inc.", incorporated on May 24, 1968.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o

2325-68

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433

2325-68

Camparc Joliette inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Camparc Joliette inc. », constituée en corporation le 8 juillet 1969, à compter du 15 juin 1972.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o 3210-69

Le Club de Hockey les Nordiques limitée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Le Club de Hockey les Nordiques limitée », constituée en corporation le 10 avril 1972, à compter du 15 juin 1972.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o 722547

Les Défricheurs du Nouveau-Québec inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Les Défricheurs du Nouveau-Québec inc. », constituée en corporation le 13 décembre 1968, à compter du 15 juin 1972.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o 5939-68

Journal La Santé inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Journal La Santé inc. », constituée en corporation le 31 mars 1969, à compter du 15 juin 1972.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o 857-69

Kodolls Realty & Investment Corp.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Kodolls Realty & Investment Corp. », constituée en corporation le 11 janvier 1958, à compter du 15 juin 1972.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o 10131-58

Carol Lee Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Carol Lee Inc. », constituée en corporation le 28 juin 1961, à compter du 15 juin 1972.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46433-o 13330-61

Camparc Joliette inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of June 15, 1972, of the charter of "Camparc Joliette inc.", incorporated on July 8, 1969.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433 3210-69

Le Club de Hockey les Nordiques limitée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of June 15, 1972, of the charter of "Le Club de Hockey les Nordiques limitée", incorporated on April 10, 1972.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433 722547

Les Défricheurs du Nouveau-Québec inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of June 15, 1972, of the charter of "Les Défricheurs du Nouveau-Québec inc.", incorporated on December 13, 1968.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433 5939-68

Journal La Santé inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of June 15, 1972, of the charter of "Journal La Santé inc.", incorporated on March 31, 1969.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433 857-69

Kodolls Realty & Investment Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of June 15, 1972, of the charter of "Kodolls Realty & Investment Corp.", incorporated on January 11, 1958.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433 10131-58

Carol Lee Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of June 15, 1972, of the charter of "Carol Lee Inc.", incorporated on June 28, 1961.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46433 13330-61

Location Nucoat Supplies Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Location Nucoat Supplies Itée », constituée en corporation le 5 mars 1954, à compter du 15 juin 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-0 10574-54

Nadco Investments Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Nadco Investments Inc. », constituée en corporation le 14 juin 1968, à compter du 15 juin 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-0 2816-68

Donald Rajotte & Frère Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Donald Rajotte & Frère Itée », constituée en corporation le 21 février 1964, à compter du 15 juin 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-0 876-64

Location Nucoat Supplies Itée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of June 15, 1972, of the charter of "Location Nucoat Supplies Itée", incorporated on March 5, 1954.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433 10574-54

Nadco Investments Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of June 15, 1972, of the charter of "Nadco Investments Inc.", incorporated on June 14, 1968.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433 2816-68

Donald Rajotte & Frère Itée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of June 15, 1972, of the charter of "Donald Rajotte & Frère Itée", incorporated on February 21, 1964.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46433 876-64

Associations coopératives

Cooperative Associations

La Coopérative des Consommateurs d'Huile du Québec Métropolitain

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « La Coopérative des Consommateurs d'Huile du Québec Métropolitain ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à 155 est, boulevard Charest, Québec 2, Québec, dans le district électoral de Langelier.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46527-0

Magasin Co-op de St-Côme

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement spécial adopté le 8 mai 1972 de l'association coopérative « L'Économe », changeant son nom en celui de « Magasin Co-op de St-Côme ».

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46530-0

La Coopérative des Consommateurs d'Huile du Québec Métropolitain

(Cooperative Associations Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of "La Coopérative des Consommateurs d'Huile du Québec Métropolitain".

The head office of this cooperative association is located at 155 Charest Boulevard East, Québec 2, Québec, electoral district of Langelier.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

46527

Magasin Co-op de St-Côme

(Cooperative Associations Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the special by-law adopted on May 8, 1972, of "L'Économe", changing its name to that of "Magasin Co-op de St-Côme".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

46530

**Coopérative d'éleveurs d'animaux
à fourrure Chinchilla**

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « Coopérative d'éleveurs d'animaux à fourrure Chinchilla ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Masson, Québec, dans le district électoral de Papineau.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46528-o

**Coopérative d'éleveurs d'animaux
à fourrure Chinchilla**

(Cooperative Associations Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the "Coopérative d'éleveurs d'animaux à fourrure Chinchilla".

The head office of this cooperative association is located at Masson, Québec, in the electoral district of Papineau.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

46528

Coopérative de consommation des Deux-Rives

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement spécial adopté le 24 mai 1972 de l'association coopérative « Magasin Co-op de Charlesbourg », changeant son nom en celui de « Coopérative de consommation des Deux-Rives ».

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46529-o

Coopérative de consommation des Deux-Rives

(Cooperative Associations Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the special by-law adopted on May 24, 1972, of the "Magasin Co-op de Charlesbourg", changing its name to that of "Coopérative de consommation des Deux-Rives."

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

46529

**Changement de nom — Loi du
Demandes**

Garson Joseph Fisher

Avis est donné que Garson Joseph Fisher, administrateur, du 4850 Côte des Neiges, Ville de Montréal, district de Montréal, fera une demande au ministre de la Justice pour changer son nom en celui de George Joseph Fisher.

Montréal, le 8 juin 1972.

Les procureurs du requérant,
GARBER & GARBER.

46422-24-2-o

**Change of name — Act
Applications**

Garson Joseph Fisher

Notice is given that Garson Joseph Fisher, executive, of 4850 Côte des Neiges Road, City of Montreal, District of Montreal, will petition the Minister of Justice for the change of his name to George Joseph Fisher.

Montreal, June 8, 1972.

GARBER & GARBER,
Attorneys for the applicant.

46422-24-2-o

Harry Kimmelfeld

Avis est donné que Harry Kimmelfeld, homme d'affaires, résidant à 630, rue Abbott, cité de St-Laurent, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret changeant son nom en celui de Harry Kimmer Field, ledit changement de nom devra aussi servir à son épouse, née Normah Herman de la même adresse, à son fils Stephan, aussi de la même adresse et à sa fille Cynthia Maxime, aussi de la même adresse.

Montréal, le 6 juin 1972.

Les procureurs du requérant,
CAMPBELL, SAND & TRUESDELL.

46399-24-2-o

Harry Kimmelfeld

Notice is hereby given that Harry Kimmelfeld, businessman, residing at 630 Abbott Street, in the City of St. Laurent, District of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council in order to change his name to Harry Kimmer Field, the said change of name shall also benefit his wife born Normah Herman of the same address, his daughter Cynthia Maxime of the same address and his son Stephan, also for the same address.

Montreal, June 6, 1972.

CAMPBELL, SAND & TRUESDELL,
Attorneys for Petitioner.

46399-24-2-o

Marie Jeannine (Dit Janine) Côté

Avis est par les présentes donne que Marie Jeannine (Dit Janine) Côté, résidant et domiciliée au 6020 rue Bélanger, Apt 107, dans les cité et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, pour un décret changeant son nom de Marie Jeannine (Dit Janine) Côté, à celui de Nancy Côté.

Montréal, ce 8e jour de juin 1972.
Mes Laurier, Fleming & Ass, avocats,
500, rue St-Jacques, S 800,
Montréal 126, P.Q.

46415-24-2-0

Marie Jeannine (Said Janine) Côté

Notice is hereby given that Marie Jeannine (Said Janine) Côté, residing and domiciled at 6020 Bélanger Street App 107, in the City and District of Montreal will apply to the Lieutenant-Governor in Council to have his name changed from Marie Jeannine (Said Janine) Côté, to Nancy Côté.

Montreal, this 8th day of June, 1972.
Mtres Laurier, Fleming & Ass, advocates,
500 St-James R 800,
Montreal 126, P.Q.

46415-24-2-0

René Labelle dit Beaulieu

René Labelle dit Beaulieu, résidant dans le district de Montréal, donne avis qu'il s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil du Québec afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de René Label dit Beaulieu, le tout conformément à la loi 13-14 Elizabeth II, du Québec.

Montréal, le 9 juin 1972.

Le procureur du requérant,
JACQUES BRUNET.

46538-25-2-0

René Labelle dit Beaulieu

Notice is given that René Labelle dit Beaulieu, residing in the district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of Québec for an order changing his name to that of René Label dit Beaulieu, in accordance with Statutes 13-14 Elizabeth the Second, of Québec.

Montreal, June 9, 1972.

JACQUES BRUNET,
Attorney for the petitioner.

46538-25-2

Aizak Allen Segall

Avis est par les présentes donné que Aizak Allen Segall résidant en la ville de Pierrefonds, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir un décret changeant son nom de Aizak Allen Segall à celui de Aurelio Segri.

Montréal, ce 12 juin 1972.

Les procureurs du requérant,
GAMEROFF, FENSTER, KANDESTIN,
GELFAND & KUGLER.

46539-25-2-0

Aizak Allen Segall

Notice is hereby given that Aizak Allen Segall residing in the City of Pierrefonds, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to have his name changed from Aizak Allen Segall to that of Aurelio Segri.

Montreal, June 12, 1972.

GAMEROFF, FENSTER, KANDESTIN,
GELFAND & KUGLER,
Attorneys for petitioner.

46539-25-2-0

Joseph-André Adelin

Avis est donné par les présentes que monsieur Joseph-André Adelin, journalier, demeurant à Maddington Falls, dans le district judiciaire d'Arthabaska, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Joseph-André Roy.

Arthabaska, le 9 juin 1972.

Les procureurs du requérant,
MOISAN, BELLAVANCE,
AUBERT, LEMELIN.

46540-25-2-0

Joseph-André Adelin

Notice is hereby given that Mr. Joseph-André Adelin, journeyman, residing at Maddington Falls, in the district of Arthabaska, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for the adoption of an order changing his name to that of Joseph-André Roy.

Arthabaska, June 9, 1972.

MOISAN, BELLAVANCE,
AUBERT, LEMELIN,
Attorneys for petitioner.

46540-25-2-0

Adolf Silberstein

Avis est donné que Adolph Silberstein du 3710, Le Boulevard, Westmount, présentera une requête au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir le changement de son nom en celui de Jean Sylvere, ledit changement devra également concerner son épouse, Susan, et ses deux enfants mineurs: Stéphanie A. et Vanessa Joy Silberstein.

Montréal, 15 juin 1972.

Les procureurs du requérant,
MARKS, SHAPIRO, HOFFMAN,
GREEN & BEINHAKER.

46566-25-2

Adolf Silberstein

Notice is hereby given that Adolf Silberstein of 3710 The Boulevard, Westmount, will present to the Lieutenant-Governor in Council an application to change his name to Jean Sylvere, which change will also benefit his wife, Susan and his two minor children, Stephanie A. and Vanessa Joy Silberstein.

Montreal, June 15, 1972.

MARKS, SHAPIRO, HOFFMAN,
GREEN & BEINHAKER,
Attorneys for applicant.

46566-25-2-0

Stanley Ross McBain

Avis est donné par les présentes que Stanley Ross McBain, résidant à 3053 rue Tracadie, Cité de Ste-Foy, Province de Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour demander un décret changeant son nom en celui de Stanley Ross Paré.

Québec, le 6 juin 1972.

46418-24-2-o *Le procureur du requérant,*
STUART WRIGHT, *Notaire.*

James Poy Goodwin

Avis est donné que James Poy Goodwin, étudiant, domicilié au 528, rue Prince Arthur, appartement 7, dans le district de Montréal, s'adressera au ministre de la Justice, aux fins de changer son nom à James Poy Goodwin Wong.

Montréal, ce 11 avril 1972.

46537-25-2-o *Les procureurs du demandeur,*
HIBBARD, TERROUX & PYTEL.

Morris Storfer

Avis est donné que Morris Storfer du 11,836, rue Alexandre-Lacoste, Montréal, présentera une requête au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir le changement de son nom en celui de Murray Storfer, ledit changement ne concernera que lui-même.

Montréal, 15 juin 1972.

46565-25-2 *Les procureurs du requérant,*
MARKS, SHAPIRO, HOFFMAN,
GREEN & BEINHAKER.

Joseph Sylvio Jacques McSween

Avis est donné que Joseph Sylvio Jacques McSween, photographe-reporter, domicilié au 39, rue Champlain à Valleyfield, district de Beauharnois s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin que décret soit accordé changeant son nom en celui de Jacques Smith.

Le 13 juin 1972.

46546-25-2-o *Les avocats du requérant,*
HÉBERT, LABERGE
& MONTPETIT.

**Chartes —
demandes d'abandon de****Collège de Victoriaville**

Avis est donné que la corporation « Collège de Victoriaville » une corporation constituée en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Victoriaville, le 6 juin 1972.

46514-o *Le procureur de la requérante,*
CLAUDE PINARD.

Stanley Ross McBain

Notice is hereby given that Stanley Ross McBain, residing at 3053 Tracadie Street in the City of Ste. Foy, Province of Québec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to Stanley Ross Paré.

Québec, June 6, 1972.

46418-24-2-o STUART WRIGHT, *Notary,*
Attorney for the Petitioner.

James Poy Goodwin

Notice is hereby given that James Poy Goodwin, student, domiciled at 528 Prince Arthur Street, Apartment 7, in the City and District of Montreal, Province of Québec will apply to the Minister of Justice to change his name to James Poy Goodwin Wong.

Montreal, April 11, 1972.

46537-25-2-o HIBBARD, TERROUX & PYTEL,
Attorneys for applicant.

Morris Storfer

Notice is hereby given that Morris Storfer of 11,836 Alexandre Lacoste Street, Montreal, will present to the Lieutenant-Governor in Council an application to change his name to Murray Storfer which change will benefit him alone.

Montreal, June 15, 1972.

46565-25-2-o MARKS, SHAPIRO, HOFFMAN,
GREEN & BEINHAKER,
Attorneys for applicant.

Joseph Sylvio Jacques McSween

Notice is given that Joseph Sylvio Jacques McSween, photograph-reporter, domiciled at 39, Champlain Street, in Valleyfield, district of Beauharnois, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to that of Jacques Smith.

June 13, 1972.

46546-25-2-o HÉBERT, LABERGE
& MONTPETIT,
Attorneys for the petitioner.

**Charters —
Applications for Surrender of****Collège de Victoriaville**

Notice is given that "Collège de Victoriaville" a corporation incorporated under Part III of the Companies Act, shall apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Victoriaville, June 6, 1972.

46514-o § CLAUDE PINARD,
Attorney for the corporation.

Aylmer Investments Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Aylmer Investments Inc. », constitué en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Donné à Montréal, le 2e jour de juin 1972.

46511-o

Le secrétaire,
E. W. ROWAT.

Aylmer Investments Inc.

Notice is hereby given that "Aylmer Investments Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Given at Montreal, this 2nd day of June 1972.

46511-o

E. W. ROWAT,
Secretary.

Better Brand Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Better Brand Ltd. », une compagnie incorporée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, pour obtenir le permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, P.Q., ce 11e jour du mois de mai 1972.

46512-o

La secrétaire,
ANNE SENENBAUM.

Better Brand Ltd.

Notice is hereby given that "Better Brand Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City and District of Montreal, P.Q., will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, P.Q., this 11th day of May, 1972.

46512-o

ANNE SENENBAUM,
Secretary.

**Business Administration Bureau Inc.
Centre d'administration des affaires inc.**

Avis est donné par les présentes que le « Business Administration Bureau Inc. — Centre d'administration des affaires inc. », une compagnie constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son bureau chef dans la ville de Montréal, province de Québec, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de ladite loi.

Daté à Montréal, Qué., le 6e jour de juin 1972.

46513-o

Les procureurs de la compagnie,
STEWART, MCKENNA, GAGNÉ
& KOHL.

**Business Administration Bureau Inc.
Centre d'administration des affaires inc.**

Notice is hereby given that "Business Administration Bureau Inc.— Centre d'administration des affaires inc.", a company incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, Province of Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the said Act.

Dated at Montreal, Qué., this 6th day of June, 1972.

46513-o

STEWART, MCKENNA, GAGNÉ
& KOHL,
Attorneys for the Company.

Compagnie de Construction Richelieu limitée

Avis est donné que la « Compagnie de Construction Richelieu limitée » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 1er juin 1972.

46515-o

Le président,
ARMAND CHÉNEVERT.

Compagnie de Construction Richelieu limitée

Notice is hereby given that "Compagnie de Construction Richelieu limitée" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Montreal, June 1, 1972.

46515

ARMAND CHÉNEVERT,
President.

Francall Inc.

Avis est donné que la compagnie « Francall Inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 9 juin 1972.

46518-o

Les procureurs de la requérante,
TANSEY, DE GRANPRÉ, BERGERON,
LAVERY, O'DONNELL & CLARK.

Francall Inc.

Notice is given that "Francall Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, June 9, 1972.

46518-o

TANSEY, DE GRANPRÉ, BERGERON,
LAVERY, O'DONNELL & CLARK,
Attorneys for petitioner.

Downtown Datsun Ltd.

Prenez avis que la compagnie « Downtown Datsun Ltd. », une corporation légalement constituée en vertu de la Loi des compagnies, ayant son siège social dans la Cité de Westmount, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 18^e jour de mai 1972.

46516-o

Le secrétaire,
PAUL GRECH.

Downtown Datsun Ltd.

Notice is hereby given that "Downtown Datsun Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Westmount, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 18th day of May 1972.

46516-o

PAUL GRECH,
Secretary.

Financial Planning Inc.

Avis est donné que la compagnie « Financial Planning Inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 1^{er} mai 1972.

46517-o

Le président,
JOSEPH DICKSTEIN.

Financial Planning Inc.

Notice is given that "Financial Planning Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, May 1, 1972.

46517-o

JOSEPH DICKSTEIN,
President.

Michael-John Enterprises Ltd.

La compagnie « Michael-John Enterprises Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, 31 mai 1972.

46519

Le secrétaire,
M. EDWARD I. ROLL, C.A.

Michael-John Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that "Michael-John Enterprises Ltd.", a corporation constituted under the Companies Act, and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for the acceptance of the surrender of its charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Montreal, May 31, 1972.

46519-o

MR. EDWARD I. ROLL, C.A.,
Secretary.

Michel Rochon Sports inc.

Avis est donné que la compagnie « Michel Rochon Sports inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Joliette, le 26 mai 1972.

46520-o

Le procureur de la compagnie,
ME MICHEL DIONNE, Notaire.

Michel Rochon Sports inc.

Notice is given that "Michel Rochon Sports inc." will apply to Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, to grant the permission to surrender its charter.

Joliette, May 26, 1972.

46520-o

ME MICHEL DIONNE, Notary,
Attorney for the Company.

Mogis Investment Corp.

La compagnie « Mogis Investment Corp. » donne avis qu'elle s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 12 juin 1972.

46521

Le secrétaire,
JACK BARRY.

Mogis Investment Corp.

"Mogis Investment Corp." hereby gives notice that it will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, Québec, for acceptance of the surrender of its charter.

Montreal, June 12, 1972.

46521-o

JACK BARRY,
Secretary.

**Quincaillerie Lewis inc.
Lewis Hardware Inc.**

Prenez avis que la compagnie « Quincaillerie Lewis inc.—Lewis Hardware Inc. », demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Lachine, ce 23^e jour de mai, 1972.

46522-o

PIERRE GASTON, *Avocat.*

**Lewis Hardware Inc.
Quincaillerie Lewis inc.**

Notice is hereby given that "Lewis Hardware Inc.—Quincaillerie Lewis inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Lachine, this 23rd day of May, 1972.

46522-o

PIERRE GASTON, *Lawyer.*

**Revêtements Laurentiens Inc.
Laurentian Coatings Inc.**

Avis est par les présentes donné que « Revêtements Laurentiens Inc.—Laurentian Coatings Inc. », demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte pour annulation.

Montréal, P.Q., le 24 mai 1972.

(Sceau)
46523-o

Le secrétaire,
G. B. TAYLOR.

**Revêtements Laurentiens Inc.
Laurentian Coatings Inc.**

Notice is hereby given that "Revêtements Laurentiens Inc.—Laurentian Coatings Inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Montreal, P.Q., May 24, 1972.

(Seal)
46523-o

G. B. TAYLOR,
Secretary.

Société Immobilière Aurèle Daoust inc.

Avis est donné que « Société Immobilière Aurèle Daoust inc. », s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 2 juin 1972.

46524-o

Le secrétaire,
SUZANNE DAOUST.

Société Immobilière Aurèle Daoust inc.

Notice is hereby given that "Société Immobilière Aurèle Daoust inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Montreal, June 2, 1972.

46524-o

SUZANNE DAOUST,
Secretary.

Télé-Couleur Atlantique Itée

Avis est donné que la compagnie « Télé-Couleur Atlantique Itée », demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 1er juin 1972.

46525-o

Le président,
ROBERT FRAGMAN.

Télé-Couleur Atlantique Itée

Notice is hereby given that "Télé-Couleur Atlantique Itée", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, June 1st, 1972.

46525-o

ROBERT FRAGMAN,
President.

Willie Tremblay Inc.

Avis est par les présentes donné que « Willie Tremblay Inc. », une corporation incorporée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et ayant son siège social à Sainte-Rose-du-Dégelis, comté de Témiscouata, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Notre-Dame-du-Lac, ce 29e jour de mai 1972.

46526-o

Le procureur de la compagnie,
CHARLES-E. CLICHE, *notaire.*

Willie Tremblay Inc.

Notice is hereby given that "Willie Tremblay Inc.", a company duly incorporated under Part I of the Companies Act, and having its head office at Sainte-Rose-du-Dégelis, county of Témiscouata, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Dated at Notre-Dame-du-Lac, the 29th day of May 1972.

46526-o

CHARLES-E. CLICHE, *Notary,*
Attorney for the company.

Mintz Holdings Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Mintz Holdings Ltd. », incorporée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte.

46596-o

Le secrétaire,
MICHAEL RUSKO.

Mintz Holdings Ltd.

Notice is hereby given that "Mintz Holdings Ltd.", incorporated under the provisions of Companies Act, will apply for leave to surrender its charter.

46596-o

MICHAEL RUSKO,
Secretary.

St. Genevieve Realities Corp.

Avis est par les présentes donné que « St. Genevieve Realities Corp. », incorporée en vertu de la Loi des compagnies, demandera la permission d'abandonner sa charte.

46597-o

Le secrétaire,
MICHAEL RUSKO.

St. Genevieve Realities Corp.

Notice is hereby given that "St. Genevieve Realities Corp.", incorporated under the provisions of the Companies Act, will apply for leave to surrender its charter.

46597

MICHAEL RUSKO,
Secretary.

Le Centre Domiciliaire Chapman inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, la compagnie « Le Centre Domiciliaire Chapman inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, l'abandon de sa charte.

Ville St-Georges, le 14 juin 1972.

46592-o

Le notaire,
ROBERT LESSARD.

Le Centre Domiciliaire Chapman inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, "Le Centre Domiciliaire Chapman inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Town of St. Georges, June 14, 1972.

46592

ROBERT LESSARD,
Notary.

Clinique de Physiothérapie Sherbrooke Inc.

Avis est donné que la compagnie « Clinique de Physiothérapie Sherbrooke Inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 16 juin 1972.

46593-o

Les procureurs de la compagnie,
MES NANTEL, MERCURE, POLIQUIN
& LAMONTAGNE.

Clinique de Physiothérapie Sherbrooke Inc.

Notice is given that "Clinique de Physiothérapie Sherbrooke Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, June 16, 1972.

46593-o

M^{TRES} NANTEL, MERCURE, POLIQUIN
& LAMONTAGNE,
Attorneys for the company.

Gatineau Housing Company

Avis est par les présentes donné que « Gatineau Housing Company », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, de la province de Québec pour obtenir l'abandon de sa charte, selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, le 9e jour de juin 1972.

46594-o

Le secrétaire,
MARCEL DUFOUR.

Gatineau Housing Company

Notice is hereby given that "Gatineau Housing Company", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 9th day of June, 1972.

46594-o

MARCEL DUFOUR,
Secretary.

Lasharut Ltd.

La compagnie « Lasharut Ltd. » constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la cité de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, 14 juin 1972.

46595

Le secrétaire,
ANN GOTTLIEB.

Lasharut Ltd.

Notice is given that "Lasharut Ltd." a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter, under the provisions of the Companies Act.

Montreal, June 14, 1972.

46595-o

ANN GOTTLIEB,
Secretary.

Salon de Beauté pour Dames Belvédère Itée

Avis est par les présentes donné que « Salon de Beauté pour Dames Belvédère Itée », une corporation incorporée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, et ayant son siège social à Sillery, district de Québec, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Québec, ce 16e jour de juin 1972.

46598-o

Le procureur de la compagnie,
LOUIS-PH. MARCOTTE, *notaire,*

Salon de Beauté pour Dames Belvédère Itée

Notice is hereby given that "Salon de Beauté pour Dames Belvédère Itée", a company incorporated under Part I of the Companies Act, and having its head office at Sillery, district of Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Dated at Québec, this 16th day of June, 1972.

46598-o

LOUIS-PH. MARCOTTE, *notary,*
Attorney for the company.

Théâtre Laurentien de Mont Laurier Itée

Avis est donné que la compagnie « Théâtre Laurentien de Mont Laurier Itée », corporation légalement constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social à Mont Laurier, comté de Labelle, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Mont Laurier, le 26 mai 1972.

46599-0 *Le procureur de la requérante,*
VIANNEY THERRIEN, C.R.

Théâtre Laurentien de Mont Laurier Itée

Notice is given that "Théâtre Laurentien de Mont Laurier Itée", a company incorporated under the Companies Act and having its head office in Mont Laurier, county of Labelle, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Mont-Laurier, May 26, 1972.

46599-0 VIANNEY THERRIEN, C.R.,
Attorney for petitioner.

Timbers and Powers Limited

Avis est par les présentes donné que « Timbers and Powers Limited », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, de la province de Québec pour obtenir l'abandon de sa charte, selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, le 9e jour de juin 1972.

46600-0 *Le secrétaire,*
MARCEL DUFOUR.

Timbers and Powers Limited

Notice is hereby given that "Timbers and Powers Limited", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 9th day of June, 1972.

46600-0 MARCEL DUFOUR,
Secretary.

Vaudo Transmission Inc.

Avis est donné que la compagnie « Vaudo Transmission Inc. », faisant affaires au No 63, rue de l'Église, à Dorion, Québec, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 14e jour de juin 1972.

2382 est, Sherbrooke,
Montréal, Qué. 46601-0

Vaudo Transmission Inc.

Notice is given that "Vaudo Transmission Inc.", carrying on business at 63 de l'Église Street, in Dorion, Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, this 14th day of June, 1972.

2382 Sherbrooke East,
Montréal, Québec. 46601

Westhill Development Inc.

Avis est par les présentes donné que « Westhill Development Inc. » incorporée en vertu de la Loi des compagnies demandera la permission d'abandonner sa charte.

46602-0 *Le secrétaire,*
MICHAEL RUSKO.

Westhill Development Inc.

Notice is hereby given that "Westhill Development Inc.", incorporated under the provisions of the Companies Act, will apply for leave to surrender its charter.

46602-0 MICHAEL RUSKO,
Secretary.

**Divers
Compagnies**

A. A. Vallée inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 7, de la compagnie « Exercisemaster Corporation », constituée par lettres patentes en date du 16e jour d'octobre 1957, changeant son nom en celui de « A.A. Vallée inc. ».

46469 *Le directeur du service des compagnies,*
PIERRE DESJARDINS.
13248-57

**Miscellaneous
Companies**

A. A. Vallée inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 7, of the company "Exercisemaster Corporation", incorporated by letters patent dated the 16th day of October, 1957, changing its name into that of "A.A. Vallée inc."

46469-0 PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.
13248-57

**Le Club Social de Fermont inc.
The Fermont Social Club Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 22 octobre 1971, il a approuvé les règlements numéros 1 et 2 de la corporation « Le Club Social de Fermont inc.—The Fermont Social Club Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46462-o 714020

**Le Club Social de Fermont inc.
The Fermont Social Club Inc.**

La corporation « Le Club Social de Fermont inc.—The Fermont Social Club Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 9.

Le secrétaire,
BENOIT CARTIER.

46462-o 714020

**L'Association des Dames Auxiliaires de
l'Hôtel-Dieu de Sherbrooke inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 18 mai 1972, il a approuvé le règlement numéro 1 de « L'Association des Dames Auxiliaires de l'Hôtel-Dieu de Sherbrooke inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46470-o 766-71

Atlas Hoist & Body Inc.

La compagnie « Atlas Hoist & Body Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le secrétaire,
ISRAEL RICHLER.

46472 2813-51

Bemix inc.

La compagnie « Bemix inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 4.

Le président,
ROGER DESILETS.

46474-o 717217

Brault, Guy, Chaput inc.

La compagnie « Brault, Guy, Chaput inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 10 à 11.

Le secrétaire-trésorier,
PIERRE E. LANGLOIS.

46475-o 21-65

Cennat Ltd.

La compagnie « Cennat Ltd. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 6.

Le secrétaire,
SAMUEL GOLDMAN.

46476 3537-69

**Le Club Social de Fermont inc.
The Fermont Social Club Inc.**

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on October 22, 1971, and pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved by-laws numbers 1 and 2 of "Le Club Social de Fermont inc.—The Fermont Social Club Inc."

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46462 714020

**Le Club Social de Fermont inc.
The Fermont Social Club Inc.**

Notice is given that "Le Club Social de Fermont inc.—The Fermont Social Club Inc." has increased the number of its directors from 3 to 9.

BENOIT CARTIER,
Secretary.

46462 714020

**L'Association des Dames Auxiliaires de
l'Hôtel-Dieu de Sherbrooke inc.**

Notice is given that on May 18, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved by-law number 1 of "L'Association des Dames Auxiliaires de l'Hôtel-Dieu de Sherbrooke inc.", pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46470 766-71

Atlas Hoist & Body Inc.

Notice is given that "Atlas Hoist & Body Inc." has changed the number of its directors from 5 to 3.

ISRAEL RICHLER,
Secretary.

46472-o 2813-51

Bemix inc.

Notice is given that "Bemix inc." has changed the number of its directors from 6 to 4.

ROGER DESILETS,
President.

46474 717217

Brault, Guy, Chaput inc.

Notice is given that "Brault, Guy, Chaput inc." has increased the number of its directors from 10 to 11.

PIERRE E. LANGLOIS,
Secretary-Treasurer.

46475 21-65

Cennat Ltd.

Notice is given that "Cennat Ltd." has changed the number of its directors from 7 to 6.

SAMUEL GOLDMAN,
Secretary.

46476-o 3537-69

Association Téléclair inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 31 mai 1972, il a approuvé les règlements numéro 1 de l'« Association Téléclair inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46471-o 715156

**Baribeau & Fils inc.
Baribeau & Son Inc.**

La compagnie « Baribeau & Fils inc. — Baribeau & Son Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
GILLES DEMERS.
14904-58

46473-o

Centre d'Achats Place du Royaume inc.

La compagnie « Centre d'Achats Place du Royaume inc. » donne avis qu'elle a augmenté de 3 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
NORMAN ZAVALKOFF.

46477 3761-71

Centre Linguistique du Saguenay

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 26 mai 1972, il a approuvé le règlement de la corporation « Centre Linguistique du Saguenay », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46478-o 3254-71

Club Moto-Neige St-Jacques inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 30 mai 1972, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Club Moto-Neige St-Jacques inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46480-o 716155

**Comité Sportif de la Jeunesse Active d'Hochelaga
Maisonnette inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 3, de la corporation « Comité Sportif de la Jeunesse de Montréal inc. », constituée par lettres patentes en date du 22e jour de juin 1971, changeant son nom en celui de « Comité Sportif de la Jeunesse Active d'Hochelaga Maisonnette inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46481-o 3394-71

Association Téléclair inc.

Notice is given that, on May 31, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved by-law No. 1 of the "Association Téléclair inc.", pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46471 715156

**Baribeau & Fils inc.
Baribeau & Son Inc.**

Notice is given that "Baribeau & Fils inc. — Baribeau & Son Inc." has increased the number of its directors from 3 to 4.

GILLES DEMERS,
Secretary.
14904-58

46473

Centre d'Achats Place du Royaume inc.

Notice is given that "Centre d'Achats Place du Royaume inc." has changed the number of its directors from 3 to 4.

NORMAN ZAVALKOFF,
Secretary.

46477-o 3761-71

Centre Linguistique du Saguenay

Notice is given that on May 26, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the by-law of "Centre Linguistique du Saguenay", pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46478 3254-71

Club Moto-Neige St-Jacques inc.

Notice is given that on May 30, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws of "Club Moto-Neige St-Jacques inc.", pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46480 716155

**Comité Sportif de la Jeunesse Active d'Hochelaga
Maisonnette inc.**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 3, of the corporation "Comité Sportif de la Jeunesse de Montréal inc.", incorporated by letters patent dated the 22nd day of June, 1971, changing its name into that of "Comité Sportif de la Jeunesse Active d'Hochelaga Maisonnette inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46481-o 3394-71

Clipper Ship Supply Ltd.

La compagnie « Clipper Ship Supply Ltd. » donne avis qu'elle a augmenté de 4 à 6 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire-trésorier,
CRAIG BISHOP.
3075-71

46479

**La Corporation Margo
Margo Corporation**

La compagnie « La Corporation Margo — Margo Corporation » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
MANUEL KIRK.
2214-38

46482

Les Entreprises Locomo inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 3, de la compagnie « Locomo inc. », constituée par lettres patentes en date du 6^e jour de juillet 1971, changeant son nom en celui de « Les Entreprises Locomo inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.
3650-71

46483-o

Les Entreprises Logesco inc.

La compagnie « Les Entreprises Logesco inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
PIERRE DORION.
716662

46484-o

**Harding Carpets (Québec) Limited
Les Tapis Harding (Québec) limitée**

La compagnie « Harding Carpets (Québec) Limited — Les Tapis Harding (Québec) limitée » donne avis qu'elle a augmenté de 3 à 5 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
RENÉ L. GERMAIN.
2093-69

46485

Hashman Construction (Québec) Ltd.

La compagnie « Hashman Construction (Québec) Ltd. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 7.

Le secrétaire,
E. C. ELFORD.
2080-71

46486

Locomo inc.

La compagnie « Locomo inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
HUBERT WALTERS.
3650-71

46492-o

Clipper Ship Supply Ltd.

Notice is given that "Clipper Ship Supply Ltd." has changed the number of its directors from 4 to 6.

CRAIG BISHOP,
Secretary-Treasurer.
3075-71

46479-o

**La Corporation Margo
Margo Corporation**

Notice is given that "La Corporation Margo — Margo Corporation" has changed the number of its directors from 3 to 5.

MANUEL KIRK,
Secretary.
2214-38

46482-o

Les Entreprises Locomo inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 3, of the company "Locomo inc.", incorporated by letters patent dated the 6th day of July, 1971, changing its name into that of "Les Entreprises Locomo inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.
3650-71

46483-o

Les Entreprises Logesco inc.

Notice is given that "Les Entreprises Logesco inc." has increased the number of its directors from 3 to 5.

PIERRE DORION,
Secretary.
716662

46484

**Harding Carpets (Québec) Limited
Les Tapis Harding (Québec) limitée**

Notice is given that "Harding Carpets (Québec) Limited — Les Tapis Harding (Québec) limitée" has changed the number of its directors from 3 to 5.

RENÉ L. GERMAIN,
Secretary.
2093-69

46485-o

Hashman Construction (Québec) Ltd.

Notice is given that "Hashman Construction (Québec) Ltd." has changed the number of its directors from 4 to 7.

E. C. ELFORD,
Secretary.
2080-71

46486-o

Locomo inc.

Notice is given that "Locomo inc." has increased the number of its directors from 3 to 5.

HUBERT WALTERS,
Secretary.
3650-71

46492

Industrial Foam Converters (1972) Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement spécial « A », de la compagnie « Bucky Zackon Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 13e jour de juillet 1945, changeant son nom en celui de « Industrial Foam Converters (1972) Ltd. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46487-o 4407-45

**Jewish Family Services of Montreal
Les Services d'Aide à la Famille Juive de Montréal**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement spécial « A », de la corporation « Jewish Child Welfare Bureau », constituée par lettres patentes en date du 23e jour de septembre 1943, changeant son nom en celui de « Jewish Family Services of Montreal — Les Services d'Aide à la Famille Juive de Montréal ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46488-o 5040-43

Jo-Anne Shoe Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement spécial « AA », de la compagnie « Bellini Shoe Co. Limited », constituée par lettres patentes en date du 29e jour de novembre 1954, changeant son nom en celui de « Jo-Anne Shoe Ltd. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46489-o 12894-54

Laboratoire de Béton Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement spécial « C », de la compagnie « Laboratoire de Béton (1968) Itée — Concrete Laboratory (1968) Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 18e jour de novembre 1968, changeant son nom en celui de « Laboratoire de Béton Itée ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46491-o 5459-68

**Saucier, Belleau & Associés limitée
Saucier, Belleau & Associates Limited**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement spécial « C », de la compagnie « Saucier & Associés Itée — Saucier & Associates Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 13e jour de juin 1955, changeant son nom en celui de « Saucier, Belleau & Associés limitée — Saucier, Belleau & Associates Limited ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46505-o 11654-55

Industrial Foam Converters (1972) Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 30, of the company "Bucky Zackon Ltd.", incorporated by letters patent dated the 13th day of July, 1945, changing its name into that of "Industrial Foam Converters (1972) Ltd.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46487-o 4407-45

**Jewish Family Services of Montreal
Les Services d'Aide à la Famille Juive de Montréal**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law special by-law "A", of the corporation "Jewish Child Welfare Bureau", incorporated by letters patent dated the 23rd day of September, 1943, changing its name into that of "Jewish Family Services of Montreal — Les Services d'Aide à la Famille Juive de Montréal".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46488-o 5040-43

Jo-Anne Shoe Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the special by-law "AA", of the company "Bellini Shoe Co. Limited", incorporated by letters patent dated the 29th day of November, 1954, changing its name into that of "Jo-Anne Shoe Ltd.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46489-o 12894-54

Laboratoire de Béton Itée

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. XXVI, of the company "Laboratoire de Béton (1968) Itée — Concrete Laboratory (1968) Ltd.", incorporated by letters patent dated the 18th day of November, 1968, changing its name into that of "Laboratoire de Béton Itée".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46491-o 5459-68

**Saucier, Belleau & Associés limitée
Saucier, Belleau & Associates Limited**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the special by-law "C", of the company "Saucier & Associés Itée — Saucier & Associates Ltd.", incorporated by letters patent dated the 13th day of June, 1955, changing its name into that of "Saucier, Belleau & Associés limitée — Saucier, Belleau & Associates Limited".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46505-o 11654-55

WM. Layton's Audio (West) Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 11, de la compagnie « Audiophile ltée », constituée par lettres patentes en date du 13e jour d'octobre 1966, changeant son nom en celui de « WM. Layton's Audio (West) Inc. ».

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46490-o 4136-66

Manbar Investment Co.

La compagnie « Manbar Investment Co. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le secrétaire,

STEPHEN GATY.

46493 2294-66

Marbrooke Corp.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 23, de la compagnie « Marbrooke Knitting Corp. », constituée par lettres patentes en date du 13e jour de janvier 1964, changeant son nom en celui de « Marbrooke Corp. ».

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

46494-o 151-64

Mercury Adjustment Bureau Inc.

La compagnie « Mercury Adjustment Bureau Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,

G. MURRAY.

46495 941-66

Midland-Ross of Québec, Ltd.

La compagnie « Midland-Ross of Québec, Ltd. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 7.

Le secrétaire-trésorier,

E. G. WAKELING.

46496 2981-70

Orange Maison (1971) inc.

La compagnie « Orange Maison (1971) inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,

JACQUES LARIVÉE.

46497-o 3166-71

Les Placements Omer Barré inc.

La compagnie « Les Placements Omer Barré inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,

NORMAND BARRÉ.

46499-o 2302-33

WM. Layton's Audio (West) Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 11, of the company "Audiophile ltée", incorporated by letters patent dated the 13th day of October, 1966, changing its name into that of "WM. Layton's Auto (West) Inc."

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46490-o 4136-66

Manbar Investment Co.

Notice is given that "Manbar Investment Co." has changed the number of its directors from 5 to 3.

STEPHEN GATY,

Secretary.

46493-o 2294-66

Marbrooke Corp.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 23, of the company "Marbrooke Knitting Corp.", incorporated by letters patent dated the 13th day of January, 1964, changing its name into that of "Marbrooke Corp."

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

46494-o 151-64

Mercury Adjustment Bureau Inc.

Notice is given that "Mercury Adjustment Bureau Inc." has changed the number of its directors from 4 to 3.

G. MURRAY,

Secretary.

46495-o 941-66

Midland-Ross of Québec, Ltd.

Notice is given that "Midland-Ross of Québec, Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 7.

E. G. WAKELING,

Secretary-Treasurer.

46496-o 2981-70

Orange Maison (1971) inc.

Notice is given that "Orange Maison (1971) inc." has changed the number of its directors from 3 to 5.

JACQUES LARIVÉE,

Secretary.

46497 3166-71

Les Placements Omer Barré inc.

Notice is given that "Les Placements Omer Barré inc." has increased the number of its directors from 3 to 5.

NORMAND BARRÉ,

Secretary.

46499 2302-33

Les Placements des Chataigners Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 15, de la compagnie « Louis G. Vigneault inc. », constituée par lettres patentes en date du 2e jour d'août 1963, changeant son nom en celui de « Les Placements des Chataigners Itée ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46498-0 3293-63

Restaurant le Joli Moulin inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 15, de la compagnie « Restaurant le Moulin Joli inc. », constituée par lettres patentes en date du 16e jour de décembre 1971, changeant son nom en celui de « Restaurant le Joli Moulin inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46500-0 716974

Roulottes Gagnon inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 3, de la compagnie « Les Entreprises Gagnon inc. », constituée par lettres patentes en date du 25e jour de février 1964, changeant son nom en celui de « Roulottes Gagnon inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46501-0 597-64

**S.D.A. Productions Limited
Productions S.D.A. limitée**

La compagnie « S.D.A. Productions Limited — Productions S.D.A. limitée » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 5.

Le président,
R. HARWOOD.

46502 2486-51

St. Lawrence Distilleries, Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement spécial 1-(1972), de la compagnie « Les Distilleries Labrador limitée — Labrador Distilleries Limited », constituée par lettres patentes en date du 5e jour d'août 1964, changeant son nom en celui de « St. Lawrence Distilleries, Limited ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46503-0 3460-64

**Les Supermarchés Cena inc.
Cena Supermarkets Inc.**

La compagnie « Les Supermarchés Cena inc.—Cena Supermarkets Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 6.

Le secrétaire,
M. LALUMIÈRE.

46510-0 474-69

Les Placements des Chataigners Itée

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 15, of the company "Louis G. Vigneault inc.", incorporated by letters patent dated the 2nd day of August, 1963, changing its name into that of "Les Placements des Chataigners Itée".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46498-0 3293-63

Restaurant le Joli Moulin inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 15, of the company "Restaurant le Moulin Joli inc.", incorporated by letters patent dated the 16th day of December, 1971, changing its name into that of "Restaurant le Joli Moulin inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46500-0 716974

Roulottes Gagnon inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 3, of the company "Les Entreprises Gagnon inc.", incorporated by letters patent dated the 25th day of February, 1964, changing its name into that of "Roulottes Gagnon inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46501-0 597-64

**S.D.A. Productions Limited
Productions S.D.A. limitée**

Notice is given that "S.D.A. Productions Limited — Productions S.D.A. limitée" has changed the number of its directors from 7 to 5.

R. HARWOOD,
President.

46502-0 2486-51

St. Lawrence Distilleries, Limited

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the special by-law 1-(1972), of the company "Les Distilleries Labrador limitée — Labrador Distilleries Limited", incorporated by letters patent dated the 5th day of August, 1964, changing its name into that of "St. Lawrence Distilleries, Limited".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46503-0 3460-64

**Les Supermarchés Cena inc.
Cena Supermarkets Inc.**

Notice is given that "Les Supermarchés Cena inc.—Cena Supermarkets Inc." has changed the number of its directors from 7 to 6.

M. LALUMIÈRE,
Secretary.

46510-0 474-69

Saro Metal Inc.

La compagnie « Saro Metal Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 5.

Le secrétaire,
GILLES DEMERS.

46504-o 6608-45

Société de Conservation de l'Outaouais

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 10 mai 1972, il a approuvé les règlements généraux de la « Société de Conservation de l'Outaouais », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46506-o 720400

Société de Conservation de la Côte Nord

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 10 mai 1972, il a approuvé les règlements généraux de la « Société de Conservation de la Côte Nord », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46507-o 720399

Société Saint-Jean-Baptiste de la Région des Trois-Rivières

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 10 mai 1971, il a approuvé les modifications aux règlements généraux de la « Société Saint-Jean-Baptiste de la Région des Trois-Rivières », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46508-o 700-34

Sol-Tex Corp. Ltd.

La compagnie « Sol-Tex Corp. Ltd. » donne avis qu'elle a augmenté de 4 à 5 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
NORMAN SOLOMON.

46509 3087-71

La Fondation de la Confédération des Sports du Québec

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 13 juin 1972, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « La Fondation de la Confédération des Sports du Québec », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46569-o 714914

Saro Metal Inc.

Notice is given that "Saro Metal Inc." has decreased the number of its directors from 7 to 5.

GILLES DEMERS,
Secretary.

46504 6608-45

Société de Conservation de l'Outaouais

Notice is given that, on May 10, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws of the "Société de Conservation de l'Outaouais", pursuant to section 226 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46506 720400

Société de Conservation de la Côte Nord

Notice is given that on May 10, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws of the "Société de Conservation de la Côte Nord", pursuant to section 226 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46507 720399

Société Saint-Jean-Baptiste de la Région des Trois-Rivières

Notice is given that on May 10, 1971, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the amendments to the general by-laws of the "Société Saint-Jean-Baptiste de la Région des Trois-Rivières", the foregoing, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

46508 700-34

Sol-Tex Corp. Ltd.

Notice is given that "Sol-Tex Corp. Ltd." has changed the number of its directors from 4 to 5.

NORMAN SOLOMON,
Secretary.

46509 3087-71

La Fondation de la Confédération des Sports du Québec

Notice is given that on June 13, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws of "La Fondation de la Confédération des Sports du Québec", pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46569 714914

Crédit Cardinal inc.

La compagnie « Crédit Cardinal inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 10 à 3.

Le secrétaire,
JEAN-YVES COSSETTE.
1372-65

46567-o

**Fiducie Prêt et Revenu
Savings and Investment Trust**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 20, de la « Compagnie de Fiducie Prêt et Revenu — Savings and Investment Trust Company », constituée par lettres patentes en date du 26e jour d'octobre 1960, changeant son nom en celui de « Fiducie Prêt et Revenu — Savings and Investment Trust ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.
782-60

46568-o

Grand Prix Trois-Rivières inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 31 mai 1972, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Grand Prix Trois-Rivières inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.
1631-71

46570-o

Kermac Industries Ltd.

La compagnie « Kermac Industries Ltd. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 6.

Le secrétaire,
JOHN R. MACDONALD.
874-70

46571

Plypane Inc.

La compagnie « Plypane Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 4.

Le secrétaire,
RUBIN ZIMMERMAN.
11994-62

46572

**Publications C.R.V. Itée
C.R.V. Publishing Ltd.**

La compagnie « Publications C.R.V. Itée — C.R.V. Publishing Ltd. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
MME HÉLÈNE BELLAVANCE.
4119-69

46573-o

Québécoir inc.

La compagnie « Québécoir inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 9.

Le secrétaire,
SERGE FORTIN.
99-65

46574-o

Crédit Cardinal inc.

Notice is given that "Crédit Cardinal inc." has changed the number of its directors from 10 to 3.

JEAN-YVES COSSETTE,
Secretary.
1372-65

46567

**Fiducie Prêt et Revenu
Savings and Investment Trust**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 20, of the "Compagnie de Fiducie Prêt et Revenu — Savings and Investment Trust Company", incorporated by letters patent dated the 26th day of October, 1960, changing its name into that of "Fiducie Prêt et Revenu — Savings and Investment Trust".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.
782-60

46568-o

Grand Prix Trois-Rivières inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on May 31, 1972, he approved the general by-laws of the "Grand Prix Trois-Rivières inc.", pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.
1631-71

46570

Kermac Industries Ltd.

Notice is given that "Kermac Industries Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 6.

JOHN R. MACDONALD,
Secretary.
874-70

46571-o

Plypane Inc.

Notice is given that "Plypane Inc." has changed the number of its directors from 5 to 4.

RUBIN ZIMMERMAN,
Secretary.
11994-62

46572-o

**Publications C.R.V. Itée
C.R.V. Publishing Ltd.**

Notice is given that "Publications C.R.V. Itée — C.R.V. Publishing Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 4.

MRS. HÉLÈNE BELLAVANCE,
Secretary.
4119-69

46573

Québécoir inc.

Notice is given that "Québécoir inc." has increased the number of its directors from 5 to 9.

SERGE FORTIN,
Secretary.
99-65

46574

Sid-Myer Dress Co. (1964) Inc.

La compagnie « Sid-Myer Dress Co. (1964) Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le président,
MYER TAVEROFF.
46575 5563-63

Standard Button Corp.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 23, de la compagnie « Standard Button & Pleating Co. » constituée par lettres patentes en date du 16^e jour de mai 1963, changeant son nom en celui de « Standard Button Corp. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.
46576-0 2117-63

Thermotwin Inc.

La compagnie « Thermotwin Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
RUBIN ZIMMERMAN.
46577 10468-62

Sid-Myer Dress Co. (1964) Inc.

Notice is given that "Sid-Myer Dress Co. (1964) Inc." has changed the number of its directors from 3 to 4.

MYER TAVEROFF,
President.
46575-0 5563-63

Standard Button Corp.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 23, of the company "Standard Button & Pleating Co." incorporated by letters patent dated the 16th day of May, 1963, changing its name into that of "Standard Button Corp."

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.
46576-0 2117-63

Thermotwin Inc.

Notice is given that "Thermotwin Inc." has changed the number of its directors from 3 to 4.

RUBIN ZIMMERMAN,
Secretary.
46577-0 10468-62

Sièges sociaux**Eric Brant Realities Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Eric Brant Realities Inc. » constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, en date du 24 février 1971 et ayant son bureau principal à Pierrefonds, province de Québec, a établi son bureau au numéro 13073, boulevard Gouin.

À compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Pierrefonds, ce 11^e jour de mars 1971.
Le président,
ERIC BRANT.
46439-0 889-71

Cartex Inc.

Avis est donné que la compagnie « Cartex Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 28 janvier 1970, et ayant son siège social dans la ville de Montréal où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au 2501 Tour de la Bourse, Place Victoria, l'a transporté au 1029 rue Bleury, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 27^e jour d'octobre 1971.
Le président,
(Sceau) ANDRÉ COULOMBE.
46440-0 591-70

Head Offices**Eric Brant Realities Inc.**

Notice is given that "Eric Brant Realities Inc." incorporated under Part I of the Companies Act, on February 24, 1971, and having its head office in Pierrefonds, Province of Québec, has established its office at number 13073 Gouin Boulevard.

From the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Pierrefonds, this 11th day of March, 1971.
ERIC BRANT,
President.
46439 889-71

Cartex Inc.

Notice is hereby given that "Cartex Inc.", incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent dated January the 28th, 1970, and having its head office in the City of Montreal, where its office was situated until this day at 2501 Stock Exchange Tower, 815 Victoria Square, has moved its said office to 1029 Bleury Street, in Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 27th day of October 1971.
ANDRÉ COULOMBE,
President.
(Seal) 46440-0 591-70

**Centre de Conditionnement Physique
Dynamique inc.**

Avis est donné que la compagnie « Centre de Conditionnement Physique Dynamique inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 8 octobre 1971 et ayant son siège social à Pointe-aux-Trembles, district de Montréal, a établi son bureau au 595, de la 27e Avenue, appartement 5.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré comme le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, le 28e jour d'octobre 1971.

Le président,
PIERRE LIZOTTE.

46441-o

71-5368

**Centre de Conditionnement Physique
Dynamique inc.**

Notice is given that the "Centre de Conditionnement Physique Dynamique inc.", incorporated by letters patent dated October 8, 1971 and having its head office at Pointe-aux-Trembles, District of Montreal, has established its office at 595 - 27th Avenue, Apartment 5.

Upon, from and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Dated in Montreal, this 28th day of October, 1971.

PIERRE LIZOTTE,
President.

46441

71-5368

**Le Centre d'Enseignement et d'Équipement
de Plongée Sous-Marine inc.**

Avis est donné que la compagnie « Le Centre d'Enseignement et d'Équipement de Plongée Sous-Marine inc. », constituée en corporation selon la première partie de la Loi des compagnies en date du 8 avril 1971 et ayant son siège social au No 5272, 3e avenue, Rosemont, en la cité de Montréal, district de Montréal a transporté ledit siège social de la compagnie au No 2343, boulevard Rosemont, à Montréal, dit district.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 20e jour d'avril 1972.

La secrétaire,
MICHÈLE V. AMYOT.

(Sceau)
46442-o

1113-71

**Le Centre d'Enseignement et d'Équipement
de Plongée Sous-Marine inc.**

Notice is hereby given that "Le Centre d'Enseignement et d'Équipement de Plongée Sous-Marine inc.", incorporated under Part I of the Companies Act on April 8th, 1971 and having its head office in the City of Rosemont, Montreal, where it had its office at 5272, 3rd Avenue, has moved it to 2343 Boulevard Rosemont, Montreal, district of Montreal.

From and after, the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 20th day of April 1972.

MICHÈLE V. AMYOT,
Secretary.

(Seal)
46442-o

1113-71

Club des Consommateurs de St-Michel Inc.

Avis est donné que la compagnie « Club des Consommateurs de St-Michel Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 27 juillet 1971 et ayant son siège social dans la ville de Montréal, a établi son bureau au numéro 3463 rue Champdoré.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 2 février 1972.

Le président,
ANDRÉ RANALLO.

46444-o

3556-71

Club des Consommateurs de St-Michel Inc.

Notice is hereby given that the "Club des Consommateurs de St-Michel Inc.", incorporated by letters patent on the July 27, 1971, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at No. 3463 rue Champdoré.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this February 2, 1972.

ANDRÉ RANALLO,
President.

46444-o

3556-71

Club de Hockey Citadelle (Rouyn) Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Club de Hockey Citadelle (Rouyn) Inc. », constituée en corporation par lettres patentes le 19 octobre 1971 et ayant son siège social à Rouyn, a établi son siège social à 70 Avenue du Lac, Rouyn, Québec,

À compter de cette date, le siège social ci-haut sera considéré comme bureau principal de la compagnie. Rouyn, ce 19 octobre 1971.

Le secrétaire-trésorier,
RÉAL MORIN.

46445-o

71-5047

Club de Hockey Citadelle (Rouyn) Inc.

Notice is hereby given that "Club de Hockey Citadelle (Rouyn) Inc.", constituted in corporation by letters patent dated October 19, 1971 and having its head office in Rouyn, has established its head office at Rouyn, 70 Lakeshore Avenue.

As and from this date, the said office will be considered as main office of the company.

Rouyn, October 19, 1971.

RÉAL MORIN,
Secretary-Treasurer.

46445-o

71-5047

Cilic Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Cilic Inc. », constituée en corporation dans la province de Québec, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes portant la date du 10 mars 1972 et ayant son siège social à Longueuil, district de Montréal a établi son bureau principal au 393 rue Front, Longueuil, district de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Montréal, ce 10^e jour de mars 1972.

(Seal)

Le président,
CLAUDE LABONNE.

46443-o

72-1393

**Club au Rendez-Vous des Sportifs
(Lac Caché) inc.**

Avis est donné que la compagnie « Club au Rendez-Vous des Sportifs (Lac Caché) inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 13^e jour de décembre 1971 a établi son siège social au Lac Caché, à Chibougamau, comté d'Abitibi-Est, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Chibougamau, ce 26^e jour d'avril 1972.

Le président,
LÉO ASSELIN.

46446-o

71-6424

Corporation d'Expansion Financière

Avis est donné que la compagnie « Corporation d'Expansion Financière », constituée en corporation par lettres patentes en date du 12 octobre 1957, et ayant son siège social dans la cité de Montréal où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui à la suite 2100, 630 ouest, boulevard Dorchester, l'a transporté à la Tour de la Bourse.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Montréal, le 23 mai 1972.

Le secrétaire,
JACQUES LAURENT.
13300-57

46447-o

Europ-Auto-Jet Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Europ-Auto-Jet Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal où elle avait son bureau situé jusqu'au premier janvier 1972 au 5186 Côte des Neiges, l'a transporté au 5193 Côte des Neiges, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 2^e jour de janvier 1972.

Le président,
MARCEL PAOLI.

(Sceau)

46449-o

71-7075

Cilic Inc.

Notice is hereby given that the company "Cilic Inc.", incorporated in the Province of Québec, under Part I of the Companies Act, by letters patent bearing the date of March the 10th, 1972 and having its head office in Longueuil, district of Montreal, has established its office at 393 Front Street in Longueuil, district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Montreal, this 10th day of March 1972.

(Seal)

CLAUDE LABONNE,
President.

46443-o

72-1393

**Club au Rendez-Vous des Sportifs
(Lac Caché) inc.**

Notice is given that the "Club au Rendez-Vous des Sportifs (Lac Caché) inc.", incorporated by letter patent dated the 13th day of December, 1971, has established its head office at Lac Caché, in Chibougamau County of Abitibi East, province of Québec.

Upon, from and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as its head office.

Given at Chibougamau, this 26th day of April, 1972.

LÉO ASSELIN,
President.

46446

71-6424

Corporation d'Expansion Financière

Notice is hereby given that the "Corporation d'Expansion Financière", company incorporated by letters patent on the 12th day of October, 1957, and having its head office in Montreal, where its office was situated up to to-day, at Room 2100, 630 Boulevard Dorchester West, has moved it to Tour de la Bourse.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Montreal, May 23, 1972.

JACQUES LAURENT,
Secretary.
13300-57

46447-o

Europ-Auto-Jet Inc.

Notice is hereby given that "Europ-Auto-Jet Inc.", incorporated under Part I of the Companies Act and having its head office in the City of Montreal where its office was situated up to January 1st, 1972 at 5186 Côte des Neiges, has moved it to 5193 Côte des Neiges, Montreal.

From the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 2nd day of January 1972.

MARCEL PAOLI,
President.

(Seal)

46449-o

71-7075

Desman Electronic Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Desman Electronic Inc. », constituée en corporation dans la province de Québec, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes portant la date du 15 février 1972 et ayant son siège social en la Ville St-Laurent, a établi son bureau principal 395 Côte Vertu, appartement 22 C, Ville St-Laurent, district de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Montréal, ce 6e jour d'avril 1972.

(Sceau)
46448-o

Le président,
RICHARD DORION.
72-0899

Entreprises J. H. Grenon Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Entreprises J.H. Grenon Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en date du 21 décembre 1971, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et ayant son siège social à Sainte-Anne des Plaines, a établi son siège social au 189 Rolland, Ste-Anne des Plaines, comté de Terrebonne, province de Québec.

À compter de la date des présentes, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social, et sa principale place d'affaires.

Donné à Ville de Laval, ce 15e jour de février 1972.

46450-o

Le président,
JOSEPH HENRI GRENON.
71-7077

Albert Girard Ltée

Avis est, par les présentes donné que la compagnie « Albert Girard Ltée » constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies (Québec) par lettres patentes émises le 31 décembre 1971 et ayant son siège social à Warwick, a établi son bureau principal au 109, rue St-Louis, à Warwick, district d'Arthabaska, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Warwick, ce 16e jour de mai 1972.

46451-o

Le président,
ALBERT GIRARD.
720653

**Jokinen & Associates Co. Limited
Jokinen & Associés Cie limitée**

La compagnie « Jokinen & Associates Co. Limited — Jokinen & Associés Cie limitée » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 70, 15e Rue, Roxboro, au numéro 192, rue Morin, Sainte-Adèle.

46453-o

Le secrétaire.
SUZANNE MARY JOKINEN.
720417

Desman Electronic Inc.

Notice is hereby given that the company "Desman Electronic Inc.", incorporated in the Province of Québec, under Part I of the Companies Act, by letters patent bearing the date of February the 15th, 1972, and having its head office in the City of St-Laurent, has established its office at 395 Côte Vertu, Apartment 22 C, Ville St-Laurent, district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Montreal, this 6th day of April 1972.

(Seal)
46448-o

RICHARD DORION,
President.
72-0899

Entreprises J. H. Grenon Inc.

Notice is hereby given that "Entreprises J.H. Grenon Inc.", a company incorporated by letters patent issued on December 21, 1971, under the provisions of Part I of the Companies Act and having its head office in Sainte-Anne des Plaines, has established its head office at 189, Rolland, Ste-Anne des Plaines, County of Terrebonne, Province of Québec.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being the head office and principale place of business of said company.

Dated at City of Laval, this 15th day of February, 1972.

46450-o

Le président,
JOSEPH HENRI GRENON.
71-7077

Albert Girard Ltée

Notice is hereby given that "Albert Girard Ltée" incorporated under Part I of the Companies Act (Québec) by letters patent dated December 31, 1971 and having its head office in Warwick has established its head office at number 109, St-Louis Street, Warwick, district of Arthabaska, province of Québec.

From and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Warwick, Québec, this 16th day of May, 1972.

46451-o

ALBERT GIRARD,
President.
720653

**Jokinen & Associates Co. Limited
Jokinen & Associés Cie limitée**

Notice is given that "Jokinen & Associates Co. Limited — Jokinen & Associés Cie limitée" has transferred its head office from 70 - 15th Street, Roxboro, to 192 Morin Street, Sainte-Adèle.

46453-o

SUZANNE MARY JOKINEN,
Secretary.
720417

Intercontinental Packers (Québec) Limited

Avis est donné que la compagnie « Intercontinental Packers (Québec) Limited », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, en date du 15 novembre 1958 et ayant son siège social dans la ville de Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 407, rue McGill, chambre 1012, Montréal, l'a transporté au numéro 1155 ouest, boulevard Dorchester, chambre 3301, Montréal.

Donné à Saskatoon, Saskatchewan, le 6 avril 1972.

(Sceau)

Le secrétaire,

J. R. A. ROBINSON.

46452-o

13202-58

International Trust Company
Société de Fiducie internationale

La compagnie « International Trust Company — Société de Fiducie internationale » constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de fidéicommis, par lettres patentes, en date du 4^e jour de février 1960, donne avis qu'elle a transporté son siège social du 1015, Beaver Hall Hill, ville de Montréal, au 625 ouest, boulevard Dorchester, ville et district de Montréal, province de Québec.

Montréal, ce 15^e jour de mai 1972.

Le secrétaire-trésorier,

G. S. LYNCH.

46454

160-60

Les Palettes Joliette Itée
Joliette Pallets Ltd.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Les Palettes Joliette Itée — Joliette Pallets Ltd. », constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes en date du 20 mars 1972 et ayant son siège social à St-Thomas de Joliette, district judiciaire de Joliette, a établi son bureau principal au numéro 2080, à la rue St-Albert.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 10^e jour d'avril 1972.

Le président,

NORMAN PROVENCHER.

46455-o

72-1453

Nordic Motel Inc.

Avis est donné que la compagnie « Nordic Motel Inc. » constituée en corporation par lettres patentes en date du trentième jour de décembre 1971, et ayant son siège social à Chibougamau, a établi son siège social au 962, 3^e rue, en la ville de Chibougamau, comté d'Abitibi-Est.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Chibougamau, ce dix-septième jour d'avril mil neuf cent soixante-douze.

Le président,

ROGER PEARSON.

46458-o

71-7280

Intercontinental Packers (Québec) Limited

Notice is hereby given that "Intercontinental Packers (Québec) Limited", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated November 15th, 1958, and having its head office in Montreal, has moved its office from Room 1012, 407 McGill Street, to Room 3301, 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal.

Saskatoon, Saskatchewan, April 6, 1972.

(Seal)

J. R. A. ROBINSON,

Secretary.

46452-o

13202-58

International Trust Company
Société de Fiducie internationale

Notice is hereby given that "International Trust Company — Société de Fiducie internationale" incorporated under the Trust Companies Act of Québec by letters patent dated the 4th day of February, 1960, has moved its head office from 1015 Beaver Hall Hill, City of Montreal, to 625 Dorchester Boulevard West, City and District of Montreal, Province of Québec.

Dated at Montreal, this 15th day of May, 1972.

G. S. LYNCH,

Secretary-Treasurer.

46454-o

160-60

Joliette Pallets Ltd.
Les Palettes Joliette Itée

Notice is hereby given that "Joliette Pallets Ltd. — Les Palettes Joliette Itée", is incorporated by letters patent dated March 20, 1972 issued pursuant to the provisions of Part I of the Companies' Act for the Province of Québec, and having its head office in St. Thomas de Joliette, has established its office at 2080 St. Albert Street, St. Thomas de Joliette.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 10th day of April 1972.

NORMAN PROVENCHER,

President.

46455-o

72-1453

Nordic Motel Inc.

Notice is given that "Nordic Motel Inc.", incorporated by letters patent dated the thirtieth day of December, 1971, and having its head office at Chibougamau, has established its head office at 962 - 3rd Street, in the Town of Chibougamau, county of Abitibi-East.

Upon, from and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Chibougamau, this seventeenth day of April, one thousand nine hundred and seventy-two.

ROGER PEARSON,

President.

46458

71-7280

Edward Lewis Inc.

Avis est donné que la compagnie « Edward Lewis Inc. » a déménagé son siège social de 705, 101e Avenue, Laval, à 6280, place Northcrest, suite 614, Montréal.

Le secrétaire,

H. LEWIS.

46456

5750-65

Luvit Inc.

Avis est donné que la compagnie « Luvit Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 30e jour de septembre 1971, et ayant son siège social dans la Ville de Montréal, a établi son bureau au 9820, de la rue Meilleur.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 29e jour de novembre 1971.

Le président,

KLAUS DICHMANN.

46457-o

71-5199

Orford Marina Inc.

La compagnie « Orford Marina Inc. » constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies par lettres patentes, en date du 3e jour de février 1972, et ayant son siège social en la cité de Sherbrooke, province de Québec, district de Saint-François donne avis qu'elle a établi son bureau au 6 sud, rue Wellington.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme le siège social de la compagnie.

Sherbrooke, ce 23e jour de mai 1972.

(Sceau)

Le secrétaire,

A. R. MONTY.

46459

72-0617

Gédéon Payeur incorporée

La compagnie « Gédéon Payeur incorporée » donne avis qu'elle a changé son siège social de Thetford Mines, au numéro 8025, rue Boyer, Montréal.

Le secrétaire,

GÉDEON PAYEUR.

46460-o

14919-62

Midland-Ross of Québec, Ltd.

La compagnie « Midland-Ross of Québec, Ltd. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Montréal, au numéro 304 rue St-Patrice, LaSalle.

Le secrétaire-trésorier,

E. G. WAKELING.

46461

2981-70

**Le Club Social de Fermont inc.
The Fermont Social Club Inc.**

La corporation « Le Club Social de Fermont inc.—The Fermont Social Club Inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Fermont au numéro 6, 14e Rue, C.P. 1057, Port Cartier, comté de Saguenay.

Le secrétaire,

BENOIT CARTIER.

46462-o

714020

Edward Lewis Inc.

Notice is given that "Edward Lewis Inc." has transferred its head office from 705-101st Avenue, Laval, to 6280 Northcrest Place, Suite 614, Montreal.

H. LEWIS,

Secretary.

46456-o

5750-65

Luvit Inc.

Notice is given that "Luvit Inc.", incorporated by letters patent on the 30th day of September 1971, and having its head office in the City of Montreal, has established its head office at 9820 Meilleur Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 29th day of November, 1971.

KLAUS DICHMANN,

President.

46457

71-5199

Orford Marina Inc.

Notice is hereby given that "Orford Marina Inc." company incorporated under the Companies Act by letters patent dated the 3rd day of February 1972, and having its head office in the City of Sherbrooke, Province of Québec, district of St. Francis has established its office at 6 Wellington Street South.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Sherbrooke, this 23rd day of May 1972.

(Seal)

A. R. MONTY,

Secretary.

46459-o

72-0617

Gédéon Payeur incorporée

Notice is given that "Gédéon Payeur incorporée" has moved its head office from Thetford Mines to 8025 Boyer Street, Montreal.

GÉDEON PAYEUR,

Secretary.

46460

14919-62

Midland-Ross of Québec, Ltd.

Notice is given that "Midland-Ross of Québec, Ltd." has transferred its head office from Montreal to 304 St. Patrick Street, LaSalle.

E. G. WAKELING,

Secretary-Treasurer.

46461-o

2981-70

**Le Club Social de Fermont inc.
The Fermont Social Club Inc.**

Notice is given that "Le Club Social de Fermont inc.—The Fermont Social Club Inc." has transferred its head office from Fermont to number 6-14th Street, P.O. Box 1057, Port Cartier, County of Saguenay.

BENOIT CARTIER,

Secretary.

46462

714020

Morin Automobiles inc.

La compagnie « Morin Automobiles inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Lennoxville, au numéro 351, rue St-Jacques sud, Coaticook.

Le secrétaire,
MONIQUE MORIN.

46463-o 10527-56

Morin Automobiles inc.

Notice is given that "Morin Automobiles inc." has transferred its head office from Lennoxville to 351 St. Jacques Street South, Coaticook.

MONIQUE MORIN,
Secretary.
10527-56

46463

Polyclinique médicale St-François d'Assise Itée

Avis est donné que la compagnie « Polyclinique médicale St-François d'Assise Itée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 10 janvier 1972 et ayant son siège social en la cité de Québec, a établi son bureau au numéro 944 Sir Adolphe Routhier, dans les cité et district de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Québec, le 25 avril 1972.

Le secrétaire,
JEAN-MARC LAMONTAGNE, M.D.
71-7061

46464-o

Robin, Le Pain Moderne Inc.

Avis est donné que la compagnie « Robin, Le Pain Moderne Inc. » constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies en date du 21 décembre 1966, et ayant son siège social à Montréal où elle avait son bureau situé jusqu'à aujourd'hui au 8290, boulevard St-Michel, l'a transporté au 2250, rue Papineau.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Montréal, ce 8e jour de mai 1972.

Le secrétaire,
ME MICHEL ROBIN.

46465-o 5226-66

Superior Industries Limited

La compagnie « Superior Industries Limited » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 647, Vitré ouest, Montréal, au numéro 2675, Marcel, Saint-Laurent.

Le secrétaire,
SOL DROBETSKY.

46466-o 12190-60

Transport et Excavation Salois Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Transport et Excavation Salois Inc. » constituée en corporation par lettres patentes émises le 5 mai 1971 en vertu de la Loi des compagnies, a établi son siège social au No 240, Rte Marie-Victorin, St-Pierre de Sorel.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

St-Pierre de Sorel, ce 22e jour d'avril 1972.

CARMELLE T. SALOIS.
2336-71

46468-o

Polyclinique médicale St-François d'Assise Itée

Notice is given that "Polyclinique médicale St-François d'Assise Itée", incorporated by letters patent on January 10, 1972, and having its head office in the City of Québec, has transferred its office to 994 Sir Adolphe Routhier, in the City and district of Québec.

From the date of this notice, the said office will be considered by the company as its head office.

Québec, April 25, 1972.

JEAN-MARC LAMONTAGNE, M.D.,
Secretary.
71-7061

46464

Robin, Le Pain Moderne Inc.

Notice is given that "Robin, Le Pain Moderne Inc. », incorporated under Part I of the Companies Act on December 21, 1966, and having its head office in Montreal where its office was located until today at 8290 St. Michel Boulevard, has transferred it to 2250 Papineau Street.

Upon, from and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as its head office.

Montreal, this 8th day of May, 1972.

ME MICHEL ROBIN,
Secretary.
5226-66

46465

Superior Industries Limited

Notice is given that "Superior Industries Limited" has transferred its head office from 647 Vitré Street West, Montreal, to 2675 Marcel Street, Saint-Laurent.

SOL DROBETSKY,
Secretary.
12190-60

46466-o

Transport et Excavation Salois Inc.

Notice is hereby given that "Transport et Excavation Salois Inc." incorporated by letters patent issued on May 5th, 1971, under the Companies Act, has established its head office at St-Pierre de Sorel, No. 240 Rte Marie-Victorin.

From and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being the head office of the company.

St-Pierre de Sorel, this 22nd day of April, 1972.

CARMELLE T. SALOIS.
2336-71

46468-o

Télévision St-Maurice inc.

Avis est donné que la compagnie « Télévision St-Maurice inc. » constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies en date du 24 juillet 1957 et ayant son siège social dans Trois-Rivières où elle avait son bureau situé au numéro 1332 de la rue Notre-Dame, l'a transporté au numéro 2355 de la rue De Normanville.

À compter du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Trois-Rivières, Qué., ce 25e jour d'avril 1972.

Le secrétaire,
GUY LABELLE.

46467-o 12393-57

**A.L. Équipement inc.
A.L. Equipment Inc.**

La compagnie « A.L. Équipement inc.—A.L. Equipment Inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Pointe-aux-Trembles, au numéro 11701, boulevard Henri-Bourassa est, Montréal.

Le secrétaire,
ALBAN NOËL.

46579-o 611-66

Caprol inc.

Avis est donné que la compagnie « Caprol inc. » constituée en corporation par lettres patentes émises sous la troisième partie de la Loi des Compagnies en date du 1er septembre 1971, et ayant son bureau principal dans Laval a établi son bureau au numéro 5 de la rue Lahaie, Pont-Viau, Laval.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Laval, ce 21e jour d'avril 1972.

(Sceau)

Le secrétaire,
BENOIT GONTHIER.

46580-o 6001-69

Erin (Québec) Inc.

La compagnie « Erin (Québec) Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies par lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1971, et ayant son siège social en la cité de Sherbrooke, province de Québec, district de Saint-François, donne avis qu'elle a établi son bureau au 6 sud, rue Wellington.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme son siège social.

Sherbrooke, ce 23e jour de mai 1972.

(Sceau)

Le secrétaire,
A. R. MONTY.

46582 2296-71

Kermac Industries Ltd.

La compagnie « Kermac Industries Ltd. » donne avis qu'elle a transporté son siège social du 8260, rue Laferté, Anjou, au 8260, rue Laferté, Saint-Léonard.

Le secrétaire,
JOHN R. MACDONALD.

46584 874-70

Télévision St-Maurice inc.

Notice is given that "Télévision St-Maurice inc.", incorporated under the Companies Act, on July 24, 1957, and having its head office in Trois-Rivières, where its office was located, at 1332 Notre-Dame Street, has transferred it to 2355 De Normanville Street.

From the date of this notice, the said office will be considered by the company as its head office.

Dated at Trois-Rivières, Qué., this 25th day of April, 1972.

GUY LABELLE,
Secretary.
12393-57

46467

**A.L. Équipement inc.
A.L. Equipment Inc.**

Notice is given that "A.L. Équipement inc.—A.L. Equipment Inc." has transferred its head office from Pointe-aux-Trembles, to 11701 Henri-Bourassa Boulevard East, Montreal.

ALBAN NOËL,
Secretary.
611-66

46579

Caprol inc.

Notice is given that "Caprol inc." incorporated by letters patent issued under Part III of the Companies Act, bearing date the 1st of September, 1971, and having its principal place of business in Laval, has established its office at 5 Lahaie Street, Pont-Viau, Laval.

From the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Laval, this 21st day of April, 1972.

(Seal)

BENOIT GONTHIER,
Secretary.

46580 6001-69

Erin (Québec) Inc.

Notice is hereby given that "Erin (Québec) Inc.", company incorporated under the Companies Act by letters patent dated the 3rd day of May 1971, and having its head office in the city of Sherbrooke, province of Québec, district of St-François, has established its office at 6 Wellington Street South.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Sherbrooke, this 23rd day of May 1972.

(Seal)

A. R. MONTY,
Secretary.

46582-o 2296-71

Kermac Industries Ltd.

Notice is given that "Kermac Industries Ltd." has transferred its head office from 8260 Laferté Street, Anjou, to 8260 Laferté Street, St. Léonard.

JOHN R. MACDONALD,
Secretary.

46584-o 874-70

Chipman Mining and Energy Corp. Ltd.

La compagnie « Chipman Mining and Energy Corp. Ltd. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 1er jour de juin 1970, donne avis qu'elle a transporté son siège social du 1155 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, P.Q., au 612 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal 101, Québec.

Donné ce 1er jour de mai 1972.

Chipman Mining and Energy Corp. Ltd.

(Sceau)
46581

JOANNE GLAVIN.
2439-70

Adca Film Inc.

Avis est par la présente donné que « Adca Film Inc. » incorporée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 2 septembre 1971 et ayant son siège social à Montréal, a déménagé son bureau situé jusqu'à aujourd'hui au 3790, Chemin de la Côte Ste-Catherine, au 744, avenue Champagnieur, district de Montréal.

Montréal, ce 1er jour de mai 1972.

Le président,
GILLES AIRD.
71-4685

46578-o

Interconsult Corporation Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Interconsult Corporation Ltd. », constituée par lettres patentes datées du 16 novembre 1971, et ayant son siège social à Montréal, P.Q., a établi son bureau principal à Suite 2 Fanham, Place Bonaventure.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, P.Q., le 17e jour de novembre 1971.

Le président,
F. A. CHEFTECH.
71-6221

46583-o

Lange Canada inc.

La compagnie « Lange Canada inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Montréal à Saint-Jérôme.

Le secrétaire,
ANTHONY G. TIEMAN.
4197-66

46585

Les Placements Peladeau inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Placements Peladeau inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes octroyées le 28 novembre 1967 et ayant son siège social dans les ville et district de Montréal, a établi son bureau au numéro 12,380 rue Beauséjour.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 27e jour de mars 1972.

Le secrétaire,
P. WILBROD GAUTHIER.
4964-67

46587-o

Chipman Mining and Energy Corp. Ltd.

Notice is hereby given that "Chipman Mining and Energy Corp. Ltd." incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated June 1, 1970 has moved its head office from 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, P.Q. to 612 St. Jacques Street West, Montreal 101, Québec.

Dated this 1st day of May, 1972.

Chipman Mining and Energy Corp. Ltd.

(Seal)
46581-o

JOANNE GLAVIN.
2439-70

Adca Film Inc.

Notice is hereby given that "Adca Film Inc." incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent granted on September 2nd, 1971, and having its head office in Montreal, has moved its office situated up to today at 3790, Chemin de la Côte Ste-Catherine, district of Montreal, to 744, Champagnieur Avenue, district of Montreal.

Montreal, this 1st day of May, 1972.

GILLES AIRD,
President.
71-4685

46578-o

Interconsult Corporation Ltd.

Notice is hereby given that "Interconsult Corporation Ltd.", incorporated by letters patent dated November 16, 1971, and having its head office in Montreal, P.Q., has established its head office at Room 2 Fanham, Place Bonaventure.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, P.Q., as of the 17th day of November, 1971.

F. A. CHEFTECH,
President.
71-6221

46583-o

Lange Canada inc.

Notice is given that "Lange Canada inc." has transferred its head office from Montreal to Saint-Jérôme.

ANTHONY G. TIEMAN,
Secretary.
4197-66

46585-o

Les Placements Peladeau inc.

Notice is given that "Les Placements Peladeau inc.", incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent issued on November 28, 1967, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at 12,380 Beauséjour Street.

Upon, from and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 27th day of March, 1972.

P. WILBROD GAUTHIER,
Secretary.
4964-67

46587

McMar Resources Corporation

Avis est par les présentes donné que la compagnie « McMar Resources Corporation », constituée en corporation, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 22e jour de mars 1972 et ayant son siège social en les ville et district de Montréal, province de Québec, a établi son bureau au 800 ouest, boulevard Dorchester, suite 2610, dans ladite ville.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, Qué., ce 24e jour de mars 1972.

Le président,
G. HAROLD PICKEL.
72-1629

46586

Silica Sands Limited

Avis est donné que la compagnie « Silica Sands Limited » constituée en corporation selon la première partie de la Loi des compagnies en date du 27e jour de juin 1966 et ayant son siège social à Québec où elle avait son bureau situé à 100 d'Youville, suite 710, l'a transporté à 100 d'Youville, suite 800 à Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Québec, ce 17e jour d'avril 1972.

(Seau)

Le secrétaire,
CHARLES TREMBLAY.
2389-66

46588-o

Smoke House Delly Products Ltd.

La compagnie « Smoke House Delly Products Ltd. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Saint-Laurent, au 360 rue Saint-Jacques ouest, suite 1500, Montréal.

Le secrétaire-trésorier,
NINA PICOULAS.
5096-70

46589

**Universal (U.F.L.) Fabricators Ltd.
Société Universelle (U.F.L.) de Fabrication Itée**

La compagnie « Universal (U.F.L.) Fabricators Ltd.—Société Universelle (U.F.L.) de Fabrication Itée » donne avis qu'elle a changé son siège social de Pointe-aux-Trembles, au numéro 11701, boulevard Henri-Bourassa est, Montréal.

Le secrétaire,
ALBAN NOËL.
15143-62

46590-o

Télébec Itée

La compagnie « Télébec Itée » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 175, rue St-Jean, Québec, au numéro 1122, chemin St-Louis, sous-sol numéro 10, Sillery.

Le secrétaire,
ANDRÉ LABONTÉ.
1871-69

46591-o

McMar Resources Corporation

Notice is hereby given that "McMar Resources Corporation", a company incorporated by letters patent under Part I of the Companies Act on the 22nd day of March, 1972, and having its head office in the city and district of Montreal, Province of Québec, has established such office at Suite 2610, 800 Dorchester Boulevard West in the said city.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, P.Q., this 24th day of March, 1972.

G. HAROLD PICKEL,
President.
72-1629

46586-o

Silica Sands Limited

Notice is given that "Silica Sands Limited" incorporated under Part I of the Companies Act, on the 7th day of June 1966, and having its head office in Québec, where its office was situated at 100 d'Youville, suite 710, has moved it to 100 d'Youville, suite 800, in Québec.

From the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Québec, this 17th day of April, 1972.

(Seal)

CHARLES TREMBLAY,
Secretary.
2389-66

46588-o

Smoke House Delly Products Ltd.

Notice is given that "Smoke House Delly Products Ltd." has transferred its head office from St. Laurent, to 360 St. James Street West, Suite 1500, Montreal.

NINA PICOULAS,
Secretary Treasurer.
5096-70

46589-o

**Universal (U.F.L.) Fabricators Ltd.
Société Universelle (U.F.L.) de Fabrication Itée**

Notice is given that "Universal (U.F.L.) Fabricators Ltd.—Société Universelle (U.F.L.) de Fabrication Itée" has transferred its head office from Pointe-aux-Trembles, to 11701 Henri Bourassa Boulevard East, Montreal.

ALBAN NOËL,
Secretary.
15143-62

46590

Télébec Itée

Notice is given that "Télébec Itée" has transferred its head office from number 175 St. Jean Street, Québec, to number 1122 St. Louis Road, Basement number 10, Sillery.

ANDRÉ LABONTÉ,
Secretary.
1871-69

46591

Avis divers

Miscellaneous Notices

Société Saint-Jean-Baptiste Locale
de Saint-Sauveur

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a déclaré dissoute, « Société Saint-Jean-Baptiste Locale de Saint-Sauveur », constituée en corporation par le chapitre 161 des lois de 1954-55, et que conformément à l'article 27 de la Loi précitée, les biens de la corporation dissoute sont dévolus à la corporation « Société Saint-Jean-Baptiste de la Région des Trois-Rivières ».

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

46606-o

501-59

Société Saint-Jean-Baptiste Locale
de Saint-Sauveur

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has declared dissolved, "Société Saint-Jean-Baptiste Locale de Saint-Sauveur", incorporated under chapter 161 of the Statutes of 1954-55, and that pursuant to Section 27 of the aforesaid Statutes, the immovables of the dissolved corporation are transmitted to the corporation "Société Saint-Jean-Baptiste de la Région des Trois-Rivières".

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

46606

501-59

Ville D'Anjou

Comté de Lafontaine

Avis de rachat partiel

Émission de \$9,230,000 d'obligations 9½% portant la date du 1er août 1970, et échéant le 1er août 1975, en vertu des règlements numéro 415, 665, 666, etc.

Avis public est par les présentes donné que la Ville d'Anjou, rachètera par anticipation, au pair, le 1er août 1972, les \$50,000 d'obligations suivantes de l'émission ci-haut indiquée, et ce en vertu de la clause de rachat insérée aux règlements d'emprunt et reproduite sur lesdites obligations:

6 x \$500 — Numéros — Numbers:
D-045, D-147, D-466, D-510, D-1039, D-1063;

47 x \$1,000 — Numéros — Numbers:
M- 163 M- 339 M- 446 M- 776 M- 784 M- 847 M- 922 M-1018 M-1340 M-1350 M-1787 M-1798 M-1942
M-1960 M-2058 M-2254 M-2469 M-2792 M-2836 M-3025 M-3054 M-3351 M-3474 M-3481 M-3624 M-3641
M-3706 M-3711 M-3778 M-4051 M-4522 M-4764 M-5333 M-5474 M-6027 M-6118 M-6308 M-6655 M-6725
M-6747 M-7507 M-7632 M-7710 M-7746 M-8117 M-8311 M-8339

Lesdites obligations deviendront dues et payables, et elles seront payables et rachetées, principal et intérêt, à la date ci-dessus mentionnée, en monnaie légale du Canada, avec les intérêts courus jusqu'au 1er août 1972, sur présentation et remise d'icelles, avec tous les coupons d'intérêt échéant après le 1er août 1972, y attachés, à toute succursale de la Banque Canadienne Nationale dans la Province de Québec ou au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario. Les obligations enregistrées quant au principal doivent être accompagnées de tous les documents requis pour le transfert. Les \$50,000 d'obligations ci-haut cesseront de porter intérêt à compter du 1er août 1972.

Donné à Ville d'Anjou, ce 14e jour de juin 1972.

*Le greffier,
LÉONCE MALTAIS.*

46558-o

Town of Anjou

County of Lafontaine

Notice of partial redemption

Issue of \$9,230,000 of 9½% bonds, dated August 1st 1970, and maturing on August 1st 1975, under the authority of By-laws numbers 415, 665, 666, etc.

Public notice is hereby given that the Town of Anjou will redeem by anticipation, at par, on August 1st 1972, the \$50,000 of bonds listed below, of the above-indicated issue, in conformity with the redemption clause inserted in the loan by-laws and reproduced on the said bonds:

The said bonds will be come due and payable, and they shall be paid and redeemed, in principal and interest, at the above-mentioned date, in legal money of Canada, with interest accrued to August 1st 1972, upon presentation and surrender thereof, together with all interest coupons maturing after August 1st 1972 thereto attached, at any branch of the Bank Canadian National in the Province of Québec or at the principal office of the said bank in Toronto, Ontario. Bonds registered as to principal must be accompanied by all requisite transfer documents. The above \$50,000 of bonds shall cease to bear interest as from August 1st 1972.

Given at the Town of Anjou, this 14th day of June 1972.

*LÉONCE MALTAIS,
Town Clerk.*

46558-o

Succession de Dame Clarence Reuben Gross

Avis est donné que Dame Janice Marian Gross Stein a accepté sous bénéfice d'inventaire la succession de feu Clarence Reuben Gross, le 2 juin 1972, devant le notaire Daniel Mettarlin, 1010 ouest, rue Ste-Catherine, et que l'acte d'acceptation sous bénéfice d'inventaire a été enregistré au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Montréal, le 6 juin 1972, sous le numéro 2354879.

46562-o

**Groupe Prêt et Revenu
Savings and Investment Group**

Avis est donné, qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de confirmer par un arrêté en conseil numéro 1597-72, en date du 6 juin 1972, le règlement numéro 33, de la corporation « Groupe Prêt et Revenu — Savings and Investment Group », réduisant son capital de \$750,000 à \$681,000, par l'annulation de 69,000 actions privilégiées rachetables d'une valeur au pair de \$1 chacune et par un autre arrêté en conseil numéro 1598-72, en date du 6 juin 1972, le règlement No 34, augmentant son capital de \$681,000 à \$750,000 par la création de 69,000 actions privilégiées rachetables d'une valeur au pair de \$1 chacune.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

46541-o

**St-Octave-de-l'Avenir
Sacré-Coeur-des-Landes
St-Gabriel-de-Rameau
Ste-Bernadette-de-Pellegrin
St-Jean-de-Brébeuf**

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, en vertu des pouvoirs qui lui sont donnés par l'article 16 de la Loi des fabriques, ch. 76 des Statuts de 1965, a décrété la dissolution des fabriques des paroisses St-Octave-de-l'Avenir, Sacré-Coeur-des-Landes, St-Gabriel-de-Rameau, Ste-Bernadette-de-Pellegrin, St-Jean-de-Brébeuf, dans le diocèse de Gaspé. Cette dissolution prendra effet à compter du sixième jour de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

Québec, le 20 juin 1972.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

46433-o

Succession de Dame Isobel Harvey

Avis est donné que Albert Harvey, officier de police du 274, rue Duquette, Châteauguay, Québec, Frederick Harvey, retraité, du 2066, rue Régent Montréal, Québec, Dame Judith Clark, du 461, McLaughlen Drive, Moncton, Nouveau-Brunswick, épouse de Douglas Van Buskirk, apprenti du même endroit, ledit Douglas Van Buskirk, en autant qu'il peut y avoir droit, Dame Bernice Clark du 302, rue Duke, Summerside, Île-du-

Estate of Dame Clarence Reuben Gross

Notice is given that on the second day of June, nineteen hundred and seventy-two, Dame Janice Marian Gross Stein accepted under benefit of inventory the succession of the late Clarence Reuben Gross before notary Daniel Mettarlin, 1010 St. Catherine Street West, Suite 300, Montreal, Québec, and that the deed of acceptance under benefit of inventory was registered at the registry office for the Registration Division of Montreal on June 6, 1972, under number 2354879.

46562-o

**Groupe Prêt et Revenu
Savings and Investment Group**

Notice is given that the Lieutenant-Governor in Council was pleased to confirm, by Order in Council number 1597-72, dated June 6, 1972, by-law number 33 of the "Groupe Prêt et Revenu — Savings and Investment Group", decreasing its capital from \$750,000 to \$681,000 by the cancellation of 69,000 redeemable preferred shares of a par value of \$1 each and by another Order in Council number 1598-72, dated June 6, 1972, by-law No. 34 increasing its capital from \$681,000 to \$750,000 by the creation of 69,000 redeemable preferred shares of a par value of \$1 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

46541

**St. Octave-de-l'Avenir
Sacré-Coeur-des-Landes
St. Gabriel-de-Rameau
Ste. Bernadette-de-Pellegrin
St. Jean-de-Brébeuf**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, pursuant to the powers granted him by section 16 of the Fabrique Act, Ch. 76 of the Statutes of 1965, has ordered the dissolution of the fabriques of the Parishes St. Octave-de-l'Avenir, Sacré-Coeur-des-Landes, St. Gabriel-de-Rameau, Ste. Bernadette-de-Pellegrin, St. Jean-de-Brébeuf, in the Diocese of Gaspé. This dissolution shall be effective from the sixtieth day after the publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

Québec, June 20, 1972.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

46433

Estate of Dame Isobel Harvey

Public notice that Albert Harvey, Police Officer of 274 Duquette Street, Châteauguay, Québec, Frederick Harvey, Retired, of 2066 Régent Street, Montreal, Québec, Dame Judith Clark of 461 McLaughlen Drive, Moncton, New Brunswick, wife of Douglas Van Buskirk apprentice of the same place, the said Douglas Van Buskirk insofar as he has any rights, Dame Bernice Clark of 302 Duke Street, Summerside, Prince

Prince-Édouard, épouse de Gordon Alfred Grady, du même endroit, ledit Alfred Grady en autant qu'il peut y avoir droit, ont répudié leur acceptation, sous bénéfice d'inventaire, de la succession de feu Dame Isobel Harvey et ont accepté sa succession purement et simplement; le tout en vertu d'actes d'acceptation, tous passés devant le notaire Daniel N. Mettarlin, pratiquant au 1010 ouest, rue Sainte-Catherine, suite 300, Montréal, Québec, et exécutés par Albert Harvey le 5e jour de mai 1972 et enregistrés à Montréal, le 19e jour de mai 1972, sous le numéro 2350622, par Frederick Harvey le 11 mai 1972 et enregistrés à Montréal le 29 mai 1972 sous le numéro 2352556, et par Dame Judith Clark et Douglas Van Buskirk et Dame Bernice Clark et Gordon Alfred Grady, le 5e jour de mai 1972 et enregistrés à Montréal, le 17 mai 1972, sous le numéro 2349849.

Signé ALBERT HARVEY
FREDERICK HARVEY
DAME JUDITH CLARK
DOUGLAS VAN BUSKIRK
DAME BERNICE CLARK
GORDON ALFRED GRADY.

46545

Edward Island, wife of Gordon Alfred Grady of the same place, the said Gordon Alfred Grady insofar as he has any rights, have renounced to their acceptance under benefit of inventory of the Estate of the late Dame Isobel Harvey and have accepted her estate purely and simply; the whole in virtue of deeds of acceptance all executed before Notary Daniel N. Mettarlin, practising at 1010 St. Catherine Street West, Room 300, Montreal, Québec, and executed by Albert Harvey on the 5th day of May, 1972 and registered at Montreal, May 19, 1972 under number 2350622, by Frederick Harvey on the 11th May 1972 and registered at Montreal May 29, 1972 under number 2352556, and by Dame Judith Clark and Douglas Van Buskirk and Dame Bernice Clark and Gordon Alfred Grady on the 5th May 1972 and registered at Montreal May 17, 1972 under number 2349849.

Signé ALBERT HARVEY
FREDERICK HARVEY
DAME JUDITH CLARK
DOUGLAS VAN BUSKIRK
DAME BERNICE CLARK
GORDON ALFRED GRADY.

46545-0

Demandes à la Législature

Peter Lust

Avis est par la présente donné que M. Peter Lust de la Ville de Beaconsfield, s'adressera à l'Assemblée nationale afin d'obtenir la radiation de certaines servitudes des lots 12-13-14-15-16 de la subdivision du lot 7 dans la paroisse de Pointe Claire.

46561-25-4-0

Ville de Sainte-Foy

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Sainte-Foy s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec, au cours de la présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendant sa charte aux fins suivantes:

1° Qu'en matière d'expropriation, elle bénéficie de la procédure utilisée, par le gouvernement, lorsqu'une expropriation est requise pour les fins de la Loi de la Voirie.

2° Modifier, pour la Ville, l'article 64a de la Loi des cités et villes.

3° Modifier le premier paragraphe de l'article 8 du Bill 154, sanctionné le 29 juin 1971;

4° Modifier l'article 11 du même bill 154.

5. Modifier, pour la ville, la Loi des cités et villes relativement aux avis publics;

6° Nonobstant le paragraphe 1er de l'article 426 de la Loi des cités et villes, permettre à la Ville de modifier son plan directeur de façon à intégrer le Quartier Laurentien et permettre de modifier son règlement de zonage en conformité de tel plan.

Et pour toutes autres fins.

Québec, ce 30 mai 1972.

Le procureur de la Ville de Sainte-Foy,
DENYS AUBÉ, C.R.

46210-22-4-0

Applications to Legislature

Peter Lust

Take notice that Peter Lust of the Town of Beaconsfield will petition the National Assembly to pass an act radiating certain servitudes affecting subdivision lots 12, 13, 14, 15, 16 of original lot 7, parish of Pointe Claire.

46561-25-4-0

City of Ste. Foy

Public notice is hereby given that the City of Ste. Foy will apply to the National Assembly of Québec, at its present session, for the adoption of an Act amending its charter for the following purposes:

1. To take advantage of the procedure used by the Government, in matters of expropriation, when an expropriation is required for the purposes of the Roads Act.

2. To amend, with respect to the City, section 64a of the Cities and Towns Act.

3. To amend the first paragraph of section 8 of Bill 154, assented to on June 29, 1971.

4. To amend section 11 of said Bill 154.

5. To amend, with respect to the City, the Cities and Towns Act, as regards public notices;

6. Notwithstanding the first paragraph of section 426 of the Cities and Towns Act, to allow the City to modify its master plan in order to integrate Laurentien Ward and to amend its zoning regulation in accordance with this plan.

And for all other purposes.

Québec, May 30, 1972.

DENYS AUBÉ, Q.C.,
Attorney for the City of Ste. Foy.

46210-22-4

Liquidation — Loi de la

Winding — Up Act

Le Courrier du Cinéma limitée

Avis est donné que la compagnie « Le Courrier du Cinéma limitée », constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 14 mai 1938, avec siège social à Montréal, a été dissoute le 18 août 1970, en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

46531-o 1091-38

Boulangerie Mauricienne inc.

Avis est donné que la compagnie « Boulangerie Mauricienne inc. », constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 13 décembre 1958, avec siège social à St-Maurice, a été dissoute le 17 mai 1972, en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

46532-o 14685-58

**L'Association coopérative forestière
de l'Ascension de Patapédia**

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres de « L'Association coopérative forestière de l'Ascension de Patapédia », tenue à l'Ascension, dans le district électoral de Bonaventure, le 24 mars 1972, il a été résolu que les affaires de cette coopérative soient liquidées et que celle-ci soit dissoute, conformément aux dispositions de la Loi des associations coopératives et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que MM. Jean-Guy Francoeur, Armand Bélanger et Noël Francoeur soient nommés liquidateurs.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

46533-o

Le Courrier du Cinéma limitée

Notice is given that "Le Courrier du Cinéma limitée", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated May 14, 1938, with its head office in Montreal, was dissolved on August 18, 1970, pursuant to the Winding-Up Act.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

46531 1091-38

Boulangerie Mauricienne inc.

Notice is given that "Boulangerie Mauricienne inc.", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated December 13, 1958, with its head office at St. Maurice, was dissolved on May 17, 1972, pursuant to the Winding-Up Act.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

46532 14685-58

**L'Association coopérative forestière
de l'Ascension de Patapédia**

(Cooperative Associations Act)

Notice is given that at a special general meeting of the members of "L'Association coopérative forestière de l'Ascension de Patapédia", held at l'Ascension, in the electoral District of Bonaventure, on March 24, 1972, it was resolved that the affairs of the said cooperative association be wound up and that it be dissolved, pursuant to the Cooperative Associations Act and the Winding-Up Act, and that Messrs. Jean-Guy Francoeur, Armand Bélanger and Noël Francoeur be appointed liquidators.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

46533

Ministère des Affaires municipales

Department of Municipal Affairs

**Village de Saint-Léonard-d'Aston
Municipalité de Saint-Léonard**

Je donne avis qu'en vertu de l'article 2 de la Loi favorisant le regroupement des municipalités, chapitre 53 des lois de 1971, j'ai établi une unité de regroupement comprenant le village de Saint-Léonard-d'Aston, comté de Nicolet, et la municipalité de Saint-Léonard, comté de Nicolet.

Cette décision entre en vigueur le jour de la publication du présent avis.

*Le ministre des Affaires municipales,
MAURICE TESSIER, C.R.*

46543-o

**Village of Saint-Léonard-d'Aston
Municipality of Saint-Léonard**

Notice is hereby given that pursuant to section 2 of chapter 53 of the Statutes of 1971, An Act to promote the regroupement of municipalities, I have established a regroupement unit comprising the Village of Saint-Léonard-d'Aston, county of Nicolet, and the Municipality of Saint-Léonard, county of Nicolet.

This decision shall take effect on the date of the publication of this notice.

*MAURICE TESSIER, Q.C.,
Minister of Municipal Affairs.*

46543-o

Village de Saint-Casimir
Paroisse de Saint-Casimir

Je donne avis qu'en vertu de l'article 2 de la Loi favorisant le regroupement des municipalités, chapitre 53 des lois de 1971, j'ai établi une unité de regroupement comprenant le village de Saint-Casimir et la paroisse de Saint-Casimir, comté de Portneuf.

Cette décision entre en vigueur le jour de la publication du présent avis.

Le ministre des Affaires municipales,
46548-o MAURICE TESSIER, C.R.

Village of Saint-Casimir
Parish of Saint-Casimir

Notice is hereby given that pursuant to section 2 of Chapter 53 of the Statutes of 1971, An Act to promote the regroupement of municipalities, I have established a regroupement unit comprising the Village of Saint-Casimir and the Parish of Saint-Casimir, county of Portneuf.

This decision shall take effect on the date of the publication of this notice.

MAURICE TESSIER, Q.C.,
46548-o *Minister of Municipal Affairs.*

Cité de Joliette

Avis est donné que, par l'arrêté en conseil numéro 1578-72 du 6 juin 1972 et conformément à l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q. 1964, chapitre 193), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement numéro 722-A du conseil municipal de la cité de Joliette, modifié par une résolution dudit conseil en date du 28 février 1972, et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessus est détaché du village de Saint-Pierre, comté de Joliette, et annexé à la cité de Joliette.

Ce territoire est le suivant:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité du village de Saint-Pierre, dans le comté municipal de Joliette, comprenant en référence au cadastre de la paroisse de Saint-Paul la partie du lot 418 et ses subdivisions présentes et futures renfermée dans les limites ci-après décrites, à savoir: partant du point d'intersection de la ligne nord-est du lot 418 du cadastre de la paroisse de Saint-Paul avec la ligne séparative des lots 220 et 222 du cadastre de la paroisse de Saint-Charles Borromée; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: le prolongement de ladite ligne séparative de lots dans ledit lot 418 sur une distance de cinq cent six pieds (506,0 pieds); une ligne droite perpendiculaire audit prolongement en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne sud-est du lot 418; partie de ladite ligne sud-est en allant vers le sud-ouest sur une distance de mille huit cent cinquante-deux pieds (1852,0 pieds); une ligne droite dans le lot 418 en allant vers le nord-ouest jusqu'à un point sur la ligne nord-ouest dudit lot à une distance de deux mille trois cent cinquante et un pieds (2,351,0 pieds) du coin nord du susdit lot, distance mesurée le long de ladite ligne nord-ouest; partie de ladite ligne nord-ouest en allant vers le nord-est jusqu'à la ligne nord-est du lot 418; enfin, partie de ladite ligne nord-est jusqu'au point de départ.

Le sous-ministre des Affaires municipales,
46543-o RICHARD BEAULIEU.

City of Joliette

Notice is given that, by Order in Council number 1578-72, dated June 6, 1972, and pursuant to section 43 of the Cities and Towns Act (R.S.Q. 1964, chapter 93), the Lieutenant-Governor in Council was pleased to approve by-law number 722-A of the Municipal Council of the City of Joliette, amended by a resolution of the said Council, dated February 28, 1972, and to decree that, from the date of the publication of this notice, the territory mentioned in the said by-law and described below, is detached from the Village of St. Pierre, County of Joliette, and annexed to the City of Joliette.

This territory is as follows:

A territory presently forming part of the Municipality of the Village of St. Pierre, in the Municipal County of Joliette, and comprising, with reference to the official cadastre of the Parish of St. Paul, part of lot 418 and its present and future subdivisions enclosed in the bounds thereafter described, to wit: starting from the intersection point of the northeast line of lot 418 of the cadastre for the Parish of St. Charles-Borromée; thence, in succession, the following lines and demarcations: the extension of the said line separating the lots in the aforesaid lot 418 for distance of five hundred and six feet (506 feet); a straight perpendicular line to the said extension going towards the southeast as far as the southeast line of lot 418; part of the said southeast line going towards the southwest for a distance of one thousand eight hundred and fifty-two feet (1,852 feet); a straight line in lot 418 going towards the northwest as far as a point on the northwest line of the said lot at a distance of two thousand three hundred and fifty-one feet (2,351 feet), from the north corner of the aforesaid lot, distance measured along the said northwest line; part of the said northwest line going towards the northeast as far as the northeast line of lot 418; finally, part of the said northeast line up to the starting point.

RICHARD BEAULIEU,
46543 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

**Ministère des Terres et Forêts
Cadastre**

**Department of Lands and Forests
Cadastre**

Canton de Chertsey

Cadastre officiel du canton de Chertsey, municipalité du Lac Paré, division d'enregistrement de Montcalm.

Avis est par la présente donné que les lots 22-126 à 22-131 rang VII sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 24 mai 1972.

Le sous-ministre,
MICHEL DUCHESNEAU.

46438-o

Paroisse de Charlesbourg

Cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, municipalité de la cité de Charlesbourg, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné qu'une partie du lot 712-7 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 31 mai 1972.

Le sous-ministre,
MICHEL DUCHESNEAU.

46438-o

Paroisse de Charlesbourg

Cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, municipalité de Charlesbourg-ouest, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 251-44 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 29 mai 1972.

Le sous-ministre,
MICHEL DUCHESNEAU.

46438-o

Paroisse de Ste-Anne des Plaines

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Anne des Plaines, municipalité de la paroisse de Ste-Anne des Plaines, division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné qu'une partie du lot 510 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 16 mai 1972.

Le sous-ministre,
MICHEL DUCHESNEAU.

46438-o

Paroisse de St-Germain de Rimouski

Cadastre officiel de la paroisse de St-Germain de Rimouski, municipalité de la cité de Rimouski, division d'enregistrement de Rimouski.

Avis est par la présente donné que le lot 206-13-3 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 26 mai 1972.

Le sous-ministre,
MICHEL DUCHESNEAU.

46438-o

Township of Chertsey

Official cadastre of township of Chertsey, municipality of Lac Paré, registration division of Montcalm.

Notice is hereby given that lots 22-126 to 22-131 range VII are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, May 24, 1972.

MICHEL DUCHESNEAU,
Deputy Minister.

46438-o

Parish of Charlesbourg

Official cadastre of the parish of Charlesbourg, municipality of the city of Charlesbourg, registration division of Québec.

Notice is hereby given that a part of lot 712-7 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, May 31, 1972.

MICHEL DUCHESNEAU,
Deputy Minister.

46438-o

Parish of Charlesbourg

Official cadastre of the parish of Charlesbourg, municipality of Charlesbourg-ouest, registration division of Québec.

Notice is hereby given that lots 251-44 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, May 29, 1972.

MICHEL DUCHESNEAU,
Deputy Minister.

46438-o

Parish of Ste-Anne des Plaines

Official cadastre of the parish of Ste-Anne des Plaines, municipality of parish of Ste-Anne des Plaines, registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that a part of lot 510 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, May 16, 1972.

MICHEL DUCHESNEAU,
Deputy Minister.

46438-o

Parish of St-Germain of Rimouski

Official cadastre of the parish of St-Germain of Rimouski, municipality of the city of Rimouski, registration division of Rimouski.

Notice is hereby given that lot 206-13-3 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, May 26, 1972.

MICHEL DUCHESNEAU,
Deputy Minister.

46438-o

Paroisse de Ste-Jeanne de l'Île Perrot

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Jeanne de l'Île Perrot, municipalité de la paroisse de Notre-Dame de l'Île Perrot, division d'enregistrement de Vaudreuil.

Avis est par la présente donné que les lots 244-85 à 244-88 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 23 mai 1972.

46438-0

Le sous-ministre,
MICHEL DUCHESNEAU.

Parish of Ste-Jeanne de l'Île Perrot

Official cadastre of the parish of Ste-Jeanne de l'Île Perrot, municipality of the parish of Notre-Dame de l'Île Perrot, registration division of Vaudreuil.

Notice is hereby given that lots 244-85 to 244-88 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, May 23, 1972.

46438-0

MICHEL DUCHESNEAU,
Deputy Minister.

Territoire du Nouveau-Québec

Cadastre officiel de Territoire du Nouveau-Québec, municipalité de la ville de Schefferville, division d'enregistrement de Sept-Îles.

Avis est par la présente donné qu'une partie du lot 210 du bloc 8 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 4 mai 1972.

46438-0

Le sous-ministre,
MICHEL DUCHESNEAU.

Territory of Nouveau-Québec

Official cadastre of Territory of Nouveau-Québec, municipality of the city of Schefferville, registration division of Sept-Îles.

Notice is hereby given that a part of lot 210 of block 8 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, May 4, 1972.

46438-0

MICHEL DUCHESNEAU,
Deputy Minister.

Cité de Joliette

Cadastre officiel de la ville de Joliette, municipalité de la cité de Joliette, division d'enregistrement de Joliette.

Avis est par la présente donné que le lot 592 est ajouté et une partie des lots 284, 285 et 286 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 24 mai 1972.

46438-0

Le sous-ministre,
MICHEL DUCHESNEAU.

City of Joliette

Official cadastre of the city of Joliette, municipality of the city of Joliette, registration division of Joliette.

Notice is hereby given that lot 592 is added and a part of lots 284, 285 and 286 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, May 24, 1972.

46438-0

MICHEL DUCHESNEAU,
Deputy Minister.

Renseignements sur les compagnies**Companies Information Act****Révocation de dissolution***Avis*

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, en vertu du paragraphe a) de l'article 5f de la Loi des renseignements sur les compagnies, qu'il a jugé à propos de faire droit à la demande d'intéressés faite dans les délais légaux à l'effet de révoquer la dissolution de

Loisirs N.D.P. Terrasse Vaudreuil, effectuée le 20 mai 1972.

La Colonie des Amicales Incorporée, effectuée le 20 mai 1972.

en vertu de ladite loi et qu'il révoque la dissolution desdites compagnies.

En conséquence, lesdites compagnies sont censées n'avoir jamais été dissoutes en vertu de ladite loi, sans préjudice aux droits acquis par toute personne entre la dissolution et la révocation.

Le directeur du service des compagnies,
46433-0 PIERRE DESJARDINS.

Revocation of Dissolution*Notice*

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice, pursuant to paragraph (a) of section 5f of the Companies Information Act, that he deemed it advisable to grant the petition of the interested parties made within the legal time limit, praying to revoke the dissolution of

Loisirs N.D.P. Terrasse Vaudreuil, carried out on May 20, 1972.

La Colonie des Amicales Incorporée, carried out on May 20, 1972.

pursuant to the said Act and that he revokes the dissolution of the said companies.

Consequently, the said companies are considered as having never been dissolved under the said Act, without prejudice to the rights acquired by any person between the dissolution and the revocation.

Director of the Companies Service.
46433-0 PIERRE DESJARDINS.

Avis de dissolution éventuelle de corporations

Notice of Eventual Dissolution of Corporations

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, donne avis qu'en vertu des articles 4, 5a et suivants de la Loi des renseignements sur les compagnies, les corporations dont les noms suivent sont en défaut de produire le rapport visé par l'article 4 de ladite loi pour une année ou plus; les corporations sont en conséquence passibles de dissolution sans autre avertissement si elles n'ont pas fourni tous les rapports indiqués en regard de leur nom ainsi que les honoraires prescrits, dans les 30 jours qui suivent la publication du présent avis.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that pursuant to sections 4, 5a and following of the Companies Information Act, the companies whose names follow, have failed to file the return mentioned in section 4 of the said Act, for one year or more; The companies are consequently subject to dissolution without further notice if they have not provided all the returns indicated opposite their names and the specified fees, within the 30 days following publication of this notice.

<i>Nom de la compagnie</i> <i>Name of Company</i>	<i>Adresse</i> <i>Address</i>	<i>Rapports non produits</i> <i>Returns not filed</i>
Agence d'assurance générales inc.	V. Vimont	1963 à-to 1971 incl.
G. F. Aikins Co. Ltd.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Albert Metals Corporation Ltd.	Sherbrooke	1962 à-to 1971 incl.
Alstan Enterprises Co. Ltd.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Amicale du collège Ste-Elizabeth Charlevoix inc.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
J. A. Angel & Son Ltd.	Montréal	1963 à-to 1971 incl.
Apiranthos Maxos Benevolent Organization Ltd.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Arrowhead Garage Ltd.	Westmount	1968 à-to 1971 incl.
Ass. des propriétaires de taxis de St-Jean d'Iberville inc.	St-Jean	1968 à-to 1971 incl.
Ausable Mines Ltd.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Auto moderne ltée	Québec	1967 à-to 1971 incl.
Auto Tourist Europe Inc.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Bar Manitou Mines Ltd.	Québec	1966 à-to 1971 incl.
Beacon Plastics Ltd.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Beauceware Inc.	St-Joseph de Beauce	1970 et-and 1971
Beck Holdings Inc.	Ste-Thérèse	1971
Bédard & Donaldson ltée	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Bellechasse Mining Corporation Ltd.	Montréal	1961 à-to 1971 incl.
Bemo Co. Inc.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Elzéar Bertrand ltée	Québec	1964 à-to 1971 incl.
Blue Bonnets Automobile Ltd.	Montréal	1960 à-to 1971 incl.
Boidman's Women's Wear Ltd.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
J. G. Boivin ltée	Chicoutimi	1967 à-to 1971 incl.
Boren's Knitting Mills Ltd.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Bornhall Investment Co. Inc.	Montréal	1960 à-to 1971 incl.
Paul Bouchard inc.	Longueuil	1966 à-to 1971 incl.
Jos. Boucher ltée	Québec	1969 à-to 1971 incl.
Breslow Construction Co.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Bridle & Saddle Hunt Inc.	Montréal	1960 à-to 1971 incl.
Broadway Construction Co.	Montréal	1966 à-to 1971 incl.
Broadway Fur Inc.	Montréal	1966 à-to 1971 incl.
Brodeur (St-Jean) inc.	Iberville	1969 à-to 1971 incl.
G. A. Brown Inc.	Ste-Adèle en Bas	1966 à-to 1971 incl.
Brown Press Ltd.	Lachine	1967 à-to 1971 incl.
La buanderie de Thetford inc.	Thetford Mines	1952 à-to 1971 incl.
Bulkley Dunton Canada Ltd.	Montréal	1966 à-to 1971 incl.
Butler's Ltd.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Butler Corporation	V. de Laval	1968 à-to 1971 incl.
Cameo Children's Wear Ltd.	Montréal	1945 à-to 1971 incl.
Camp Kinkora Incorporated	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Campbell's Bay Curling Club Inc.	Campbell's Bay	1961 à-to 1971 incl.
Canada Black Granite Co. Ltd.	Noranda	1967 à-to 1971 incl.
Canada Dye Works Ltd.	St-Jean	1968 à-to 1971 incl.
Canada Specialties Ltd.	Québec	1967 à-to 1971 incl.
Canadian Art Theatre Incorporated	Montréal	1967 à-to 1971 incl.

<i>Nom de la compagnie</i> <i>Name of Company</i>	<i>Adresse</i> <i>Address</i>	<i>Rapports non produits</i> <i>Returns not filed</i>
Canadian Auto Corporation	Québec	1967 à-to 1971 incl.
Canadian Chemical & Insecticide Mfg. Co. Ltd.	Montréal	1958 à-to 1971 incl.
Carmel Enterprises Ltd.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Le centre de loisirs de St-Zacharie	St-Zacharie	1968 à-to 1971 incl.
La chambre de commerce de Paspébiac	Paspébiac	1969 à-to 1971 incl.
C. Roland Champeau ltée	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Church Avenue Cigar Store Inc.	Verdun	1967 à-to 1971 incl.
Clerk Windows Ltd.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Club optimiste Laurentien de Montréal	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Club de Vendredi	Montréal	1965 à-to 1971 incl.
Como Bag Company Ltd.	St-Bruno	1967 à-to 1971 incl.
Como Trading Corporation	St-Bruno	1967 à-to 1971 incl.
Confection Guilmar Inc.	Montréal	1970 et-and 1971
Derogan Asbestos Corporation Ltd.	Montréal	1962 à-to 1971 incl.
Dominion Commodity Co. Ltd.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Dominion Logging & Contracting Ltd.	Beauport	1969 à-to 1971 incl.
Dominion Silica Corporation Ltd.	Montréal	1965 à-to 1971 incl.
Dominion Watch & Clock Co.	Montréal	1960 à-to 1971 incl.
Drummond Merchants Ltd.	Kingsey Falls	1969 à-to 1971 incl.
Les résidences métropoles inc.	Granby	1967 à-to 1971 incl.
Eastern Asbestos Co. Ltd.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Edbern Incorporated	Montréal	1969 à-to 1971 incl.
Edgar & Simmonds Ltd.	Sherbrooke	1958 à-to 1971 incl.
Les équipiers de St-Michel	Chicoutimi	1964 à-to 1971 incl.
Fairhill Investments Ltd.	Mount Royal	1967 à-to 1971 incl.
Garage boulevard Perras inc.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Gaspé Pulp & Pitwood Co. Ltd.	Havre de Gaspé	1968 à-to 1971 incl.
La Cie Gaz propane Pino ltée	Mont-Joli	1968 à-to 1971 incl.
Galdstone Sales inc.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
G. Gravel électricien inc.	Montréal	1965 à-to 1971 incl.
Paul Heller Fuel Ltd.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Philippe L'Herreault ltée	St-Jean	1953 à-to 1971 incl.
Hi-Fin Ltd.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Informatec Inc.	Québec	1969 à-to 1971 incl.
Ingrid's Dress Salon Inc.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Island Construction Co. Ltd.	Mount Royal	1964 à-to 1971 incl.
Jaymar Construction Ltd.	Montréal	1969 à-to 1971 incl.
Juno Metals Corporation Ltd.	Montréal	1962 à-to 1971 incl.
Kogan Fur Co. Ltd.	Montréal	1959 à-to 1971 incl.
La laiterie Madelon ltée	Cap de la Madeleine	1968 à-to 1971 incl.
Laurent et associés ltée	Montréal	1963 à-to 1971 incl.
Réal Lauze limitée	Montréal	1961 à-to 1971 incl.
Leader Products Company Ltd.	Montréal	1964 à-to 1971 incl.
Raymond Lecompte construction inc.	Valleyfield	1963 à-to 1971 incl.
Lennoxville Building Supplies Ltd.	Lennoxville	1957 à-to 1971 incl.
Léo électriciens ltée	St-Eustache	1963 à-to 1971 incl.
La ligue des propriétaires de la Pointe-aux-Trembles	Pointe-aux-Trembles	1968 à-to 1971 incl.
Manoir du Château (Val d'Or) ltée	Val d'Or	1969 à-to 1971 incl.
Martin Hynes Co. Ltd.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Meunier Refrigeration Inc.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Morantz Beef Co. Ltd.	Ville St-Laurent	1968 à-to 1971 incl.
Namuk Inc.	Québec	1971
Northland Mills Ltd.	Val d'Or	1966 à-to 1971 incl.
Northline Doors Ltd.	St-Basile de Portneuf	1956 à-to 1971 incl.
Oeuvre des terrains de jeux du Cap-de-la-Madeleine	Cap-de-la-Madeleine	1965 à-to 1971 incl.
Au Parasol ltée	Chicoutimi	1966 à-to 1971 incl.
Parkway Development Inc.	Montréal	1970 et-and 1971
Pittsco Explorations Ltd.	Montréal	1969 à-to 1971 incl.
Platrage Provincial inc.	Québec	1967 à-to 1971 incl.
Playline Ltd.	Beaconsfield	1969 à-to 1971 incl.

<i>Nom de la compagnie Name of Company</i>	<i>Adresse Address</i>	<i>Rapports non produits Returns not filed</i>
Plessisville sportif inc.	Plessisville	1957 à-to 1971 incl.
Poirier Dorais cie ltée	Outremont	1961 à-to 1971 incl.
J. A. Poissant & fils ltée	Dorval	1968 à-to 1971 incl.
Polroco Inc.	L'Ange-Gardien	1966 à-to 1971 incl.
Marcel Prévost inc.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Quebec Quarrying and Mining Corporation	Montréal	1966 à-to 1971 incl.
Renel inc.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Royal Children's Shop Ltd.	V. St-Laurent	1956 à-to 1971 incl.
Nat Schwartz Inc.	Drummondville	1952 à-to 1971 incl.
Seaboard Nickel Mines Ltd.	Montréal	1964 à-to 1971 incl.
Service d'Assurances Belec Inc.	Beebe	1966 à-to 1971 incl.
Seven Island Mining & Exploration Corporation Ltd.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Joseph Shaffran Inc.	Montréal	1961 à-to 1971 incl.
Sherval Inc.	Beaconsfield	1970 et-and 1971
Shop Eze (1965) Inc.	Greenfield Park	1969 à-to 1971 incl.
Signal Chibougamau Mining Corporation	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Snowdon Major Fastball League Inc.	Montréal	1969 à-to 1971 incl.
La société de l'exposition de la Mauricie	Shawinigan	1965 à-to 1971 incl.
La société immobilière Irving ltée	Québec	1969 à-to 1971 incl.
Société nationale Samuel de Champlain inc.	Québec	1969 à-to 1971 incl.
A. Stein & Son Inc.	Montréal	1964 à-to 1971 incl.
St-Lawrence Butchers Ltd.	Mount-Royal	1969 à-to 1971 incl.
St-Sauveur Luber Inc.	Montréal	1964 à-to 1971 incl.
James Stuart & Sons Ltd.	Montréal	1964 à-to 1971 incl.
Suffield Metals Corporation Ltd.	Serbrooke	1965 à-to 1971 incl.
Les transformateurs Ponco ltée	Verdun	1966 à-to 1971 incl.
Techno-Lith Ltd.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Vincent & Morissette ltée	St-Hyacinthe	1967 à-to 1971 incl.
Weisor ltée	Québec	1966 à-to 1971 incl.

46433-o Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46433-o PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

Lettres patentes annulées

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, donne avis qu'en vertu des articles 4, 5a et suivants de la Loi des renseignements sur les compagnies, les corporations dont les noms suivent sont annulées à compter de la date de la publication dans la *Gazette officielle* de ce deuxième avis.

*Nom de la compagnie
Name of the Company*

Abitibi Mills Limited
La Chambre de Commerce des Jeunes de Berthierville
La Jeune Chambre de Saint-Raymond
Champlain Bridge Club Inc.
Les Chanteurs de la Colline
Château Murray Limitée
Chez Richardson Inc.
Chicoutimi & Roberval Oil Limited
Club Franco Canadien Incorporé
Club Social Bernard
Club Social Rialto Inc.
Club Social Shawinigan Inc.
Club de Yacht de Sillery
The Coatwell Paint & Varnish Company Limited
La Crêpe de France (No 1) Inc.

46433-o Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

Letters Patent Annulled

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that pursuant to sections 4, 5a and following of the Companies Information Act, the companies, whose names follow are cancelled from the date of the publication in the *Official Gazette* of this second notice.

*Adresse
Address*

Val d'Or
Berthierville
St-Raymond
Montréal
Québec
Pointe au Pic
Duvernay
Québec
Montréal
Jacques Cartier
Jacques Cartier
Shawinigan
Sillery
Montréal
Montréal.

46433-o PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

Société d'habitation du Québec

Cité de Jonquière

Programme de rénovation (modifications)

« Centre-Ville »

Avis est donné qu'en vertu de l'article 40 de la loi de la Société d'habitation du Québec (chapitre 55 des lois 1966-67), le lieutenant-gouverneur en conseil par l'arrêté en conseil numéro 1585-72 du 6 juin 1972, a ratifié les modifications au programme de rénovation de la cité de Jonquière pour la partie de son territoire appelée « Centre-Ville » adopté par son règlement numéro 742 du 2 février 1970, modifié par ses règlements numéros 757 du 9 novembre 1970 et 786 du 17 février 1972 et décrété « zone de rénovation » le territoire qui fait l'objet de ce programme.

La Société d'habitation du Québec a, par sa résolution numéro 5408 du 29 mai 1972, approuvé les modifications audit programme.

Société d'habitation du Québec.

Le président,

JACQUES BERNIER.

46547-o

Cité d'Alma

Amendement au programme de rénovation

Conformément aux articles 33 et 34 de la Loi de la Société d'habitation du Québec (15-16 Elizabeth II, chapitre 55), avis public est, par les présentes, donné que le conseil municipal de la Cité d'Alma a adopté, lors d'une assemblée spéciale tenue au lieu ordinaire des séances du conseil le 9 mai 1972 un amendement au programme détaillé de rénovation concernant le territoire délimité:

- au nord, par la Rivière Petite Décharge;
- au sud, par les lots arrières de la rue Collard;
- à l'est, par les lots arrières de la rue Labrecque;
- à l'ouest, par la rue Saint-Joseph.

L'amendement consiste à: changer l'utilisation proposée du sol dans une partie de la zone de rénovation et modifier le zonage en conséquence.

Les intéressés pourront consulter les documents constituant l'amendement à ce programme au bureau du greffier de la municipalité, à l'hôtel de ville d'Alma rue St-Joseph, aux heures normales d'ouverture des bureaux.

De plus, les intéressés pourront se procurer au même endroit une ou des copies de l'amendement à la même adresse.

Enfin, les intéressés peuvent transmettre par écrit leurs objections à cet amendement à la Société d'habitation du Québec, 1995, boulevard Charest Ouest, Sainte-Foy, Québec 10 et ce, pas plus tard que le 30 juillet 1972.

Donné à Alma, ce 12^e jour de juin 1972.

Le greffier de la Cité d'Alma,

PAUL TREMBLAY.

46542-o

Québec Housing Corporation

City of Jonquière

Renewal program (modifications)

“Center-Town — Centre-Ville”

Notice is given that pursuant to section 40 of the Québec Housing Corporation Act (1966-67, Chapter 55), the Lieutenant-Governor in Council, by Order number 1585-72 dated June 6, 1972, has ratified the modifications to the renewal program of the City of Jonquière for the part of the territory called “Centre-Ville” adopted by its by-law number 742 of February 2, 1970, amended by its by-laws numbers 757 of November 9, 1970 and 786 of February 17, 1972 and declares a “renewal zone” the territory covered by this program.

These modifications to the said renewal program were approved by the Québec Housing Corporation, resolution number 5408 of May 29, 1972.

Québec Housing Corporation.

JACQUES BERNIER,

President.

46547-o

City of Alma

Amendment to the urban renewal program

In conformity with article 33 and 34 of the Québec Housing Corporation Act (15-16 Elizabeth II, chapter 55) public notice is hereby given that the Council of the City of Alma at a special meeting held in the city hall on May the 9th adopted an amendment to the urban renewal program concerning the territory bounded by:

- the north, by the “Petite Décharge”;
- the south, by the back lots on Collard Street;
- the east, by the back lots on Labrecque Street;
- the west, by St-Joseph Street.

The amendment consists off:

To change the utilization of the land proposed in the zone of the renovation and to modify the zoning accordingly.

The documents forming this amendment may be consulted by all interested parties at the office of the clerk of the municipality in the city hall, Alma, St-Joseph Street, during the normal business hours.

Furthermore, interested persons may obtain at the above address one or several copies of the amendment at the same address.

Finally, those interested may submit in writing to the Québec Housing Corporation at 1995, Charest boulevard West, Sainte-Foy, Québec 10, P.Q., their objections to the amendment, and this not later than the 30th of July 1972.

Given at Alma, this 12th of June 1972.

PAUL TREMBLAY,

City clerk of City of Alma.

46542-o

Soumissions — Demandes de

Tenders — Requests for

Ville de Matane
Comté de Matane

Town of Matane
County of Matane

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Olivier Philibert, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 230, rue St-Jérôme, Matane, comté de Matane, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, mercredi, le 12 juillet 1972, pour l'achat de \$297,000 d'obligations de la ville de Matane, comté de Matane, datées du 1er août 1972 et remboursables en série du 1er août 1973 au 1er août 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1972.

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Olivier Philibert, Secretary-Treasurer, at the Town Hall, 230 St. Jérôme Street, Matane, County of Matane, P.Q., until 7:30 o'clock, p.m., on Wednesday, July 12, 1972, for the purchase of a bond issue of \$297,000 for the Town of Matane, County of Matane, dated August 1, 1972 and redeemable serially from August 1, 1973 to August 1, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption tables in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from August 1, 1972.

Tableau d'amortissement — \$297,000 — 20 ans

Année	Capital
1er août 1973	\$ 14,000
1er août 1974	15,000
1er août 1975	16,000
1er août 1976	17,000
1er août 1977	4,500
1er août 1978	5,000
1er août 1979	5,500
1er août 1980	5,500
1er août 1981	6,500
1er août 1982	7,000
1er août 1983	7,500
1er août 1984	8,000
1er août 1985	8,500
1er août 1986	9,500
1er août 1987	10,000
1er août 1988	10,500
1er août 1989	12,000
1er août 1990	12,500
1er août 1991	14,000
1er août 1992	108,500

Redemption table — \$297,000 — 20 years

Year	Capital
August 1, 1973	\$ 14,000
August 1, 1974	15,000
August 1, 1975	16,000
August 1, 1976	17,000
August 1, 1977	4,500
August 1, 1978	5,000
August 1, 1979	5,500
August 1, 1980	5,500
August 1, 1981	6,500
August 1, 1982	7,000
August 1, 1983	7,500
August 1, 1984	8,000
August 1, 1985	8,500
August 1, 1986	9,500
August 1, 1987	10,000
August 1, 1988	10,500
August 1, 1989	12,000
August 1, 1990	12,500
August 1, 1991	14,000
August 1, 1992	108,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount

pour un montant inférieur à \$22,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er août 1997 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er août 1992 au montant de \$108,500 comprend un solde de \$93,500 renouvelable pour une période additionnelle de 5 ans, et échéant comme suit:

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1er août 1993	\$16,000
1er août 1994	17,000
1er août 1995	18,500
1er août 1996	20,000
1er août 1997	22,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Matane.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$108,500, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er août de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Matane s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er août 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements nos 274 — \$47,000 — renouvellement d'emprunt; 474 (479) — \$50,000 — aqueduc et égouts; 481 — \$200,000 — aqueduc et égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue à 7.30 heures du soir, mercredi, le 12 juillet 1972, Hôtel de Ville, 230, rue St-Jérôme, Matane, comté de Matane, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Matane (Comté de Matane), ce 19 juin 1972.

Le secrétaire-trésorier,
OLIVIER PHILIBERT.

Hôtel de Ville, 230, rue St-Jérôme,
Matane, (Matane), P.Q.
Téléphone: 562-2333, code 418.

4604-o

less than \$22,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption tables appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, the maturity of August 1, 1997 of the renewable part hereinafter mentioned being excluded.

However, tenders will be sent for one of the above methods of issue only, and will comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The August 1, 1992 maturity in the amount of \$108,500 includes a balance of \$93,500 renewable for an additional 5-year period, maturing as follows:

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
August 1, 1993	\$16,000
August 1, 1994	17,000
August 1, 1995	18,500
August 1, 1996	20,000
August 1, 1997	22,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Matane.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$108,500, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par on August 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Town of Matane agrees not to bring out new bonds on the Canadian market within the sixty days upon, from and after August 1, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to by-laws Nos. 274 — \$47,000 — loan renewal; 474 (479) — \$50,000 — aqueduct and sewers; 481 — \$200,000 — aqueduct and sewers.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held at 7:30 o'clock p.m., on Wednesday, July 12, 1972, at the Town Hall, 230 St. Jérôme Street, Matane, County of Matane, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Matane (County of Matane), June 19, 1972.

OLIVIER PHILIBERT,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 230 St. Jérôme Street,
Matane, (Matane), P.Q.

Telephone: 562-2333, code 418.

46604

Ville de Saint-Joseph
Comté de Saint-Hyacinthe

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gérard Presseau, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 1000, rue Villeneuve, St-Joseph, comté de St-Hyacinthe, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 11 juillet 1972, pour l'achat de \$180,000 d'obligations de la ville de St-Joseph, comté de St-Hyacinthe, datées du 1er août 1972 et remboursables en série du 1er août 1973 au 1er août 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1972.

Tableau d'amortissement — \$180,000 — 20 ans	
Année	Capital
1er août 1973	\$ 7,000
1er août 1974	8,000
1er août 1975	8,500
1er août 1976	9,500
1er août 1977	10,000
1er août 1978	10,500
1er août 1979	12,000
1er août 1980	13,000
1er août 1981	13,500
1er août 1982	15,000
1er août 1983	5,000
1er août 1984	5,000
1er août 1985	6,000
1er août 1986	6,500
1er août 1987	6,500
1er août 1988	7,500
1er août 1989	8,000
1er août 1990	9,000
1er août 1991	9,500
1er août 1992	10,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

- 1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde-reporté à la dixième année.
- 2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.
- 3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.
- 4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, par cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$10,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le

Town of Saint-Joseph
County of Saint-Hyacinthe

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Gérard Presseau, Secretary-Treasurer, at the Town Hall, 1000 Villeneuve Street, St. Joseph, County of St. Hyacinthe, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Tuesday, July 11, 1972, for the purchase of a bond issue of \$180,000 for the Town of St. Joseph, County of St. Hyacinthe, dated August 1, 1972 and redeemable serially from August 1, 1973 to August 1, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from August 1, 1972.

Redemption table — \$180,000 — 20 years	
Year	Capital
August 1, 1973	\$ 7,000
August 1, 1974	8,000
August 1, 1975	8,500
August 1, 1976	9,500
August 1, 1977	10,000
August 1, 1978	10,500
August 1, 1979	12,000
August 1, 1980	13,000
August 1, 1981	13,500
August 1, 1982	15,000
August 1, 1983	5,000
August 1, 1984	5,000
August 1, 1985	6,000
August 1, 1986	6,500
August 1, 1987	6,500
August 1, 1988	7,500
August 1, 1989	8,000
August 1, 1990	9,000
August 1, 1991	9,500
August 1, 1992	10,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.
2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.
3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.
4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than \$10,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the redemption table appearing in this

présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er août 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Hyacinthe.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$10,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er août de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de St-Joseph s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er août 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 187 — \$98,500 — aqueduc, égouts, voirie, éclairage; 189 — \$6,500 — frais de refinancement; 200 — \$75,000 — voirie.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue mardi, le 11 juillet 1972, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 1000, rue Villeneuve, St-Joseph, comté de St-Hyacinthe, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Joseph (Comté de St-Hyacinthe), ce 15 juin 1972.

Le secrétaire-trésorier,
GÉRARD PRESSEAU.

Hôtel de Ville, 1000, rue Villeneuve,
St-Joseph (Comté de St-Hyacinthe), P.Q.
Téléphone: 773-2004,
733-1717, code 514. 46557-0

Ville de Brossard

Comté de Napierville-Laprairie

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Laurent Gervais, greffier, Hôtel de Ville, 6840, Boulevard Matte, Brossard, comté de Napierville-Laprairie, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, lundi, le 10 juillet 1972, pour l'achat de \$1,929,000 d'obligations de la ville de Brossard, comté de Napierville-Laprairie, datées du 1er août

notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of August 1, 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at St. Hyacinthe.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$10,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on August 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Town of St. Joseph agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after August 1, 1972, without a written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 187 — \$98,500 — aqueduct, sewers, roads, lighting; 189 — \$6,500 — financing costs; 200 — \$75,000 — roads.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held on Tuesday, July 11, 1972, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 1000 Villeneuve Street, St. Joseph, County of St. Hyacinthe, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St. Joseph (County of St. Hyacinthe), June 15, 1972.

GÉRARD PRESSEAU,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 1000 Villeneuve Street,
St. Joseph (County of St. Hyacinthe), P.Q.
Telephone: 773-2004,
773-1717, code 514. 46557

Town of Brossard

County of Napierville-Laprairie

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Laurent Gervais, Town Clerk, Town Hall, 6840 Matte Boulevard, Brossard, County of Napierville-Laprairie, P.Q., until 8:30 o'clock p.m., on Monday, July 10, 1972, for the purchase of a bond issue of \$1,929,000 for the Town of Brossard, County of Napierville-Laprairie, dated August 1, 1972 and re-

1972 et remboursables en série du 1er août 1973 au 1er août 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7% ni supérieur à 8% payable semi-annuellement les 1er février et 1er août, de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1972.

deemable serially from August 1, 1973 to August 1, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same of the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several annual redemptions, as shown in the redemption tables in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from August 1, 1972.

Tableau d'amortissement — \$1,929,000 — 20 ans

Année	Capital
1er août 1973.....	\$ 34,000
1er août 1974.....	37,000
1er août 1975.....	41,000
1er août 1976.....	43,000
1er août 1977.....	46,000
1er août 1978.....	48,000
1er août 1979.....	54,000
1er août 1980.....	57,000
1er août 1981.....	62,000
1er août 1982.....	66,000
1er août 1983.....	73,000
1er août 1984.....	75,000
1er août 1985.....	83,000
1er août 1986.....	89,000
1er août 1987.....	93,000
1er août 1988.....	94,000
1er août 1989.....	100,000
1er août 1990.....	106,000
1er août 1991.....	115,000
1er août 1992.....	613,000

Redemption table — \$1,929,000 — 20 years

Year	Capital
August 1, 1973.....	\$ 34,000
August 1, 1974.....	37,000
August 1, 1975.....	41,000
August 1, 1976.....	43,000
August 1, 1977.....	46,000
August 1, 1978.....	48,000
August 1, 1979.....	54,000
August 1, 1980.....	57,000
August 1, 1981.....	62,000
August 1, 1982.....	66,000
August 1, 1983.....	73,000
August 1, 1984.....	75,000
August 1, 1985.....	83,000
August 1, 1986.....	89,000
August 1, 1987.....	93,000
August 1, 1988.....	94,000
August 1, 1989.....	100,000
August 1, 1990.....	106,000
August 1, 1991.....	115,000
August 1, 1992.....	613,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

- 1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.
- 2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.
- 3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.
- 4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$68,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er août 2002 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er août 1992 au montant de \$613,000 comprend un solde de \$487,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.
2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.
3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.
4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$68,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption tables appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of August 1, 2002 of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders will be sent for one of the above methods of issue only, and will comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The maturity of August 1, 1992 in the amount of \$613,000 includes a balance of \$487,000 renewable for an additional 10-year period, maturing as follows:

<i>Année</i>	<i>Capital</i>	<i>Year</i>	<i>Capital</i>
1er août 1993	\$ 34,000	August 1, 1993	\$ 34,000
1 ^{er} août 1994	37,000	August 1, 1994	37,000
1 ^{er} août 1995	39,000	August 1, 1995	39,000
1 ^{er} août 1996	42,000	August 1, 1996	42,000
1 ^{er} août 1997	46,000	August 1, 1997	46,000
1 ^{er} août 1998	49,000	August 1, 1998	49,000
1 ^{er} août 1999	53,000	August 1, 1999	53,000
1 ^{er} août 2000	58,000	August 1, 2000	58,000
1 ^{er} août 2001	61,000	August 1, 2001	61,000
1 ^{er} août 2002	68,000	August 1, 2002	68,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Brossard.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$613,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1^{er} août de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Brossard s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1^{er} août 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 107 — \$125,000 — renouvellement d'emprunt; 108 — \$10,000 — renouvellement d'emprunt; 109 — \$85,000 — renouvellement d'emprunt; 119 — \$52,000 — renouvellement d'emprunt; 121 — \$7,000 — renouvellement d'emprunt; 123 — \$123,500 — renouvellement d'emprunt; 126 — \$69,000 — renouvellement d'emprunt; 127 — \$81,000 — renouvellement d'emprunt; 129 — \$79,000 — renouvellement d'emprunt; 131 — \$65,500 — renouvellement d'emprunt; 166 — \$200,000 — aqueduc et égouts; 252 — \$18,000 — aqueduc, égouts, voirie, électricité, etc.; 270 — \$4,500 — aqueduc, égouts, voirie, électricité, etc.; 303 — \$23,000 — aqueduc, égouts, voirie, électricité; 304 — \$6,000 — aqueduc, égouts, voirie, électricité; 345 — \$46,000 — aqueduc, égouts, voirie, électricité; 368 — \$6,000 — aqueduc, égouts, voirie, électricité; 377 — \$10,000 — aqueduc, égouts, voirie, électricité; 389 — \$6,000 — voirie; 428 tel que modifié — \$32,500 — frais de refinancement; 435 — \$150,000 — aqueduc, égouts, voirie, électricité; 440 — \$350,000 — aqueduc, égouts, voirie, électricité; 441 — \$150,000 — aqueduc, égouts, voirie, électricité; 444 — \$30,000 — entrées de service et compteurs; 445 — \$100,000 — aqueduc, voirie, électricité; 447 — \$100,000 — paving.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Brossard.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$613,000 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on August 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The town of Brossard agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after August 1, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 107 — \$125,000 — loan renewal; 108 — \$10,000 — loan renewal; 109 — \$85,000 — loan renewal; 119 — \$52,000 — loan renewal; 121 — \$7,000 — loan renewal; 123 — \$123,500 — loan renewal; 126 — \$69,000 — loan renewal; 127 — \$81,000 — loan renewal; 129 — \$79,000 — loan renewal; 131 — \$65,500 — loan renewal; 166 — \$200,000 — aqueduct and sewers; 252 — \$18,000 — aqueduct, sewers, roads, electricity, etc.; 270 — \$4,500 — aqueduct, sewers, roads, electricity, etc.; 303 — \$23,000 — aqueduct, sewers, roads, electricity; 304 — \$6,000 — aqueduct, sewers, roads, electricity; 345 — \$46,000 — aqueduct, sewers, roads, electricity; 368 — \$6,000 — aqueduct, sewers, roads, electricity; 377 — \$10,000, aqueduct, sewers, roads, electricity; 389 — \$6,000 — roads; 428 as amended — \$32,500 — refinancing costs; 435 — \$150,000 — aqueduct, sewers, roads, electricity; 440 — \$350,000 — aqueduct, sewers, roads, electricity; 441 — \$150,000 — aqueduct, sewers, roads, electricity; 444 — \$30,000 — service entrances and meters; 445 — \$100,000 — aqueduct, roads, electricity; 447 — \$100,000 — paving.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue à 8.30 heures du soir, lundi, le 10 juillet 1972, Hôtel de Ville, 6840, Boulevard Matte, Brossard, comté de Napierville-Laprairie, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Brossard (Comté de Napierville-Laprairie), ce 16 juin 1972.

Le greffier,
LAURENT GERVAIS.

Hôtel de Ville, 6840, Boulevard Matte,
Brossard (Napierville-Laprairie), P.Q.
Téléphone: 676-0201, code 514.

46605-0

Paroisse de Saint-Étienne-des-Grès

Comté de St-Maurice

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Aimé Rivard, secrétaire-trésorier, Salle publique, 1211, rue Principale, Saint-Étienne-des-Grès, comté de Saint-Maurice, P.Q., jusqu'à 7 heures du soir, mercredi, le 12 juillet 1972, pour l'achat de \$181,500 d'obligations de la paroisse de Saint-Étienne-des-Grès, comté de Saint-Maurice, datées du 1er juillet 1972 et remboursables en série du 1er juillet 1973 au 1er juillet 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entier, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juillet 1972.

Tableau d'amortissement — \$181,500 — 20 ans

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1er juillet 1973	\$ 5,000
1er juillet 1974	5,000
1er juillet 1975	5,500
1er juillet 1976	6,000
1er juillet 1977	6,000
1er juillet 1978	6,500
1er juillet 1979	7,000
1er juillet 1980	7,500
1er juillet 1981	8,000
1er juillet 1982	8,500
1er juillet 1983	9,000
1er juillet 1984	9,500
1er juillet 1985	10,000
1er juillet 1986	10,500
1er juillet 1987	11,000
1er juillet 1988	12,000
1er juillet 1989	12,500
1er juillet 1990	13,000
1er juillet 1991	14,000
1er juillet 1992	15,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or one of its committees, as the case may be, to be held at 8:30 p.m., on Monday, July 10, 1972, Town Hall, 6840 Matte Boulevard, Brossard, County of Napierville-Laprairie, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Brossard (County of Napierville-Laprairie), June 16, 1972.

LAURENT GERVAIS,
Town Clerk.

Town Hall, 6840 Matte Boulevard,
Brossard (Napierville-Laprairie), P.Q.
Telephone: 676-0201, code 514.

46605

Parish of St. Étienne-des-Grès

County of St. Maurice

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Aimé Rivard, Secretary-Treasurer, in the Public Hall, 1211 Principale Street, St. Étienne-des-Grès, County of St. Maurice, P.Q., until 7:00 o'clock p.m., on Wednesday, July 12, 1972, for the purchase of a bond issue of \$181,500 for the Parish of St. Étienne-des-Grès, County of St. Maurice, dated July 1, 1972 and redeemable serially from July 1, 1973 to July 1, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from July 1, 1972.

Redemption table — \$181,500 — 20 years

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
July 1, 1973	\$ 5,000
July 1, 1974	5,000
July 1, 1975	5,500
July 1, 1976	6,000
July 1, 1977	6,000
July 1, 1978	6,500
July 1, 1979	7,000
July 1, 1980	7,500
July 1, 1981	8,000
July 1, 1982	8,500
July 1, 1983	9,000
July 1, 1984	9,500
July 1, 1985	10,000
July 1, 1986	10,500
July 1, 1987	11,000
July 1, 1988	12,000
July 1, 1989	12,500
July 1, 1990	13,000
July 1, 1991	14,000
July 1, 1992	15,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$15,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéance apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er juillet 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission en capital, plus les intérêts courus s'il a lieu, par chèque visé, payable au pair à Trois-Rivières.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$15,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er juillet de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La paroisse de Saint-Étienne-des-Grès s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er juillet 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement numéro 69 — \$181,500 — renouvellement d'emprunt.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mercredi, le 12 juillet 1972, à 7 heures du soir, Salle Publique, 1211, rue Principale, Saint-Étienne-des-Grès, comté de Saint-Maurice, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des commissions.

St-Étienne-des-Grès (Comté de Saint-Maurice),
ce 14 juin 1972

Le secrétaire-trésorier,
AIMÉ RIVARD.

Salle publique, 1211, rue Principale,
St-Étienne-des-Grès, (St-Maurice), P.Q.,

Téléphone: 535-2006,

535-3113, code 819.

46544-0

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than \$15,000 and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of July 1, 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Trois-Rivières.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$15,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on July 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Parish of St. Étienne-des-Grès agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after July 1, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to by-law number 69 — \$181,500 — loan renewal.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, July 12, 1972, at 7:00 o'clock p.m., in the Public Hall, 1211 Principale Street, St. Étienne-des-Grès, County of St. Maurice, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St. Étienne-des-Grès (County of St. Maurice), June 14, 1972.

AIMÉ RIVARD,
Secretary-Treasurer.

Public Hall, 1211 Principale Street,
St. Étienne-des-Grès, (St. Maurice), P.Q.,

Telephone: 535-2006,

535-3113, code 819.

46544

Cité de Loretteville
Comté de Chauveau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gilles Martel, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 236 rue Racine, Loretteville, comté de Chauveau, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 11 juillet 1972, pour l'achat de \$992,500 d'obligations de la cité de Loretteville, comté de Chauveau, datées du 1er août 1972 et remboursables en série du 1er août 1973 au 1er août 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux diffèrent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1972.

Tableau d'amortissement — \$992,500 — 20 ans	
Année	Capital
1er août 1973	\$ 19,500
1er août 1974	22,000
1er août 1975	25,000
1er août 1976	25,000
1er août 1977	27,000
1er août 1978	30,000
1er août 1979	33,000
1er août 1980	35,000
1er août 1981	39,000
1er août 1982	38,000
1er août 1983	41,000
1er août 1984	44,000
1er août 1985	49,000
1er août 1986	52,000
1er août 1987	57,000
1er août 1988	61,000
1er août 1989	66,000
1er août 1990	73,000
1er août 1991	76,000
1er août 1992	180,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

- 1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.
- 2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.
- 3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.
- 4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$14,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le

City of Loretteville
County of Chauveau

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Gilles Martel, Secretary-Treasurer, at the City Hall, 236 Racine Street, Loretteville, County of Chauveau, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Tuesday, July 11, 1972, for the purchase of a bond issue of \$992,500 for the City of Loretteville, County of Chauveau, dated August 1, 1972 and redeemable serially from August 1, 1973 to August 1, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption tables in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from August 1, 1972.

Redemption table — \$992,500 — 20 years	
Year	Capital
August 1, 1973	\$ 19,500
August 1, 1974	22,000
August 1, 1975	25,000
August 1, 1976	25,000
August 1, 1977	27,000
August 1, 1978	30,000
August 1, 1979	33,000
August 1, 1980	35,000
August 1, 1981	39,000
August 1, 1982	38,000
August 1, 1983	41,000
August 1, 1984	44,000
August 1, 1985	49,000
August 1, 1986	52,000
August 1, 1987	57,000
August 1, 1988	61,000
August 1, 1989	66,000
August 1, 1990	73,000
August 1, 1991	76,000
August 1, 1992	180,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.
2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.
3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.
4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than \$14,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption tables appearing in this notice,

présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er août 2001 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er août 1992 au montant de \$180,000 comprend un solde de \$97,000 renouvelable pour une période additionnelle de 9 ans, et échéant comme suit:

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1er août 1993.....	\$ 8,000
1er août 1994.....	9,000
1er août 1995.....	9,000
1er août 1996.....	10,000
1er août 1997.....	11,000
1er août 1998.....	11,000
1er août 1999.....	12,000
1er août 2000.....	13,000
1er août 2001.....	14,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé payable au pair à Loretteville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$180,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er août de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La cité de Loretteville s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er août 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 375 — \$55,000 — renouvellement d'emprunt; 376 — \$21,500 — renouvellement d'emprunt; 378 — \$3,000 — renouvellement d'emprunt; 386 — \$10,800 — renouvellement d'emprunt; 388 — \$128,200 — renouvellement d'emprunt; 691 — \$12,000 — aqueduc et égouts; 692 — \$112,000 — aqueduc, égouts et voirie; 694 — \$40,000 — aqueduc et égouts; 695 — \$174,000 — aqueduc, égouts et voirie; 696 — \$18,000 — aqueduc, égouts et voirie; 698 — \$24,000 — aqueduc et égouts; 700 — \$20,000 — aqueduc et égouts; 702 — \$53,000 — achat de terrain; 706 — \$44,000 — achat de terrain; 707 — \$23,000 — aqueduc, égouts et voirie; 710 — \$207,000 — aqueduc, égouts et voirie; 715 — \$36,000 — aqueduc, égouts et voirie; 716 — \$11,000 — frais de refinancement.

and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of August 1, 2001 of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and will comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The maturity of August 1, 1992 in the amount of \$180,000 includes a balance of \$97,000 renewable for an additional 9-year period, maturing as follows:

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
August 1, 1993.....	\$ 8,000
August 1, 1994.....	9,000
August 1, 1995.....	9,000
August 1, 1996.....	10,000
August 1, 1997.....	11,000
August 1, 1998.....	11,000
August 1, 1999.....	12,000
August 1, 2000.....	13,000
August 1, 2001.....	14,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Loretteville.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$180,000 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on August 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The City of Loretteville agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after August 1, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 375 — \$55,000 — loan renewal; 376 — \$21,500 — loan renewal; 378 — \$3,000 — loan renewal; 386 — \$10,800 — loan renewal; 388 — \$128,200 — loan renewal; 691 — \$12,000 — aqueduct and sewers; 692 — \$112,000 — aqueduct, sewers and roads; 694 — \$40,000 — aqueduct and sewers; 695 — \$174,000 — aqueduct, sewers and roads; 696 — \$18,000 — aqueduct, sewers and roads; 698 — \$24,000 — aqueduct and sewers; 700 — \$20,000 — aqueduct and sewers; 702 — \$53,000 — purchase of land; 706 — \$44,000 — purchase of land; 707 — \$23,000 — aqueduct, sewers and roads; 710 — \$207,000 — aqueduct, sewers and roads; 715 — \$36,000 — aqueduct, sewers and roads; 716 — \$11,000 — refinancing costs.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue à 8 heures du soir, mardi, le 11 juillet 1972, Hôtel de Ville, 236, rue Racine, Loretteville, comté de Chauveau, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Loretteville (Comté de Chauveau), ce 20 juin 1972.

Le secrétaire-trésorier,
M. GILLES MARTEL.

Hôtel de Ville, 236, rue Racine,
Loretteville, (Chauveau), P.Q.
Téléphone: 842-1921, code 418. 46618-0

**Les Commissaires d'Écoles pour la
Municipalité d'Hébertville**

Comté de Lac Saint-Jean

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean-Marie Fortin, secrétaire-trésorier, Siège administratif temporaire, École St-Louis-de-Gonzague, 21, rue Ste-Croix, St-Jérôme, comté de Lac St-Jean, P.Q., jusqu'à 7 heures 30 du soir, lundi, le 10 juillet 1972, pour l'achat de \$242,000 d'obligations pour les commissaires d'écoles pour la municipalité d'Hébertville, comté de Lac St-Jean, datées du 15 juillet 1972 et remboursables en série du 15 juillet 1973 au 15 juillet 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 15 janvier et 15 juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 juillet 1972.

Tableau d'amortissement — \$242,000 — 10 ans

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
15 juillet 1973.....	\$18,000
15 juillet 1974.....	20,000
15 juillet 1975.....	21,000
15 juillet 1976.....	22,000
15 juillet 1977.....	23,000
15 juillet 1978.....	24,000
15 juillet 1979.....	26,000
15 juillet 1980.....	27,000
15 juillet 1981.....	30,000
15 juillet 1982.....	31,000

Les commissaires d'écoles pour la municipalité d'Hébertville, se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (Chapitre 63 des Lois de 1968) (Bill 64) demanderont au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire, le dépôt en fidéicommis, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held at 8:00 o'clock p.m., on Tuesday, July 11, 1972, at the City Hall, 236 Racine Street, Loretteville, County of Chauveau, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Loretteville (County of Chauveau), June 20, 1972.

Mr. GILLES MARTEL,
Secretary-Treasurer.

City Hall, 236 Racine Street,
Loretteville, (Chauveau), P.Q.
Telephone: 842-1921, code 418. 46618

**The School Commissioners of the
Municipality of Hébertville**

County of Lake St. John

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Jean-Marie Fortin, Secretary-Treasurer, Temporary Administration Office, St. Louis-de-Gonzague School, 21 Ste. Croix Street, St. Jérôme, County of Lake St. John, P.Q., until 7:30 o'clock p.m., on Monday, July 10, 1972, for the purchase of a bond issue of \$242,000 for the School Commissioners of the Municipality of Hébertville, County of Lake St. John, dated July 15, 1972, and redeemable serially from July 15, 1973 to July 15, 1982 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on January 15th and July 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from July 15, 1972.

Redemption table — \$242,000 — 10 year

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
July 15, 1973.....	\$18,000
July 15, 1974.....	20,000
July 15, 1975.....	21,000
July 15, 1976.....	22,000
July 15, 1977.....	23,000
July 15, 1978.....	24,000
July 15, 1979.....	26,000
July 15, 1980.....	27,000
July 15, 1981.....	30,000
July 15, 1982.....	31,000

The School Commissioners of the Municipality of Hébertville, in conformity with section 1 of the Act to amend the School Boards Grants Act (Chapter 63 of the Statutes of 1968) (Bill 64), will ask the Minister of Education to deposit in trust, with the Minister of Finance, from the grants to be awarded annually by the Minister of Education to the said corporation, the sums sufficient to pay off in full the principal and interest of this issue and any renewal thereof, if required.

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Alma.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

Les commissaires d'écoles pour la municipalité d'Hébertville s'engagent à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 15 juillet 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des résolutions suivantes: 27 octobre 1961 — \$230,000 — renouvellement d'emprunt; 14 mars 1972 — \$12,000 — frais de refinancement.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 10 juillet 1972, à 7 heures 30 du soir, Siège administratif temporaire, École St-Louis-de-Gonzague, 21, rue Ste-Croix, St-Jérôme, comté de Lac St-Jean, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions. St-Jérôme (Comté de Lac St-Jean), ce 15 juin 1972.

Le secrétaire-trésorier,

M. JEAN-MARIE FORTIN.

Siège administratif temporaire,

École St-Louis-de-Gonzague, 21, rue Ste-Croix,
St-Jérôme (Lac St-Jean), P.Q.

Téléphone: 344-1384, code 418. 46556-0

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short-term bonds will not be considered. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price indicated in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Alma.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The School Commissioners of the Municipality of Hébertville agree not to bring out new bonds on the Canadian market within the sixty days upon, from and after July 15, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following resolutions: October 27, 1961 — \$230,000 — loan renewal; March 14, 1972 — \$12,000 — refinancing costs.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, July 10, 1972, at 7:30 o'clock p.m., Temporary Administration Office, St. Louis-de-Gonzague School, 21 Ste. Croix Street, St. Jérôme, County of Lake St. John, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St. Jérôme (County of Lake St. John), May 15, 1972.

JEAN-MARIE FORTIN,

Secretary-Treasurer.

Temporary Administration Office,

St. Louis-de-Gonzague School, 21 Ste. Croix Street,
St. Jérôme (Lake St. John), P.Q.

Telephone: 344-1384, code 418. 46556

Syndicats professionnels

L'Association des Professionnels des Services Administratifs des Commissions Scolaires du Québec

(Loi des syndicats professionnels)

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 23 mai 1972, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Association des Professionnels des Services Administratifs des Commissions Scolaires du Québec », avec siège social situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46534-0

16-72

Professional Syndicates

L'Association des Professionnels des Services Administratifs des Commissions Scolaires du Québec

(Professional Syndicates Act)

Notice is given that on May 23, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives authorized the constitution of a professional syndicate, under the name of "L'Association des Professionnels des Services Administratifs des Commissions Scolaires du Québec", with its head office located in Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

46534

16-72

**Le Syndicat des Professionnels des Services
aux Étudiants des Commissions Scolaires
du Québec**

(Loi des syndicats professionnels)

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 23 mai 1972, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat des Professionnels des Services aux Étudiants des Commissions Scolaires du Québec », avec siège social situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

46535-o 15-72

**Le Syndicat des Professionnels des Services
aux Étudiants des Commissions Scolaires
du Québec**

(Professional Syndicates Act)

Notice is given that on May 23, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives authorized the constitution of a professional syndicate, under the name of "Le Syndicat des Professionnels des Services aux Étudiants des Commissions Scolaires du Québec", with its head office located in Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

46535 15-72

**L'Association des Professionnels des Services
Pédagogiques des Commissions Scolaires
du Québec**

(Loi des syndicats professionnels)

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 23 mai 1972, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Association des Professionnels des Services Pédagogiques des Commissions Scolaires du Québec », avec siège social situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

46536-o 21-72

**L'Association des Professionnels des Services
Pédagogiques des Commissions Scolaires
du Québec**

(Professional Syndicates Act)

Notice is given that on May 23, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives authorized the constitution of a professional syndicate, under the name of "L'Association des Professionnels des Services Pédagogiques des Commissions Scolaires du Québec", with its head office located in Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

46536 21-72

**Compagnies étrangères
Agent**

Roberts/Fenton/McConnell Ltd.

Avis est donné que selon une nouvelle procuration, en date du 28 février 1972, dont une copie a été transmise au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, M. Maurice E. Lagacé, c.r., de suite 3400, Tour de la Bourse, place Victoria, Montréal, a été nommé aux fins de remplacer M. Georges-A. Pouliot, c.r., à titre d'agent principal dans la province de « Roberts/Fenton/McConnell Ltd. », une compagnie étrangère dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies étrangères.

Avis est de plus donné que, conformément à la nouvelle procuration ci-dessus mentionnée, le siège social de ladite compagnie est établi à suite 3400, Tour de la Bourse, place Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

46617 4-70

**Extra-Provincial Companies
Agent**

Roberts/Fenton/McConnell Ltd.

Notice is given that, by new power of attorney dated February 28, 1972, a copy of which was sent to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, Mr. Maurice E. Lagacé, q.c., of Suite 3400, The Stock Exchange Tower, Place Victoria, Montreal, was appointed to replace Mr. Georges-A. Pouliot, q.c., as chief agent in the Province of "Robert/Fenton/McConnell Ltd.", an Extra-Provincial Company duly authorized to carry on business in the Province of Québec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act.

Notice is also given that pursuant to the above-mentioned new power of attorney, the head office of the said company is established at Suite 3400, The Stock Exchange Tower, Place Victoria, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

46617-o 4-70

Compagnies étrangères Permis

Extra-Provincial Companies License

Continental Express Lines Ltd.

Avis est donné que, le 5e jour d'avril 1972, le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives a accordé un nouveau permis à « M. & P. Transport Ltd. », l'autorisant à faire affaires dans la province sous son nouveau nom de « Continental Express Lines Ltd. », conformément aux dispositions de la Loi des compagnies étrangères, Statuts refondus 1964, chapitre 282.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre la compagnie, est monsieur E. Anthony Price, avocat, de Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est au 65, rue Sainte-Anne, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

46433

10-63

Olympex Products Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Olympex Products Limited », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est monsieur Felix H. Richards, 122, rue de la Touraine, Prévile.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi au 2175, rue Saint-Patrick, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

46433

23-72

Trizec Equities Limited

Avis est donné que, le 16e jour de juin 1972, le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives a accordé un nouveau permis à « Triton Centres Limited », l'autorisant à faire affaires dans la province sous son nouveau nom de « Trizec Equities Limited », conformément aux dispositions de la Loi des compagnies étrangères, Statuts refondus 1964, chapitre 282.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre la compagnie, est monsieur Joseph Porteous de la compagnie « Trizec Corporation Ltd. », 4, Place Ville Marie, suite 600, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est au 4, place Ville Marie, suite 600, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

46433

104-71

Continental Express Lines Ltd.

Notice is given that, on 5th day of April, 1972, a new license was granted by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, to "M. & P. Transport Ltd.", authorizing it to carry on business in the Province under its new name of "Continental Express Lines Ltd.", pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes, 1964, Chapter 282.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. E. Anthony Price, Barrister & Solicitor, of Québec.

The principal office of the company in the Province is at 65 Ste-Anne Street, Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

46433-o

10-63

Olympex Products Limited

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Olympex Products Limited", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Felix H. Richards, 122 de Touraine Street, Prévile.

The principal office of the company in the Province is at 2175 St. Patrick Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

46433-o

23-72

Trizec Equities Limited

Notice is given that, on 16th day of June, 1972, a new license was granted by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, to "Triton Centres Limited", authorizing it to carry on business in the Province under its new name of "Trizec Equities Limited", pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes, 1964, chapter 282.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Joseph Porteous of Trizec Corporation Ltd., 4 Place Ville Marie, Suite 600, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 4 Place Ville Marie, Suite 600, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

46433-o

104-71

Madison Square Garden Attractions, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Madison Square Garden Attractions, Inc. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est C.T. Corporation System (Canada), Ltd., 55, d'Auteuil, Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 55, d'Auteuil, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

46433

Plicoflex Limited

32-72

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Plicoflex Limited » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est monsieur Georges Dubé, de Saint-Laurent, Monast, Desmeules, Walters & Dubé, avocats, édifice La Laurentienne, suite 609, 500 est, Grande-Allée, Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à l'édifice La Laurentienne, suite 609, 500 est, Grande-Allée, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

46433

Pennzoil Petroleum Ltd.

29-72

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Pennzoil Petroleum Ltd. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est C.T. Corporation System (Canada), Ltd., 55, d'Auteuil, Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi au 55, d'Auteuil, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

46433

14-72

Madison Square Garden Attractions, Inc.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Madison Square Garden Attractions, Inc.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purposes of receiving services in proceedings against the company is C.T. Corporation System (Canada), Ltd., 55 d'Auteuil, Québec.

The principal office of the company in the Province is at 55 d'Auteuil, Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

46433-o

Plicoflex Limited

32-72

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Plicoflex Limited", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Georges Dubé, of St-Laurent, Monast, Desmeules, Walters & Dubé, Barristers and Solicitors, La Laurentienne Building, Suite 609, 500 Grande-Allée east, Québec.

The principal office of the company in the Province is at La Laurentienne Building, Suite 609, 500 Grande-Allée east, Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

46433-o

Pennzoil Petroleum Ltd.

29-72

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Pennzoil Petroleum Ltd.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is C.T. Corporation System (Canada), Ltd., 55 d'Auteuil, Québec.

The principal office of the company in the Province is at 55 d'Auteuil, Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

46433-o

14-72

Nominations

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commissions sous le grand sceau de la province, les nominations suivantes:

Québec, le 15 mars 1972.

Me Dimitrios-A. Hadjis, avocat et membre du Barreau du Québec, domicilié au 70, avenue Glengarry, Ville de Mont-Royal: nommé, en vertu de l'article 102

Appointments

Notice is given that it has pleased the Lieutenant-Governor in Council to make, by Commissions under the Great Seal of the Province, the following appointments:

Québec, March 15, 1972.

Me Dimitrios-A. Hadjis, lawyer and member of the Bar of Québec, residing at 70 Glengarry Avenue, Town of Mount Royal: appointed, pursuant to section 102

de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 20), juge de la Cour de Bien-être social avec juridiction s'étendant à tous les districts judiciaires de la province, mais tout particulièrement et sans restriction, au district judiciaire de Montréal, avec résidence dans la ville de Montréal ou dans le voisinage immédiat.

Québec, le 10 mai 1972.

Me Michel Lemieux, avocat et membre du Barreau du Québec, demeurant au 11, rue Amyot, Rivière-du-Loup: nommé, en vertu de l'article 117 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 20, et ses amendements), juge de la Cour provinciale pour exercer la juridiction prévue par l'article 126 de cette loi dans toute la province, mais particulièrement et sans restriction, dans le district judiciaire de Kamouraska, avec résidence dans la cité de Rivière-du-Loup ou dans le voisinage immédiat, ledit M. Michel Lemieux, vu sa nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil comme juge de la Cour provinciale, étant autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe b) de l'article 482 du Code criminel, la juridiction d'un magistrat sous la partie XVI de ce Code criminel, le tout à compter du 10 mai 1972.

Me Guy Tremblay, avocat et membre du Barreau du Québec, demeurant au 74, rue Sainte-Jeanne-d'Arc, Jonquières: nommé, en vertu de l'article 117 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 20, et ses amendements), juge de la Cour provinciale pour exercer la juridiction prévue par l'article 126 de cette loi dans toute la province, mais particulièrement et sans restriction, dans le district judiciaire de Chicoutimi, avec résidence dans la cité de Chicoutimi ou dans le voisinage immédiat, ledit M. Guy Tremblay, vu sa nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil comme juge de la Cour provinciale, étant autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe b) de l'article 482 du Code criminel, la juridiction d'un magistrat sous la partie XVI de ce Code criminel, le tout à compter du 10 mai 1972.

Québec, le 19 juin 1972.

Le sous-procureur général adjoint,

JEAN ALARIE.

46560-0

of the Courts of Justice Act (Revised Statutes of Québec, 1964, Chapter 20), Judge of the Social Welfare Court with jurisdiction extending to all the judicial districts of the Province, but particularly and without restriction, in the judicial district of Montreal, with residence in the City of Montreal or in the immediate vicinity.

Québec, May 10, 1972.

Me Michel Lemieux, lawyer and member of the Bar of Québec, residing at 11 Amyot Street, Rivière-du-Loup: appointed, pursuant to section 117 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1964, Chapter 20, and amendments), Judge of the Provincial Court, to exercise the jurisdiction provided for in section 126 of this Act in the entire Province, but particularly and without restriction, in the judicial district of Kamouraska, with residence in the City of Rivière-du-Loup or in the immediate vicinity, the said Mr. Michel Lemieux, in view of his appointment by the Lieutenant-Governor in Council as Judge of the Provincial Court, being authorized to exercise, under paragraph (b) of article 482 of the Criminal Code, the jurisdiction of a magistrate under Part XVI of such Criminal Code, the whole to take effect upon May 10, 1972.

Me Guy Tremblay, lawyer and member of the Bar of Québec, residing at 74 Ste. Jeanne-d'Arc Street, Jonquières: appointed, pursuant to section 117 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1964, Chapter 20, and amendments), Judge of the Provincial Court to exercise the jurisdiction provided for in section 126 of this Act in the entire Province, but particularly and without restriction, in the judicial district of Chicoutimi, with residence in the City of Chicoutimi or in the immediate vicinity, the said Mr. Guy Tremblay, in view of his appointment by the Lieutenant-Governor in Council as Judge of the Provincial Court, being authorized to exercise, under paragraph (b) of article 482 of the Criminal Code, the jurisdiction of a magistrate under Part XVI of such Criminal Code, the whole to take effect upon May 10, 1972.

Québec, June 19, 1972.

JEAN ALARIE,

Assistant Deputy Attorney General.

46560

Ministère des Richesses naturelles

Department of Natural Resources

Avis de révocation de concessions minières

Prenez avis que les concessions minières ci-après énumérées seront révoquées en faveur de la couronne, conformément aux articles 202, 204 et 205 de la Loi des mines (ch. 34 des Lois du Québec, 1965, 1^{ère} session, et amendements), permettant au ministre des Richesses naturelles de révoquer toute concession minière pour défaut de paiement de la taxe annuelle de un dollar prévu à l'article 119 de ladite loi, si 90 jours après la dernière publication de cet avis, la taxe due et les frais de publication n'ont pas été payés.

Notice of revocation of mining concessions

Pursuant to section 202, 204 and 205 of the mining lot (Québec Statutes 1965, 1st session, ch. 34 and modifications), enabling the Minister of Natural Resources to revoke any mining concession for failure to pay the annual tax of one dollar per acre provided for in section 119 of the said act, notice is hereby given that the following mining concessions will be revoked in favor of the Crown, if in 90 days the tax due and the cost of publication have not been paid in the meantime.

District électoral	Canton ou paroisse	No de la concession	No de lots ou de blocs	Superficie	Date d'émission	Lettres patentes
Electoral district	Township or parish	No. of the concession	No. of the blocks or lots	Area	Date of emission	Letters patents
Abitibi-E.	Bourlamaque	300	Blocs-Blocks 49, 50, 51	99.7	27- 5-38	22-11-41
Abitibi-E.	Currie	305	Blocs-Blocks 1, 2, 3, 4	205.6	12- 9-38	26- 9-40
Abitibi-E.	Fournière	283 P.	Blocs-Blocks 15, 16, 19, 20	222	1- 6-36	7- 9-37
Abitibi-E.	Fournière	226	Blocs-Blocks 1, 2, 3, 4, 5	443	14- 3-28	6-12-28
Abitibi-E.	Pouliaries et Destor	443	Demie sud des lots-South half of lots 35, 36, 37, 38, 39, rg I, blocs-blocs 5 à-to 14 incl	608.6	13- 5-58	—
Abitibi-E.	Senneterre	508	Lots 37 et-and 38, rg I	200	21-12-64	—
Gatineau	Aylwin	269	Demie ouest-West half lot 18, rg IX	55	1- 8-34	—
Labelle	Campbell	503	½ N.O. de ½ S.E. et ½ S.E. de ½ N.O. lot 8 rang J ou ptie N.O. lot 522 du cadastre officiel de Val-Barette et ptie S.E. lot 8-A du cadastre officiel du canton de Campbell. N.W. ½ of S.E. ½ and S.E. ½ of N.W. ½ lot 8, range J or N.W. part lot 522 of the official cadastre of Val-Barette and S.E. part lot 8 of the Campbell Township.	68	6-11-63	—
Pontiac	Bristol	431	½ N.E. lots 19, 20, 21, 22, 23, rang I et ½ S.O. lot 22, lot 23, 22B, rang II. N.E. ½ lots 19, 20, 21, 22, 23, range I and S.W. ½ lot 22, lot 23 and lot 22B, range II.	945	1- 5-56	10- 6-56
Portneuf	Montauban	254	Lots 46-1 et-and 47-1, rg I	42.1	24-11-30	—
Rouyn-Noranda	Beauchastel et Rouyn	221	Blocs-Blocks 101 à-to 110 incl. et-and blocs-blocs 157 et-and 158.	550	21-11-27	5- 4-28
"	Beauchastel et Rouyn	341	Bloc-Block 160 et-and bloc-Block 204	574.6	8- 3-46	14- 4-47
"	Dasserat	84 P.	Bloc-Block D	85	14-10-14	3- 5-16
"	Dasserat	201	Bloc-Block 4	40	23- 2-27	—
"	Dasserat	202	Blocs-Blocks 5, 6, 7	165	23- 2-27	—
"	Rouyn	150	Bloc-Block 6	165	9- 1-26	17- 7-25
"	Rouyn	204	Blocs-Blocks 71, 72, 73, 74, 75	537	2- 3-27	2- 2-29
"	Rouyn	267	Blocs-Blocks 6 à-to 14 incl	547	9- 5-34	6- 8-34

Québec, le 24 mai 1972

Québec, May 24, 1972.

46437-25-2-0

Le sous-ministre,
JEAN-GUY FREDETTE.

46437-25-2-0

JEAN-GUY FREDETTE,
Deputy Minister.

Ventes par Shérifs

Sheriffs' Sales

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUCE

BEAUCE

Canada — Province de Québec

Canada — Province of Québec

Cour Provinciale — District de Beauce

Provincial Court — District of Beauce

No 24,253. { ADRIEN CLOUTIER, garagiste, East-Broughton, comté de Beauce, demandeur, vs ROLAND CLOUTIER, 170, rue Grégoire, East-Broughton, comté de Beauce, défendeur.

No. 24,253. { ADRIEN CLOUTIER, garage operator, East-Broughton, County of Beauce, plaintiff, vs ROLAND CLOUTIER, 170 Grégoire Street, East-Broughton, County of Beauce, defendant.

Pour être vendu l'immeuble décrit ci-après:

The following immovable to be sold:

« Un emplacement ayant soixante (60') pieds de largeur par cent (100') pieds de profondeur, étant partie du lot seize-S (Ptie 16-S) rang 6 du canton de Broughton, avec bâtisses, borné en front au nord-ouest par la grande rue des Grégoire, à l'ouest par Arthur

«An emplacement sixty (60') feet wide by one hundred (100') feet deep, part of lot sixteen-S (Pt. 16-S) Range 6 of the Township of Broughton, with buildings, bounded in front, on the northwest by des Grégoire Street, on the west by Arthur Oram Lessard, subject to

Oram Lessard, sujet à une rente emphytéotique de \$12 annuelle payable à la Fabrique de Sacré-Coeur de Jésus. Borné au sud par la Fabrique, à l'est par Armand Grégoire. »

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Beauce, à Beauceville-Est, comté de Beauce, le VINGT-CINQUIÈME jour de JUILLET, 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Le député shérif,
ADALBERT LESSARD.

Bureau du Shérif,
St-Joseph de Beauce, le 14 juin 1972. 46607-0

a ground-rent of \$12 per annum payable to the Fabrique of Sacré-Coeur de Jésus. Bounded on the south by the Fabrique, on the west by Armand Grégoire."

To be sold at the Beauce Registration Division Office, in Beauceville-East, County of Beauce, on the TWENTY-FIFTH day of JULY, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

ADALBERT LESSARD,
Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,
St. Joseph-de-Beauce, June 14, 1972. 46607

BEDFORD

Canada — Province de Québec

District de Bedford

Cour Provinciale, No 2394. { ROMÉO LAROSE, demandeur
vs CORPORATION D'HYPOTHÈQUES ET D'IMMEUBLES SHEFFORD INC., défenderesse.

« Une terre sise et située dans le canton de Granby, comté de Shefford, P.Q., connue et désignée comme étant la juste moitié sud du lot numéro sept cent cinquante-six (½ S. 756) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Granby, ayant une superficie de vingt et un acres et quatre-vingt-seize millièmes et demi d'acre, borné comme suit:

Au nord par la moitié nord du lot numéro 756, au sud par partie du lot numéro 662 et partie du lot numéro 663, à l'est par la moitié sud du lot numéro 755 et à l'ouest par la moitié sud du lot numéro 757.

Avec une cabane à sucre dessus érigée.

Sujet ledit immeuble à un bail de droits miniers en faveur de Shell Québec Limitée, suivant acte enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Shefford sous le numéro 176931.

Avec les droits de passage constitués dans les actes dont copies furent enregistrées au bureau d'enregistrement de la division de Shefford, sous les numéros 157659 et 180820.

Compris dans la présente vente, les effets mobiliers suivants, servant à l'exploitation d'une sucrerie:

2,500 chaudières à eau d'érable

2,500 couvercles pour ces chaudières

2,500 chalumeaux

9 bidons de huit gallons, 1 bidon de vingt gallons

2 réservoirs pour y déverser l'eau d'érable recueillie

1 bassin-réservoir

1 poêle à évaporer 5' x 12'

1 poêle à sirop

1 tracteur de marque Ferguson

1 voiture à quatre roues

Tous les petits articles tels que filtres, appareils à mesurer, etc. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Shefford, à Waterloo, district de Bedford, MERCREDI le VINGT-SIXIÈME jour de JUILLET 1972, à TROIS heures de l'après-midi.

Cowansville, le 7 juin 1972.

46554-0

Le shérif,
ANTONIN BOURASSA.

BEDFORD

Canada — Province de Québec

District de Bedford

Provincial Court, No. 2394. { ROMÉO LAROSE, plaintiff, vs CORPORATION D'HYPOTHÈQUES ET D'IMMEUBLES SHEFFORD INC., defendant.

"A farm lying and situate in the Township of Granby, County of Shefford, P.Q., known and described as being the exact half of lot number seven hundred and fifty-six (S. ½ 756) on the official plan and book of reference for the Township of Granby, having a surface area of twenty-one and ninety-six and one half thousandths acres, bounded as follows:

On the north by the north half of lot number 756, on the south by part of lot number 662 and part of lot 663, on the east by the south half of lot number 755 and on the west by the south half of lot number 757.

With a sugar house constructed thereon.

Subject the said immovable to lease of mining rights in favour of Shell Québec Limited pursuant to a deed registered at the Division of Shefford Registry Office, under number 176931.

With the rights of way established in the deeds copies of which were registered in the Division of Shefford Registry Office, under numbers 157659 and 180820.

Included in the present sale, the following movable property used in the operation of a sugarbush:

2,500 sap pails

2,500 pail lids

2,500 spouts

9 eight-gallon cans, 1 twenty-gallon can

2 tanks used for holding the maple sap collected

1 basin-reservoir

1 evaporator 5' x 12'

1 syrup boiler

1 Ferguson tractor

1 four-wheeled waggon

All the small articles such as filters, measuring instruments, etc."

To be sold at the Registry Office for Shefford, in Waterloo, District of Bedford, on WEDNESDAY, the TWENTY-SIXTH day of JULY 1972, at THREE o'clock in the afternoon.

Cowansville, June 7, 1972.

46554

ANTONIN BOURASSA,
Sheriff.

Canada — Province de Québec

District de Bedford

No C.P.R. 683. { MAURICE & CLAUDE LIMITEE, demanderesse, vs DENIS REID & JEAN-PAUL BOISVERT, défendeurs.

L'entière propriété d'un terrain sis et situé en la Cité de Granby sur le côté sud-ouest de la rue Horner, comme étant la partie est du lot numéro 11 de la subdivision officielle du lot originaire numéro 616 (Pt. F 616-11) et étant le résidu dudit lot, après en avoir détaché la partie ouest, ayant appartenu à Augustin Cabana, aujourd'hui la propriété de Montreal and Southern Counties du Canton Officiel du Canton de Granby avec toutes les constructions ci-dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Shefford, à Waterloo, district de Bedford, MERCREDI, le VINGT-SIXIÈME jour de JUILLET 1972, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

ANTONIN BOURASSA.

46555-0

Cowansville, le 7 juin 1972.

Canada — Province of Québec

District of Bedford

Provincial Court, No. 683. { MAURICE & CLAUDE LIMITEE, plaintiff, vs DENIS REID & JEAN-PAUL BOISVERT, defendants.

The whole property of lot of land lying and situate in the City of Granby, on the southwest side of Horner Street, being the east part of lot number 11 of the official subdivision of original lot number 616 (Pt. F 616-11) and being the remainder of said lot, after detaching its western part which previously belonged to Augustin Cabana and is not the property of Montreal and Southern Counties of the official Township of the Township of Granby. With all the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the Registry Office of Shefford, in Waterloo, District of Bedford, on WEDNESDAY, the TWENTY-SIXTH day of JULY, 1972, at TWO o'clock in the afternoon.

ANTONIN BOURASSA,

Sheriff.

46555

Cowansville, June 7, 1972.

CHICOUTIMI

Fieri Facias

District of Chicoutimi

Cour Supérieure, No 42-239. { LES PRÉVOYANTS DU CANADA, corporation légalement constituée, ayant son siège social dans les ville et district de Montréal, demanderesse, vs RENÉ THIBEAULT, demeurant au numéro 640 de la rue Montfort, à Jonquière, district de Chicoutimi.

Tout ce lopin de terre ou emplacement, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Jonquière, sous le numéro vingt et un-A-cent quatre-vingt-quinze (No 21-A-195) dans le rang quatre (Rg. IV) dudit canton, lequel terrain mesure cinquante pieds (50') de largeur sur cent pieds (100') de profondeur, borné au nord par le terrain de Phydime Tremblay ou représentants, à l'est par la rue St-Hubert, au sud par le terrain de M. Ferdinand Lavoie ou représentants, et à l'ouest par le terrain de Ferdinand Bouchard ou représentants, avec ensemble toutes les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances, sauf à distraire cependant du susdit terrain, si nécessaire, une lisière de terre mesurant quinze pieds (15') de profondeur, sur toute la largeur dudit lot, à prendre ladite lisière de terre, du côté est du susdit lot de terre, laquelle lisière de terre a été vendue à la ville de Jonquière, pour l'élargissement de la rue St-Hubert.

Pour être vendu au bureau du registrateur de la division d'enregistrement de Chicoutimi, au palais de justice, à Chicoutimi, le VINGT-SEPTIÈME jour de JUILLET 1972 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

RENÉ DELISLE.

46564-0

Bureau du Shérif,

Chicoutimi, le 13 juin 1972.

CHICOUTIMI

Fieri Facias

District of Chicoutimi

Superior Court, No. 42-239. { LES PRÉVOYANTS DU CANADA, a corporation legally incorporated, having its head office in the City and District of Montreal, plaintiff, vs RENÉ THIBEAULT, residing at 640 Montfort Street, in Jonquière, District of Chicoutimi.

All of the parcel of land or emplacement known and described on the official plan and book of reference of the cadastre for the Township of Jonquière, under number twenty-one-A-one hundred and ninety-five (No. 21-A-195) in Range Four (R. IV) of the said Township, the said piece of land measuring fifty feet (50') in width by one hundred feet (100') in depth, bounded on the north by the land of Phydime Tremblay or representatives, on the east by St. Hubert Street, on the south by the land of Mr. Ferdinand Lavoie or representatives, and on the west by the land of Ferdinand Bouchard or representatives, together with all the buildings erected thereon, appurtenances and dependencies, less and to withdraw, however, from the said piece of land, if necessary, a strip of land measuring fifteen feet (15') in depth, across the full width of the said lot, the said strip of land to be taken, from the east side of the said lot of land, which strip of land has been sold to the City of Jonquière, to widen St. Hubert Street.

To be sold at the Office of the Registrar for the Registration Division of Chicoutimi, in the Chicoutimi Court House, on the TWENTY-SEVENTH day of JULY, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

RENÉ DELISLE,

Sheriff.

46564

Sheriff's Office,

Chicoutimi, June 13, 1972.

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec

Cour Provinciale — District de Joliette

No 14,160. { **EDGAR GUILBAULT**, directeur de funérailles, ayant une place d'affaires au No 371 Boul. Ange-Gardien, à L'Assomption, district de Joliette, demandeur, *vs* **LES HÉRITIERS** à la succession de feu Joseph Dionne, domicilié de son vivant au No 1481 Montée St-Gérard à L'Assomption, district de Joliette, défendeurs.

« Un terrain non bâti sis et situé en la paroisse de Saint-Gérard de Magella, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro deux cent trente (P. No 230) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de L'Assomption et mesurant cinquante pieds (50') de largeur par une profondeur de deux cent quinze pieds (215'), mesure anglaise et plus ou moins et borné tel terrain en front ou au nord-est à la route numéro 48, à la profondeur ou au sud-ouest au surplus du même lot numéro 230, propriété d'Adrien Beaudoin, d'un côté à une autre partie du même lot numéro 230, (propriété de Philippe Loyer ou représentants) et de l'autre côté à une autre partie du même lot numéro 230, restant la propriété de la venderesse. »

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de L'Assomption, à L'Assomption, district de Joliette, MERCREDI, le NEUVIÈME jour d'AOÛT 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif intérimaire,

JEAN-MARC MARION.

Bureau du shérif,
Joliette, ce 14 juin 1972.

46553-0

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec

District de Joliette

Cour Supérieure, { **L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC**, corps politique ayant son siège social en l'Hôtel du Gouvernement, à Québec, district de Québec, demandeur, *vs* **JACQUES CHAMPAGNE**, St-Barthélémy, comté de Berthier, défendeur.

« Une terre située dans la paroisse de St-Barthélémy, concession du 2^{ème} rang York, mesurant environ cent quarante et un arpents en superficie, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de St-Barthélémy comme étant les lots complets de terre numéro cinq cent cinquante-six, cinq cent cinquante-sept et cinq cent soixante (556, 557 et 560). Avec toutes les bâtisses ci-dessus construites.

Sujet lesdits lots à une servitude en faveur de The Shawinigan Water & Power Company suivant enregistrement No 58063. »

Pour être vendue « en bloc » au bureau de la division d'enregistrement de Berthier, à Berthierville, district de Joliette, JEUDI le DIXIÈME jour d'AOÛT 1972 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif intérimaire,

JEAN-MARC MARION.

Bureau du Shérif,
Joliette, ce 13 juin 1972.

46552-0

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec

Provincial Court — District of Joliette,

No. 14,160. { **EDGAR GUILBAULT**, funeral director, having a place of business at 371 Ange-Gardien Boulevard, in L'Assomption, district of Joliette, plaintiff, *vs* **THE HEIRS** of the estate of the late Joseph Dionne, domiciled during his lifetime at 1481 Montée St. Gérard, in L'Assomption, district of Joliette, defendants.

« A tract of land without buildings lying and situate in the Parish of St. Gérard-de-Magella, known and described as part of lot number two hundred and thirty (Pt. No. 230) on the official plan and book of reference of the cadastre for the Parish of L'Assomption, and measuring fifty feet (50') in width by a depth of two hundred and fifteen feet (215'), English measure and more or less, and said land bounded in front or on the northeast by road number 48, in depth or on the southwest, by the remainder of said lot number 230, belonging to Adrien Beaudoin, on one side by another part of the same lot number 230 (belonging to Philippe Loyer or representatives) and on the other side, by another part of same lot number 230, remaining the property of the vendor. »

To be sold at the L'Assomption Registration Division Office, in L'Assomption, District of Joliette, on WEDNESDAY, the NINTH day of AUGUST, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN-MARC MARION,

*Acting Sheriff.*Sheriff's Office,
Joliette, June 14, 1972.

46553

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec

District of Joliette

Superior Court, { **THE QUÉBEC FARM CREDIT BUREAU**, body politic having its head office in the Parliament Buildings, in Québec, district of Québec, plaintiff; *vs* **JACQUES CHAMPAGNE**, St. Barthélémy, county of Berthier, defendant.

« A farm located in the Parish of St. Barthélémy, 2nd York Range Concession, measuring about one hundred and forty-one arpents in surface area, known and described in the official plan and book of reference of the cadastre of St. Barthélémy as being complete lots of land numbers five hundred and fifty-six, five hundred and fifty-seven and five hundred and sixty (556, 557 and 560). With all buildings erected thereon.

The said lots are subject to a servitude in favor of The Shawinigan Water & Power Company under registration No. 58063. »

To be sold "en bloc" at the Berthier Registration Division Office, at Berthierville, District of Joliette, on THURSDAY, the TENTH day of AUGUST, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN-MARC MARION,

*Acting Sheriff.*Sheriff's Office,
Joliette, June 13, 1972.

46552

MONTRÉAL

MONTREAL

Canada — Province de Québec

Cour Supérieure — District judiciaire de Montréal

No 05-002103-72. { SOCIÉTÉ CENTRALE D'HY-
POTHÈQUES ET DE LOGE-
MENT, demanderesse, vs ROSAI-
RE LÉVESQUE, défendeur.

« Un emplacement sis et situé à Ville de Brossard, comté de Laprairie, connu et désigné comme étant le lot numéro deux de la subdivision du lot numéro deux cent trente-quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent vingt-six et le lot numéro deux cent trente-cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent vingt-six (126-234-2, 126-235) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Laprairie de la Magdelaine.

Avec une maison dessus érigée portant le numéro civi- que 1740 Avenue Alfred. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Laprairie, 214 rue St-Ignace, Laprairie, P.Q., le VINGT-SIXIÈME jour de JUILLET 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 13 juin 1972. 46613-0

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec

Cour Supérieure — District de Montréal

No 05-01164-72. { SOCIÉTÉ CENTRALE D'HY-
POTHÈQUE ET DE LOGE-
MENT, demanderesse, vs SMART
AVENUE DEVELOPMENT (MTL) INC., défende-
resse.

Description

« Un certain emplacement ayant front sur la rue Bizard en la Ville de Longueuil, province de Québec, connu et désigné comme étant le lot numéro cinquante trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre-vingt (80-53) au cadastre officiel de la paroisse St-Antoine de Longueuil.

Avec la maison, actuellement en voie de construction, portant le No 1114 de ladite rue Bizard, circonstances et dépendances.

Sujet à une servitude de droit de passage créée en faveur de la « Commission Hydro-Électrique de Qué- bec » et *al.*, tel qu'il appert à l'acte enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Chambly sous le No 298 886.

Tel que le tout se trouve présentement sans réserve, ni exception. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Chambly, 201 Place Charles Lemoyne, Édifice Montval, Longueuil, P.Q., le VINGT-SIXIÈME jour de JUIL- LET 1972, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, le 13 juin 1972. 46614-0

Canada — Province of Québec

Superior Court — Judicial District of Montreal

No. 05-002103-72. { CENTRAL MORTGAGE AND
HOUSING CORPORA-
TION, plaintiff, vs ROSAIRE
LÉVESQUE, defendant.

« An emplacement lying and located in the Town of Brossard, County of Laprairie, known and described as lot number two of the subdivision of lot number two hundred and thirty-four of the official subdivision of original lot number one hundred and twenty-six and lot number two hundred and thirty-five of the official subdivision of original lot number one hundred and twenty-six (126-234-2, 126-235) in the official plan and book of reference of the Parish of Laprairie-de-la-Magdelaine.

With a house erected thereon numbered 1740 Alfred Avenue. »

To be sold in the Laprairie Registry Office, 214 St. Ignace Street, Laprairie, P.Q., on the TWENTY-SIXTH day of JULY, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, Assistant Sheriff.
Montreal, June 13, 1972. 46613

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec

Superior Court — District of Montreal

No. 05-01164-72. { CENTRAL MORTGAGE AND
HOUSING CORPORATION
plaintiff, vs SMART AVENUE
DEVELOPMENT (MTL) INC., defendant.

Description

« A certain emplacement fronting on Bizard Street, in the City of Longueuil, Province of Québec, known and described as lot number fifty-three of the official subdivision of original lot number eighty (80-53) of the official cadastre for the parish of St. Antoine-de-Longueuil.

With the house under construction numbered 1114 Bizard Street, appurtenances and dependencies.

Subject to a servitude of right of way created in favor of the "Québec Hydro-Electric Commission" and *al.*, as appears in a deed registered in the Chambly Regis- tration Division Office under No. 298 886.

As the whole now subsists without reservation nor exception. »

To be sold in the Chambly Registry Office, 201 Place Charles Lemoyne, Montval Building, Longueuil, P.Q., on the TWENTY-SIXTH day of JULY, 1972, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, Assistant Sheriff.
Montreal, June 13, 1972. 46614

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 811-180. { **LES ENTREPRISES MARCHAND**
L TÉE, corps politique dûment
incorporé ayant sa place d'affaires au
21, rue Lamarche à Ste-Catherine d'Alexandrie, district
de Montréal, demanderesse, vs L. F. CONSTRUCTION
INC., corps politique dûment incorporé ayant
une place au 6868 St-Denis à Montréal, dit district,
défenderesse.

« Un emplacement situé en la Ville de Brossard, comté de Laprairie, connu et désigné sous les numéros deux cent cinquante-huit et deux cent cinquante-neuf, de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent vingt-six (126-258-259) au cadastre officielle de la Paroisse de Laprairie, avec bâtisses et dépendances ci-dessus érigées et portant les numéros civiques 2535 et 2545, rue Avignon à Brossard. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laprairie, 214, rue St-Ignace, Laprairie, le VINGT-SIXIÈME jour de JUILLET 1972, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, 13 juin 1972.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
46615-0

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 05-001321-72. { **THE CANADA TRUST COM-**
PANY, corps politique et
constitué, dûment constitué et
ayant son siège social dans la ville de London, province
d'Ontario, et son principal bureau d'affaires dans la
province de Québec en les ville et district de Montréal,
au 800 ouest, boulevard Dorchester, demanderesse, vs
SEIGNEURIE BUILDERS INC., corps politique et
constitué, dûment incorporé ayant son siège social
dans la ville de Boucherville, (Casier postal 55), district
de Montréal, et DAVID SCIORTINO, de la ville de
Boucherville, district de Montréal, dont la dernière
adresse connue est 1040 Émile-Nelligan, et RAYMOND
CARON, de la ville de Boucherville, district de Mont-
réal, dont la dernière adresse connue est 274, boulevard
Le Baron, défendeurs.

Description de la propriété:

« Un emplacement ayant front sur la rue Dupas, en la ville de Longueuil, connu et désigné comme étant le lot numéro trois cent de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent vingt-et-un (211-300) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil.

Avec une maison dessus en voie de construction portant les numéros civique 1108, 1110 et 1112 de ladite rue Dupas, circonstances et dépendances, dont le mur nord-ouest est mitoyen.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives apparentes ou occultes attachées audit immeuble et notamment une servitude ou droit de passage à perpétuité en faveur de La Compagnie de Téléphone Bell du Canada et de La Commission Hydroélectrique de Québec, ainsi qu'il appert aux

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 811-180. { **LES ENTREPRISES MARCHAND**
L TÉE, a body politic duly incor-
porated having its place of business at
21 Lamarche Street, in Ste. Catherine d'Alexandrie,
District of Montreal, plaintiff, vs L. F. CONSTRUCTION
INC., a body politic duly incorporated, having
a place at 6868 St. Denis, in Montreal, said district,
defendant.

«An emplacement located in the Town of Brossard, County of Laprairie, known and described under numbers two hundred and fifty-eight and two hundred and fifty-nine of the official subdivision of original lot number one hundred and twenty-six (126-258-259) on the official cadastre for the Parish of Laprairie, with buildings and dependencies erected thereon and numbered 2535 and 2545 Avignon Street, in Brossard.»

To be sold in the County of Laprairie Registry Office, 214 St. Ignace Street, Laprairie, on the TWENTY-SIXTH day of JULY, 1972, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, June 13, 1972.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
46615

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 05-001321-72. { **THE CANADA TRUST COM-**
PANY, a body politic and
incorporate, duly incorporated and
having its head office in the City of London, in the
Province of Ontario, and its chief place of business for
the Province of Québec, in the city and district of
Montreal, at 800 Dorchester Blvd. West, plaintiff, vs
SEIGNEURIE BUILDERS INC., a body politic and
incorporate, duly incorporated and having its head office
in the Ville de Boucherville, (Casier Postal 55), District
of Montreal, and DAVID SCIORTINO, of the Ville de
Boucherville, District of Montreal, his last known
address being 1040 Émile Nelligan, and RAYMOND
CARON, of the Ville de Boucherville, District of
Montreal, his last known address being 274 Le Baron
Boulevard, defendants.

Description of property:

«An emplacement fronting on Dupas Street, in the city of Longueuil, known and designated as being lot number three hundred of the official subdivision of original lot number one hundred and twenty-one (121-300) on the official plan and book of reference for the parish of St. Antoine-de-Longueuil.

With the house thereon under construction bearing civic numbers 1108, 1110 and 1112 of said Dupas Street, appurtenances and dependencies, whose northwest wall is common.

As the whole presently subsists with all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attaching to the said immovable and particularly a perpetual servitude or right of way in favour of The Bell Telephone Company of Canada and of the Québec Hydro-Electric Commission, as it appears in the terms of a deed regis-

termes d'un acte enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Chambly, sous le numéro 282667, et une servitude ou droit de passage à perpétuité en faveur de Public Fuel Transmission Systems Limited, ainsi qu'il appert aux termes d'un acte enregistré audit bureau, sous le numéro 284308 et une servitude perpétuelle de vue, ainsi qu'il appert aux termes d'un acte enregistré audit bureau, sous le numéro 330166.»

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Chambly, 201 Place Charles Lemoyne, Édifice Montval, Longueuil, P.Q., le VINGT-CINQUIÈME jour de JUILLET 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
 Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
 Montréal, le 13 juin 1972. 46611-0

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Municipale — Ville Mont-Royal

No 14001. { LA CORPORATION DE VILLE
 MONT-ROYAL, demanderesse; vs
 GILLES LAPIERRE, défendeur.

« Une propriété ayant front sur le chemin Lucerne et portant le numéro civique 1930 dans la ville Mont-Royal. Elle est indiquée au plan officiel sous le numéro de cadastre 583, lot numéro 74 de la paroisse de Saint-Laurent. La propriété a une façade de 55 pieds sur 90 pieds de profondeur, formant une superficie totale de 4,950 pieds carrés.

La propriété est bornée au nord par le lot 73 du cadastre 583, au sud par le lot 75 du cadastre 583. Le lot 72 du cadastre 583 forme la ligne ouest ou la ligne arrière de ladite propriété.»

Pour être vendue au bureau du protonotaire, Cour Supérieure, au Palais de Justice de Montréal, 10 est, rue Craig, 4e étage, chambre 195, le VINGT-SEPTIÈME jour de JUILLET 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
 Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
 Montréal, 13 juin 1972. 46612

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec

Cour Supérieure — District de Montréal

No 05-001322-72. { THE CANADA TRUST COM-
 PANY, corps politique et in-
 corporé, dûment incorporé et ayant
 son siège social dans la ville de London, dans la province
 d'Ontario, et son principal bureau d'affaires pour la
 province de Québec, dans la ville et le district de Mon-
 tréal, au 800, boulevard Dorchester ouest, demanderesse,
 vs SEIGNEURIE BUILDERS INC., corps politique
 et incorporé, dûment incorporé et ayant son siège social
 dans la ville de Boucherville, (Casier postal 55), district
 de Montréal, et DAVID SCIORTINO, de la ville de
 Boucherville, district de Montréal, sa dernière adresse
 connue étant 1040, Émile-Nelligan; et RAYMOND
 CARON, de la ville de Boucherville, district de Mon-
 tréal, sa dernière adresse connue étant 274, boulevard
 Le Baron, défendeurs.

tered at the Office of the Chambly Registration Division, under number 282667, and a perpetual servitude or right of way in favour of Public Fuel Transmission Systems Limited, as it appears in the terms of a deed registered at the said office, under number 284308 and a perpetual right of view, as it appears in the terms of a deed registered at the said Office, under number 330166.”

To be sold at the Chambly Registry Office, 201 Place Charles Lemoyne, Montval Building, Longueuil, P.Q., on the TWENTY-FIFTH day of JULY, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
 Superior Court, Assistant Sheriff.
 Montreal, June 13, 1972. 46611

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Municipal Court — Town of Mount Royal

No. 14001. { THE CORPORATION OF THE
 TOWN OF MOUNT ROYAL,
 plaintiff, vs GILLES LAPIERRE,
 defendant.

“A property fronting Lucerne Road and bearing civic number 1930 in the Town of Mount Royal. Listed on the official plan as Cadastre 583, lot No. 74 in the Parish of St. Laurent. The property has a 55 foot frontage and is 90 feet in depth for a total area of 4,950 square feet.

The property is bounded to the north by cadastre 583, lot 73, and to the south by cadastre 583, lot 75. Cadastre 583, lot 72 forms the west or rear line of said property.”

To be sold at the Prothonotary's Office, Superior Court, Court House of Montreal, 10 Craig Street East, 4th Floor, Room 195, the TWENTY-SEVENTH day of JULY 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
 Superior Court, Assistant Sheriff.
 Montreal, June 13, 1972. 46612-0

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec

District of Montreal — Superior Court

No. 05-001322-72. { THE CANADA TRUST COM-
 PANY, a body politic and
 corporate, duly incorporated and
 having its head office in the City of London, in the
 Province of Ontario, and its chief place of business for the
 Province of Québec, in the City and District of
 Montreal, at 800 Dorchester Boulevard West, plaintiff,
 vs SEIGNEURIE BUILDERS INC., a body politic
 and corporate, duly incorporated and having its head
 office in the Town of Boucherville, (P.O. Box 55), Dis-
 trict of Montreal, and DAVID SCIORTINO, of the
 Ville de Boucherville, District of Montreal, his last
 known address being 1040 Émile Nelligan; and RAY-
 MOND CARON, of the Ville de Boucherville, District
 of Montreal, his last known address being 274 Le Baron
 Boulevard, defendants.

Description de la propriété:

« Un emplacement ayant front sur la rue Dupas, en la ville de Longueuil, connu et désigné comme étant le lot numéro trois cent un de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent vingt et un (121-301) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil.

Avec une maison dessus en voie de construction portant les numéros civiques 1116, 1118 et 1120 de ladite rue Dupas, circonstances et dépendances, dont le mur sud-est est mitoyen.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives apparentes ou occultes attachées audit immeuble et notamment une servitude ou droit de passage à perpétuité en faveur de La Compagnie de Téléphone Bell du Canada et de La Commission Hydroélectrique de Québec, ainsi qu'il appert aux termes d'un acte enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Chambly, sous le numéro 282667, et une servitude ou droit de passage à perpétuité en faveur de Public Fuel Transmission Systems Limited, ainsi qu'il appert aux termes d'un acte enregistré audit bureau, sous le numéro 284308 et une servitude perpétuelle de vue, ainsi qu'il appert aux termes d'un acte enregistré audit bureau, sous le numéro 330166. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Chambly, 201 Place Charles Lemoyne, Édifice Montval, Longueuil, P.Q., le VINGT-CINQUIÈME jour de JUILLET 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,

Montréal, 13 juin 1972.

Le shérif adjoint,

PAUL ST-MARTIN.

46616-0

Description of property:

“An emplacement fronting on Dupas Street, in the City of Longueuil, known and designated as lot number three hundred and one of the official subdivision of original lot number one hundred and twenty-one (121-301) on the official plan and book of reference for the Parish of St. Antoine-de-Longueuil.

With a house under construction thereon bearing civic numbers 1116, 1118 and 1120 of the said Dupas Street, appurtenances and dependencies, whose south-east wall is common.

As the whole presently subsists with all active and passive, apparent or unapparent servitudes attaching to the said immovable and particularly a servitude or right of way in perpetuity in favor of the Bell Telephone Company of Canada and of the Québec Hydro-Electric Commission, as established in the terms of a deed registered at the Chambly Division Registry Office, under number 282667, and a servitude or right of way in perpetuity in favor of Public Fuel Transmission Systems Limited, as established in the terms of a deed registered in said Office, under number 284308 and a perpetual right of view, as established in the terms of a deed registered in said Office, under number 330166.”

To be sold at the Chambly Registry Office, 201 Place Charles Lemoyne, Montval Building, Longueuil, P.Q., on the TWENTY-FIFTH day of JULY, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,

Montreal, June 13, 1972.

PAUL ST-MARTIN,

Deputy Sheriff.

46616

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: { CORPORATION MUNICIPALE DE STE-BRIGITE DE LAVAL, corporation légalement constituée ayant son siège social à Ste-Brigitte de Laval, *vs* Dame MARC-ANDRÉ FORTIER & LYSE DEMERS, domiciliées et résidant au 1, rue Labranche, Ste-Brigitte de Laval.

Un terrain, de forme triangulaire, en la paroisse de Laval mesurant quatre-vingts pieds (80') dans sa ligne sud-est, en bordure de la route St-Louis, quatre-vingts pieds (80') dans sa ligne sud-ouest, en bordure de la route Labranche, et cent quinze pieds (115') dans sa ligne nord, et faisant partie du lot trois cent quarante-cinq du cadastre officiel de Laval, sans bâtisse.

Un autre morceau de terrain, au même lieu, immédiatement au nord au terrain susdésigné, mesurant cent soixante-huit pieds (168') dans ses lignes, est et ouest sur la profondeur de cent quinze pieds (115') dans ses lignes nord et sud, mesure anglaise; borné à l'ouest à la route Labranche, au nord à l'emplacement de Arthur Labonté, à l'est au reste du lot 345 et au sud au terrain susdésigné, et faisant partie du lot (345) trois cent quarante-cinq du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Brigitte de Laval, avec maison et dépendances.

Another strip of land, at the same place, to the immediate north of the aforementioned land, measuring one hundred and sixty-eight feet (168') on its east and west lines by a depth of one hundred and fifteen feet (115') on its north and south lines, English measure; bounded on the west by Labranche Route, on the north by the emplacement of Arthur Labonté, on the east by the remainder of lot 345 and on the south by the land above-mentioned, and part of lot (345) three hundred and forty-five of the official cadastre for the Parish of Ste. Brigitte de Laval, with a house and dependencies.

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: { MUNICIPAL CORPORATION OF STE. BRIGITTE DE LAVAL, a corporation legally incorporated, having its head office at Ste. Brigitte de Laval, *vs* Mrs. MARC-ANDRÉ FORTIER & LYSE DEMERS, domiciled and residing at 1 Labranche Street, Ste. Brigitte de Laval.

A piece of land of a triangular configuration, in the Parish of Laval, measuring eighty feet (80') on its southeast line, bordering St. Louis Route, eighty feet (80') on its southwest line, bordering Labranche Route, and one hundred and fifteen feet (115') on its north line, and part of lot three hundred and forty-five of the official cadastre of Laval, without a building.

Another strip of land, at the same place, to the immediate north of the aforementioned land, measuring one hundred and sixty-eight feet (168') on its east and west lines by a depth of one hundred and fifteen feet (115') on its north and south lines, English measure; bounded on the west by Labranche Route, on the north by the emplacement of Arthur Labonté, on the east by the remainder of lot 345 and on the south by the land above-mentioned, and part of lot (345) three hundred and forty-five of the official cadastre for the Parish of Ste. Brigitte de Laval, with a house and dependencies.

Another strip of land, at the same place, to the immediate north of the aforementioned land, measuring one hundred and sixty-eight feet (168') on its east and west lines by a depth of one hundred and fifteen feet (115') on its north and south lines, English measure; bounded on the west by Labranche Route, on the north by the emplacement of Arthur Labonté, on the east by the remainder of lot 345 and on the south by the land above-mentioned, and part of lot (345) three hundred and forty-five of the official cadastre for the Parish of Ste. Brigitte de Laval, with a house and dependencies.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Montmorency, Château-Richer, comté de Montmorency, le VINGT-SIXIÈME jour de JUILLET 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Québec, le 20 juin 1972.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.
46610-0

To be sold in the Montmorency Registry Office, Château-Richer, County of Montmorency, on the TWENTY-SIXTH day of JULY, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Québec, June 20, 1972.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.
46610

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: { EMILE DESCHESENE, résidant
Cour Provinciale, { à Québec, district de Québec,
No 71-971. { vs J. A. MORENCY & CIE
LTÉE, corporation légalement
constituée, ayant une place d'affaires à Avenue Montclair, Lac Beauport, Québec.

Les lots soixante et onze - six-sept-onze-treize et soixante et onze non-subdivisé (71-6-7-11-13 et 71 n.s.) du cadastre officiel de la municipalité de St-Dunstan du Lac Beauport avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au Bureau d'enregistrement de Québec, 10e Avenue Chauveau, Québec, le VINGT-SEPTIÈME jour de JUILLET 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Québec, le 20 juin 1972.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.
46609-0

Fieri Facias de Terris

Québec à savoir: { LE PRÊT HYPOTHÉCAIRE,
Cour Supérieure, { corporation légalement consti-
No 9679. { tuée, et ayant son principal bureau
d'affaires à Québec, vs LAURENT
LEFRANÇOIS, employé, demeurant à 3091 Ave des
Merles, Orsainville, district de Québec, et LE REGIS-
TRATEUR de la division d'enregistrement, mis en cause.

Les subdivisions trois cent quatre-vingt-trois et trois cent quatre-vingt-quatre du lot originaire numéro cinq cent quatre-vingt-quatre (584-383-384) aux plans et livre de renvoi du cadastre du quartier Saint-Roch Nord, en la cité de Québec, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au Bureau du Shérif, Palais de Justice, Québec, le VINGT-SIXIÈME jour de JUILLET 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Québec, le 20 juin 1972.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.
46608-0

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris

District de Saint-François

Cour Supérieure: { ERCO INVESTMENTS INC.—
(Sherbrooke), { PLACEMENTS ERCO INC.,
No 37-569. { un corps politique et incorporé, dû-
ment constitué, et ayant son siège
social en les ville et district de Montréal, demanderesse,
vs STEWART M. HOPPS, du canton de Magog, dans

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: { EMILE DESCHESENE, residing
Provincial Court, { in Québec, district of Québec,
No. 71-971. { vs J. A. MORENCY & CIE
LTÉE, a corporation legally incor-
porated, having a place of business on Montclair
Avenue, Lac Beauport, Québec.

Lots seventy-one - six-seventy-eleven-thirteen and seventy-one non subdivided (71 - 6-7-11-13 and 71 n.s.) of the official cadastre for the Municipality of St. Dunstan du Lac Beauport, with buildings erected thereon, appurtenances and dependencies.

To be sold in the Québec Registry Office, 10 Chauveau Avenue, Québec, on the TWENTY-SEVENTH day of JULY, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Québec, June 20, 1972.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.
46609

Fieri Facias de Terris

Québec. to wit: { LE PRÊT HYPOTHÉCAIRE, a
Superior Court, { corporation legally incorpo-
No. 9679. { rated, having its principal place
of business in Québec, vs LAURENT
LEFRANÇOIS, employee, residing at 3091 des Merles
Avenue, Orsainville, District of Québec, and THE
REGISTRAR for the registration division, mis en cause.

Subdivisions three hundred and eighty-three and three hundred and eighty-four of original lot number five hundred and eighty-four (584-383-384) in the plan and book of reference of the cadastre for the St. Roch North Ward, in the city of Québec, with all buildings erected thereon, appurtenances and dependencies.

To be sold at the Sheriff's Office, in the Court House, in Québec, on the TWENTY-SIXTH day of JULY, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office
Québec, June 20, 1972.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.
46608

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris

District of St. François

Superior Court: { ERCO INVESTMENTS INC.—
(Sherbrooke), { PLACEMENTS ERCO INC.,
No. 37-569. { a body politic and corporate, duly
incorporated, having its head office,
in the City and District of Montreal, (Suite 750, The
Royal Bank Building, 1 Place Ville Marie, Montreal

le district de Saint-François et y demeurant et résidant sur la route rurale No 4, et Dame FRANCES MCAULEY, épouse commune en biens dudit Stewart M. Hopps, partie en cause seulement à tel point où elle peut être nécessaire, défendeurs, et LE REGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Stanstead, mis en cause, ès-qualité.

« 1° Une ferme située dans le canton de Magog, sur le côté ouest du chemin qui conduit de Orford (Cherry River) à Bolton-Est, et contenant cinquante-cinq acres (55 acres) de terrain en superficie, plus ou moins, connu et désigné comme étant formée dans sa partie sud du lot numéro quatre B et dans sa partie nord, du lot numéro cinq B (non-subdivisé) (ptie 4-B et ptie 5-B) du seizième rang des lots du canton de Magog, antérieurement Bolton. Cette parcelle de terrain est bornée vers le nord par ces parties du lot numéro quatre B appartenant à Mme Geo. H. Frenière ou représentants et par John Hartley ou représentants; vers l'est par les parties subdivisées desdits lots quatre B et cinq B; vers le sud, par la partie sud du lot numéro cinq B appartenant à J. N. Corriveau ou représentants; vers l'ouest par la ligne séparative entre les quinzième et seizième rangs des lots du canton de Magog, antérieurement Bolton.

2° Les lots numéros trente-six, trente-sept et trente-huit et les vingt pieds nord du lot numéro trente-neuf de la subdivision officielle du lot numéro cinq B du seizième rang (5-b/36, 37, 38 et 39) (XVI^e r.) des lots du canton de Magog, antérieurement Bolton, à l'exception cependant, des extrémités ouest de chaque lot vendues au gouvernement de la province de Québec aux fins d'élargir le chemin.

3° Toutes les bâtisses érigées sur les parcelles de terrain précédemment décrites.»

Pour être vendus « en bloc » au bureau d'enregistrement, à Stanstead Plain, MARDI, le VINGT-CINQUIÈME jour de JUILLET 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,

Sherbrooke, le 14 juin 1972.

Le shérif adjoint,
JEAN-GUY BISSON.

46551

113), plaintiff, vs STEWART M. HOPPS, of the Township of Magog, in the District of St. Francis, and therein domiciled and residing on Rural Route 4, and Dame FRANCES MCAULEY, wife common as to property of the said Stewart M. Hopps, a party hereto to such extent only as may be necessary, defendants, and THE REGISTRAR for the Registration Division of Stanstead, mis en cause, ès-quality.

"1. A farm property situated in the Township of Magog, on the west side of the road leading from Orford (Cherry River) to East Bolton, containing fifty-five acres (55 acres) of land in superficies more or less, known and designated as being formed on the south part of lot number four B and the north part of lot number five B (unsubdivided) (Pt. 4-B and Pt. 5-B) in the sixteenth range of lots of the Township of Magog, formerly Bolton. This parcel of land is bounded towards the north by those parts of lot number four B belonging to Mrs. Geo. H. Frenière or representatives and by John Hartley or representatives; towards the east by subdivided parts of said lots four B and five B; towards the south by the southerly part of lot number five B belonging to J. N. Corriveau or representatives; towards the west by the division line between the fifteenth and sixteenth range of lots of the Township of Magog formerly Bolton.

2. Lots numbers thirty-six, thirty-seven and thirty-eight and the north twenty feet of lot number thirty-nine of the official subdivision of lot number five B in the sixteenth range (5-b/36, 37, 38 and 39) (XVIth rg.) of lots of the Township of Magog formerly Bolton, except however those west extremities of each lot sold to the Government of the Province of Québec for the widening of the road.

3. All buildings erected on the above described parcels of land."

To be sold "en bloc" at the Registry Office of Stanstead Plain, on TUESDAY, the TWENTY-FIFTH day of JULY, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Court House,
Sherbrooke, June 14, 1972.

JEAN-GUY BISSON,
Assistant Sheriff.

46551-0

Ventes pour taxes

Ville de Saint-Antoine

Avis est par les présentes donné par le soussigné, greffier de la ville de Ville Saint-Antoine, comté de Terrebonne, que les propriétés, ci-dessous décrites seront vendues à l'enchère publique en la salle des délibérations du conseil municipal de l'Hôtel de Ville de la susdite municipalité, 854 boulevard Saint-Antoine, Ville de Saint-Antoine, VENDREDI, le VINGT-HUITIÈME jour de JUILLET 1972, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, et intérêts plus les frais encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Sales for taxes

Town of Saint-Antoine

Notice is hereby given by the undersigned city clerk, of the Town of Saint-Antoine, that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the deliberation shall of the municipality council in the Town Hall, of the above mentioned municipality, 854 Saint-Antoine Boulevard, Town of Saint-Antoine, FRIDAY, the TWENTY-EIGHTH day of JULY, 1972, at TEN o'clock in the forenoon, for non payment of municipality taxes and interest plus the cost incurred, unless said taxes interest and cost are paid before the sale.

Ville de Saint-Antoine, comté de Terrebonne, P.Q.
Town of St. Antoine, County of Terrebonne, P.Q.

Nos.	Noms Names	Cadastre	Dû au 31 décembre 1971	Owed as at December 31, 1971
405	Alfred Cadoret, 644 Boul St-Antoine, Ville St-Antoine, P.Q.	117-6 Terrain de 35 pieds de front irr. pour 2226 p.c. sur Boul. St-Antoine — A piece of land measuring 35 feet in front irr. for 2226 sq. ft. on St. Antoine Boulevard.		\$ 315.27
601	Aneid Holdings Ltd., 2015 rue Drummond, Suite 200, Montréal 107.	P-165 115 pi. car. 100 art. 2. Rte 41. Tel que désigné dans l'acte enregistré sous le numéro 395687 — 115 feet by 100 art. 2, Route 41. As described in the deed registered under number 395687.		26.93
602	McGill College Holdings	P-165 115 pi-feet par-by 100		26.93
603	Nadler Paul	P-165 115 pi-feet par-by 100 Rte 41		26.93
604	Albrian Investments	P-165 115 pi-feet par-by 100 Rte 41		26.93
605	Côte St-Luc & Sylvester Holdings	P-165 115 pi-feet par-by 100		26.93
608	Greenstone Moe	P-164 115 pi.-feet par-by 100 Rte 41		26.93
610	Yaphe Mme Ida	P-164 115 pi.-feet par-by 100		26.93
615	Elliot Harry	—163 122.3 pi.-feet par-by 100 Rte 41		26.63
620	Greenstone Allan	P-163 109 pi.-feet par-by 100 Rte 41		24.68
1850	Nicole Lorrain Fauteux, 927, 20e Avenue, Ville St-Antoine.	119-87 Mesurant 50 de front sur la 20e Avenue. Total 5210 p.c.— Measuring 50 in front on 20th Avenue. Total 5210 sq. ft.		560.53
3020	Normand Laurin, 371, 17e Avenue, St-Antoine.	199-2-73 Mesurant 46 de front sur la 3e Rue. Total 4645 p.c.— Measuring 46 in front on 3rd Street. Total 4645 sq. ft.		41.32
3854	Aimé Fregeau, 5214, 16e Avenue, Rosemont, Montréal.	177-31 (60 x 100) 177-32 (60 x 100) sur la-on 14e-th Rue-Street		11.60 11.60
567	Victor Delaniello, 1809 Boul. St-Antoine, Ville St-Antoine.	P.181 Nord-North lot 181, sur-on 50 de front-in front. Total 9450 p.c.-sq. ft. sur-on Boul. St-Antoine, 200 par-by 147 Rte 41, Est-East 181-4-5, Ouest-West P.180		244.65
1430	Lionel Lapierre, 890, 17e Avenue, Ville St-Antoine.	118-70 50 de front-in front. Total 4775 p.c.-sq. ft. sur la-on 16e-th Avenue.		475.29
			Total:	\$1,900.38

Tous ces lots apparaissent au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jérôme, division d'enregistrement de Terrebonne.

N.B. Permission a été accordée à la ville de Saint-Antoine, par la Commission municipale du Québec, d'énumérer en abrégé, les numéros cadastraux des immeubles ci-dessous mentionnés, et cela en date du 17 mars 1972, ces lots ou immeubles à être mis en vente pour non paiement des taxes dû le 31 décembre 1971.

Donné à Ville St-Antoine (Comté de Terrebonne), ce 12e jour de juin 1972.

Copie certifiée.
46550-25-2-o

Le greffier,
JEAN PAUL.

All these lots appear in the official cadaster of the parish of St-Jérôme, division of registration of Terrebonne.

N.B. Permission has been granted to the Town of Saint-Antoine, by the Québec Municipal Commission, to list in an abbreviated form the cadastral numbers of the immovables hereinafter mentioned, and this March 17, 1972, these lots or immovables being sold for non payment of taxes due December 31, 1971.

Given at Town of Saint-Antoine (County of Terrebonne), this 12th day of June 1972.

Certified copy.
46550-25-2

JEAN PAUL,
City Clerk.

Ville de Malartic

Town of Malartic

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Malartic, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique, au bureau du conseil municipal à l'Hôtel de Ville de la susdite municipalité, MERCREDI, le DOUZIÈME jour de JUILLET, 1972, à ONZE heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires et intérêts mentionnés dans l'état ci-dessous, et les frais qui seront subséquentement encourus à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente:

Public notice is hereby given by the undersigned, secretary-treasurer of the town of Malartic, that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the office of the Municipal Council at the Town Hall aforesaid municipality, WEDNESDAY, the TWELFTH day of JULY, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of municipal and school taxes with interest mentioned in the following statement and the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before this sales.

Noms Names	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Int. & frais Inter. and costs	Total
Barrette, Roméo	Lot No 478 bloc-block 3, canton-township Fournière Ville-town Malartic	\$ 325.36	\$ 147.82	\$ 44.10	\$ 517.28
Lancot, Bernard	Lot No 88 bloc-block 2, Canton-township Fournière Ville-town Malartic	2,181.28	1,422.75	347.55	3,951.58
Couturier, Joseph	Lot No 281 bloc-block 3, canton-township Fournière Ville-town Malartic	294.39	275.10	64.78	634.27
Dénommé, Succ.-Est. Paul Émile	Lot No 609-25 bloc-block 3, canton-township Fournière, Ville-town Malartic	340.39	249.32	59.47	649.18
Janvier, Omer	Lot No 609-10 bloc-block 3, canton-township Fournière, Ville-town Malartic	37.99	15.16	5.80	58.95
Labrie, Lionel	Lot No 8 bloc-block 2, Canton-township Fournière Ville-town Malartic	875.93	626.22	172.09	1,674.24
Labrie, Lionel	Lot No 15-41 bloc-block 15 canton-township Fournière, Ville-town Malartic	588.52	422.61	113.39	1,124.52
Leblond, Mme-Mrs. Suzanne	Lot No 455 bloc-block 3, Canton-township Fournière, Ville-town Malartic	638.80	271.00	79.23	989.03
Lecomte, Mme-Mrs Yvette	Lot No 571-5 bloc-block 3, Canton-township Fournière, Ville-town Malartic	226.14	190.26	27.70	444.10
Piché, Clément	Lot No 364 bloc-block 3, Canton-township Fournière Ville-town Malartic	235.50	350.02	55.97	641.49
Roberge, Jacques	Lot No 183 bloc-block 3, Canton-township Fournière Ville-town Malartic	959.28	686.39	104.99	1,750.66
Savard, Roland	Lot No 97 est-east bloc-block 3, Canton-township Fournière, Ville-town Malartic	—	310.17	20.43	330.60

Donné à Malartic, ce 5e jour de juin, 1972.

Vraie copie.
(Sceau)

Le secrétaire-trésorier,
RÉJEAN HAMEL.
L'assistant secrétaire-trésorier,
MARCEL CHAGNON.

46430-24-2-0

Given at Malartic, this 5th day of June, 1972.

True Copy.
(Seal)

RÉJEAN HAMEL,
Secretary-treasurer.
MARCEL CHAGNON,
Secretary-Treasurer.

46430-24-2-0

INDEX No 25

Partie I: avis juridiques — Part I: Juridical notices

ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES

COOPERATIVE ASSOCIATIONS

Coopérative des Consommateurs d'Huile du Québec Métropolitain (La) (<i>Formation</i>)	5065
Coopérative de consommation des Deux-Rives (<i>Nom-Name ch.</i>)	5066
Coopérative d'éleveurs d'animaux à fourrure Chinchilla (<i>Formation</i>)	5066
Magasin Co-op de St-Côme (<i>Nom-Name ch.</i>)	5065

AVIS DIVERS

MISCELLANEOUS NOTICES

Anjou, ville-town (<i>Rachat partiel d'obligations-Partial Redemption of Bonds</i>)	5092
Estate of Dame Isobel Harvey (<i>Benefit of Inventory</i>)	5093
Estate of Dame Clarence Reuben Gross (<i>Benefit of Inventory</i>)	5093
Groupe Prêt et Revenu (<i>Règl. 33-34</i>)	5093
Ste-Bernadette-de-Pellegrin, par. (<i>Dissolution</i>)	5093
St-Gabriel-de-Rameau, par. (<i>Dissolution</i>)	5093
St-Jean-de-Brébeuf, par. (<i>Dissolution</i>)	5093
St-Octave-de-L'Avenir, par. (<i>Dissolution</i>)	5093
Sacré-Coeur-des-Landes, par. (<i>Dissolution</i>)	5093
Savings and Investment Group (<i>By-laws 33-34</i>)	5093
Société Saint-Jean-Baptiste Locale de Saint-Sauveur (<i>Dissolution</i>)	5092
Succession de Dame Isobel Harvey (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	5093
Succession de Dame Clarence Reuben Gross (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	5093

CHANGEMENT DE NOM — Loi du

CHANGE OF NAME ACT

Demandes:

Applications:

Adelin, Joseph-André	5067
Côté, Marie Jeannine (Dit Janine)	5067
Fisher, Garson Joseph	5566
Goodwin, James Poy	5068
Kimmelfeld, Harry	5066
Labelle, René (dit Beaulieu)	5067
McBain, Stanley Ross	5068
McSween, Joseph Sylvio Jacques	5068
Segall, Aizak Allen	5067
Silberstein, Adolf	5067
Storfer, Morris	5068

COMPAGNIES ÉTRANGÈRES

EXTRA-PROVINCIAL COMPANIES

Changement d'agent:

Change of agent:

Roberts / Fenton / McConnell Ltd	5115
----------------------------------	------

Permis:

Licenses:

Continental Express Lines Ltd	5116
Madison Square Garden Attractions, Inc.	5117
Olympex Products Limited	5116
Pennzoil Petroleum Ltd	5117
Plicoflex Limited	5117
Trizec Equities Limited	5116

COMPAGNIES LOI DES

COMPANIES ACT

Demandes d'abandon de charte

Applications for Surrender of Charter

Aylmer Investments Inc	5069
Better Brand Ltd	5069

Business Administration Bureau Inc	5069
Centre d'administration des affaires inc.	5069
Centre Domiciliaire Chapman inc. (Le)	5072
Clinique de Physiothérapie Sherbrooke Inc	5072
Collège de Victoriaville	5068
Compagnie de Construction Richelieu Limitée	5069
Downtown Datsun Ltd	5070
Financial Planning Inc.	5070
Francell Inc	5069
Gatneau Housing Company	5072
Lasharut Ltd	5072
Laurentien Coatings Inc.	5071
Lewis Hardware Inc.	5070
Michael-John Enterprises Ltd	5070
Mintz Holdings Ltd	5071
Mogis Investment Corp.	5070
Quincaillerie Lewis inc.	5070
Revêtements Laurentiens Inc.	5071
Rochon (Michel) Sports inc.	5070
St. Geneviève Realities Corporation	5071
Salon de Beauté pour Dames Belvédère Ltée	5072

**Demandes d'abandon
de charte**

(suite)

Société Immobilière Aurélien Daoust	5071
Télé-Couleur Atlantique ltée	5071
Théâtre Laurentien de Mont-Laurier Ltée	5073
Timbers and Powers Limited	5073
Tremblay (Willie) Inc.	5071
Vaudo Transmission Inc.	5073
Westhill Development Inc.	5073

**Applications for
Surrender of Charter**

(continued)

Jewish Family Services of Montreal (Name ch.)	5077
Jo-Anne Shoe Ltd. (Nom-Name ch.)	5077
Kermac Industries Ltd. (Dir.)	5081
Layton's (W. M.) Auto (West) Inc. (Nom-Name ch.)	5078
Laboratoire de Béton ltée (Nom-Name ch.)	5077
Locoma inc. (Dir.)	5076
Manbar Investment Co. (Dir.)	5078
Marbrooke Corp. (Nom-Name ch.)	5078
Margo Corporation (Dir.)	5076
Mercury Adjustment Bureau Inc. (Dir.)	5078
Midland-Ross of Québec, Ltd. (Dir.)	5078
Orange Maison (1971) inc. (Dir.)	5078
Placements des Chataigniers ltée (Les) (Nom-Name ch.)	5079
Placements Omer Barré inc. (Les) (Dir.)	5078
Plypane Inc. (Dir.)	5081
Productions S.D.A. Limitée (Dir.)	5079
Publications C.R.V. Ltée (Dir.)	5081
Québécois inc. (Dir.)	5081
Restaurant le Joli Moulin inc. (Nom-Name ch.)	5079
Roulottes Gagnon inc. (Nom-Name ch.)	5079
S.D.A. Productions Limited (Dir.)	5079
St. Lawrence Distilleries, Limited (Nom-Name ch.)	5079
Saro Metal Inc. (Dir.)	5080
Saucier, Belleau & Associates Limited (Name ch.)	5077
Saucier, Belleau & Associés limitée (Nom ch.)	5077
Savings and Investment Trust (Name ch.)	5081
Services d'Aide à la Famille Juive de Montréal (Les) (Nom-Name ch.)	5077
Sid-Myer Dress Co. (1964) Inc. (Dir.)	5082
Société de Conservation de l'Outaouais (Règl.-By-laws)	5080
Société de Conservation de la Côte-Nord (Règl.-By-laws)	5080
Société Saint-Jean-Baptiste de la Région des Trois-Rivières (Règl.-By-laws)	5080
Sol-Tex Corp. Ltd. (Dir.)	5080
Standard Button Corporation (Nom-Name ch.)	5082
Supermarchés Cena Inc. (Les) (Dir.)	5079
Tapis Harding (Québec) limitée (Les) (Dir.)	5076
Thermotwin Inc. (Dir.)	5082
Vallée (A. A.) inc. (Nom-Name ch.)	5073

Dissoutes**Dissolved**

AJ-GER Construction Inc.	5063
Camparc Joliette inc.	5064
Club de Hockey les Nordiques limitée (Le)	5064
Défricheurs du Nouveau-Québec inc. (Les)	5064
Journal La Santé inc.	5064
Kodolls Realty & Investment Corp.	5064
Lee (Carol) Inc.	5064
Location Nucoat Supplies ltée	5065
Nadco Investments Inc.	5065
Rajotte (Donald) & Frère ltée	5065

Divers**Miscellaneous**

Association des Dames Auxiliaires de l'Hôtel-Dieu de Sherbrooke inc. (L') (Règl.-By-laws)	5074
Association Téléclair inc. (Règl.-By-laws)	5075
Atlas Hoist & Body Inc. (Dir.)	5074
Baribeau & Fils inc. (Dir.)	5075
Baribeau & Son Inc. (Dir.)	5075
Bemix inc. (Dir.)	5074
Brault, Guy, Chaput inc. (Dir.)	5074
C.R.V. Publishing Ltd. (Dir.)	5081
Cena Supermarkets Inc. (Dir.)	5079
Cennat Ltd. (Dir.)	5074
Centre d'Achats Place du Royaume inc. (Dir.)	5075
Centre Linguistique du Saguenay (Règl.-By-laws)	5075
Clipper Ship Supply Ltd. (Dir.)	5076
Club Moto-Neige St-Jacques inc. (Règl.-By-laws)	5075
Club Social de Fermont inc. (Le) (Dir.) (Dir.)	5074
Comité Sportif de la Jeunesse Active d'Hoche-laga Maisonneuve inc. (Nom-Name ch.)	5075
Corporation Margo (La) (Dir.)	5076
Crédit Cardinal inc. (Dir.)	5081
Entreprises Locomo inc. (Les) (Nom-Name ch.)	5076
Entreprises Logesco inc. (Les) (Dir.)	5076
Fermont Social Club Inc. (The) (Dir.) (By-laws)	5074
Fiducie Prêt et Revenu (Nom ch.)	5081
Fondation de la Confédération des Sports du Québec (La) (Règl.-By-laws)	5080
Grand-Prix Trois-Rivières inc. (Règl.-By-laws)	5081
Harding Carpets (Québec) Limited (Dir.)	5076
Hashman Construction (Québec) Ltd. (Dir.)	5076
Industrial Foam Converters (197) Ltd. (Nom-Name ch.)	5077

Lettres patentes**Letters Patent**

A.B.C. Button and Novelty Co. Ltd.	4996
A.D.G.E.S. inc.	4996
A.P.T.A. inc.	4996
Adrec inc.	4996
Agence de sécurité et d'investigation Expo inc.	4997
Agences Montfort inc. (Les)	4997
Alfar-Algate Inc.	4997
Aliments naturels à la Source de Santé inc.	4998
Aluminium Côte-Nord inc.	4999
Amerix Transport Inc.	4999
April Caravans Inc.	5010
Arnco Construction Ltd.	4999
Arnfam Investment Corporation	5000
Association athlétique et sportive de Brossard	5000

Lettres patentes	Letters Patent	
<i>(suite)</i>	<i>(continued)</i>	
Association des fleuristes du Saguenay Lac-St-Jean	5000	Club Mont Gosford inc. (Le)
Association des ligues de hockey de bienfaisance de Ville de Laval inc. (L')	5001	Cogad inc.
Association des technologistes en histoproduction du Québec (L')	5001	Comité du Plan Secteur Senneterre inc.
Association pour la promotion des droits de l'enfant (L')	5002	Comité industriel St-Alexandre (Kamouraska) inc.
Association sportive Ste-Thérèse de Villera	5002	Construction Camarado ltée
Ateliers de décoration Desjardins inc. (Les)	5003	Construction Lavoie & Charron ltée
Atlantis Marine Supplies Ltd.	5003	Construction Lebeuf ltée
Auto Drugstore (Québec) Ltd.	5003	Construction R.H.D. inc.
Auvents et camping F.M. inc.	5004	Construction Rogamont ltée
Baratte de Hull ltée (La)	5004	Construction Sentier du Sommet inc.
Barzel Steel & Pipe Ltd.	5005	Constructions Arenco ltée (Les)
Bayit Lepletot	5005	Constructions des Jardins du Seigneur inc. (Les)
Bélanger & Guérin entrepreneurs électriciens ltée	5005	Corporation d'aménagement du Lac Tamo
Bernier & Drainville inc.	5006	Corporation de l'hôpital de Port-Cartier
Blainville Drywall Inc.	5006	Cosmos Automatic Vanding Inc.
Bleival Boarding Home Inc.	5006	Courrier Trans-Québec inc.
Bon Air Refrigeration Inc.	5007	Cranson Lake Airways Ltd.
Boutique Bonhomme ltée	5007	Création de mode Écusson, inc.
Boutique de modes Rita inc.	5008	Custom Camper Mfg. Inc.
Boutique Eros inc.	5008	Cycas Lumber Ltd.
Boutique La Bastille inc.	5008	D & L Investments Ltd.
Boutique Solisexe inc.	5009	D'Agostino & frère Construction Inc.
Boutiques pour chiens Kimmik inc. (Les)	5009	Dana Investment (A.) Inc.
Brome Auto Inc.	5009	Darcey Imports Ltd.
Brossard Sports & Athletics Association	5000	Der Associates (John) Ltd.
C.R.M. Metal Inc.	5010	Dimco Enterprises Ltd.
Cabana Enterprises (Jean-Paul) Limited.	5030	Distributions B.R.S. ltée
Candle Investments Ltd.	5010	Domaine des sportifs de Ste-Aurélie (Le)
Caravanes April inc. (Les)	5010	Dorette Enterprises Ltd.
Caravelair Canada Limited	5011	Éditeurs Saguenéens inc. (Les)
Carnaval de Saint-Hyacinthe inc.	5011	Entreprises Cloutier et Sénécal inc.
Catalina Films Ltd.	5012	Entreprises de Navigation de l'Isle inc. (Les)
Centre artisanal Le Bleu et inc.	5012	Entreprises Dimco ltée (Les)
Centre de données mécaniques Montréal ltée	5012	Entreprises Greenfield inc. (Les)
Centre de Jeunesse, Beloeil, Otterburn, Mont St-Hilaire, McMasterville inc.	5013	Entreprises Jean-Paul Cabana limitée (Les)
Centre de loisirs Vie Naturelle inc.	5013	Entreprises M.S.C. Bolduc inc.
Centre de Ski du Mont Orignal inc.	5014	Équipement et machinerie Laurier ltée
Chapelaine & Gouin inc.	5014	Erge inc.
Châteauguay Centre Minor Hockey League	5014	Expo Industries Inc.
Circuit St-Laurent inc. (Le)	5015	F.M. Awnings and Camping Inc.
Clément (Robert) inc.	5015	Fabricants d'acier (Grand'Mère) inc.
Clenet inc.	5015	Ferme la Martingale inc. (La)
Clinique de médecine de Chicoutimi incorporée	5016	Ferme T.G.T. inc.
Cloutier radio t.v. (A.) inc.	5016	Ferronnerie du Nouveau-Québec inc.
Club automobile P.C.A. inc.	5016	Filion (J. Pierre) inc.
Club de chasse et pêche Dégelis inc.	5017	Four Brothers Food Importers Co. Ltd.
Club de golf des Plaines inc.	5017	Foyer artistique du Québec inc.
Club de golf Rivière Beaudette inc.	5017	Frederick and George Furs Inc.
Club de l'Âge d'Or de St-Antoine-sur-Richelieu	5018	Front des Travailleurs Unis de Sept-Îles inc. (Le)
Club de moto-neige Beauregard	5018	Front étudiant du Québec inc. (F.E.Q. inc.)
Club de moto-neige de Labelle inc.	5019	Garage Gaston Desmarais inc.
Club des employés provinciaux de l'Est du Québec (C.E.P.E.Q.) inc.	5019	Gestion René Pelletier inc.
Club Jamaïque inc. (Le)	5019	Golden Phoenix Restaurant Ltd. (The)
		Greenfield Enterprises Inc.
		Grenier (Renald) inc.
		Groupe ment des locataires du Québec Métropolitain (G.L.Q.M.) inc.
		Hardware Agencies (Québec) Ltd.
		Hôpital de Gagnon
		Identitex Inc.

Sièges sociaux (suite)	Head Offices (continued)
Fermont Social Club Inc. (The)	5087
Girard (Albert) Ltée	5085
Interconsult Corporation Ltd.	5090
Intercontinental Packers (Québec) Limited ..	5086
International Trust Company	5086
Jokinen & Associates Co. Limited	5085
Jokinen & Associés Cie limitée	5085
Joliette Pallets Ltd.	5086
Kermac Industries Ltd.	5089
Lange Canada inc.	5090
Lewis (Edward) Inc.	5087
Luvit Inc.	5087
McMar Resources Corporation	5091
Midland-Ross of Québec, Ltd.	5087
Morin Automobiles inc.	5088
Nordic Motel Inc.	5086
Orford Marina Inc.	5087
Palettes Joliette Itée	5086
Payeur (Gédéon) incorporée	5087
Placements Peladeau inc. (Les)	5090
Polyclinique Médicale St-François D'Assise Itée	5088
Robin, Le Pain Moderne inc.	5088
Silica Sands Limited	5091
Smoke House Delly Products Ltd.	5091
Société de Fiducie Internationale	5086
Société Universelle (U.F.L.) de Fabrication Itée	5091
Superior Industries Limited	5088
Télébec Itée	5091
Télévision St-Maurice Inc.	5089
Transport et Excavation Salois Inc.	5088
Universal (U.F.L.) Fabricators Ltd.	5091

DEMANDES À LA LÉGISLATURE	APPLICATIONS TO LEGISLATURE
Just, Peter	5094
Sainte-Foy, ville-city	5094

LIQUIDATION DES COMPAGNIES — Loi de la	WINDING-UP ACT
Association coopérative forestière de l'As- cension de Patapédia (L')	5095
Boulangerie Mauricienne inc.	5095
Courrier du Cinéma limitée (Le)	5095

MINISTÈRES	DEPARTMENTS
Affaires municipales	Municipal Affairs
Joliette, cité-city (Annex.)	5096
Saint-Casimir, par. (Unité de Regroupement avec-Regroupement Unit with: Saint-Casimir, village)	5096
Saint-Casimir, village (Unité de Regroupement avec-Regroupement Unit with: Saint-Casimir, par.)	5096
Saint-Léonard, munic. (Unité de Regroupement avec-Regroupement unit with: Saint-Léonard- d'Aston)	5095

Saint-Léonard-d'Aston, village (Unité de Re- groupement avec-Regroupement unit with: Saint-Léonard, munic.)	5095
---	------

Richesses naturelles	Natural Resources
Révocation de concessions minières	5118
Revocation of mining concessions	5118

Terres et forêts	Lands and Forests
Cadastre:	Cadastre:
Charlesbourg, par.	5097
Charlesbourg, par.	5097
Chertsey, canton-township	5097
Joliette, ville-city	5098
Nouveau-Québec, terr.	5098
Ste-Anne des Plaines, par.	5097
St-Germain de Rimouski, par.	5097
Ste-Jeanne de l'Île Perrot, par.	5098

NOMINATIONS	APPOINTMENTS
Divers:	Miscellaneous:
Hadjis, Me Dimitrios-A (Juge de la Cour de bien-être social—Judge of the Social Welfare Court)	5117
Lemieux, Me Michel (Juge de la Cour provin- ciale—Judge of the Provincial Court)	5117
Tremblay, Me Guy (Juge de la Cour provin- ciale—Judge of the Provincial Court)	5117

RENSEIGNEMENTS SUR LES COMPAGNIES	COMPANIES INFORMATION ACT
Avis de dissolution	Notice of Eventual dissolution of corporations:
Agence d'assurances générales inc.	5099
Aikins (G. F.) Co. Ltd.	5099
Albert Metals Corporation Ltd.	5099
Alstan Enterprises Co. Ltd.	5099
Amicale du collège Ste-Élizabeth Charlevoix inc.	5099
Angel (J. A.) & Son Ltd.	5099
Apiranthos Maxos Benevolent Organization Ltd.	5099
Arrowhead Garage Ltd.	5099
Ass. des propriétaires de taxis de St-Jean d'Iberville inc.	5099
Ausable Mines Ltd.	5099
Auto moderne Itée	5099
Auto Tourist Europe Inc.	5099
Bar Manitou Mines Ltd.	5099
Beacon Plastics Ltd.	5099
Beauceware Inc.	5099
Beck Holdings Inc.	5099
Bédard & Donaldson Itée	5099
Bellechasse Mining Corporation Ltd.	5099
Bemo Co. Inc.	5099
Bertrand (Elzéar) Itée	5099
Blue Bonnets Automobile Ltd.	5099
Boidman's Women's Wear Ltd.	5099
Boivin (J. G.) Itée	5099

*Avis de dissolution
éventuelle de corporations:* *Notice of Eventual
Dissolution of Corporations:*

(suite)

(continued)

Boren's Knitting Mills Ltd.	5099
Bornhall Investment Co. Inc.	5099
Bouchard (Paul) inc.	5099
Boucher (Jos.) ltée.	5099
Breslow Construction Co.	5099
Bridle & Saddle Hunt Inc.	5099
Broadway Construction Co.	5099
Broadway Fur Inc.	5099
Brodeur (St-Jean) inc.	5099
Brown (G. A.) Inc.	5099
Brown Press Ltd.	5099
Buanderie de Thetford Inc. (La)	5099
Bulkeley Dunton Canada Ltd.	5099
Butler's Ltd.	5099
Butler Corporation	5099
Cameo Children's Wear Ltd.	5099
Camp Kinkora Incorporated	5099
Campbell's Bay Curling Club Inc.	5099
Canada Black Granite Co. Ltd.	5099
Canada Dyc Works Ltd.	5099
Canada Specialties Ltd.	5099
Canadian Art Theatre Incorporated	5099
Canadian Auto Corporation	5099
Canadian Chemical & Insecticide Mfg. Co. Ltd.	5099
Carmel Enterprises Ltd.	5099
Centre de loisirs de St-Zacharie (Le)	5099
Chambre de commerce de Paspébiac (La)	5099
Champeau (C. Roland) ltée.	5099
Church Avenue Cigar Store Inc.	5099
Cie Gaz Propane Pino ltée (La)	5099
Clerk Windows Ltd.	5099
Club optimiste Laurentien de Montréal	5099
Club de Vendredi	5099
Como Bag Company Ltd.	5099
Como Trading Corporation	5099
Confection Guilmar Inc.	5099
Derogan Asbestos Corporation Ltd.	5099
Dominion Commodity Co. Ltd.	5099
Dominion Logging & Contracting Ltd.	5099
Dominion Silica Corporation Ltd.	5099
Dominion Watch & Clock Co.	5099
Drummond Merchants Ltd.	5099
Eastern Asbestos Co. Ltd.	5099
Edbern Incorporated	5099
Edgar & Simmonds Ltd.	5099
Équipiers de St-Michel (Les)	5099
Fairhill Investments Ltd.	5099
Garage Boulevard Perras inc.	5099
Gaspé Pulp & Pitwood Co. Ltd.	5099
Gladstone Sales Inc.	5099
Gravel (G.) électricien inc.	5099
Heller (Paul) Fuel Ltd.	5099
Hi-Fin Ltd.	5099
Informatec Inc.	5099
Ingrid's Dress Salon Inc.	5099
Island Construction Co. Ltd.	5099
Jaymar Construction Ltd.	5099
Juno Metals Corporation Ltd.	5099

Kogan Fur Co. Ltd.	5099
Laiterie Madelon ltée (La)	5099
Laurent et Associés ltée	5099
Lauze (Réal) limitée	5099
Leader Products Company Ltd.	5099
Lecompte (Raymond) Construction inc.	5099
Lennoxville Building Supplies Ltd.	5099
Léo Électriques ltée	5099
L'Heureux (Philippe) ltée	5099
Ligue des propriétaires de la Pointe-aux-Trembles (La)	5099
Manoir du Château (Val d'Or) ltée	5099
Martin Hynes Co. Ltd.	5099
Meunier réfrigération inc.	5099
Morantz Beef Co. Ltd.	5099
Namuk Inc.	5099
Northland Mills Ltd.	5099
Northline Doors Ltd.	5099
Oeuvre des terrains de jeux du Cap-de-la-Madeleine	5099
Parasol ltée (Au)	5099
Parkway Development Inc.	5099
Pittsco Explorations Ltd.	5099
Plâtrage Provincial inc.	5099
Playline Ltd.	5099
Plessisville sportif inc.	5099
Poirier Dorais cie ltée	5099
Poissant (J. A.) & fils ltée	5099
Polroco Inc.	5099
Prévost (Marcel) inc.	5099
Québec Quarrying and Mining Corporation	5099
Renel Inc.	5099
Résidences Métropoles Inc. (Les)	5099
Royal Children's Shop Ltd.	5099
St-Lawrence Butchers Ltd.	5099
St-Sauveur Luber Inc.	5099
Schwartz (Nat) Inc.	5099
Seaboard Nickel Mines Ltd.	5099
Service d'assurance Belec inc.	5099
Seven Island Mining & Exploration Corporation Ltd.	5099
Shaffran (Joseph) Inc.	5099
Sherval Inc.	5099
Shop Eze (1965) Inc.	5099
Signal Chibougamau Mining Corporation	5099
Snowdon Major Fastball League Inc.	5099
Société de l'exposition de la Mauricie (La)	5099
Société immobilière Irving ltée (La)	5099
Société nationale Samuel de Champlain inc.	5099
Stein (A.) & Son Inc.	5099
Stuart (James) & Sons Ltd.	5099
Suffield Metals Corporation Ltd.	5099
Transformateurs Ponco ltée (Les)	5099
Techno-Lith Ltd.	5099
Vincent & Morissette ltée	5099
Weisor ltée	5099

Lettres patentes annulées: *Letters Patent Annulled:*

Abitibi Mills Limited	5100
Chambre de commerce des Jeunes de Berthier-ville (La)	5101
Champlain Bridge Club Inc.	5101

<i>Lettres patentes annulées:</i>	<i>Letters Patent Annulled:</i>	Bedford	Bedford
(<i>suite</i>)	(<i>continued</i>)		
Chanteurs de la Colline (Les).....	5101	Larose <i>vs</i> Corporation d'Hypothèques et d'Im-	
Château Murray limitée.....	5101	meubles Shefford inc.....	5120
Chez Richardson inc.....	5101	Maurice & Claude limitée <i>vs</i> Reid et Boisvert	5121
Chicoutimi & Roberval Oil Limited.....	5101	Chicoutimi	Chicoutimi
Club Franco Canadien incorporé.....	5101	Prévoyants du Canada (Les) <i>vs</i> Thibeault....	5121
Club Social Bernard.....	5101		
Club Social Rialto inc.....	5101	Joliette	Joliette
Club Social Shawinigan Inc.....	5101	Guilbault <i>vs</i> Héritiers-Heirs Joseph Dionne...	5122
Club de Yacht de Sillery.....	5101	Office du Crédit Agricole du Québec (L') <i>vs</i>	
Coatwell Paint & Varnish Company Limited		Champagne.....	5122
(The).....	5101	Québec Farm Credit Bureau (The) <i>vs</i> Cham-	
Crêpe de France (No 1) inc. (La).....	5101	pagne.....	5122
Jeune Chambre de Saint-Raymond (La).....	5101		
<i>Révocation de dissolution:</i>	<i>Revocation of Dissolution:</i>	Montréal	Montreal
Colonie des Amicales Incorporée (La).....	5098	Canada Trust Company (The) <i>vs</i> Seigneurie	
Loisirs N.D.P. Terrasse Vaudreuil.....	5098	Builders Inc. et al.....	5124
Société d'habitation	Québec Housing	Canada Trust Company (The) <i>vs</i> Seigneurie	
du Québec	Corporation	Builders Inc. et Al.....	5125
Alma, cité-city (<i>Programme de rénovation-</i>		Central Mortgage and Housing Corporation	
<i>Renewal Program-Amend.</i>).....	5102	<i>vs</i> Lévesque.....	5123
Jonquière, cité-city (<i>Programme de rénovation-</i>		Central Mortgage and Housing Corporation	
<i>Renewal Program-Mod.</i>).....	5102	<i>vs</i> Smart Avenue Development (MTL.) inc.	5123
SOUSSIONS —	TENDERS —	Corporation de Ville Mont-Royal (La) <i>vs</i>	
demandes de	Requests for	Lapierre.....	5125
Brossard, ville-town.....	5106	Corporation of Town of Mount Royal (The)	
Hébertville, c.s.-s.c.....	5113	<i>vs</i> Lapierre.....	5125
Loretteville, cité-city.....	5111	Entreprises Marchand ltée (Les) <i>vs</i> L.F. Cons-	
Matane, ville-town.....	5103	truction inc.....	5124
St-Étienne-des-Grès, par.....	5109	Société centrale d'hypothèques et de logement	
Saint-Joseph, ville-town.....	5105	<i>vs</i> Lévesque.....	5123
SYNDICATS	PROFESSIONAL	Société centrale d'hypothèques et de logement	
PROFESSIONNELS	SYNDICATES	<i>vs</i> Smart Avenue Development (Mtl.) inc..	5123
Association des Professionnels des Services		Québec	Québec
Administratifs des Commissions Scolaires du		Corporation Municipale de Sainte-Brigitte-de-	
Québec (L') (<i>Const.-Inc.</i>).....	5114	Laval <i>vs</i> Fortier et Al.....	5126
Association des Professionnels des Services		Deschênes <i>vs</i> J. A. Morency et Cie ltée.....	5127
Pédagogiques des Commissions Scolaires du		Municipal Corporation of Ste. Brigitte-de-	
Québec (L') (<i>Const.-Inc.</i>).....	5115	Laval <i>vs</i> Fortier et Al.....	5126
Syndicat des Professionnels des Services aux		Prêt Hypothécaire (Le) <i>vs</i> Lefrançois.....	5127
Étudiants des Commissions Scolaires du		Saint-François	Saint-François
Québec (Le) (<i>Const.-Inc.</i>).....	5115	Erco Investments Inc. <i>vs</i> Hopps et Al.....	5127
VENTES	SALES	Placements Erco inc. <i>vs</i> Hopps et Al.....	5127
Par Shérifs	By Sheriffs	Taxes	Taxes
Beauce	Beauce	Malartic, ville-town.....	5130
Cloutier <i>vs</i> Cloutier.....	5119	Saint-Antoine, ville-town.....	5128



LOIS ET RÈGLEMENTS

LAWS AND REGULATIONS

Arrêtés en conseil

Orders in Council

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil ExécutifOrder in Council
Executive Council Chamber

Numéro 1557-72

Number 1557-72

Québec, le 6 juin 1972

Québec, June 6, 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

Présent: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT la réserve de Dunière.

CONCERNING the Dunière Reserve

ATTENDU QUE le paragraphe *r* de l'article 77 de la Loi de la conservation de la faune (L.Q. 1969 ch. 58), tel qu'amendé par l'article 2 de la Loi modifiant la Loi de la conservation de la faune (L.Q. 1971 ch. 60), stipule que le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des réserves de chasse et de pêche et déterminer les conditions auxquelles la chasse ou la pêche y sont permises; prohiber complètement ou partiellement, dans ces réserves, la chasse ou la pêche, le port d'armes ou la possession d'agrs de pêche, la circulation ou le séjour;

WHEREAS paragraph *r* of section 77 of the Wild-life Conservation Act (S.Q. 1969, ch. 58), amended by section 2 of the Act to amend the Wild-life Conservation Act (S.Q. 1971 ch. 60) that the Lieutenant-Governor in Council may establish game and fish reserves and determine the conditions upon which hunting or fishing is permitted there; totally or partially prohibit in such reserves, hunting, fishing, the carrying of arms, the possession or fishing gear, travel, or periods of stay;

ATTENDU QU'il existe dans certaines parties des comtés de Matane et de Matapédia un territoire qu'il y a lieu de créer en réserve de chasse et de pêche;

WHEREAS in certain parts of the counties of Matane and Matapédia there is a territory that it is deemed expedient to create into a fish and game reserve;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre responsable du tourisme, de la chasse et de la pêche:

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister responsible for Tourism, Fish and Game:

QUE le territoire, décrit en annexe du présent arrêté en conseil, soit créé en réserve de chasse et de pêche, sous le nom de réserve de Dunière.

THAT the territory described in the Schedule hereto be created into a hunting and fishing reserve under the name of the Dunière Reserve;

QUE toute chasse soit défendue, sauf la chasse contrôlée à l'original, suivant les modalités déterminées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

THAT all hunting be prohibited except controlled moose-hunting, in accordance with the terms and conditions determined by the Lieutenant-Governor in Council;

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle du Québec*.

THAT publication hereof be made in the *Québec Official Gazette*.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

*Réserve Dunière**Dunière Reserve*

Un territoire d'environ 206.2 milles carrés, situé dans les cantons Dunière, Boutet, Lagrange, Catalogne, La Vérendrye, comtés de Matane et Matapédia dont la ligne périmétrique peut se décrire comme suit:

A territory 206.2 square miles, more or less, situate in the townships of Dunière, Boutet, Lagrange, Catalogne, La Vérendrye, in the counties of Matane and Matapédia whose boundary line may be described as follows:

Partant du coin nord du bloc « B » du canton Dunière, cedit point étant situé sur la ligne de division des cantons Joffre et Dunière;

Commencing from the north corner of Block "B" of the township of Dunière, the said point being situate on the division line of the township of Joffre and Dunière;

de là, sud-est, la limite nord-est du bloc « B » du canton Dunière;

thence south easterly, following the northeastern limit of Block "B" of the township of Dunière;

vers le sud, la limite est du même bloc; vers le nord-ouest, la limite sud-ouest du bloc « B » dudit canton;

thence southerly, following the eastern limit of the same Block; thence northwesterly along the southwestern limit of Block "B" of the said township;

de là, sud, la limite est du bloc « B » du canton Dunière, la limite est du bloc « B » du canton Boutet (ligne J.F. Fafard 1928); vers le sud-ouest et le nord-ouest, la limite sud-ouest du bloc « B » du canton Boutet;

de là, sud, la limite est du bloc « B » du canton Boutet, la limite est du bloc « C » du canton Lagrange;

de là, sud-est, la limite nord-est du bloc « C » du canton Lagrange, la limite nord-est du bloc « C » du canton Boutet;

de là, sud-ouest, la limite sud-est du bloc « C » du canton Boutet, la limite sud-est du bloc « C » du canton Lagrange;

de là, sud-ouest, la limite sud-est du bloc « B » du canton Lagrange; vers le sud-est, la limite nord-est du bloc « B » du canton Lagrange; la limite nord-est du bloc « A » du canton Catalogne; vers le sud-ouest, la limite sud-est du bloc « A » du canton Catalogne; vers le nord-ouest, la ligne de séparation des cantons Catalogne et La Vérendrye jusqu'à la limite sud-est du bloc « B » du canton La Vérendrye; vers le sud-ouest la limite sud-est du bloc « B » du canton La Vérendrye; vers le nord-est, la limite nord-ouest du bloc « B » du même canton; vers le nord-ouest, la limite sud-ouest du bloc « B » du canton La Vérendrye, la limite sud-ouest des blocs B, A, et C du canton Lagrange jusqu'à l'intersection avec la ligne de hauteur des terres établie par l'arpenteur Fafard en 1928 canton 100; vers le nord-est, le sud-est et le nord, ladite ligne de hauteur jusqu'à sa rencontre avec la rive gauche de la rivière à la truite; vers le nord-est, ladite rivière à la Truite jusqu'à la ligne de hauteur des terres établie par l'arpenteur Giroux en 1920, canton 41; vers le sud-est et le nord-est, ladite ligne de hauteur jusqu'à sa rencontre avec la limite ouest du bloc « B » du canton Dunière; vers le nord, la limite ouest du bloc « B » du canton Dunière jusqu'au point de départ.

thence southerly along the eastern limit of Block "B" of the township of Dunière; thence along the eastern limit of "Block "B" of the township of Boutet (the J.F. Fafard line, 1928); thence southwesterly and northwesterly along the southwestern limit of Block "B" of the township of Boutet;

thence southerly along the eastern limit of Block "B" of the township of Boutet; thence along the eastern limit of Block "C" of the township of Lagrange;

thence southeasterly along the northeastern limit of Block "C" of the township of Lagrange; thence along the north eastern limit of Block "C" of the township of Boutet;

thence southwesterly along the southeastern limit of Block "C" of the township of Boutet; thence along the southeastern limit of Block "C" of the township of Lagrange;

thence southwesterly along the southeastern limit of Block "B" of the township of Lagrange; thence southeasterly along the northeastern limit of Block "B" of the township of Lagrange; thence along the northeastern limit of Block "A" of the township of Catalogne; thence southwesterly along the southeastern limit of Block "A" of the township of Catalogne; thence northwesterly along the separation line of the townships of Catalogne and La Vérendrye to the southeastern limit of Block "B" of the township of La Vérendrye; thence southwesterly along the southeastern limit of Block "B" of the township of La Vérendrye; thence northeasterly along the northwestern limit of Block "B" of the same township; thence northwesterly along the southwestern limit of Block "B" of the township of La Vérendrye; thence along the southwestern limit of Blocks "B", "A" and "C" of the township of Lagrange to the intersection with the line of the height of land established by land surveyor Fafard in 1928 township 100; thence northeasterly, southeasterly and northerly following the said line of the height of land to its meeting with the left bank of the Rivière à la Truite; thence northeasterly following the said Rivière à la Truite to the line of the height of land established by land surveyor Giroux in 1920, township 41; thence southeasterly and northeasterly along the line of the said height of land to its meeting with the western limit of Block "B" of the township of Dunière; thence northerly along the western limit of Block "B" of the township of Dunière to the point of commencement.

HENRI MORNEAU, A.G.

HENRI MORNEAU, L.S.

Le 23 mai 1972
46436-o

May 23, 1972
46436-o

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1558-72

Québec, le 6 juin 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une chasse contrôlée à l'original dans le Parc des Laurentides, le Parc du Mont-Tremblant, ainsi que dans les réserves suivantes: Parc de La Vérendrye, Réserve de Matane, Réserve du Saint-Maurice, Réserve de Portneuf, Réserve de la Haute-Mauricie et Réserve de Dunière

ATTENDU QU'en vertu des paragraphes *a, b, c, f* et *r* de l'article 77 de la Loi de la conservation de la faune, (L.Q. 1969 ch. 58), amendée par la Loi du 30 juin 1971 (ch. 60), le lieutenant-gouverneur en conseil peut:

a) fixer des catégories de permis et déterminer les conditions que doivent remplir les requérants et les détenteurs de permis de même que leur coût, leur teneur et leur durée;

b) prescrire le calibre et les caractéristiques des armes qui peuvent être utilisées pour la chasse suivant les catégories d'animaux;

c) diviser le Québec en zones de chasse et déterminer dans chaque zone ou partie de zone, les catégories d'animaux qui peuvent être chassés et les périodes de l'année ou les parties de la journée pendant lesquelles la chasse est interdite à l'égard de ces catégories d'animaux;

f) déterminer le nombre maximum d'animaux de la catégorie qu'il indique qui peuvent être tués par une même personne pendant toute période pour laquelle la chasse est permise;

r) établir des réserves de chasse et déterminer les conditions auxquelles la chasse est permise et y prohiber complètement ou partiellement dans ces réserves, la chasse, le port d'armes, la circulation ou le séjour;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 9 de la Loi des parcs provinciaux (S.R.Q. 1964 ch. 201), amendée par la Loi du 30 juin 1971 (ch. 59), le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour la conservation et la protection de tous les animaux des parcs provinciaux.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre responsable du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE le règlement suivant s'applique à la chasse contrôlée à l'original:

SECTION I

Parc des Laurentides, Parc du Mont Tremblant, Réserve du Parc de La Vérendrye, Réserve de Portneuf, Réserve du Saint-Maurice, Réserve de Matane et Réserve de Dunière

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1558-72

Québec, June 6, 1972.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING controlled moose hunting in the Laurentides Park, Mont Tremblant Park and in the following Reserves: La Vérendrye Park, Matane, Saint-Maurice, Portneuf, Haute-Mauricie and Dunière

WHEREAS pursuant to sub-paragraphs *a, b, c, f* and *r* of section 77 of the Wild-Life Conservation Act (S.Q. 1969, ch. 58), amended by the Act to amend the Wild-life Conservation Act (S.Q. 1971, ch. 60), the Lieutenant-Governor in Council may:

a) fix classes of licences and determine the conditions to be fulfilled by applicants for and holders of licences, as well as their cost, tenor and term

b) prescribe the calibre and characteristics of the arms which may be used for hunting according to classes of animals;

c) divide the Province of Québec into hunting zones and determine, within each zone or part of a zone, the classes of animals which may be hunted and the periods of the year or the parts of the day during which hunting for such classes of animals is prohibited;

f) fix the maximum number of animals of such class as he indicates which may be killed by one person during any open season;

r) establish game reserves and determine the conditions upon which hunting is permitted therein and totally or partially prohibit hunting, the carrying of arms, travel or periods of stay in such reserves;

WHEREAS under section 9 of the Provincial Parks Act (R.S.Q. 1964, ch. 201), amended by the Act to amend the Provincial Parks Act (S.Q. 1971, ch. 59), the Lieutenant-Governor in Council may make regulations for the preservation and protection of all animals in provincial parks.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister responsible for Tourism, Fish and Game;

THAT the following regulation be in respect of controlled moose hunting:

DIVISION I

Laurentides Park, Mont Tremblant Park, Reserve of La Vérendrye Park Reserve of Portneuf, and the Reserves of Saint-Maurice, Matane and Dunière

1. *Périodes*: Une chasse contrôlée à l'original est autorisée dans ces parcs et réserves, aux dates ci-après indiquées:

- a) Parc des Laurentides
Du 16 sept. au 15 oct.
- b) Parc du Mont-Tremblant
Du 23 sept. au 12 oct.
- c) Réserve du Parc de La Vérendrye
Du 23 sept. au 21 oct.
- d) Réserve de Portneuf
Du 16 sept. au 6 oct.
- e) Réserve du Saint-Maurice
Du 16 sept. au 27 sept.
- f) Réserve de Matane
Du 16 sept. au 14 oct.
- g) Réserve de Dunière
Du 16 sept. au 14 oct.

2. *Nombre de gibier*: Il n'est permis d'abattre qu'un original (mâle, femelle ou jeune) par groupe de deux chasseurs.

3. *Permis*: En plus du permis provincial de chasse à l'original, tous les chasseurs doivent être munis du permis de séjour délivré au poste de contrôle de chacun des parcs ou réserves; la période de validité de chaque permis et le coût par personne sont les suivants:

- a) Réserve du Parc de La Vérendrye;
pour 4 jours, \$76.00 par personne
- b) Parc des Laurentides, sauf le secteur de Kiskissink;
pour 4 jours, \$76.00 par personne
- c) Parc des Laurentides, secteur de Kiskissink;
pour 5 jours, \$222.50 par personne
- d) Réserve de Matane, sauf le secteur de Causapsal;
pour 4 jours, \$76.00 par personne
- e) Réserve de Dunière;
pour 4 jours, \$30.00 par personne
- f) Parc du Mont-Tremblant;
pour 4 jours, \$76.00 par personne
- g) Réserve de Portneuf;
pour 5 jours, \$37.50 par personne
- h) Réserve du Saint-Maurice;
pour 5 jours, \$37.50 par personne

Les permis mentionnés aux paragraphes a, b, d et f comprennent les services d'un guide obligatoire pour chaque groupe.

Le permis mentionné au paragraphe c comprend en outre du droit de chasse pour une période de 4 jours, le logement, les repas, la taxe et les services d'embarcation et d'un guide obligatoire par groupe.

Un dépôt de \$30. pour chaque groupe devra être joint à la demande d'inscription.

4. *Éligibilité*: Toute personne, sauf les employés du ministère du tourisme, de la chasse et de la pêche et du Centre de traitement électronique des données, domiciliés au Québec depuis au moins 12 mois, est éligible.

1. *Periods*: Controlled moose hunting is authorized in the said parks and reserves on the dates as hereinafter set forth:

- (a) Laurentides Park
From Sept. 16 to Oct. 15
- (b) Mont Tremblant Park
From Sept. 23 to Oct. 12
- (c) La Vérendrye Park Reserve
From Sept. 23 to Oct. 21
- (d) Portneuf Reserve
From Sept. 16 to Oct. 6
- (e) Saint-Maurice Reserve
From Sept. 16 to Sept. 27
- (f) Matane Reserve
From Sept. 16 to Oct. 14
- (g) Dunière Reserve
From Sept. 16 to Oct. 14

2. *Number of Game*: The killing of more than one moose (male, female or young) per party of 2 hunters is prohibited.

3. *Licences*: In addition to the provincial licence to hunt moose, all hunters must hold a stay permit issued at control stations in each park or reserve; the validity period of each licence and the fee per person shall be as follows:

- (a) La Vérendrye Park Reserve;
for 4 days, \$76.00 per person
- (b) Laurentides Park, excluding the Kiskissink sector;
for 4 days, \$76.00 per person
- (c) the Kiskissink sector of Laurentides Park;
for 5 days, \$222.50 per person
- (d) Matane Reserve, excluding the Causapsal sector
for 4 days, \$76.00 per person
- (e) Dunière Reserve;
for 4 days, \$30.00 per person
- (f) Mont Tremblant Provincial Park;
for 4 days, \$76.00 per person
- (g) Portneuf Reserve;
for 5 days, \$37.50 per person
- (h) Saint-Maurice Reserve;
for 5 days, \$37.50 per person

The services of a guide for each party are obligatory under the licences stipulated in sub-paragraphs a, b, d and f.

The licence stipulated in sub-paragraph c includes, in addition to hunting rights covering a 4 day period, living accommodation, meals, tax, boat service, and the obligatory use of one guide per party.

A \$30 deposit per party must be sent with each registration application.

4. *Eligibility*: All persons resident in the Province for at least the preceding 12 months are eligible, except employees of the Department of Tourism, Fish and Game and of the Centre de Traitement électronique des Données (Data Processing Centre).

5. *Inscription*: Seul le chef d'un groupe doit s'inscrire en complétant une formule d'inscription.

La présentation, par une même personne, de plus d'une formule d'inscription annule son droit de participation au tirage et à la chasse. Cette annulation emporte de plein droit la confiscation du dépôt.

6. *Choix du compagnon*: Le chef de groupe se fait accompagner d'une personne de son choix.

Toutefois, le compagnon ne peut, en aucun cas, être le chef d'un autre groupe.

7. *Choix des chasseurs*: Les groupes autorisés à chasser sont choisis par tirage au sort parmi les inscriptions reçues.

Sauf pour la Réserve du Parc de La Vérendrye où le territoire est déterminé par un tirage fait lors de l'arrivée des chasseurs au poste de contrôle, les dates de séjour ainsi que le territoire assigné à un groupe sont arrêtés par un tirage, au sort fait par le Centre de traitement électronique des données du gouvernement du Québec.

8. *Logement*: Exception faite des chasseurs qui ont retenu un camp dans les parcs et réserves où ce service est disponible, les chasseurs doivent pourvoir à leur équipement de camping (tente ou roulotte). Dans le cas où les chasseurs doivent obligatoirement être accompagnés par un guide du ministère, ils doivent prévoir le logement de leur guide qui toutefois, sera nourri par le ministère. Les chasseurs qui n'auront pas prévu de logement adéquat pour leur guide ne pourront chasser.

9. *Armes prohibées*: En outre des calibres des armes et munitions dont l'usage est prohibé pour la chasse à l'original, les calibres suivants ne peuvent être utilisés pour la chasse contrôlée dans ces parcs et réserves:

- .30/.30
- .32 Spécial
- .35 Remington
- .44 Magnum
- .303 Savage
- .30 Remington
- 6.5 Manlicher
- .351 Winchester auto
- .38/.55
- .250 Savage
- .257 Roberts
- tous les arcs et arbalètes.

10. *Chasse prohibée*: Nul ne peut chasser ou séjourner dans les parcs et réserves dans un endroit autre et en dehors des périodes indiquées sur son permis.

11. *Étude biologique*: Au terme de leur séjour, tous les chasseurs doivent se présenter au poste de contrôle du parc ou de la réserve où ils chassent, qu'ils y abattent ou non un original.

Les chasseurs qui ont abattu un original ont l'obligation de faire inspecter la carcasse au poste de contrôle.

5. *Registration*: Only the leader of each party may register, which is done by completing the registration form.

A person who registers more than once shall forfeit his right to take part in the draw and the hunt. He shall also, thereby, lose his deposit.

6. *Choice of companion*: The leader of a party shall choose a person to accompany him.

However under no circumstances shall such person be the leader of another party.

7. *Selection of hunters*: The parties authorized to hunt are drawn by lot from the applications received.

With the exception of La Vérendrye Park Reserve where the territory is assigned by lot when the hunters arrive at the control station, the dates of stay and the territory assigned a party are determined by lot at the "Centre de Traitement électronique des Données du Gouvernement du Québec".

8. *Living Accomodation*: Hunters who have not reserved a camp in the parks or reserves where such facilities are available must provide their own camping equipment (tent or trailer). Where it is obligatory that hunters be accompanied by a guide from the Department, they must provide living accomodation for their guide. The guides, meals, however, are the responsibility of the Department. Hunters who have not made provision for adequate accomodation for their guide shall not be allowed to hunt.

9. *Prohibited Arms*: In addition to the calibres of arms and ammunition prohibited in the hunting of moose, the following calibres shall not be used in controlled moose hunts in the said parks and reserves:

- .30/.30
- .32 Spécial
- .35 Remington
- .44 Magnum
- .303 Savage
- .30 Remington
- 6.5 Manlicher
- .351 Winchester Auto
- .38/.55
- .250 Savage
- .257 Roberts
- all bows and cross-bows

10. *Prohibited hunting*: No person shall hunt or stay in parks and reserves other than at the places and on the dates stipulated in his licence.

11. *Biological study*: At the end of their stay, all hunters must report to the control station of the park or reserve where they have been hunting whether or not they have killed a moose.

Hunters who have killed a moose must have the carcass inspected at the control station. Certain parts of the

Certaines parties de la bête peuvent être prélevées, pour fins d'étude.

12. *Désistement*: Suite à l'incapacité d'un chef de groupe gagnant à se prévaloir de son droit de chasse, le voyage sera annulé.

Un chef de groupe ne peut être remplacé.

De plus, suite à l'incapacité d'un compagnon à se rendre à la chasse, le chef de groupe doit ou se choisir un autre compagnon ou se désister.

Un chef de groupe ne peut chasser seul.

Le dépôt versé lors de l'inscription est remboursé si le ministère a été prévenu au moins 7 jours avant le début du voyage de chasse.

13. *Liste d'attente*: Les groupes inscrits à la liste de priorité d'attente constituée lors du tirage seront appelés à tour de rôle, à remplacer les groupes qui se désistent.

Section II

Réserve de la Haute-Mauricie

14. *Période*: Une saison de chasse contrôlée à l'original a lieu dans la Réserve de la Haute-Mauricie, du 27 septembre au 14 octobre.

15. *Limite de gibier*: Il n'est permis d'abattre qu'un original (mâle, femelle ou jeune), par chasseur.

16. *Permis*: En plus du permis provincial de chasse à l'original, tous les chasseurs doivent être porteurs du permis de séjour délivré au poste de contrôle de la réserve.

Le permis dont le coût est fixé à \$5 par personne, est valable pour une période de 7 jours.

Un dépôt de \$15 pour chaque groupe doit accompagner la demande d'inscription.

17. *Éligibilité*: Seules les personnes domiciliées au Québec depuis au moins 12 mois sont éligibles.

18. *Inscription*: Seul le chef d'un groupe doit s'inscrire en complétant une formule d'inscription.

La présentation par une même personne de plus d'une formule d'inscription, pour un ou plusieurs parcs et réserves, annule son droit de participation au tirage et à la chasse. Cette annulation emporte de plein droit la confiscation du dépôt.

19. *Choix des compagnons*: Le chef de groupe doit être accompagné de deux personnes de son choix.

Toutefois, les compagnons ne peuvent, en aucun cas, être chef d'un autre groupe.

20. *Choix des chasseurs*: Les groupes autorisés à chasser ainsi que les dates de séjour pour chaque groupe seront déterminés par tirage au sort au Centre de traitement électronique des données du gouvernement du Québec.

21. *Désistement*: Pour obtenir le remboursement du dépôt versé lors de l'inscription, un groupe désirant se désister de son privilège de chasser dans la réserve doit

animal may be confiscated for study.

12. *Withdrawals*: If the leader of a selected party is unable to take part in the hunt, the trip shall be cancelled.

The leader of a party shall not be replaced.

Also, if a companion is unable to hunt, the leader of the party must either choose another, or himself withdraw.

The leader of a party shall not hunt alone.

The deposit made at the time of registration shall be reimbursed if the Department is notified at least 7 days before commencement of the hunting trip.

13. *Waiting list*: The parties entered on the priority waiting list made at the time of the draw shall be called in turn to replace those parties that have withdrawn.

DIVISION II

Haute-Mauricie Reserve

14. *Period*: A controlled moose hunting season shall take place in the Reserve of Haute-Mauricie from September 23 to October 14.

15. *Game Limit*: No hunter shall kill more than one moose (male, female or young).

16. *Licences*: In addition to the provincial licence issued to hunt moose, all hunters must hold a stay permit issued at the control station of the reserve.

The licence, the fee for which is fixed at \$5 per person, is valid for a period of 7 days.

A deposit of \$15 per party must be sent with each registration application form.

17. *Eligibility*: Only persons resident in the Province of Québec for at least the preceding 12 months are eligible.

18. *Registration*: Only the leader of a party may register, which is done by completing the registration form.

A person who registers more than once for one or more parks or reserves, shall forfeit his right to take part in the draw and the hunt, and shall thereby lose his deposit.

19. *Choice of Companion*: The leader of a party must be accompanied by 2 persons of his own choosing.

However under no circumstances shall such companions be leaders of another party.

20. *Selection of hunters*: The parties authorized to hunt and the dates of stay of each party shall be determined by lot at the "Centre de Traitement électronique des Données du Gouvernement du Québec".

21. *Withdrawals*: A party that wishes to withdraw from its hunting privilege in the reserve must inform the authorities at least 10 days before the date of commen-

en informer les autorités au moins dix (10) jours avant la date du voyage.

22. *Liste d'attente*: Les groupes inscrits à la liste de priorité d'attente constituée lors du tirage sont appelés à tour de rôle, à remplacer les groupes qui se désistent.

QUE l'arrêté en conseil 3156 du 15 septembre 1971 soit abrogé.

QUE le présent arrêté en conseil entre en vigueur à compter de sa deuxième publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

46436-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1559-72

Québec, le 6 juin 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les régions de terrains enregistrés pour fins de chasse aux animaux à fourrure.

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *r* de l'article 77 de la Loi de la conservation de la faune (L.Q. 1969 ch. 58), tel qu'amendé par l'article 2 du chapitre 60 (L.Q. 1971), le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des réserves de chasse et de pêche et déterminer les conditions auxquelles la chasse et la pêche y sont permises; prohiber complètement ou partiellement, dans ces réserves, la chasse ou la pêche, le port d'armes ou la possession d'agrès de pêche, la circulation ou le séjour;

ATTENDU QUE l'arrêté en conseil 1636, en date du 14 juin 1967, décrit les régions de terrains enregistrés pour fins de chasse aux animaux à fourrure;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier les limites d'une région desdits terrains enregistrés pour fins de chasse aux animaux à fourrure;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre responsable du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE la partie I de l'appendice de l'arrêté en conseil 1636, du 14 juin 1967, soit annulée et remplacée par la suivante:

Appendice

I Régions de terrains enregistrés de chasse aux animaux à fourrure de l'ouest de la province.

Un territoire d'une superficie de 23,475 milles carrés, borné comme suit:

Au nord, par une ligne ainsi décrite:

Partant du point d'intersection de la ligne nord du canton Boivin avec la ligne frontière Québec — Ontario et passant successivement par les lignes et démarcations suivantes: la ligne nord des cantons Boivin et Paradis, la

cement of the trip in order to obtain reimbursement of the deposit made at the time of registration.

22. *Waiting list*: The parties entered on the priority waiting list made at the time of the draw shall be called in turn to replace those parties that have withdrawn.

THAT Order in Council 3156 dated September 15, 1971 be revoked.

THAT this Order in Order in Council come into force upon the date of its second publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

46436-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1559-72

Québec, June 6, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING land areas registered for purposes of hunting fur-bearing animals.

WHEREAS under paragraph *r* of section 77 of the Wildlife Conservation Act (S.Q. 1969, ch. 58), amended by section 2 of chapter 60 (S.Q. 1971), the Lieutenant-Governor in Council may establish game and fish reserves and determine the conditions upon which hunting or fishing is permitted there; totally or partially prohibit in such reserves, hunting, fishing, the carrying of arms, the possession of fishing gear, travel, or periods of stay;

WHEREAS Order in Council 1636 dated June 14, 1967, describes land areas registered for purposes of hunting fur-bearing animals;

WHEREAS it is expedient to modify the boundaries of one of the said land areas registered for purposes of hunting fur-bearing animals;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister responsible for Tourism, Fish and Game:

THAT Part I of the Appendix to Order in Council 1636 dated June 14, 1967 be revoked and replaced by the following:

Appendix

I Land areas registered for the hunting of fur-bearing animals in the west of the province.

An area containing 23,475 square miles, bounded as follows:

On the north by a line described as:

Commencing at the point of intersection of the northern line of the township of Boivin with the Québec — Ontario boundary line and continuing in succession by the following lines and demarcations: the northern

ligne est du canton Paradis, la ligne nord du canton Lavergne, la ligne est du canton Lavergne jusqu'au parallèle de latitude 49°; vers l'est, ledit parallèle de latitude 49° jusqu'au méridien 76°30';

À l'est:

Par le méridien 76°30' jusqu'au chemin de fer Canadien National près de la gare de Paradis; la ligne de chemin de fer Canadien National jusqu'à la limite est du comté d'Abitibi-est, près de Parent; vers le sud, la limite est du comté d'Abitibi-Est jusqu'à la limite nord du comté de Saint-Maurice; vers l'ouest, le nord puis l'ouest, la limite sud du comté d'Abitibi-Est jusqu'à la rive droite de la rivière Gatineau; vers le sud-est, la rive droite de la rivière Gatineau jusqu'au parallèle de latitude 47°30' vers l'ouest, la parallèle de latitude 47°30' jusqu'à la limite sud-ouest du comté de Montcalm; vers le sud-est, la limite sud-ouest du comté de Montcalm jusqu'à la limite ouest du comté de Gatineau; vers le sud, la limite ouest du comté de Gatineau, jusqu'à la limite nord du canton Church; vers l'ouest, la limite nord du canton de Church jusqu'à la limite ouest dudit canton; vers le sud, les limites ouest des cantons Church, Dorion et Alley jusqu'à la parallèle de latitude 46°00';

Au sud:

Par la parallèle de latitude 46°00'.

Au sud-ouest et à l'ouest:

Par la frontière Québec — Ontario.

À distraire:

Le territoire de la réserve à castor du Grand Lac Victoria.

Le Greffier du Conseil exécutif,

JULIEN CHOUINARD.

46436-o

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1601-72

Québec, le 6 juin 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la réduction du montant de la rente et du coût des travaux requis payables par la Société Québécoise d'Initiatives Pétrolières (SOQUIP).

LR-774

line of the townships of Boivin and Paradis, the eastern line of the township of Paradis, the northern line of the township of Lavergne, the eastern line of the township of Lavergne up to the parallel of latitude 49°; thence easterly, following the said parallel of latitude 49° to the meridian of 76°30';

On the east:

Along meridian, 76°30' up to the Canadian National Railway right of way near Paradis station; thence following the Canadian National Railway right of way to the eastern boundary of the county of Abitibi-East, near Parent; thence southerly along the eastern boundary of the county of Abitibi-East to the northern boundary of the county of Saint-Maurice; thence westerly, northerly and again westerly along the southern boundary of the county of Abitibi-East to the right bank of the River Gatineau; thence southeasterly following the right bank of the River Gatineau to the parallel of latitude 47°30'; thence westerly along the parallel of latitude 47°30' to the southwestern boundary of the county of Montcalm; thence southeasterly along the southwestern boundary of the county of Montcalm to the western boundary of the county of Gatineau; thence southerly along the western boundary of the county of Gatineau to the Northern boundary of the township of Church; thence westerly along the northern boundary of the township of Church to the western boundary of the said township; thence southerly along the western boundaries of the townships of Church, Dorion and Alley to the parallel of latitude 46°00';

On the south:

By the parallel of latitude 46°00';

On the southwest and west:

By the Québec-Ontario boundary;

To be withdrawn:

The territory of the beaver reserve of Grand Lac Victoria.

JULIEN CHOUINARD,

Clerk of the Executive Council.

46436-o

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1601-72

Québec, June 6, 1972

Présent: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the reduction in the amount of the rental and the cost of the required work payable by Société Québécoise d'Initiatives Pétrolières (SOQUIP)

ATTENDU QU'en vertu de l'arrêté en conseil 1077 du 12 avril 1972, la compagnie les Explorations Terra Nova Ltée fut autorisée à céder tous ses droits à la Société Québécoise d'Initiatives Pétrolières (SOQUIP) sur les permis de recherche pour le pétrole et le gaz naturel portant les numéros 389 à 395 incl., 515 et 516 situés dans le district électoral de Rimouski à la suite d'une convention intervenue entre ces deux sociétés le 31 janvier 1972;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe e de l'article 268 de la Loi des mines (L.Q. 1965 ch. 34), le lieutenant-gouverneur en conseil peut déterminer les conditions des permis de recherche suivant l'article 144 de cette loi;

ATTENDU QU'en vertu dudit article 144, une société ou corporation dûment autorisée à exercer ses activités au Québec peut faire réduire jusqu'à concurrence de 75% pour la première année et de 50% pour toute année subséquente le montant de la rente et le coût des travaux requis, si elle détient au moins cinq (5) permis contigus d'une superficie globale d'au moins 250,000 acres dans les districts électoraux de Rimouski, Matapédia, Matane, Gaspé-Nord, Gaspé-Sud, Bonaventure, Rivière-du-Loup, Témiscouata et les Îles de la Madeleine, l'Île d'Anticosti, le fleuve et le golfe St-Laurent en front de ces districts, le territoire d'Abitibi et le Nouveau-Québec;

ATTENDU QUE conformément à l'arrêté en conseil 305 du 20 janvier 1971, le montant de la rente et le coût des travaux requis furent réduits jusqu'à concurrence de 75% pour la première année et de 50% pour toute année subséquente pour les permis de recherche numéros 389 à 395 incl. appartenant à la Société Québécoise d'Initiatives Pétrolières (SOQUIP) et couvrant une superficie de 256,500 acres;

ATTENDU QUE les deux permis de recherche portant les numéros 515 et 516 sont contigus aux sept permis.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre des richesses naturelles:

QUE, conformément à l'article 144 de la Loi des mines (L.Q. 1965 ch. 34), le montant de la rente et le coût des travaux requis soient réduits jusqu'à concurrence de 75% pour la première année et de 50% pour toute année subséquente pour les permis de recherche numéros 515 et 516 appartenant à la Société Québécoise d'Initiatives Pétrolières (SOQUIP) et couvrant une superficie de 70,000 acres;

QUE ce règlement ait force de loi à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*,

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

46437-o

WHEREAS under Order in Council 1077 dated April 12, 1972, Explorations Terra Nova Ltée was authorized to assign all its rights under petroleum and natural gas exploration licences numbered 389 to 395 inclusive, 515 and 516, covering territory situated in the electoral district of Rimouski, to Société Québécoise d'Initiatives Pétrolières (SOQUIP) following upon an agreement made between the two companies on January 31, 1972;

WHEREAS under paragraph e of section 268 of the Mining Act (S.Q. 1965, ch. 34), the Lieutenant-Governor in Council may prescribe the conditions for exploration licences under section 144 of the said Act;

WHEREAS under the said section 144, a company or corporation duly authorized to carry on its activities in the Province of Québec may reduce to the extent of 75% for the first year and 50% for each subsequent year the amount of the rental and the cost of the required work whenever it holds at least five (5) contiguous licences of a total area of at least 250,000 acres in the electoral districts of Rimouski, Matapédia, Matane, Gaspé-North, Gaspé-South, Bonaventure, Rivière-du-Loup, Témiscouata and the Magdalen Islands, the Island of Anticosti, the St. Lawrence River and the Gulf of St. Lawrence touching upon these districts, the territory of Abitibi and New Québec;

WHEREAS pursuant to Order in Council 305 dated January 20, 1971, the amount of the rental and the cost of the required work was reduced to the extent of 75% for the first year and 50% for each subsequent year for exploration licences numbered 389 to 395 inclusive, belonging to Société Québécoise d'Initiatives Pétrolières (SOQUIP) and covering an area of 256,500 acres;

WHEREAS the two exploration licences numbered 515 and 516 are contiguous to the seven other licences.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Natural Resources:

THAT, under section 144 of the Mining Act (S.Q. 1965, ch. 34), the amount of the rental and the cost of the required work be reduced to the extent of 75% for the first year and 50% for each subsequent year for exploration licences numbered 515 and 516 belonging to Société Québécoise d'Initiatives Pétrolières (SOQUIP) and covering an area of 70,000 acres;

THAT this regulation have force of law with effect from its day of publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

46437-o

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1663-72

Québec, le 14 juin 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le rat musqué

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *a* de l'article 77 de la Loi de la conservation de la faune (L.Q. 1969 ch. 58), le lieutenant-gouverneur en conseil peut fixer des catégories de permis et déterminer les conditions que doivent remplir le requérant et les détenteurs de permis délivrés en vertu de la présente loi ou des règlements, la forme de ces permis, leur coût, leur teneur, leur durée ainsi que, pour l'obtention des permis des catégories qu'il indique, le montant minimum d'assurance-responsabilité que doit souscrire chaque requérant;

ATTENDU QUE l'arrêté en conseil 3630, en date du 27 octobre 1971, concernant les saisons de chasse aux animaux à fourrure, stipule qu'il est interdit de chasser le rat musqué avec des chiens ou au moyen d'une arme à feu;

ATTENDU QU'il est opportun d'apporter une modification à l'arrêté en conseil ci-dessus mentionné;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre responsable du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE l'alinéa suivant de l'arrêté en conseil 3630, en date du 27 octobre 1971: « QU'il soit interdit de chasser le rat musqué avec des chiens ou au moyen d'une arme à feu », soit remplacé par les deux alinéas suivants:

« QU'il soit interdit de chasser le rat musqué au moyen d'une arme à feu, d'un verveux, ou avec des chiens; toutefois, la chasse du rat musqué avec des chiens est permise dans le cas où le chien ne sert qu'à localiser la cabane, la butte, la tanière ou le trou du rat musqué; »

QUE l'arrêté en conseil 775-72, en date du 15 mars 1972, concernant le rat musqué, soit annulé;

QUE le présent arrêté en conseil entre en vigueur à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

46436-o

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1665-72

Québec, le 14 juin 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le territoire de la municipalité de St-Étienne de Beaumont, comté de Bellechasse.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1663-72

Québec, June 14, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING muskrat.

WHEREAS under sub-paragraph *a* of section 77 of the Wildlife Conservation Act (S.Q. 1969, ch. 58), the Lieutenant-Governor in Council may fix classes of licences and determine the conditions to be fulfilled by applicants for and holders of licences issued under this Act or the regulations, the form, cost, tenor and term of such licences and the minimum amount of liability insurance which each applicant must take out in order to obtain licences of such classes as he indicates;

WHEREAS Order in Council 3630 dated October 27, 1971, respecting the hunting season for fur-bearing animals, prohibits the hunting of muskrat with dogs or by means of firearms;

WHEREAS it is expedient to amend to abovementioned Order in Council;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister responsible for Tourism, Fish and Game:

THAT the paragraph of Order in Council 3630 dated October 27, 1971 which reads, "That the hunting of muskrat by means of dogs and firearms be prohibited", be replaced by the following paragraph:

"THAT it be prohibited to hunt muskrat by means of firearms, nets or with dogs; however, hunting muskrat with dogs is permitted where the dog is only used to locate the lodge, mound, lair or hole of the muskrat;"

THAT Order in Council 775-72, dated March 15, 1972, respecting muskrat, be revoked;

THAT this Order in Council come into force upon the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

46436-o

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1665-72

Québec, June 14, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the territory of the Municipality of St-Étienne de Beaumont, County of Bellechasse

ATTENDU QU'en vertu de l'article 5 de la Loi des Heures d'affaires des établissements commerciaux (L.Q. 1969, ch. 60), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, pour les fins de ladite loi, déclarer certains endroits comme étant des endroits touristiques, soustrayant ainsi les établissements qui y sont situés à l'application de ladite loi;

ATTENDU QU'il y a lieu de déclarer endroit touristique le territoire de la municipalité de St-Étienne de Beaumont, comté de Bellechasse, pour la période s'étendant du 1er juin 1972 au 30 septembre 1972, pour soustraire les établissements commerciaux qui y sont situés à l'application de la Loi des Heures d'affaires des établissements commerciaux;

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'Industrie et du Commerce:

QUE soit déclaré endroit touristique le territoire de la municipalité de St-Étienne de Beaumont, comté de Bellechasse, pour la période s'étendant du 1er juin 1972 au 30 septembre 1972 pour soustraire les établissements commerciaux qui y sont situés à l'application de la Loi des Heures d'affaires des établissements commerciaux.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

46549-o

WHEREAS under section 5 of the Commercial Establishments Business Hours Act (.S.Q. 1969 ch. 60), the Lieutenant-Governor in Council, for the purposes of the said Act, may declare certain places to be tourist areas, there by exempting the establishments located therein from the application of the said Act;

WHEREAS it is deemed expedient to declare the territory of the Municipality of St. Étienne de Beaumont, County of Bellechasse, to be a tourist area for the period extending from June 1, 1972 to September 30, 1972 for the purpose of exempting the commercial establishments Business Hours Act;

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Industry and Commerce:

THAT the territory of the Municipality of St. Étienne de Beaumont, County of Bellechasse, be declared a tourist area for the period extending from June 1, 1972 to September 30, 1972, for the purpose of exempting the commercial establishments located therein from the application of the Commercial Establishments Business Hours Act.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

46549-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1707-72

Québec, le 14 juin 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT un amendement à l'arrêté en conseil numéro 1917 du 26 mai 1971 concernant le calendrier scolaire pour les élèves de la classe maternelle et des niveaux élémentaire et secondaire.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'éducation:

QUE l'arrêté en conseil numéro 1917 du 26 mai 1971 soit modifié en remplaçant le paragraphe *f*) par le suivant:

« *f*) le jour de la Saint-Jean-Baptiste le 24 juin, ou le 25 juin si le 24 est un dimanche ou le 26 juin si le 24 est un samedi ».

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

46603-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1707-72

Québec, June 14, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING an amendment to Order in Council No. 1917 dated May 26, 1971 respecting the school calendar for pupils in kindergarten and of the elementary and secondary levels.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Education:

THAT Order in Council No. 1917 dated May 26, 1971 be amended by replacing paragraph *f* by the following:

“(f) St. John the Baptist's Day being June 24, or June 25 if the 24th is a Sunday, or June 26 if the 24th is a Saturday”.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

46603-o

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 1708-72

Québec, le 14 juin 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au Règlement des prêts et bourses aux étudiants.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'éducation:

QUE le Règlement des prêts et bourses aux étudiants adopté en vertu de l'article 12 de la Loi des prêts et bourses aux étudiants (L.Q. 1966-67 ch. 70), et approuvé par l'arrêté en conseil 2388 du 12 décembre 1966, soit modifié:

1. en remplaçant le paragraphe *a*) de l'article 4 par le suivant:

« *a*) une institution d'enseignement située dans le Québec déclarée d'intérêt public ou reconnue pour fins de subventions suivant la Loi de l'enseignement privé, ou »

2. en remplaçant le paragraphe *c*) de l'article 4 par le suivant:

« *c*) l'Université d'Ottawa, l'Université de Carleton (Ottawa), le Collège dominicain de Philosophie et de Théologie, comprenant la Faculté de Philosophie et la Faculté de Théologie à Ottawa ainsi que l'Institut de Pastorale, à Montréal, l'Université Laurentienne (Sudbury),

les montants maxima pour une année scolaire sont les suivants:

<i>Niveau d'études</i>	<i>Prêt</i>	<i>Bourse</i>
Pré-universitaire et professionnel	\$500	\$1,400
Universitaire, 1ière, 2ième et 3ième années	\$700	\$1,600
Universitaire, 4ième année et plus	\$800	\$1,700 »

3. en remplaçant l'article 5 par le suivant:

« 5° Un étudiant qui fréquente une institution d'enseignement reconnu par le ministre située dans le Québec et non déjà mentionnée à l'article 4° est éligible à un prêt d'un montant maximum de mille quatre cents dollars (\$1,400) par année scolaire, mais n'est pas éligible à une bourse. »

4. en retranchant dans la première ligne du paragraphe *c*) de l'article 17 les mots « décède ou »;

5. en insérant après l'article 17 le suivant:

« 17A. Lorsque l'emprunteur décède, l'institution de crédit, après avoir réalisé, s'il y a lieu, toute garantie mentionnée aux articles 19 et 20 qu'elle détient, doit réclamer du gouvernement le remboursement du solde impayé du prêt, en capital et en intérêts en présentant une réclamation pour perte, selon les modalités prévues aux articles 30 et 32. Lorsque le remboursement est ainsi

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 1708-72

Québec, June 14, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING amendments to the regulation governing student loans and scholarships

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Education:

THAT the regulation governing student loans and scholarships, adopted under section 12 of the Students Loans and Scholarships Act (S.Q. 1966-67, ch. 70), and approved by Order in Council 2388 dated December 12, 1966, be amended:

(1) by replacing paragraph *a* of section 4 by the following:

“(a) a teaching institution situate in Québec declared to be in the public interest or recognized for purposes of grants pursuant to the Private Education Act, or”

(2) by replacing paragraph *c* of section 4 by the following:

“(c) the University of Ottawa, Carleton University (Ottawa); the Dominican College of Philosophy and Theology, comprising the Faculty of Philosophy and the Faculty of Theology in Ottawa as well as the Pastoral Institute in Montreal, Laurentian University (Sudbury),

the maximum amounts for each academic year shall be as follows:

<i>Educational Level</i>	<i>Loan</i>	<i>Scholarship</i>
Pre-university and professional University, 1st, 2nd and 3rd years	\$500	\$1,400
University, 4th year and above	\$700	\$1,600
	\$800	\$1,700”

(3) by replacing section 5 by the following:

“(5) Students attending a teaching institution recognized by the Minister situate in Québec or outside it and not already provided for in section 4, are eligible for a maximum loan of \$1,400 for each school year, but are not eligible for a scholarship.”

(4) by striking out the words “dies or” in the first line of paragraph *c* of section 17;

(5) by inserting after section 17 the following:

“17A. Where the borrower dies, the credit institution, having been indemnified according to sections 19 and 20, where applicable, must claim reimbursement from the Government of the outstanding balance of the loan in capital and interest by claiming for the loss in accordance with the terms and conditions of sections 30 and 32. Where the reimbursement is thus made by the Go-

effectué par le gouvernement, la succession de l'emprunteur est alors libérée de l'obligation de rembourser cette créance. »

6. En ajoutant, à la fin du paragraphe *b* de l'article 30, les mots « ou selon l'article 17A ».

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

46603-o

vernment, the succession of the borrower is freed from the obligation of reimbursing such loan."

(6) By adding, at the end of paragraph *b* of section 30 the words "or in accordance with section 17A."

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

46603-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1714-72

Québec, le 14 juin 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le transfert des grossistes de fruits et de légumes de la classe 15 à la classe 29

ATTENDU QUE des marchands de fruits et de légumes en gros ont été, sur demande expresse et sans y être obligatoirement assujettis, admis aux bénéfices de la Loi des accidents du travail et ont été assignés à la classe 15;

ATTENDU QUE depuis le 1er octobre 1970 tous les grossistes de fruits et de légumes sont obligés de protéger leurs employés par la Loi des accidents du travail en vertu du règlement no 40 en date du 20 mai 1970, adopté par l'arrêté en conseil no 2681 du 15 juillet 1970 et publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 22 août 1970;

ATTENDU QUE par ce règlement le commerce de gros était de façon générale assujéti à la classe 29;

ATTENDU QUE la Commission, en exécution de l'article 77 de la Loi des accidents du travail, a adopté à sa séance du 10 mai 1972 le règlement no 48 (1972) concernant le transfert des grossistes de fruits et légumes nominativement de la classe 15 à ladite classe 29;

ATTENDU QU'il y a lieu d'adopter ledit règlement; IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre du travail et de la main-d'oeuvre;

QUE le règlement no 48 (1972), approuvé par la Commission des accidents du travail à sa séance du 10 mai 1972 et dont copie est annexée, soit adopté.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Commission des Accidents du Travail de Québec

Règlement no 48 (1972)

concernant le transfert des grossistes de fruits et légumes de la classe 15 à la classe 29

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1714-72

Québec, June 14, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the transfer of fruit and vegetables wholesalers from Class 15 to Class 29.

WHEREAS, the fruit and vegetables wholesalers have been, upon application and without being subjected, admitted to the benefits of the Workmen's Compensation Act and were placed in Class 15;

WHEREAS, since October first 1970, all wholesale trade with handling of fruit and vegetables are bound to contribute to the Accident Fund of the Workmen's Compensation Commission, in pursuance of Regulation No. 40, dated May 20th 1970, adopted by Order in Council No. 2681, dated July 15th 1970 and published in the *Québec Official Gazette* on August 22nd 1970;

WHEREAS, through this Regulation, the wholesale business is in a general manner, subject to Class 29;

WHEREAS, the Commission, in conformity with Section 77 of the Workmen's Compensation Act, adopted at its meeting of May 10th 1972, Regulation No. 48 (1972) concerning the transfer of fruit and vegetables wholesalers from Class 15 to said Class 29;

WHEREAS, it is advisable to adopt said Regulation; IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower;

THAT, Regulation No. 48 (1972), approved by the Workmen's Compensation Commission at its meeting of May 10th 1972, copy of which is attached, be adopted.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Québec Workmen's Compensation Commission

Regulation No. 48 (1972)

relative to the transfer of fruit and vegetables wholesalers from Class 15 to Class 29

La Commission des accidents du travail de Québec, en exécution de la Loi des accidents du travail (S.R.Q. 1964 ch. 159 et amendements),

1. Ordonne et statue que les modifications suivantes soient apportées aux classes 15 et 29 de la Cédule I comme suit:

- a) *dans la classe 15*: les mots « le commerce de gros, avec manutention, de fruits ou légumes » sont radiés;
 b) *dans la classe 29*: les mots « grossistes de fruits et de légumes » sont ajoutés à la nomenclature des industries.

2. Le présent règlement no 48 (1972) entre en vigueur conformément à l'article 81 de la Loi.

Fait et passé en la ville de Québec, ce dixième jour du mois de mai mil neuf cent soixante-douze.

Commission des Accidents du Travail de Québec
 MAURICE BELLEMARE,
Président.
 ST-GEO. WHITE, C.A.,
Vice-président.
 BERTRAND BELLEMARE, M.D.,
Commissaire.
 ROGER MATHIEU,
Commissaire.
 JEAN-MARC JODOIN,
Commissaire.
 C. BÉLANGER,
Secrétaire général.

Copie conforme
 46559-0

The Québec Workmen's Compensation Commission, in pursuance of the Workmen's Compensation Act (R.S.Q. 1964, ch. 159 and amendments).

1. Orders and decrees that the following amendments be applied to Classes 15 and 29 of Schedule I, as follows:

- a) *in Class 15*: the words "the wholesale trade with handling of fruit and vegetables" are stricken off;
 b) *in Class 29*: the words "fruit and vegetables wholesalers" are added to the list of industries.

2. This Regulation No. 48 (1972) shall become effective in conformity with section 81 of the Act.

Signed and dated in the City of Québec, this tenth day of the month of May, one thousand nine hundred and seventy-two.

Québec Workmen's Compensation Commission
 MAURICE BELLEMARE,
President.
 ST-GEO. WHITE, C.A.,
Vice-president.
 BERTRAND BELLEMARE, M.D.,
Commissioner.
 ROGER MATHIEU,
Commissioner.
 JEAN-MARC JODOIN,
Commissioner.
 C. BÉLANGER,
General-Secretary.

True Copy.
 46559-0

Ministère (s) Travail et Main-d'oeuvre

Avis de modification

Décret relatif aux employés des Services funéraires région de Montréal

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés des services funéraires — région de Montréal rendue obligatoire par le décret numéro 932 du 6 mai 1964 et modifications, lui ont

Department (s) Labour and Manpower

Notice of Amendment

Decree Respecting Undertakers' Employees Montreal Region

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Quebec 1964, chapter 143), the Honourable Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting Undertakers' Employees — Montreal Region, rendered obligatory by Decree No. 932 of May 6, 1964 and amendments, have petitioned him to submit

présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1) Biffer l'article III et le remplacer par le suivant:

ARTICLE III

Durée du travail

Article III — *Durée du travail*: a) la semaine normale de travail est la suivante pour les embaumeurs qualifiés et les hommes de service:

	<i>de jour</i>	<i>de nuit</i>
De la date de publication de l'arrêté au 13 mars 1973	48 heures	54 heures
du 14 mars 1973 au 13 mars 1974	48 heures	54 heures
du 14 mars 1974 au 13 mars 1975	45 heures	51 heures

Ces heures prennent effet à compter de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* de l'arrêté en conseil l'approuvant.

b) ces heures de jour ou de nuit doivent être consécutives selon l'horaire choisi, et seulement interrompues pour le repas du jour et le repas de nuit dont la durée est de « une heure chacun ».

Chaque employeur doit déterminer l'horaire de jour et l'horaire de nuit de ses salariés, et doit de plus en faire la déclaration écrite au Comité paritaire sur la formule fournie par ledit Comité.

c) *Heures de jour ou de nuit*: Tout employeur pourra faire débiter les heures de jour à compter de 6:00 heures a.m., et les heures de nuit à compter de 15:00 heures p.m.

d) Nonobstant ce qui précède, s'il y a entente entre l'employeur et son employé, le calcul de la durée du travail hebdomadaire pourra être établie sur une base de quatorze jours, de façon à permettre d'allouer à l'employé un congé prolongé; mais dans ce cas comme dans celui du travail hebdomadaire, un avis d'une telle entente doit être signifié au Comité paritaire.

Toutefois, un salarié qui bénéficie d'un salaire supérieur au taux fixé par le présent décret, doit recevoir pour son travail supplémentaire, un salaire calculé au taux habituel plus cinquante pour cent (50%) des taux minimaux fixés par ledit décret. Arrêtés en conseil nos 558 (D) et 2341.

2) Biffer l'article IV et le remplacer par le suivant:

SECTION III

Working Hours

Section III—*Working Hours*: (a) the standard work-week is the following for qualified embalmers and service men:

	<i>Day</i>	<i>Night</i>
From the date of publication of the Order in Council of March 13, 1973	48 hours	54 hours
from March 14, 1973 to March 13, 1974	48 hours	54 hours
from March 14, 1974 to March 13, 1975	45 hours	51 hours

These hours come into force on the date of publication in the *Québec Official Gazette* of the Order in Council approving them.

(b) The said day or night hours shall be consecutive according to the schedule chosen, and only interrupted for the day and the night meal which shall be one hour each."

Each employer shall determine the day schedule and the night schedule of his employees, and shall also submit a written report to the Parity Committee on the forms supplied by the said committee.

(c) *Day or night hours*: Every employer may begin the day hours at 6:00 a.m., and the night hours at 3:00 p.m.

(d) Notwithstanding the preceding, if there is an agreement between the employer and his employee, calculation of the weekly working hours may be established on a basis of fourteen days, in such a way as to allow the employee to take an extended holiday; but in this case, as in the case of weekly work, a notice of such agreement shall be brought to the attention of the Parity Committee.

However, an employee who benefits from a wage that is superior to that established in the present decree, shall receive for his overtime work, a wage calculated on the regular rate plus 50% of the minimum rate established by the said decree. Orders in Council Nos. 558 (D) and 2341.

2) Section IV shall be abrogated and shall be replaced by the following:

ARTICLE IV

Salaires minimaux

Article IV: *Salaires minimaux*: a) les embaumeurs employés à la semaine et détenant la licence d'embaumeur qualifié délivrée par la Ville de Montréal et travaillant dans l'Île de Montréal et l'Île Jésus doivent recevoir la rémunération hebdomadaire suivante:

Embaumeur qualifié

	1972	13/3/1973	13/3/1974
Première année d'expérience	\$128.00	\$135.00	\$142.00
Deuxième année d'expérience	138.00	145.00	152.00
Troisième année d'expérience	153.00	160.00	167.00
Quatrième année d'expérience	163.00	170.00	177.00

b) les hommes de service employés à la semaine, travaillant dans l'Île de Montréal et dans l'Île Jésus, doivent recevoir la rémunération hebdomadaire suivante:

Homme de service

	1972	13/3/1973	13/3/1974
Première année d'expérience	\$ 95.00	\$102.00	\$109.00
Deuxième année d'expérience	105.00	112.00	119.00
Troisième année d'expérience	115.00	122.00	129.00
Quatrième année d'expérience	120.00	127.00	134.00

c) *Les salariés surnuméraires* doivent recevoir une rémunération de quatre (\$4.00) dollars pour le transport d'une personne décédée et par funérailles comme porteur, ou de cinq (\$5.00) dollars s'ils doivent conduire une voiture.

d) Le présent décret n'affecte en rien le salaire du salarié recevant une rémunération plus élevée lors de sa mise en vigueur. Arrêtés en conseil nos 159 et 2341.

3) Biffer l'article VIII et le remplacer par le suivant:

ARTICLE VIII

Durée du décret

Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 13 mars 1975. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce

SECTION IV

Minimum Wages

Section IV—*Minimum Wages*: (a) Embalmers employed on a weekly basis and holding a qualified embalmer's certificate issued by the City of Montreal and working on the Island of Montreal and Île Jésus shall be paid the following weekly wage rates:

Qualified embalmer

	1972	13/3/1973	13/3/1974
First year's experience	\$128.00	\$135.00	\$142.00
Second year's experience	138.00	145.00	152.00
Third year's experience	153.00	160.00	167.00
Fourth year's experience	163.00	170.00	177.00

(b) Service men employed by the week, working on the Island of Montreal and Île Jésus, shall receive the following weekly wage rate:

Service men

	1972	13/3/1973	13/3/1974
First year's experience	\$ 95.00	\$102.00	\$109.00
Second year's experience	105.00	112.00	119.00
Third year's experience	115.00	122.00	129.00
Fourth year's experience	120.00	127.00	134.00

(c) *Supernumerary employees*: shall receive a remuneration of four (\$4.00) dollars for the transportation of a deceased person and per funeral as porter, or five (\$5.00) dollars if they are required to drive a vehicle.

(d) The decree shall not affect, in any way, higher rates of wages paid to employees at the time of coming into force. Orders in Council Nos. 159 and 2341.

3) Section VIII shall be abrogated and shall be replaced by the following:

SECTION VIII

Term of the Decree

The present decree remains in force until March 13, 1975. It renews itself automatically from year to year thereafter, unless one of the contracting parties gives the other a written notice to the contrary within the period

contraire, dans un délai d'au plus soixante (60) jours et d'au moins trente (30) jours avant le 13 mars de l'année 1975 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre. Arrêtés en conseil nos 159 et 3341.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, 24 juin 1972
46559-0

extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day before March 13, 1975 or of any subsequent year. Such notice shall also be given to the Minister of Labour and Manpower. Orders in Council Nos. 159 and 3341.

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

RÉAL MIREAULT, C.R.I.
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, June 24, 1972
46559-0

Industrie et Commerce

Industry and Commerce

Règlement de pêche du Québec

Québec Fishery Regulations

Avis de pêche aux coquillages

Notice respecting shellfishing

Vu la décision du Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

G-21.2 région s'étendant du quai de Havre de pêche de Newport Point — quai de Chandler

N-4.1 région s'étendant de Pointe Laval à Pointe Orient (en ligne avec le pont de Rivière Laval) sont toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation à l'état cru.

À ces causes et conformément à l'article 38, paragraphe 2, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

La présente interdiction ne s'applique pas cependant aux producteurs licenciés (Arrêté en Conseil Québec 1963-779) pour la mise en conserve seulement. Québec, le 5 juin 1972.

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce,
GUY SAINT-PIERRE.

46549-0

WHEREAS the Minister of National Health and Welfare has decided that shellfish in and along the shores and waters of:

G-21.2 the area extending from Havre de pêche de Newport Point Wharf — Chandler Wharf

N-4.1 the area extending from Laval Point to Orient Point (in line with the Laval River Bridge) are toxic to a degree which renders them dangerous for consumption in their raw state.

Therefore, and pursuant to section 38, paragraph 2 of the Québec Fishery Regulations, the Minister hereby closes the said areas to fishing and forbids whomsoever to fish for, take or possess shellfish from the said areas.

This interdiction does not apply, however, to licensed canneries (Order in Council, Québec 1963-779) whose sole product is canned goods. Québec, June 5, 1972.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Industry and Commerce.

46549-

Règlement de pêche du homard

*Décret d'exception
à la pêche du homard arrondissement
nos 10c et 10d, 1972-8*

En vertu de l'article 8 du règlement de pêche du homard établi par le décret C.P. 1963-745 du 15 mai 1963 (1), il plaît au ministre de l'Industrie et du Commerce du Québec, de rendre par les présentes le « Décret d'exception à la période de fermeture de la pêche du homard, » ci-après.

Québec, le 6 juin 1972.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce.

*Ordonnance d'exception à une période
de fermeture de la pêche du homard*

1. La présente ordonnance peut être citée sous le titre: Ordonnance d'exception à la période de fermeture de la pêche du homard 1972-8.

2. La période de fermeture de la pêche du homard dans les arrondissements de la pêche du homard nos 10C et 10D fixée au paragraphe (1) de l'article 3, du Règlement de pêche du homard et mentionnée à l'article 11, paragraphe a) de l'Annexe A dudit Règlement est par la présente modifiée pour l'année 1972 de manière que cette période commence le 22 juin pour se terminer le 31 août et recommencer le 1er octobre.

GUY SAINT-PIERRE.

46549-o

Lobster Fishery Regulations

*Fishing Variation Order
District Nos. 10C and 10D, 1972-8*

Pursuant to section 8 of the Lobster Fishery Regulations made by Order in Council P.C. 1963-745 of May 15, 1963 (1), the Minister of Industry and Commerce was pleased to make the following "Lobster Fishing Variation Order".

Québec, June 6, 1972.

Minister of Industry and Commerce.

Lobster Fishing Variation Order

1. This Order may be cited as: Lobster Fishing Variation Order 1972-8.

2. The closed seasons for lobster fishing in Lobster Fishing Districts Nos. 10C and 10D as fixed by subsection (1) of section 3, of the Lobster Fishing Regulations and mentioned in sections 11, subsection (a) of Schedule A of the said Regulation are hereby varied for 1972 so that they start on June 22nd, and end on August 31st, and start again on October 1st.

GUY SAINT-PIERRE.

46549-o

Proclamation

Canada,
Province de
Québec
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre 48 des lois de 1971) a été sanctionnée le 24 décembre 1971;

L.R-784

Proclamation

Canada,
Province of
Québec.
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern.

GREETING.

Proclamation

WHEREAS An Act respecting health services and social services (Chapter 48 of the Statutes of 1971), was assented to on December 24, 1971;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 168 de ladite loi, celle-ci doit entrer en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, à l'exception de l'article de l'article 149, lequel entrera en vigueur à toute date ultérieure qui pourra être fixée par toute autre proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'il y a lieu que l'entrée en vigueur de ladite loi, à l'exception de l'article 149, soit fixée au 1er juin 1972;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1463-72, en date du 31 mai 1972, Nous avons décrété et ordonné, sous l'autorité de l'article 168 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre 48 des lois de 1971), que soit fixée au 1er juin 1972, la date d'entrée en vigueur de ladite Loi sur les services de santé et les services sociaux, à l'exception de l'article 149.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce trente et unième jour de mai en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,
JEAN ALARIE.

Libro: 500
Folio: 219
46560-o

WHEREAS under section 168 of the said Act, the latter shall come into force on a date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council except section 149 which shall come into force on a later date which may be fixed by any other proclamation of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS it is expedient that the coming into force of the said Act, with the exception of section 149, be fixed for June 1, 1972;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 1463-72, dated May 31, 1972, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, under the authority of section 168 of An Act respecting health services and social services (Chapter 48 of the Statutes of 1971), that June 1, 1972, be fixed as the date of the coming into force of the said Act respecting health services and social services, with the exception of section 149.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this thirty-first day of May in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 219
46560-o

Avis divers

Projet de règlement

Corporation des évaluateurs agréés du Québec

Avis est donné, conformément à l'article 8 de la Loi constituant la Corporation des évaluateurs agréés du Québec (L.Q. 1969, ch. 104), la Corporation des évaluateurs agréés s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, à l'expiration des 30 jours suivant la publication

Miscellaneous Notice

Draft Regulation

Corporation of Chartered Appraisers of Québec

Public notice is hereby given that, pursuant section 8 of An Act to Incorporate the Corporation of Chartered Appraisers of Québec (S.Q. 1969, ch. 104), The Corporation of Chartered Appraisers will present a petition to the Lieutenant-Governor in Council upon the expira-

du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*, pour obtenir l'approbation des règlements suivants:

RÈGLEMENT NUMÉRO I

Dispositions générales

1-1 *Siège social*: La Corporation a son siège social en la Ville de Québec, à l'adresse désignée de temps à autre par résolution du conseil.

Le conseil peut, par résolution, ouvrir des bureaux de la Corporation à tout autre endroit dans la province de Québec.

1-2 *Sceau*: Le sceau de la Corporation est de forme circulaire et existe en version française et en version anglaise; chaque version comporte le nom de la Corporation dans la langue appropriée ainsi que l'indication de la loi qui régit la Corporation.

1-3 *Cartes et certificats*: Le conseil peut émettre aux membres des cartes et certificats attestant cette qualité. Ces cartes et certificats ont la forme prescrite par résolution du conseil.

Ces cartes et certificats demeurent la propriété de la Corporation et doivent être retournés à celle-ci, sur demande, par le membre qui perd sa qualité de membre, qui change de catégorie, qui démissionne, qui est suspendu ou qui est radié.

RÈGLEMENT NUMÉRO II

Les membres de la Corporation

2-1 *Catégories de membres*: Les membres de la Corporation font partie de l'une des catégories suivantes:

- i) Évaluateurs agréés
- ii) Évaluateurs ou membres stagiaires
- iii) Membres étudiants

2-2 *Honorabilité*: Personne ne peut être admis comme membre de la Corporation, dans quelque catégorie que ce soit, à moins de pouvoir justifier, à la satisfaction du conseil, de son honorabilité et de sa bonne conduite.

2-3 *Incompatibilité*: Est incompatible avec la qualité de membre de la Corporation, dans quelque catégorie que ce soit, le fait pour une personne de consacrer la plus grande partie de son temps et de ses efforts à l'exercice d'une profession, d'un métier, d'une industrie, d'un commerce ou d'une charge autre que l'évaluation ou qu'une profession ou occupation où il utilise sa formation d'évaluateur.

Le présent règlement n'a pas pour effet de rendre incompatible avec la qualité de membre étudiant ou

tion of 30 days from the date of publication of this notice in the *Québec Official Gazette* praying for approval of the following by-laws:

BY-LAW NO. I

General provisions

1-1 *Head office*: The Corporation's head office is in the City of Québec, at an address designated from time to time by resolution of the Board.

The Board may, by resolution, set up Corporation offices anywhere in the Province of Québec.

1-2 *Seal*: The Corporation's Seal is circular in shape and holds both the French and English versions; each version includes the name of the Corporation in the proper language and the indication of the Act which governs the Corporation.

1-3 *Cards and certificates*: The Board may issue cards and certificates to its members attesting such standing. These cards and certificates are in the form prescribed by resolution of the Board.

Such cards and certificates remain the property of the Corporation and must be returned to the latter, upon request, by the member who loses his standing as member, changes category, resigns, is suspended or barred.

BY-LAW NO. II

Members

2-1 *Categories*: Corporation members form part of one of the following categories:

- (i) Chartered appraisers
- (ii) Appraisers or members in training
- (iii) Student members

2-2 *Character*: No person will be admitted as a member of the Corporation, in any category whatsoever, unless he can give proof, to the satisfaction of the Board, of his integrity and good behaviour.

2-3 *Incompatibility*: The fact that a person devotes the greater part of his time and effort in the exercise of a profession, trade, industry, business or a charge other than appraising or a profession or occupation where he uses his appraiser's training is incompatible with the standing of Corporation member, in any category whatsoever.

This by-law was not made to render incompatible with the standing of student member or appraiser in

d'évaluateur stagiaire le fait pour un tel membre de gagner sa vie, durant le temps où il est membre étudiant de la Corporation ou évaluateur stagiaire, autrement que par la pratique de la profession d'évaluateur.

2-4 *Membres étudiants*: Toute personne, pour être admise comme membre étudiant de la Corporation avant le 31 décembre 1972, doit posséder les qualifications suivantes:

a) avoir terminé avec succès une douzième (12^e) année de scolarité ou l'équivalent; et

b) être inscrite et suivre régulièrement des cours d'évaluation reconnus par la Corporation;

Pour l'admission comme membre étudiant entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1973, les qualifications requises sont les suivantes:

a) avoir terminé avec succès une quatorzième (14^e) année de scolarité ou l'équivalent; et

b) être inscrit et suivre régulièrement des cours d'évaluation reconnus par la Corporation;

Pour l'admission comme membre étudiant à compter du 1^{er} janvier 1974, les qualifications requises sont d'être inscrits et de suivre régulièrement des cours d'évaluation reconnus par la Corporation et dispensés par tout établissement universitaire agréé par la Corporation:

2-5 Toute personne, pour être admise comme membre de la Corporation à titre d'évaluateur stagiaire, doit posséder les qualifications suivantes:

a) détenir les qualifications requises pour être admis comme membre étudiant de la Corporation;

b) avoir complété avec succès une année d'étude d'un cours d'évaluation dispensé et reconnu par la Corporation;

2-6 *Le stage*

a) *Durée*. La durée du stage du membre stagiaire est de 24 mois. Ce terme peut être abrégé par le conseil, sur rapport du comité d'éducation, en tenant compte de l'expérience du membre stagiaire acquise antérieurement à son admission à la qualité de membre stagiaire.

b) *Obligations*. Le membre stagiaire doit, durant le terme de son stage:

i) assister assidûment aux cours reconnus par la Corporation et prescrits dans son cas par le conseil, sur rapport du comité d'éducation, en tenant compte des connaissances théoriques du membre stagiaire en évaluation;

ii) subir avec succès les examens sanctionnant les cours prévus au sous-paragraphe i);

iii) soutenir oralement, avec succès, devant un jury composé d'au moins trois (3) évaluateurs agréés désignés par le conseil; sur rapport du comité d'éducation,

standing, the fact that such a member earns his living, while he is a student member of the Corporation or appraiser in training, other than by the practice of the appraisal profession.

2-4 *Students*: Any person, to be admitted as a student member of the Corporation before December 31, 1972, must possess the following qualifications:

(a) have successfully completed grade twelve (12) or the equivalent; and

(b) be registered and regularly attend appraisal courses recognized by the Corporation;

For admission as a student member between January 1st and December 31st of 1973, the following qualifications are required:

(a) have successfully completed grade fourteen (14) or the equivalent; and

(b) be registered and regularly attend appraisal courses recognized by the Corporation;

For admission as a student member upon, from and after January 1, 1974, the Corporation requires that a person be registered and regularly attend the appraisal courses recognized by the Corporation and given in all universities chartered by the Corporation:

2-5 Any person, to be admitted as a member of the Corporation with the standing of appraiser in training, must possess the following qualifications:

(a) meet the qualifications required to be admitted as student member of the Corporation; and

(b) have successfully completed one year in an appraisal course given and recognized by the Corporation;

2-6 *Course*

(a) *Duration*. The duration of the member in training's course is of twenty-four (24) months. Such course may be shortened by the Board, following a report of the Education Committee, considering the experience acquired by the member in standing before his admission as member in training.

(b) *Duties*. The member in training must, during the term of his course:

(i) assiduously attend the courses recognized by the Corporation and prescribed, in his case, by the Board, following a report of the Education Committee, considering the theoretical knowledge of the member in appraisal training;

(ii) successfully pass the examinations sanctioning the courses mentioned in sub-paragraph (i);

(iii) successfully make, before a jury made up of at least three (3) chartered appraisers designated by the Board, upon a report of the Education Committee, a

un rapport détaillé d'évaluation sur un objet et selon les normes préalablement établies par le jury:

iv) acquérir une connaissance pratique des règles, traditions et usages de la profession d'évaluateur;

v) participer assidûment aux activités spéciales organisées à l'intention des évaluateurs stagiaires par la Corporation;

vi) avoir collaboré activement, à temps partiel ou à temps plein, durant au moins un (1) an, avec un évaluateur agréé appelé « patron » dont la mission spéciale est de surveiller et de conseiller l'évaluateur stagiaire dans tous les actes de sa vie professionnelle. Ce « patron », à la fin de sa période de collaboration active avec un évaluateur stagiaire, fait rapport au comité d'éducation sur les qualifications et les connaissances de l'évaluateur stagiaire.

Le conseil, sur demande d'un évaluateur stagiaire qui est incapable de se trouver un « patron », lui en assigne un d'office.

c) L'évaluateur stagiaire n'est admis à formuler une opinion sur l'évaluation, à donner une consultation ou à certifier un rapport d'évaluation que dans les affaires qui lui sont confiées par son « patron ».

d) L'évaluateur stagiaire ne peut prendre le titre d'évaluateur qu'en le faisant suivre du mot « stagiaire ». Il a l'obligation de s'identifier comme tel dans tous les actes de sa vie professionnelle.

e) À l'expiration de la période du stage, le conseil, sur rapport du comité d'éducation et dans la mesure où il juge que l'évaluateur stagiaire a rempli les obligations qu'impose le présent règlement et acquis les connaissances et l'expérience requises d'un évaluateur agréé, délivre à l'évaluateur stagiaire un certificat établissant que ce dernier a complété avec succès son stage.

f) Si l'évaluateur stagiaire n'a pas satisfait aux prescriptions du présent règlement ou que, dans l'opinion du conseil, il n'a pas acquis les connaissances et l'expérience requises d'un évaluateur agréé, le conseil peut prolonger le stage d'un maximum de deux (2) fois douze (12) mois. À l'expiration des 48 mois de stage le certificat est, dans tous les cas, délivré ou refusé.

2-7 *Évaluateurs agréés*: Sous réserve de l'article 19 de la Loi des évaluateurs agréés L.Q. 1969, ch. 104, toute personne doit, pour être admise comme évaluateur agréé:

a) être détentrice du certificat prévu au paragraphe e de l'article 2-6; ou

b) posséder une formation et une expérience en évaluation que le conseil juge à la majorité des deux tiers des membres présents, équivalentes à celles d'une personne ayant complété avec succès le stage prévu au présent règlement.

detailed oral appraisal report on a given subject, according to the standards established beforehand by the jury:

(iv) Acquire a practical knowledge of the rules, traditions and uses of the appraisal profession;

(v) assiduously participate in the special activities established by the Corporation for the appraisers in training;

(vi) have actively collaborated, either part-time or fulltime, for at least one (1) year, with a chartered appraiser called "master" whose special mission is to supervise and counsel the appraiser in training in every phase of his professional life. This "master", at the end of his active collaboration period with an appraiser in training, reports to the Education Committee on the qualifications and knowledge of the appraiser in training.

The Board, upon the request of an appraiser in training who is unable to find a "master", assigns him one officially.

(c) The appraiser in training can give his opinion on matters entrusted him by his "master" only. He cannot opionate on appraising, give consultations or certify appraisal reports.

(d) The appraiser in training cannot take the standing of appraiser without using the word "in standing" afterwards. He must identify himself as such in every phase of his professional life;

(e) At the end of the course, upon the report of the Education Committee and if it judges that the appraiser in training has met the obligations imposed by this by-law, and acquired the knowledge and experience required of a chartered appraiser, the Board may issue a certificate to the appraiser in training stating that the latter successfully completed his course;

(f) If the appraiser in training has not met the requirements of this by-law or that, in the Board's opinion, he has not acquired the knowledge and experience required of a chartered appraiser, the Board may extend the course for a maximum of two (2) periods of twelve (12) months. At the expiry of the forty-eight (48) month course, the certificate is, in all cases, either granted or refused.

2-7 *Chartered appraisers*: subject to section 19 of the Chartered Appraisers Act. (S.Q., 1969, Chapter 104), a person must, to be admitted as a chartered appraiser:

(a) hold the certificate mentioned in paragraph (e) of By-Law of By-Law 2-6; or

(b) have the training and experience in appraising which the Board judges, with a majority of two-thirds of the members present, equivalent to that of a person having successfully completed the training provided for in this by-law.

2-8 *Admission*: Nul ne peut être admis comme membre de la Corporation, à quelque catégorie que ce soit, à moins d'en faire la demande par écrit, dans les formes prescrites par le conseil, d'acquitter les frais d'inscription et de cotisation exigibles, et de satisfaire aux règlements de la Corporation.

2-9 *Demande d'admission*: Toute demande d'admission doit être adressée au secrétaire de la Corporation, au siège social de cette dernière, et être accompagnée de la preuve documentaire que le candidat possède les qualifications requises par les règlements. Sur réception de la demande, le secrétaire en accuse réception et la soumet ensuite au comité d'admission pour étude et enquête. Le comité d'admission fait rapport au conseil qui approuve ou refuse la demande.

2-10 *Avis d'admission ou de refus*: Le conseil doit aviser l'aspirant par écrit de sa décision. Le conseil n'est tenu en aucun cas de fournir au candidat les motifs de sa décision.

2-11 *Droits d'entrée*: Les droits d'entrée sont les suivants:

a) pour un membre étudiant	\$10.
b) pour un évaluateur stagiaire:	
i) qui détient déjà le statut de membre étudiant:	40.
ii) qui ne détient pas le statut de membre étudiant:	50.
c) pour un membre agréé:	
i) qui détient déjà le statut d'évaluateur stagiaire:	25.
ii) qui ne détient déjà que le statut de membre étudiant:	65.
iii) qui ne détient aucun statut de membre dans une autre catégorie:	75.

2-12 *Démission*: Tout membre en règle de la Corporation peut donner sa démission par un avis écrit, adressé au secrétaire de la Corporation; cette démission prend effet sur réception par le secrétaire de cet avis.

2-13 *Suspension*: Tout membre dont la cotisation est en souffrance depuis plus de 6 mois de sa date d'échéance peut être suspendu par le conseil et radié du registre des membres. Cette personne peut cependant être admise à nouveau comme membre sur paiement des cotisations en retard et aux termes et conditions imposés par le conseil.

2-14 *Radiation*: Tout membre de la Corporation trouvé coupable d'un manquement aux règlements de

2-8 *Admission*: No person can be admitted as a member of the Corporation, in any category whatsoever, unless he applies in writing, in the manner prescribed by the Board, pays the required registration and subscription fees and conforms with the by-laws of the Corporation.

2-9 *Application for admission*: Every application for admission must be sent to be Secretary of the Corporation, at the latter's head office, and be accompanied by documentary proof that the candidate has the qualifications required in the by-laws. Upon reception of the application, the Secretary acknowledges and later submits such applications to the Admission Committee for study and investigation. The Admission Committee submits a report to the Board which approves or refuses the application.

2-10 *Notice of admission or refusal*:
The Board must advise the applicant of its decision in writing. The Board is in no case obliged to give the reasons of its decision to the candidate.

2-11 *Admission*: The admission fees are as follows:

(a) for a student member	\$10.
(b) for an appraiser in training:	
(i) who already has the standing of student member:	40.
(ii) who does not have the standing of student member:	50.
(c) for a chartered member:	
(i) who already has the standing of appraiser in training:	25.
(ii) who already holds the standing of student member only:	65.
(iii) who has no standing as a member in another category:	75.

2-12 *Resignation*: Any member in standing of the Corporation may resign by giving notice thereof in writing, addressed to the Corporation Secretary. This resignation comes into effect upon reception of this notice by the Secretary.

2-13 *Suspension*: Any member whose subscription has not been paid for six (6) months from the date it falls due, may be suspended by the Board and barred from the register. Such person may however be readmitted as a member upon payment of the subscription in arrears and according to the terms and conditions imposed by the Board.

2-14 *Barring*: Any member of the Corporation who has been found guilty of violating its by-laws by the

celle-ci par le comité d'éthique et de discipline peut être radié temporairement ou définitivement de la Corporation, par décision du conseil, sur rapport du comité d'éthique et de discipline.

2-15 Appel: Toute personne qui s'est vue refuser l'admission à la Corporation à la catégorie de membres pour laquelle elle a postulé son admission ou qui a été radiée de la Corporation temporairement ou définitivement peut en appeler de cette décision au moyen d'un avis écrit adressé au secrétaire de la Corporation dans les 30 jours de la décision du conseil: cette personne, si elle en fait la demande, doit être entendue par le comité chargé d'étudier son appel.

L'avis d'appel est transmis au comité pertinent de la Corporation. Ce comité doit étudier l'appel, entendre l'appellant qui en a fait la demande, étudier le dossier complet de l'appellant et faire rapport au conseil dans les 60 jours de la réception de l'avis d'appel.

La décision du conseil sur cet appel est finale et sans appel. Le secrétaire doit aviser l'appellant de la décision rendue sur son appel, au moyen d'un avis écrit, dans les 30 jours de la décision du conseil.

2-16 Titre: Tout membre doit s'identifier comme évaluateur agréé, évaluateur stagiaire ou membre étudiant de la Corporation, selon la catégorie de membres à laquelle il a été admis, dans tous les actes de sa vie professionnelle.

Seul un évaluateur agréé peut employer le titre d'évaluateur agréé ou d'estimateur agréé ou s'attribuer les initiales E.A. ou C. App..

2-17 Sceau: Seul un évaluateur agréé peut avoir un sceau personnel qu'il pourra apposer sur tous les documents dont il est l'auteur dans l'exercice de sa profession.

Ce sceau doit être de forme circulaire et porter le nom du membre agréé ainsi que les mots « Corporation des Évaluateurs Agréés du Québec » ou « Corporation of Chartered Appraisers of Québec ».

Ce sceau doit être obtenu de la Corporation et le membre qui en fait la demande doit en payer le coût à la Corporation.

Ce sceau demeure la propriété de la Corporation, bien qu'il soit en la possession du membre agréé, et doit être retourné à la Corporation, sur demande, dès que le membre de la Corporation cesse d'avoir cette qualité pour quelque raison que ce soit.

RÈGLEMENT NUMÉRO III

Assemblées des membres

3-1 Types d'assemblées: Les membres de la Corporation se réunissent en assemblée générale annuelle ou en

Ethics and Disciplinary Committee may be temporarily or definitely barred from the Corporation, by decision of the Board, upon a report from the Ethics and Disciplinary Committee.

2-15 Appeal: Any person who was refused admission to the Corporation in the category of members for which he applied or who was barred from the Corporation temporarily or definitely, may appeal this decision by means of a written notice addressed to the Corporation Secretary within thirty (30) days of the decision of the Board; such person, if he so requests, must be heard by the Committee responsible for the study of his appeal.

The notice of appeal is sent to the appropriate Committee of the Corporation. This Committee must study the appeal, hear the appellant, study the appellant's complete file and report to the Board within sixty (60) days after reception of the notice of appeal.

The Board's decision on this appeal is final and conclusive. The Secretary must advise the appellant of the decision taken on his appeal, by means of a written notice, within thirty (30) days of the Board's decision.

2-16 Title: Every member must identify himself as a chartered appraiser, appraiser in training or student member of the Corporation, according to the category of members to which he was admitted, in every phase of his professional life.

Only a chartered appraiser may use the title of chartered appraiser or chartered assessor or use the initials C. App. or E.A.

2-17 Seal: Only a chartered appraiser may own a personal seal which he will place on documents prepared in the practice of his profession.

Such seal must be circular in shape, bear the name of the chartered member and the words "Corporation des Évaluateurs Agréés du Québec" or "Corporation of Chartered Appraisers of Québec".

Such seal may be obtained from the Corporation and the member requesting it must pay the cost thereof to the Corporation.

This seal remains the property of the Corporation, even if it is in the possession of the chartered member, and must be returned to the Corporation, upon request, as soon as the member of the Corporation ceases to have this standing for any reason whatever.

BY-LAW NO. III

Meetings of the members

3-1 Kinds of meetings: The members of the Corporation will meet in a general annual meeting or a special

assemblée générale spéciale à l'endroit dans la province de Québec, au jour et à l'heure déterminés par le conseil.

3-2 *Assemblée générale annuelle*: Une assemblée générale annuelle des membres doit avoir lieu au moins une fois par exercice financier de la Corporation.

3-3 *Assemblée générale spéciale*: Une assemblée générale spéciale peut être convoquée si la tenue d'une telle assemblée est exigée par le président ou un vice-président de la Corporation, par le tiers des membres du conseil ou par 50 membres agréés de la Corporation.

Toute assemblée générale spéciale des membres qui doit être convoquée en vertu du présent règlement doit l'être à une date qui ne soit pas de plus de 2 mois postérieure à la réception au siège de la Corporation de la demande de convocation d'une telle assemblée.

3-4 *Avis de convocation*: L'assemblée générale annuelle des membres doit être convoquée par un avis écrit mis à la poste, à l'adresse de chacun des membres apparaissant aux livres de la Corporation, au moins 90 jours avant la date de cette assemblée.

Toute assemblée générale spéciale des membres doit être convoquée par avis écrit mis à la poste à l'adresse de chacun des membres, telle qu'elle apparaît aux livres de la Corporation, au moins 14 jours avant la date de l'assemblée.

3-5 *Renonciation*: Tout membre peut renoncer par écrit à l'avis de convocation d'une assemblée générale annuelle ou spéciale, auquel cas l'avis de convocation est censé avoir été régulièrement expédié à ce membre.

3-6 *Attestation*: Une déclaration signée par le secrétaire de la Corporation certifiant la mise à la poste de tous les avis requis pour la convocation d'une assemblée des membres fait preuve *prima facie* de l'envoi de ces avis.

3-7 *Non-réception*: La non-réception d'un avis par un membre n'invalide pas les procédures d'une assemblée des membres.

3-8 *Ordre du jour*: Un ordre du jour sous la signature du secrétaire doit accompagner tout avis de convocation d'une assemblée des membres.

3-9 *Quorum*: Le quorum à toute assemblée des membres est de 50 membres agréés.

3-10 *Présidence*: Toute assemblée des membres est présidée par le président de la Corporation ou, en son absence, par le premier vice-président ou, en l'absence de celui-ci, par le deuxième vice-président. Dans le cas

general meeting at a place in Québec, on the day and at the time determined by the Board.

3-2 *Annual general meeting*: An annual general meeting of the members must be held at least once during the fiscal year of the Corporation.

3-3 *Special general meeting*: A special general meeting may be convened at any time by order of the Board and must be convened if the holding of such a meeting is required by the President or Vice-President of the Corporation, by one-third of the members of the Board, or by fifty chartered members of the Corporation.

Every special general meeting of the members to be convened pursuant to this by-law must be done no later than two (2) months after reception at the office of the Corporation of the request to call such a meeting.

3-4 *Convening*: The annual general meeting of the members must be convened by a written notice mailed and addressed to each member listed in the books of the Corporation, at least ninety (90) days before the date of this meeting.

Every special general meeting of the members must be convened by written notice mailed and addressed to each of the members, as listed in the books of the Corporation, at least fourteen (14) days before the meeting date.

3-5 *Renunciation*: Any person may renounce in writing the convening notice of an annual or special general meeting, in which case the convening notice is supposed to have been regularly sent to such member.

3-6 *Attestation*: A declaration signed by the Corporation's Secretary attesting to the mailing of all notices required to convene a meeting of the members is proof at face value of the mailing of these notices.

3-7 *Non-reception*: The fact a member has not received his notice does not invalidate the proceedings of a meeting of the members.

3-8 *Agenda*: The agenda, signed by the Secretary, must accompany every convening notice for a meeting of the members.

3-9 *Quorum*: The quorum at every meeting of the members is of fifty (50) chartered members.

3-10 *Chairman*: Every meeting of members is chaired by the President of the Corporation or, in his absence, by the first Vice-President or, in the absence of the latter, by the second Vice-President. Should all these

d'absence de ces officiers, celui des membres du conseil qui est désigné à cette fin par la majorité agit comme président d'assemblée.

3-11 *Vote*: Chaque membre agréé a droit à un (1) vote. Au cas d'égalité des voix, le président d'assemblée a droit à un (1) vote prépondérant.

Les évaluateurs stagiaires et les membres étudiants de la Corporation n'ont pas le droit de vote aux assemblées des membres, mais ils ont droit de s'y faire entendre.

3-12 *Majorité*: À moins de dispositions contraires des règlements de la Corporation, toute question soumise à une assemblée des membres est décidée à la majorité des voix exprimées.

3-13 *Scrutin*: Dans aucun cas il n'est nécessaire de prendre le vote par scrutin, sauf sur la demande expresse de 3 membres présents et ayant droit de voter à l'assemblée ou sauf exception contenue aux règlements de la Corporation.

3-14 *Procédure*: Au cas de silence des règlements sur la procédure des assemblées des membres, cette dernière est déterminée selon la " Procédure des assemblées délibérantes " de Victor Morin.

officers be absent, one of the members of the Board is designated for this purpose by the majority, and he chairs the meeting.

3-11 *Vote*: Each chartered member has the right to one (1) vote. Should a tie occur, the chairman of the meeting will have the right to one (1) casting-vote.

The appraisers in training and student members of the Corporation do not have the right to vote at the meetings of the members, but they have the right to be heard.

3-12 *Majority*: Unless provisions contrary to the by-laws of the Corporation are adopted, all questions submitted to a meeting of the members will be decided upon by the majority votes.

3-13 *Poll*: It is never necessary to vote by poll, save if three (3) members present, entitled to vote at a meeting, expressly ask so, or as a result of an exception made in the by-laws of the Corporation.

3-14 *Procedure*: Should the by-laws not provide for the procedure of the meetings of the members, the latter will be determined according to the "Procédure des Assemblées Délibérantes" by Victor Morin.

RÈGLEMENT NUMÉRO IV

La composition et le mandat du conseil

4-1 *Composition du conseil*: Le conseil se compose:

a) de membres élus, à raison d'un pour chacune des sections régionales;

b) de membres élus, à raison d'un (1) par nombre entier de 100 membres au-delà de 25 membres pour toute section régionale ayant 125 membres ou plus;

c) d'un (1) membre élu pour chaque section spécialisée, s'il en est:

Un membre peut être élu à la fois pour représenter une section régionale et une section spécialisée. Il a alors droit à deux voix au conseil.

Les membres du conseil portent le titre de conseillers.

4-2 *Durée du mandat*: Les membres du conseil demeurent en fonction pour un terme de 2 ans pourvu qu'ils demeurent membres du conseil d'administration de la section régionale ou spécialisée qu'ils représentent ou jusqu'à l'élection ou la nomination de leur successeur.

BY-LAW NO. IV

Board composition and term of Office

4-1 *Composition of the Board*: The Board is composed:

(a) of members elected, at a rate of one for each regional section;

(b) of members elected, at a rate of one (1) for each 100 members in excess of 25 members for each regional section with 125 members or more;

(c) one (1) member elected for each specialized section, if applicable.

A member may be elected to represent both a regional and a specialized section. He thus gains the right to two votes on the Board.

The members of the Board are known as councillors.

4-2 *Duration of the term of Office*: The members of the Board will remain in office for a two (2) year term provided they remain members of the regional or specialized sections they represent or up to the election or appointment of their successor.

RÈGLEMENT NUMÉRO VI

BY-LAW NO. VI

*Les assemblées du conseil**Board meetings*

6-1 *Assemblées du conseil*: La première assemblée du conseil a lieu immédiatement après l'assemblée générale annuelle des membres de la Corporation.

Aucun avis de convocation et aucun ordre du jour n'est requis pour cette assemblée, au cours de laquelle il est procédé à l'élection des officiers de la Corporation. Par la suite, les assemblées du conseil ont lieu au moins tous les 4 mois, et peuvent être convoquées en tout temps et à l'endroit au Québec que le conseil détermine de temps à autre.

6-2 *Convocation*: Une assemblée du conseil peut être exigée par le président ou un vice-président ou par 5 membres du conseil, en tout temps, et le secrétaire, sur telle demande, doit convoquer cette assemblée dans un délai maximum de 30 jours à compter de la réception de la demande.

6-3 *Avis*: Un avis écrit des endroit et heure de toute assemblée du conseil, sauf l'assemblée annuelle, doit être livré personnellement ou envoyé par courrier au plus tard 6 jours avant l'assemblée.

6-4 *Renonciation*: Tout conseiller peut renoncer par écrit à l'avis de convocation d'une assemblée du conseil, auquel cas l'avis de convocation est censé avoir été régulièrement expédié à ce membre.

6-5 *Attestation*: Une déclaration signée par le secrétaire attestant la mise au courrier de tous les avis requis fait preuve *prima facie* de l'envoi de ces avis.

6-6 *Non-réception*: La non-réception d'un avis par un conseiller n'invalide pas les procédures d'une assemblée.

6-7 *Ordre du jour*: Un ordre du jour sous la signature du secrétaire doit accompagner tout avis de convocation.

6-8 *Quorum*: La majorité des conseillers constitue le quorum de toute assemblée du conseil.

6-9 *Présidence*: Toute assemblée du conseil est présidée par le président ou en son absence, par l'un des vice-présidents, dans l'ordre. Dans le cas d'absence de ces officiers, celui des membres du conseil qui est désigné à cette fin par la majorité agit comme président de l'assemblée.

6-10 *Vote*: Chaque membre du conseil a droit à une voix, sauf dans le cas prévu au règlement 4-1. En cas

6-1 *Board meetings*: The first Board meeting will be held immediately after the annual general meeting of the members of the Corporation.

No convening notice nor agenda is required for this meeting, during which the officers of the Corporation will be elected. Afterwards, the Board meetings will be held at least every 4 months, and will be convened at any time or place in Québec determined by the Board from time to time.

6-2 *Convening*: A Board meeting may be requested by the President or Vice-President or by five (5) members of the Board, at any time, and the Secretary, upon such request, must convene this meeting within a maximum time limit of thirty (30) days upon and after reception of the request.

6-3 *Notice*: A written notice of the place and time of every Board meeting, save the annual meeting, must be delivered personally or mailed 6 days before the meeting, at the latest.

6-4 *Renunciation*: Any councillor may renounce the convening notice of a Board meeting in writing, in which case the convening notice is deemed to have been regularly sent to such member.

6-5 *Attestation*: A declaration signed by the Secretary attesting to the mailing of every notice required is proof at face value of the sending of such notices.

6-6 *Non-reception*: The fact that a councillor has not received his notice does not invalidate the proceedings of a meeting.

6-7 *Agenda*: An agenda, signed by the Secretary, must accompany every convening notice.

6-8 *Quorum*: The majority of the councillors constitutes the quorum of any Board meeting.

6-9 *Chairman*: Every Board meeting is chaired by the President or in his absence, by one of the Vice-Presidents, in order. Should these officers be absent, the member of the Board designated for this purpose by the majority will act as chairman of the meeting.

6-10 *Vote*: Every member of the Board has the right to one vote, save in the case provided for in By-law

d'égalité des voix, le président a droit à un (1) vote prépondérant.

6-11 *Majorité*: Toutes les questions soumises à l'assemblée du conseil sont décidées à la majorité des voix exprimées, sauf disposition contraire du présent règlement.

La majorité des deux tiers des membres présents et exerçant leur droit de vote est cependant requise pour l'adoption, la modification ou l'abrogation d'un règlement.

6-12 *Procédure*: Au cas de silence des règlements sur la procédure des assemblées du conseil, celle-ci est déterminée selon la « Procédure des assemblées délibérantes » de Victor Morin.

RÈGLEMENT NUMÉRO VII

Le comité exécutif et les officiers

7-1 *Composition*: Les cinq officiers suivants de la Corporation soit le président, les deux vice-présidents, le secrétaire et le trésorier composent le comité exécutif.

7-2 *Pouvoirs*: Le comité exécutif exécute les affaires courantes de la Corporation, sous la surveillance du conseil, lorsque le conseil n'est pas en session et il exécute les tâches à lui assignées par le conseil.

Sous réserve des droits des tiers les décisions du comité exécutif n'ont d'effet que jusqu'à la prochaine assemblée du conseil et faute d'être ratifiées par cette assemblée, ces décisions deviennent caduques.

Le comité exécutif veille à l'exécution des décisions prises par le conseil.

7-3 *Vote*: Chaque membre du comité exécutif a droit à un vote. En cas d'égalité des voix, le président a droit à un vote prépondérant.

7-4 *Quorum*: La majorité des membres du comité exécutif constitue le quorum du comité exécutif.

7-5 *Officiers*: Les officiers de la Corporation sont: un président, deux vice-présidents, un secrétaire, un trésorier et, si le conseil en nomme un, un gérant.

7-6 *Élection des officiers*: Les officiers de la Corporation sont élus par le conseil, parmi ses membres, au cours de l'assemblée du conseil qui suit immédiatement l'assemblée annuelle des membres de la Corporation.

Cette assemblée du conseil est présidée par l'un des membres du conseil désigné par ce dernier.

4-1. Should a tie occur, the Chairman has the right to one (1) casting-vote.

6-11 *Majority*: All questions submitted at the Board meeting will be decided upon by majority votes, except in cases of provisions to the contrary.

A majority of two-thirds of the members present and using their right to vote is required however for the adoption, amendment or repealing of a by-law.

6-12 *Procedure*: If no provision on the procedure of the Board meetings is made in the by-laws, it will be determined according to the "Procédure des Assemblées Délibérantes" by Victor M.

BY-LAW NO. VII

Executive Committee and Officers

7-1 *Composition*: The following five officers of the Corporation, namely the President, two Vice-Presidents, the Secretary and the Treasurer make up the Executive Committee.

7-2 *Powers*: The Executive Committee handles the current affairs of the Corporation, under the supervision of the Board, when the Board is not in session and carries out the tasks assigned by the Board.

Subject to the rights of third parties, the decisions of the Executive Committee are in force only until the next Board meeting and if not ratified at this meeting, become null and void.

The Executive Committee ensures that the decisions taken by the Board are implemented.

7-3 *Vote*: Each member of the Executive Committee has the right to one vote. Should a tie occur, the Chairman has the right to a casting-vote.

7-4 *Quorum*: The majority of the members of the Executive Committee constitutes the quorum of the Executive Committee.

7-5 *Officers*: The officers of the Corporation are: One President, two Vice-Presidents, one Secretary, one Treasurer and, if appointed by the Board, one Manager.

7-6 *Election of officers*: The officers of the Corporation are elected by the Board, among its members, at a Board meeting which immediately follows the annual meeting of the members of the Corporation.

This Board meeting is chaired by one of the members designated by the Board.

Les officiers ainsi élus entrent en fonction à la fin de cette assemblée.

7-7 Exception: Nonobstant l'article 7-5, le conseil peut nommer au poste de gérant une personne qui n'est pas membre du conseil.

7-8 Inéligibilité: Personne ne peut agir comme président de la Corporation durant plus de 2 années consécutives.

7-9 Remplacement: Toute vacance à l'un des postes d'officiers de la Corporation est comblée par le conseil, qui nomme, pour le reste du terme d'office de l'officier à remplacer, une personne qui possédait les qualités requises pour être élue au poste à combler.

7-10 Devoirs du président: Le président est le chef de l'exécutif de la Corporation. Il préside à toutes les assemblées des membres et du conseil auquel il est présent. Il s'occupe de la gestion des affaires de la Corporation. Il veille à la mise en oeuvre de toutes les décisions, résolutions et règlements du conseil. Il est d'office membre de tous les comités permanents. Il exerce tous les autres pouvoirs et remplit tous les autres devoirs que peut de temps à autres lui déléguer le conseil.

En cas d'égalité des voix à toute assemblée, le président a droit à un second vote ou vote prépondérant.

7-11 Devoirs des vice-présidents: Chacun des vice-présidents, dans l'ordre de son élection, remplace le président absent ou incapable d'agir, en remplit tous les devoirs et en exerce tous les pouvoirs.

De plus, chacun des vice-présidents exerce les pouvoirs et remplit les devoirs que peut lui déléguer de temps à autres le conseil.

7-12 Devoirs du trésorier: Le trésorier a la responsabilité de tous les argents et valeurs de la Corporation. Il doit déposer toute somme et valeur au nom de la Corporation et à son crédit dans une banque, caisse populaire ou autre institution recevant les dépôts du public désignée par le conseil.

Le trésorier doit rendre compte de sa gestion au conseil aussi souvent qu'il en est requis et, de toute façon, à la fin de chaque année fiscale.

Le trésorier a la charge, la garde et la responsabilité des livres de comptes de la Corporation. Il est sujet au contrôle du président et il exerce les pouvoirs et l'autorité et remplit les devoirs que peut lui déléguer de temps à autres le conseil.

À moins que le conseil en décide autrement, le trésorier signe avec le président ou un des vice-présidents tout chèque, traite, billet, ordre de paiement d'argent, effet de commerce ou autre document du même genre et

The officers thus elected begin their term of office at the end of such meeting.

7-7 Exception: Notwithstanding article 7-5, the Board may appoint as manager a person who is not a member of the Board.

7-8 Ineligibility: No person can act as President of the Corporation for more than 2 consecutive years.

7-9 Replacement: Any vacancy in one of the officer positions of the Corporation will be filled by the Board, who appoints, for the remainder of the term of office concerned, a person who meets the requirements for election to the vacant position.

7-10 President's Duties: The President is the executive head of the Corporation. He presides over all meetings of the members and of the Board when he is present. He manages the affairs of the Corporation and sees that all decisions, resolutions and by-laws of the Board are carried out. He is member *ex officio* of all permanent committees. He exercises all other powers and fulfils all other duties which may, from time to time, be delegated by the Board.

Should a tie occur at any meeting, the Chairman has the right to a second or casting-vote.

7-11 Vice-Presidents' Duties: Each Vice-President, in the order of his election, replaces the President who is absent or unable to act, fulfils all his duties and exercises all his powers.

Moreover, each Vice-President exercises the powers and assumes the duties which the Board may delegate from time to time.

7-12 Treasurer's Duties: The Treasurer is responsible for the money and securities of the Corporation. He must deposit all the money and securities on behalf of the Corporation to its credit in a bank, caisse populaire or other institution receiving deposits from the public, designated by the Board.

The Treasurer must account for his management as often as the Board requires and, in any case, at the end of each fiscal year.

The Treasurer is entrusted with the Corporation's book; he keeps them and he is responsible for them. He is subject to the President's control, exercises the powers and authority and fulfils the duties which the Board may delegate from time to time.

Unless the Board decides otherwise, the Treasurer signs, with the President or one of the Vice-Presidents, any check, draft, note, money order, negotiable instrument and other document of the same kind, and he

effectue tout paiement et règlement sous la direction du conseil.

Le conseil peut exiger, comme condition du maintien du trésorier à son poste, qu'il fournisse auprès de la Corporation et aux frais de celle-ci un cautionnement émis par une compagnie de cautionnement reconnue garantissant la fidèle exécution de ses devoirs. Il est *ex officio* membre du comité de finance de la Corporation.

7-13 *Devoirs du secrétaire*: Le secrétaire est présent à toutes les assemblées du conseil et du comité exécutif et à toutes les assemblées générales des membres; il agit comme secrétaire de ces assemblées, enregistre les votes et rédige les procès-verbaux de ces assemblées.

Il donne ou voit à ce que soit donné l'avis de toute assemblée du conseil ou du comité exécutif et de toute assemblée générale des membres de la Corporation: il remplit tous autres devoirs qui peuvent lui être délégués par le conseil ou le président de la Corporation, sous la surveillance duquel il est placé.

Il a la garde du sceau et de tous les livres et documents de la Corporation, sauf les livres de comptes.

7-14 *Devoirs du gérant*: Le gérant, s'il en est nommé un, veille, sous la direction du président, à la mise en oeuvre des décisions des assemblées des membres du conseil et du comité exécutif; il exerce en outre les pouvoirs et remplit les obligations que peuvent prescrire le conseil, le comité exécutif ou le président.

RÈGLEMENT NUMÉRO IX

Dispositions financières et contractuelles

9-1 *Exercice financier*: L'exercice financier de la Corporation se termine le 31 décembre de chaque année.

9-2 *Vérificateur*: Le ou les vérificateurs des livres de la Corporation sont nommés par l'assemblée générale annuelle des membres pour exercer cette fonction jusqu'à l'assemblée générale annuelle suivante et jusqu'à la nomination de son ou de leurs successeurs, à moins que ce ou ces vérificateurs démissionnent auparavant de leur charge ou que leur charge devienne vacante par décès, auquel cas le conseil d'administration les remplace.

Les vérificateurs ainsi nommés font la vérification des livres et comptes de la Corporation et soumettent un rapport écrit de leurs constatations à la prochaine assemblée générale annuelle des membres de la Corporation.

Le ou les vérificateurs des livres de la Corporation doivent être comptables agréés. La rémunération des vérificateurs est fixée par le conseil.

effects all payments and settlements under the direction of the Board.

The Board may require, as a condition for the Treasurer's position, that he provide the Corporation and at the expense of the latter, with a bond issued by a recognized bond company guaranteeing the faithful accomplishment of his duties. He is *ex officio* a member of the Corporation Finance Committee.

7-13 *Secretary's Duties*: The Secretary attends all Board and Executive Committee meetings and all general meetings of the members; he acts as Secretary at these meetings, records the votes and writes the minutes of such meetings.

He gives notice or sees that notice is given of all Board or Executive Council meetings and any general meeting of the members of the Corporation: He fulfils all other duties which may be delegated by the Board or Corporation President, under whose supervision he is placed.

He keeps the Seal and all books and documents of the Corporation, except the accounting books.

7-14 *Manager's Duties*: The Manager, if one is appointed, supervises, under the direction of the President, the implementation of the decisions taken at Board and Executive Committee meetings; in addition he exercises the powers and fulfils the duties which the Board, the Executive Committee or the President may prescribe.

BY-LAW NO. IX

Financial and contractual provisions

9-1 *Financial year*: The Corporation's financial year ends on December 31st of each year.

9-2 *Auditor*: The auditor or auditors of the Corporation books are appointed at the annual general meeting of the members, and they carry out this function until the following annual general meeting or until the appointment of his or their successors, unless this or these auditors resign from their position beforehand or their post becomes vacant through death, in which case the Board replaces them.

The auditors thus appointed verify the books and accounts of the Corporation and submit a written report of their findings at the next general annual meeting of the members of the Corporation.

The auditor or auditors of the Corporation book must be chartered accountants. The auditors' salary is fixed by the Board.

9-3 *Cotisations annuelles*: Les cotisations annuelles exigibles des membres sont les suivantes:

- a) pour un évaluateur agréé \$75.
- b) pour un évaluateur stagiaire \$40.
- c) pour un membre étudiant \$15.

Les cotisations annuelles sont dues et exigibles le premier jour de janvier de chaque année.

Toute personne admise dans les trois derniers mois d'une année fiscale peut payer un quart de la cotisation pour l'année en cours pourvu qu'elle acquitte en même temps la cotisation entière pour l'année suivante.

9-4 *Titres et valeurs*: Tous les fonds, titres et valeurs reçus ou détenus par la Corporation sont déposés dans une banque, une compagnie de fiducie ou caisse populaire ou dans des coffrets de sûreté suivant la décision du conseil.

9-5 *Signature des documents*: Les chèques, billets, effets de commerce ou ordres de paiement sont signés pour le compte de la Corporation par le président ou un vice-président conjointement avec le trésorier ou le secrétaire, à moins que le conseil en décide autrement.

Tous autres contrats ou documents qui doivent être exécutés pour le compte de la Corporation le sont, après approbation du conseil ou du comité exécutif selon le cas, par le président ou un vice-président de la Corporation conjointement avec le secrétaire ou le trésorier, à moins que le conseil en décide autrement.

9-6 *Déclarations judiciaires*: Le président, tout vice-président, le secrétaire ou le trésorier ou toute autre personne à ce autorisée par résolution du conseil est par les présentes autorisée à comparaître et à répondre pour le compte de la Corporation à tout bref, ordre des tribunaux, interrogatoire sur faits et articles ou autres procédures, à faire pour le compte de la Corporation toute déclaration sur saisie-arrêt ou autre saisie en mains tierce, à faire tous affidavits et déclarations assermentées en relation avec ce qui précède ou en relation avec toute procédure judiciaire à laquelle la corporation est partie ainsi qu'à signer pour le compte de la Corporation toute requête en liquidation, requête de séquestre, requête de mise en faillite ou autre requête du genre quant à tout débiteur de la Corporation et à assister et à voter pour le compte de la Corporation à toute assemblée de créanciers et à donner, en relation avec de telles procédures, des procurations pour le compte de la Corporation.

9-7 *Représentation aux assemblées*: Le président, tout vice-président, le secrétaire ou le trésorier ou tout autre officier ou personne à ce autorisée par résolution du conseil sont par les présentes autorisés à représenter la Corporation et à assister et à voter pour le compte de la Corporation à toute assemblée dans laquelle la Cor-

9-3 *Annual subscriptions*: The annual subscriptions which the members must pay are as follows:

- (a) for a chartered appraiser \$75.
- (b) for an appraiser in training \$40.
- (c) for a student member \$15.

The annual fees are due and payable on the first day of January of each year.

Any person admitted in the last three months of a fiscal year may pay one-fourth of the subscription for the current year provided that he pay, at the same time, the entire subscription for the following year.

9-4 *Titles and securities*: All funds, titles and securities received or held by the Corporation will be deposited in a bank, a trust company, caisse populaire or in safety deposit boxes, according to the decision of the Board.

9-5 *Signing of documents*: Checks, drafts, notes or money orders will be signed on behalf of the Corporation by the President or a Vice-President together with the Treasurer or Secretary, unless the Board should decide otherwise.

All other contracts or documents which must be executed for the Corporation will be, after approval by the Board or Executive Committee, as the case may be, by the President or a Vice-President of the Corporation together with the Secretary or Treasurer, unless the Board should decide otherwise.

9-6 *Legal statements*: The President, any Vice-President, the Secretary or the Treasurer or any other person authorized to do so by resolution of the Board is hereby authorized to appear and answer on the Corporation's behalf, to any writ, court order, examination on facts and articles or other procedures, to make in the Corporation's name any statement on garnishment or other garnishment by a third party, to make all sworn affidavits and statements in relation with the foregoing or in relation with any legal procedure to which the Corporation is a party and to sign, on behalf of the Corporation any petition for liquidation, petition for sequestration, petition in bankruptcy or other petition of the same kind as regards any Corporation debtor and assist and vote, on behalf of the Corporation, at any meeting of creditors and give, in relation with such proceedings, powers of attorney on behalf of the Corporation.

9-7 *Representation at meetings*: The President, any Vice-President, the Secretary or the Treasurer or any other officer or person authorized to do so by resolution of the Board, are hereby authorized to represent the Corporation, and assist to and vote, on behalf of the Corporation, at any meeting in which the Corporation

poration est intéressée et toute décision prise ou vote donné par ces représentants à une telle assemblée est censé être le vote de la Corporation.

Chacune des personnes plus haut mentionnées est autorisée à signer pour le compte de la Corporation toute procuration requise pour l'une quelconque des dites assemblées.

RÈGLEMENT NUMÉRO X

Les registres

10-1 *Registres de la Corporation*: Le secrétaire ou tout autre officier de la Corporation spécialement désigné à cette fin par le conseil doit tenir, un ou des registres contenant les renseignements suivants:

- a) tous les règlements de la Corporation;
- b) un registre dans lequel sont inscrits, par ordre alphabétique, les noms de tous les membres de la Corporation;
- c) les nom, adresse et occupation de tous les membres qui font ou ont fait partie du conseil, et de ceux qui sont ou ont été officiers de la Corporation, avec les différentes dates auxquelles chacun a été nommé au conseil ou officier de la Corporation, et la date à laquelle il s'est retiré;
- d) copie des procès-verbaux de toutes les assemblées du conseil et du comité exécutif et de toutes les assemblées générales des membres de la Corporation.

10-2 *Accès aux registres*: Sous réserve des droits créés par la loi constituant la Corporation, tout membre en règle de la Corporation a droit de consulter tous les registres et archives de la Corporation; toutefois, seuls les membres du conseil, dans l'exercice de leur fonction, peuvent consulter les dossiers personnels des membres de la Corporation.

10-3 *Procès-verbaux*: Les procès-verbaux de toutes les assemblées du conseil sont transmis par le secrétaire à tous les membres du conseil et à tous les secrétaires de section.

Les procès-verbaux de toute assemblée générale sont transmis par le secrétaire à tous les membres du conseil, à tous les secrétaires de section et à tous les membres qui en font la demande au secrétaire.

RÈGLEMENT NUMÉRO XI

Tarif d'honoraires professionnels

11-1 *Application*: Le tarif d'honoraires prévu au présent règlement détermine la rémunération minimum que l'évaluateur doit recevoir, dans la pratique de sa profession, pour ses services professionnels.

is interested and any decision taken or vote given by these representatives at such a meeting is supposed to be the Corporation's vote.

Each person mentioned in the foregoing is authorized to sign, on behalf of the Corporation, any power of attorney required for any of the said meetings.

BY-LAW NO. X

Registers

10-1 *Corporation Registers*: The Secretary or any other officer of the Corporation specially appointed for this purpose by the Board, must keep one or several registers containing the following information:

- (a) all Corporation by-law;
- (b) a record in which the names of all Corporation members are entered, in alphabetical order;
- (c) the name, address and occupation of every member who is part or once was part of the Board, and of those who are or were Corporation officers, with the various dates on which each was appointed Board member or officer of the Corporation, and the date on which he withdrew;
- (d) a copy of the minutes of each Board and Executive Committee meeting and all general meetings of the Corporation members.

10-2 *Access to the registers*: Subject to the rights established by the Act constituting the Corporation, every member in standing of the Corporation has the right to consult all the records and archives of the Corporation; however, only Board members, in the exercise of their duties, may consult the personal files of the Corporation members.

10-3 *Minutes*: The minutes of every Board meeting are forwarded by the Secretary to all Board members and section secretaries.

The minutes of every general meeting are forwarded by the Secretary to all Board members, section Secretaries and all members who so request the Secretary.

BY-LAW NO. XI

Tariff of professional fees

11-1 *Application*: The tariff of fees provided for in this by-law determines the minimum pay which the appraiser will receive, in the practice of his profession, for his professional services.

Le tarif prévu au présent règlement ne s'applique cependant pas en matière de confection de rôles d'évaluation pour fins de taxation.

11-2 *Dépenses*: Toute dépense encourue par l'évaluateur pour le compte de son client, avec l'autorisation de celui-ci, doit être facturée au client en sus des honoraires minima prévus au présent tarif.

11-3 *Base de rémunération*: L'évaluateur et son client peuvent convenir de calculer la rémunération de l'évaluateur soit sur la base du tarif horaire, soit sur la base du tarif à pourcentage, soit sur la base du tarif à forfait.

11-4 *Rémunération sur la base du tarif horaire*: Les membres de la Corporation doivent recevoir de leurs clients lorsqu'ils sont rémunérés sur la base du tarif horaire, les honoraires minima suivants:

- a) évaluateur agréé \$25.
- b) évaluateur stagiaire \$15.
- c) évaluateur étudiant \$ 8.

Les services de toute autre personne sont rémunérés au taux de salaire majoré de 150%.

11-5 *Rémunération sur la base du tarif à pourcentage*: Lorsque l'évaluateur et son client conviennent que la rémunération de l'évaluateur sera calculée sur une base de pourcentage, le tarif minimum suivant s'applique:

a) *Droits et biens immobiliers*

i) *Propriétés non bâties*

5% du montant pour la première tranche de	\$ 20,000
4% du montant pour la tranche suivante de	\$ 30,000
3% du montant pour la tranche suivante de	\$ 50,000
2% du montant pour la tranche suivante de	\$ 100,000
1% du montant au-dessus de	\$ 200,000

ii) *Propriétés bâties*

5% du montant pour la première tranche de	\$ 40,000
4% du montant pour la tranche suivante de	\$ 30,000
3% du montant pour la tranche suivante de	\$ 50,000
2% du montant pour la tranche suivante de	\$ 100,000
1% du montant au-dessus de	\$ 220,000

b) *Droits et biens mobiliers*

10% du montant pour la première tranche de	\$ 20,000
--	-----------

The tariff provided for in this by-law does not apply, however, in the preparation of the valuation roll for tax purposes.

11-2 *Expenses*: Any expense incurred by the appraiser on his client's behalf, with the authorization of the latter, must be billed to the client in addition to the minimum fees provided for in this tariff.

11-3 *Remuneration basis*: The appraiser and his client may decide to calculate the appraiser's remuneration either on an hourly basis, a percentage basis, or on a contract basis.

11-4 *Remuneration on an hourly basis*: The members of the Corporation must receive the following minimum fees from their clients when they are paid on an hourly basis:

- (a) chartered appraiser \$25
- (b) appraiser in training \$15
- (c) student appraiser \$ 8

The services of any other person are paid at a pay rate increased by 150%.

11-5 *Remuneration on a percentage basis*: When the appraiser and his client agree that the appraiser's remuneration will be calculated on a percentage basis, the following minimum tariff will apply:

(a) *Landed rights and property:*

(i) *Property without buildings:*

5% of of the amount for the first	\$ 20,000
4% of the amount for the following	\$ 30,000
3% of the amount for the following	\$ 50,000
2% of the amount for the following	\$ 100,000
1% of the amount over	\$ 200,000

(ii) *Property with buildings:*

5% of the amount for the first	\$ 40,000
4% of the amount for the following	\$ 30,000
3% of the amount for the following	\$ 50,000
2% of the amount for the following	\$ 100,000
1% of the amount over	\$ 220,000

(b) *Landed rights and property:*

10% of the amount for the first	\$ 20,000
---------------------------------------	-----------

8% du montant pour la tranche suivante	
de	\$ 10,000
6% du montant pour la tranche suivante	
de	\$ 30,000
4% du montant pour la tranche suivante	
de	\$ 50,000
2% du montant pour la tranche suivante	
de	\$ 100,000
1% du montant au-dessus de	\$ 210,000

Les honoraires sur la base du tarif à pourcentage sont calculés sur le montant de l'indemnité accordée, en nature ou en espèces, en principal et dommages.

11-6 *Rémunération sur la base du tarif à forfait*: L'évaluateur et son client peuvent concevoir que la rémunération de l'évaluateur, au lieu d'être calculée sur une base de tarif horaire ou de tarif à pourcentage, sera constituée par une somme forfaitaire tenant compte des difficultés pour fixer l'évaluation et du temps probable à consacrer à l'étude du dossier et au témoignage qui doit être rendu par l'évaluateur devant les tribunaux compétents.

En aucun cas les honoraires établis à forfait ne doivent être contingents de quelque façon que ce soit aux conclusions de l'étude de l'évaluateur.

11-7 *Expertise*: En matière d'expertise sur la contestation d'une évaluation pour fins de taxation, ainsi qu'en matière d'évaluation pour fins de financement, l'évaluateur est rémunéré sur la base du tarif horaire ou du tarif à forfait.

8% of the amount	
for the following	\$ 10,000
6% of the amount	
for the following	\$ 30,000
4% of the amount	
for the following	\$ 50,000
2% of the amount	
for the following	\$ 100,000
1% of the amount over	\$ 210,000

The fees on a percentage basis are calculated on the amount of the indemnity granted, in kind or in cash, in principal and damages.

11-6 *Remuneration on a contract basis*: The appraiser and his client may agree that the appraiser's remuneration, instead of being calculated on an hourly or percentage basis, will be determined as a contractual sum taking into account the difficulties in effecting the appraisal and the time needed to study the file and the testimony to be given by the appraiser before the appropriate courts.

The fees established by contract must never be contingent to the conclusions of the appraiser's study.

11-7 *Expert appraisal*: In matters of expert appraisal when evaluation for taxation is contested, and in matters of evaluation for financing purposes, the appraiser will be paid on an hourly or contract basis.

RÈGLEMENT NUMÉRO XIII

Code d'éthique professionnelle

13-1 *Principes généraux*: L'évaluateur doit servir la société en mettant à son service, dans l'exercice des droits privés ou publics de celle-ci, sa compétence et ses connaissances en matière d'évaluation.

Jamais l'évaluateur ne doit compromettre par sa conduite l'honneur et la dignité de sa profession, de ses confrères ni de la Corporation. Il doit être fidèle à ses clients, loyal et courtois envers ses confrères.

Il est tenu d'observer scrupuleusement les devoirs que lui imposent les règles de sa Corporation, les traditions et les usages de sa profession.

L'évaluateur ne doit pas prononcer des paroles, publier des écrits, commettre ou tolérer des actes contraires aux lois, ni aider, conseiller ou autrement assister quiconque veut y porter atteinte.

BY-LAW NO. XIII

Professional Ethics Code

13-1 *General principles*: The appraiser must serve society by placing at its disposal, in the exercise of its private or public rights, his skill and knowledge in the evaluation field.

The appraiser must never compromise by his conduct, the honor and dignity of his profession, of his fellow-members or the Corporation. He must be faithful to his clients and loyal and courteous with his fellow-members.

He must scrupulously fulfil the duties prescribed in the regulations of his Corporation and comply with the traditions and customs of his profession.

The appraiser must not say, publish, commit or tolerate acts in contravention with the laws, nor help, counsel or otherwise abet anyone intending to break the law.

L'évaluateur ne doit émettre sur la valeur d'un bien ou d'un droit qu'une opinion qui soit fondée sur des connaissances suffisantes et une conviction honnête.

L'évaluateur ne peut, par des moyens dolosifs ou illégaux, tenter d'empêcher que les fins de la justice ne soient atteintes.

13-2 *L'évaluateur et les tribunaux et organismes quasi judiciaires*: L'évaluateur a le devoir de maintenir à l'égard des tribunaux et organismes quasi judiciaires une attitude respectueuse dans ses paroles et dans ses actes.

Sa conduite doit être empreinte d'objectivité, de modération et de la dignité qui convient à son rôle.

Il ne peut tenter d'induire en erreur un tribunal ou un organisme quasi judiciaire ou, par des moyens illégaux, de créer le doute en faveur de son client.

Relativement à des procédures ou aux actes d'un corps public ou d'officiers publics, il ne doit pas faire, publier ou autrement diffuser un rapport ou des commentaires faux ou injurieux.

La conduite de l'évaluateur doit être en tout temps empreinte de franchise et de droiture. Tout en sauvegardant son indépendance et son objectivité dans l'exécution de ses devoirs professionnels envers son client, il ne doit pas encourager ce dernier ou l'un de ses témoins à poser un acte ou à prononcer une parole qu'il ne pourrait lui-même se permettre à l'égard des tribunaux, des officiers publics, de la partie adverse ou des confrères.

L'évaluateur ne doit pas comparaître devant un juge, un magistrat ou autre officier siégeant dans une Cour ou un organisme quasi judiciaire avec lequel il est parent ou allié en ligne directe ou en ligne collatérale jusqu'au deuxième degré ou qui a quelque intérêt à favoriser cet évaluateur.

13-3 *L'évaluateur et la société*: L'évaluateur doit refuser de produire une évaluation qui ne soit pas le fruit d'une opinion impartiale et objective, dans le but de servir les intérêts d'un client ou pour tout autre motif quelconque.

L'évaluateur agissant à titre d'officier public ou pour un corps public n'a pas pour rôle de protéger uniquement les intérêts de ce corps public mais bien de donner une opinion objective afin que justice soit rendue à toutes les parties en cause. À ces fins:

a) il a le devoir de ne pas supprimer de faits qui pourraient porter préjudice à ce corps public et de faire état dans son opinion de tous les faits qui sont à sa connaissance.

b) il ne doit rien faire qui tende à empêcher la partie adverse d'être assistée par un évaluateur ou d'être représentée par un avocat.

13-4 *L'évaluateur et son client*:

1) *Conflicts d'intérêt*: L'évaluateur doit refuser tout travail d'évaluation d'un immeuble ou d'un droit quel-

The appraiser must give, on the value of the property or of a right, an opinion based on sufficient knowledge and an honest conviction.

The appraiser may not, by fraudulent or illegal means, attempt to prevent Justice from achieving its aim.

13-2 *The appraiser and quasi-judicial courts and organizations*: The duty of the appraiser is to maintain a respectful attitude in word and deed with regards to the quasi-judicial courts and organizations.

His conduct must reflect the objectivity, moderation and dignity required in his profession.

He must not attempt to lead a quasi-judicial or court organization into error or through illegal means, create doubt in favor of his client.

In relation with the proceedings or acts of a public body or public officers, he must not make, publish or otherwise diffuse a false report or injurious commentaries.

The appraiser's conduct must at all times reflect frankness and honesty. While keeping his independence and objectivity in the performance of his professional duties with his client, he must not encourage the latter or one of his witnesses to act or speak in a manner which he would not use before the courts, public officers, the opposing party or his fellow-members.

The appraiser must not appear before a judge, a magistrate or another officer sitting in a quasi-judicial court or organization, with whom he is related or connected in a straight or collateral line up to the second degree, or who has some interest in favoring this appraiser.

13-3 *The appraiser and society*: The appraiser must refuse to give an evaluation which is not the result of an impartial and objective opinion, in order to serve the interests of a client or for any other purpose whatsoever.

The appraiser acting as public officer or for a public body must not only protect the interests of this public body; he must also give an objective opinion in order that justice be given to all parties involved. For such purposes:

(a) he has the duty to preserve the facts which could bear prejudice to this public body and state, in his opinion, all facts known to him.

(b) he must not do anything which might tend to prevent the opposing party from being assisted by an appraiser or a lawyer.

13-4 *The appraiser and his client*:

(1) *Conflicts of interest*: The appraiser must refuse any appraisal work involving real estate or any right

conque dans lequel il possède un intérêt personnel direct ou indirect, actuel ou éventuel, à moins que le client soit informé de cet état de faits et qu'il en soit fait mention dans le rapport et le témoignage de l'évaluateur.

(2) *Discretion*: L'évaluateur doit s'abstenir de dévoiler à toute personne autre que son client ou, dans le cas de procédures judiciaires, à l'avocat de ce dernier, les conclusions d'une évaluation et les renseignements qui ont pu être confiés à l'évaluateur par le client, sauf du consentement du client ou sur l'ordre d'un tribunal ou d'un organisme quasi judiciaire.

(3) *Retribution univoque*: L'évaluateur, pour un service donné, ne doit accepter de recevoir de compensation pécuniaire ou autre que d'une seule des parties intéressées, sauf dans le cas où l'évaluateur agit comme arbitre ou en quelque autre capacité similaire du consentement de plus d'une partie ou dans le cas où ce paiement est le résultat du règlement d'un litige.

(4) *Rémunération illicite*: L'évaluateur doit refuser toute commission; ristourne ou autre avantage de personnes autres que son client relativement à un mandat dont l'évaluateur est responsable, sauf du consentement exprès du client.

(5) *Conclusions prédéterminées*: L'évaluateur doit refuser tout mandat aux fins d'estimer un bien ou un droit si ce mandat est conditionnel, de quelque façon que ce soit, à des conclusions prédéterminées.

(6) *Conduite envers le client*: L'évaluateur doit exécuter avec compétence et diligence le mandat qu'il accepte. Sa conduite doit être empreinte de moralité professionnelle et d'honnêteté intellectuelle. À ces fins:

a) il ne doit pas surprendre la bonne foi d'un client ni se rendre coupable d'abus de confiance ou de procédés déloyaux dans ses rapports avec celui-ci;

b) en avisant le client, il a le devoir strict de toujours préférer l'intérêt de ce dernier au sien propre et de ne pas accorder considération aux avantages qu'il peut retirer de l'opinion exprimée;

c) devant son client il doit tenir une conduite digne et respectueuse à l'égard des tribunaux, organismes quasi judiciaires et autres corps publics;

d) il ne peut prêter ou utiliser les biens de son client ou les renseignements que celui-ci lui fournit pour des fins autres que pour celles pour lesquelles ils lui sont confiés;

e) il a l'obligation d'éviter toute situation où il se trouverait dans un conflit d'intérêts;

f) il doit soumettre au client ou, lorsque ce dernier est représenté par avocat, à l'avocat du client toute offre de règlement qui lui est faite;

g) il ne doit pas retenir indûment les titres ou documents d'un client;

h) il ne peut refuser de rendre compte de l'exécution de son mandat si le client le requiert;

(7) *Liberté*: L'évaluateur est libre d'accepter ou de refuser le mandat qui lui est offert.

whatsoever in which he has a direct or indirect, actual or eventual personal interest, unless the client is informed of the fact and mention to the effect is made in the appraiser's report and testimony.

(2) *Discretion*: The appraiser must refrain from disclosing to any person other than his client or, in the case of judicial proceedings, the lawyer of the latter, the conclusions of an appraisal and the information which may have been given to the appraiser by the client, except with the client's consent or by order of a quasi-judicial court or organization.

(3) *Univocal remuneration*: The appraiser, for services rendered, must accept money from only one of the interested parties, except when he acts as arbitrator or in any other similar capacity, with the consent of more than one party or in case such payment results from the settlement of a dispute.

(4) *Illicit remuneration*: The appraiser must refuse all commissions, returns or other benefits from persons other than his client in relation with an assignment for which the appraiser is responsible, except with the express consent of the client.

(5) *Predetermined conclusions*: The appraiser must refuse any assignment to appraise a property or a right if such assignment is subject in any way whatever, to predetermined conclusions.

(6) *Conduct with the client*: The appraiser must carry out the assignment he accepts competently and diligently. His conduct must be based on professional ethics and intellectual honesty. To this end:

(a) he must not play on the good faith of a client nor abuse of his confidence, or use unfair practices in his relationship with the latter;

(b) while advising the client, his strict duty is to always give priority to the interests of the latter over his own, not to consider the advantages he may derive from the opinion given;

(c) with his client he must show a dignified and respectful attitude towards the courts, quasi-judicial organizations and other public bodies;

(d) he cannot lend or use his client's property or use information given by him for purposes other than those for which they are entrusted to the appraiser;

(e) his duty is to avoid any situation which could give rise to a conflict of interests;

(f) every offer of settlement received by him must be submitted to the client or, when the latter is represented by a lawyer, to the client's lawyer;

(g) he must not unduly hold the titles or documents of a client;

(h) he cannot refuse to account for the performance of his assignment if the client so requests.

(7) *Freedom*: The appraiser is free to accept or refuse the assignment offered him.

8) *Intérêts opposés*: Un évaluateur ne peut accepter un mandat relativement à une même affaire de deux parties ayant des intérêts opposés, sauf s'il agit comme arbitre du consentement des parties. Sans limiter le sens de la présente règle, un évaluateur ne peut agir pour le compte de deux clients, lorsque l'un de ses clients prétend à quelque chose que l'autre client conteste.

9) *Mandats incompatibles*: Sont incompatibles pour un évaluateur:

a) la position d'évaluateur pour fins de taxation, à titre d'officier ou par contrat, et la position de membre d'un organisme chargé de reviser cette évaluation;

b) la position d'évaluateur pour le compte d'un client et la participation à titre de membre à une décision ou recommandation d'un organisme quasi judiciaire officiel ou officieux chargé de déterminer les droits de ce client relativement à l'affaire confiée à l'évaluateur ou de faire des recommandations à un corps public sur de tels droits;

Pour les fins du présent article et pour les fins de déterminer s'il existe un conflit d'intérêt, l'associé professionnel de l'évaluateur est censé être l'évaluateur lui-même.

L'évaluateur ne peut accepter qu'un mandat compatible avec son expérience et sa compétence.

13-5 L'évaluateur et ses confrères

1) *Réputation*: L'évaluateur doit éviter de faire volontairement un tort quelconque, direct ou indirect, à la réputation professionnelle d'un autre évaluateur. Il doit faire preuve de modération en commentant publiquement le travail d'un confrère.

Toutefois, si un évaluateur considère qu'un confrère s'est rendu coupable d'actes illégaux ou contraires à l'éthique professionnelle, il doit soumettre le cas à la Corporation.

2) *Client d'un confrère*: L'évaluateur doit refuser de poser tout acte qui pourrait porter atteinte, directement ou indirectement, aux rapports existants entre un confrère et son client ou employeur.

3) *Collaboration*: Lorsque des services professionnels sont ou ont été rendus par un évaluateur et que le client a recours à un second évaluateur pour reviser ou vérifier le travail du premier, ce second évaluateur doit s'assurer que le contrat pour les services du premier évaluateur est terminé ou a été révoqué ou que le premier évaluateur consent à l'engagement d'un second évaluateur.

Si ce second évaluateur demande des informations sur ce travail, il est du devoir du premier évaluateur de les produire, si le client le lui demande et si celui-ci a acquitté les honoraires inhérents à ce service.

4) *Comportement envers les confrères*: L'évaluateur a le devoir d'être franc, courtois, loyal et respectueux de l'engagement pris et de la parole donnée. Sa conduite

(8) *Opposed interests*: An appraiser cannot accept an assignment relating to the same matter for two parties having opposed interests, except when he acts as arbitrator with the parties consent. Without limiting the sense of the present rule, an appraiser cannot act for two clients, when one of these clients is claiming something contested by the other.

(9) *Incompatible assignments*: are incompatible for an appraiser:

(a) the function of appraiser for tax purposes, as an officer or under contract, and the position of member of an organization responsible for revising such appraisal;

(b) the function of appraiser for a client while taking part as a member in a decision or recommendation of a quasi-judicial official or officious organization responsible for determining the client's rights in relation to the matter conferred to the appraiser or making recommendations to a public body on such rights;

For the purpose of this article and in order to determine if a conflict of interests exists, the appraiser's professional partner is deemed to be the appraiser himself.

The appraiser can only accept an assignment compatible with his experience and competence.

13-5 The appraiser and his fellow-members:

(1) *Reputation*: An appraiser must not willfully damage, directly or indirectly, the professional reputation of another appraiser. He must use moderation when commenting publicly on the work of a fellow-member.

However, if an appraiser considers that a fellow-member has committed illegal deeds or deeds contrary to professional ethics, he must submit the case to the Corporation.

(2) *Fellow-member's client*: An appraiser must do nothing which could affect, directly or indirectly, the relationship existing between a fellow-member and his client or employer.

(3) *Cooperation*: When professional services are or have been rendered by an appraiser and the client calls upon a second appraiser to revise or verify the work of the first, this second appraiser must be sure that the contract for the services of the first appraiser is terminated or revoked or that the first appraiser agrees to a second appraiser.

If this second appraiser asks for information on the work involved, it is the duty of the first appraiser to give it if the client so requests and if the latter has paid the fees required for such service.

(4) *Attitude towards fellow-members*: The appraiser must be frank, courteous, loyal and he must meet his obligations and engagements. His conduct must be

doit être empreinte de moralité professionnelle et d'honnêteté intellectuelle. À ces fins:

a) il ne doit pas surprendre la bonne foi d'un confrère ou se rendre coupable d'un abus de confiance ou de procédés déloyaux dans ses rapports professionnels et sociaux avec ses confrères;

b) il doit éviter tout procédé purement dilatoire et coopérer avec ses confrères pour assurer l'expédition des mandats qui lui sont confiés et qui sont confiés à ses confrères;

c) il ne doit pas, pour le compte d'une partie dans toute affaire contestée faire, avant décision par l'organisme compétent, des représentations verbales ou écrites à un corps public quelconque en l'absence ou hors de la connaissance de la partie adverse ou de l'évaluateur de la partie adverse.

13-6 L'évaluateur et la Corporation:

1) *La profession*: L'évaluateur doit s'efforcer de protéger sa profession et ses confrères contre toute publicité adverse ou trompeuse. Il doit viser à faire mieux connaître sa profession et combattre la diffusion de propos inexacts, injustes ou exagérés au sujet de travaux d'évaluation ou des services professionnels d'évaluateurs.

2) *Obligations*: L'évaluateur doit accepter de faire partie de tout comité de la Corporation, lorsqu'il y est désigné, à moins de motifs sérieux.

Un évaluateur qui connaît un empêchement quelconque, moral ou autre, à l'admission d'un candidat à l'une quelconque des catégories de membres de la Corporation doit en informer le secrétaire de la Corporation.

L'évaluateur a le devoir de faire connaître au comité d'éthique et de discipline de la Corporation tout acte dérogatoire commis par un confrère et dont il est informé autrement que sous le sceau du secret professionnel.

13-7 *Le bureau de l'évaluateur*: L'évaluateur qui exerce sa profession au Québec doit avoir un bureau.

Ce bureau est un local convenable qu'il occupe et où il peut être rejoint personnellement, faire les études requises et rédiger ou faire rédiger ses opinions et rapports et conserver ses dossiers.

13-3 Sollicitation et publicité

1) L'évaluateur ne doit en aucune façon utiliser un agent payé ou verser ou accepter directement ou indirectement une commission, ristourne ou honoraires en vue de l'obtention d'un mandat.

2) L'évaluateur ne peut en aucune façon solliciter d'un client éventuel l'obtention d'un mandat alors qu'à sa connaissance ce mandat a déjà été confié à un confrère.

based on professional ethics and moral honesty. To this end:

(a) he must not abuse the good faith of a fellow-member or be guilty of a breach of trust or unfair practices in his professional and social relationship with his fellow-members;

(b) he must avoid every practice of a purely dilatory nature with his fellow-members in ensuring the performance of assignments entrusted with him and with his fellow-members;

(c) He must not, on behalf of a party in any contested matter, make, before a decision by the competent organization, verbal or written representations to any public body whatsoever in the absence or without the knowledge of the opposing party or the appraiser of the opposing party.

13-6 The appraiser and the Corporation

(1) *The profession*: The appraiser must try to protect his profession and fellow-members against any adverse or misleading publicity. He must promote a better knowledge of his profession and oppose the diffusion of inaccurate, unfair or exaggerated comments on the subject of appraisal works or professional appraisal services.

(2) *Obligations*: The appraiser must accept to participate to any Corporation committee, when he is appointed, unless he has serious reasons not to do so.

An appraiser who knows of any objection whatsoever, moral or otherwise, to the admission of a candidate to any of the categories of members of the Corporation must inform the Corporation Secretary thereof.

It is the appraiser's duty to inform the Ethics and Disciplinary Committee of the Corporation of any derogatory act committed by a fellow-member and of which he is informed otherwise than under the professional secret.

13-7 *The appraiser's office*: The appraiser who practices his profession in Québec must have an office.

This office is an acceptable local where he works and where he may be reached personally, make the required studies, draw or have opinions and reports drawn up and where he keeps his files.

13-8 Solicitation and publicity:

(1) The appraiser must not, in any way, use a paid agent, give or accept, directly or indirectly, a commission, return or fees in order to obtain an assignment.

(2) The appraiser must not in any way solicit an eventual client to obtain an assignment when he knows that such assignment was already given to a fellow-member.

13-9 *Publicité*: Se rend coupable d'un acte contraire à l'éthique professionnelle tout évaluateur qui:

(a) s'annonce ou permet qu'on l'annonce à la radio ou à la télévision;

(b) publie ou permet de publier dans tous journaux, périodiques ou autres imprimés des annonces contenant autre chose que son nom, celui de sa société, celui de ses associés et des évaluateurs qu'il emploie, sa profession, ses titres académiques ou militaires, son appartenance à la Corporation et la catégorie de membres et la section à laquelle il appartient ainsi qu'à toute autre association similaire ou que des annonces raisonnables préalablement approuvées par le Conseil ou le Comité exécutif de la Corporation; ces annonces ne s'appliquent cependant pas aux annonces contenues dans des listes générales d'évaluateurs;

(c) inscrit sur sa papeterie ou sa carte professionnelle autre chose que ce qui est permis par le paragraphe;

(d) utilise la papeterie d'un client, sauf dans le cas où ce client est son employeur permanent;

(e) s'annonce ou permet qu'on l'annonce au moyen d'une enseigne lumineuse ou d'un panneau-réclame;

(f) s'annonce ou permet qu'on l'annonce au moyen d'une enseigne indiquant autre chose que ce qui est permis par le paragraphe b;

(g) publie ou permet de publier, dans tout annuaire téléphonique, autre chose que ce qui est permis par le paragraphe b;

(h) s'annonce ou permet qu'on l'annonce dans une publication dont le caractère ou le contenu rend cette publicité incompatible avec l'honneur et la dignité de la profession d'évaluateur;

(i) suscite directement ou indirectement, par voie de commentaires, photographies ou autrement, de la publicité en rapport avec un mandat qu'il détient ou a détenu.

13-10 *Représentations*: L'évaluateur ne doit pas s'attribuer, dans ses rapports d'évaluation ou dans ses témoignages, des qualifications qui soient inexacts ou qui pourraient être interprétées d'une façon erronée.

13-11 *Rémunération*: L'évaluateur doit établir ses honoraires conformément aux tarifs approuvés par la Corporation.

13-12 *Soumissions*: L'évaluateur peut soumettre à un client éventuel des honoraires maxima au minima ou les deux à la fois, qui seront déterminés au parachèvement du travail.

L'évaluateur peut également soumettre des honoraires à un client présent ou futur lorsqu'il a raison de croire que cette demande est faite par le client de bonne foi et qu'il existe une possibilité sérieuse que les services de l'évaluateur seront retenus.

13-9 *Publicity*: Any appraiser is guilty of an act contrary to professional ethics when he:

(a) advertises or allows to be advertised on radio and television;

(b) publishes or allows to be published in all newspapers, periodicals or other printed matter, ads containing something other than his name, that of his corporation, associates and the appraisers he employs, his profession, academic or military titles, his membership in the Corporation and the category of members and the section to which he belongs as well as any similar association or other than advertisements approved beforehand by the Board or Executive Committee of the Corporation; such advertisements do not apply, however, to the publicity contained in the general appraiser's lists;

(c) prints on his stationery or professional card anything other than what is allowed by paragraph (b);

(d) uses the client's stationery, except when his client is his permanent employer;

(e) Advertises or allows to be advertised by means of a lighted sign or a poster;

(f) advertises or allows to be advertised by means of a sign indicating anything other than that which is allowed in paragraph (b);

(g) publishes or allows to be published, in every telephone directory, anything other than that which is allowed in paragraph (b);

(h) advertises or allows to be advertised in a publication whose character or content renders such publicity incompatible with the honor and dignity of the appraisal profession;

(i) gives rise directly or indirectly, by means of photographs, comments or otherwise, to publicity in relation with the assignment he holds or has held.

13-10 *Representations*: The appraiser must bestow upon himself, in appraisal reports or in his testimonies, qualifications which are inaccurate or which could be interpreted erroneously.

13-11 *Remuneration*: The appraiser must establish his fee in conformity with the tariffs approved by the Corporation.

13-12 *Tenders*: The appraiser submit to an eventual customer, maximum or minima fees or both at once, which will be determined once the work has been done.

The appraiser may also submit fees to a present or future customer when he has reason to believe that the request has been made by a customer in good faith and that there is a genuine possibility that the appraiser's services will be withheld.

13-13 *Soumissions publiques*: Sauf dans la mesure où une demande de soumission par un corps public spécifie que le soumissionnaire doit être un membre de la Corporation, l'obligation de l'évaluateur de soumettre des honoraires conformes aux tarifs approuvés par la Corporation ne s'applique pas à une demande de soumission par un corps public pour la confection d'un rôle d'évaluation.

13-14 *Rapport d'évaluation*: Tout rapport d'évaluation par un évaluateur doit contenir au minimum les éléments suivants:

a) le but de l'évaluation;
 b) la définition de la valeur à laquelle conclut le rapport;
 c) une description complète du bien ou du droit évalué;
 d) un énoncé clair et précis des contingences, s'il en est, qui peuvent influencer la conclusion du rapport;

e) la date de l'évaluation;
 f) la date de rédaction du rapport;
 g) le montant total de la valeur à laquelle conclut le rapport;

h) une explication succincte de la méthode employée pour arriver aux conclusions du rapport, à moins qu'il ne s'agisse d'un rôle d'évaluation pour fins de taxation;
 i) une mention à l'effet que l'évaluateur n'a pas ou a un intérêt réel ou possible, présent ou futur, dans l'évaluation qui fait l'objet du rapport et, s'il y a déclaration d'un tel intérêt, une désignation précise de cet intérêt;

j) une mise en garde, dans le cas d'une évaluation fractionnaire, à l'effet que la valeur énoncée ne peut être utilisée dans la compilation d'une valeur globale à moins que ne soient clairement décrites les conditions et limitations de ladite évaluation;

k) un certificat dans le sens suivant: « Je/Nous... nom....., soussigné (s), certifie (ons) par les présentes que, au meilleur de ma/notre connaissance, les informations contenues dans le présent rapport et les opinions qui en découlent sont exactes, sous réserve des conditions restrictives mentionnées au présent rapport, et que cette évaluation a été faite en conformité avec les normes professionnelles de la Corporation des évaluateurs agréés du Québec. »

13-15 *Revenus anticipés*: L'évaluateur ne doit en aucun cas produire un rapport d'évaluation contenant un estimé de valeurs basé sur des revenus et des dépenses anticipés à moins que ce rapport contienne une analyse détaillée de ces revenus et de ces dépenses et comporte une conclusion objective de l'évaluateur à l'effet que ces revenus et ces dépenses anticipés sont normaux et reflètent les conditions du marché.

13-13 *Public Tenders*: Except when a request for a must be a member of the Corporation, the appraiser's obligation to submit fees in conformity with the tariffs approved by the Corporation does not apply to a tender request by a public body for the preparation of a valuation roll.

13-14 *Valuation Report*: Any valuation report submitted by an appraiser must at least contain the following items:

(a) the purpose of the appraisal;
 (b) the definition of the value to which the report concludes;
 (c) a complete description of the property or of the right appraised;
 (d) a clear and accurate statement of the contingencies, if any, that may influence the conclusion of the report;

(e) the date of the appraisal;
 (f) the date on which the report was written;
 (g) the total amount of the value to which the report concludes;

(h) a concise explanation of the methods used to reach the conclusions on the report, unless it is a valuation roll for taxation purposes;

(i) A mention stating whether the appraiser has or has no real or possible present or future interest in the appraisal which is the object of the report, and such an interest is declared an accurate description of that interest;

(j) a warning, in the case of a fractional appraisal, stating that the value stated cannot be used in the compiling of an aggregate value, unless the conditions and restrictions of the said valuation are clearly described;

(k) a certificate which should read as follows: "I/We (name), the undersigned, hereby certify that, to the best of my/our knowledge, the information held in the present report and the views inferring from it are accurate, subject to the restrictive conditions mentioned in the present report, and that this appraisal was drawn up in compliance with the professional standards of the "Corporation of Chartered Appraisers of Québec".

13-15 *Anticipated income*: The appraiser shall not, at any time, draw up an appraisal report containing an appraisal of values based on anticipated income and expenses, unless the report contains a detailed analysis of this income and expenses, and includes the appraiser's conclusive report stating that such anticipated income and expenses are normal and reflect the state of the market.

13-16 *Propriétés à revenus*: Toute évaluation portant sur une propriété à revenus pour laquelle l'évaluateur a procédé à la préparation d'un rapport d'évaluation sans tenter de déterminer la valeur par la capitalisation du revenu net produit par la propriété doit comporter une réserve à ce sujet ou une note indiquant pourquoi l'évaluateur n'a pas cru bon d'utiliser cette méthode.

13-17 *Hypothèse*: L'évaluateur doit s'abstenir de soumettre un rapport d'évaluation dans lequel l'estimation de la valeur se base sur des travaux publics ou privés dont le parachèvement n'est pas assuré, à moins que ce rapport comporte une déclaration claire que l'évaluation est basée sur une hypothèse non vérifiée. De toute façon, le rapport d'évaluation doit mentionner toutes les circonstances relatives à ces travaux qui sont prises pour acquises dans la détermination de valeur.

13-18 *Restrictions légales*: L'évaluateur ne doit pas émettre d'opinion sur l'évaluation d'un bien ou d'un droit dans lequel l'estimation de la valeur se base sur l'absence de toutes restrictions légales ou charge foncière quelconque à moins que l'évaluateur ait des motifs raisonnables et probables de croire à une telle absence de restrictions légales ou qu'il ait obtenu une opinion légale à cet effet et à la condition que ces motifs raisonnables et probables ou cette opinion légale soient récités au long dans le certificat d'évaluation avec une note à l'effet que l'évaluation est conditionnelle à l'absence de telles restrictions.

13-19 *Évaluation fractionnaire*: L'évaluateur peut soumettre une opinion et préparer un rapport sur l'évaluation d'une partie seulement d'un bien ou droit immobilier à la condition expresse que le rapport établisse clairement qu'il s'agit d'une évaluation fractionnaire.

13-20 *Méthodes*: L'évaluateur ne doit pas émettre un rapport d'évaluation en se basant sur une seule des approches reconnues pour la détermination de la valeur, à moins de raisons valables qui doivent être décrites au long dans le rapport.

13-21 *Projets spéculatifs*: L'évaluateur doit s'abstenir de produire un rapport d'évaluation global sur un projet de construction de propriétés à revenus à moins d'y insérer un estimé des revenus nets anticipés, une appréciation quant à la viabilité du projet et une opinion quant à la période de temps requise pour atteindre le niveau d'occupation normal.

13-22 *Collaboration*: L'évaluateur doit mentionner dans son rapport le nom des spécialistes qui ont collaboré à l'expertise.

13-16 *Income-yielding*: Any appraisal, dealing with an income-yielding property for which the appraiser has prepared a valuation report without attempting to determine the value by the capitalization of the net income yielded by the property, shall include a reservation concerning this or a note indicating why the appraiser has not deemed it advisable to use this method.

13-17 *Assumption*: The appraiser shall refrain from submitting an appraisal report in which the value appraised is based on public or private work whose completion is not ensured, unless this report includes a clear statement to the effect that the appraisal is based on a non-verified assumption. In any case appraisal report shall mention all circumstances concerning the works taken for granted in the determination of value.

13-18 *Legal restrictions*: The appraiser shall not state any views on the appraisal of a property or a right in which the appraisal of the value is based on the absence of any legal restrictions or land encumbrances of any kind, unless the appraiser has reasonable and possible reasons to believe in such an absence of legal restrictions or has obtained a legal opinion to this effect and providing these reasonable and possible reasons or this legal opinion is quoted in full in the appraisal certificate, with a note to the effect that the appraisal is subject to the absence of such restrictions.

13-19 *Fractional appraisal*: The appraiser may submit an opinion and prepare a report in the appraisal of only one part of a real property or right, with the strict condition that the report clearly establishes that it is a fractional valuation.

13-20 *Methods*: The appraiser shall not issue appraisal report based on only one of the recognized approaches for determining the value, unless he has valid reasons, which shall be fully described in the report.

13-21 *Speculative projects*: The appraiser shall refrain from producing an aggregate appraisal report on a construction for income-yielding property unless he includes an estimation of the anticipated net income, an appreciation as to the project's practicability and an opinion as to the period of time required to reach the normal occupancy level.

13-22 *Co-operation*: The appraiser shall mention in his report the name of the specialists that have contributed to the appraisal.

13-23 *Sceau*: L'évaluateur doit signer tous les travaux d'évaluation qu'il a rédigés lui-même ou dont il est responsable et peut y apposer son sceau.

13-24 *Plaintes et pénalités*: Pour assurer efficacement la protection de la société, tout membre agréé de la Corporation est habilité à recevoir purement et simplement toute plainte portée par quiconque, mais son devoir ne consiste qu'en la rédaction de cette plainte et en l'expédition de ce document au secrétaire de la Corporation.

Toute plainte d'un membre vis-à-vis un autre membre doit être faite directement au secrétaire de la Corporation.

Le conseil ne considère que les plaintes écrites et se réserve le droit de prendre lui-même l'initiative de soumettre une plainte au comité d'éthique et discipline.

Tout membre faisant l'objet d'une plainte au comité d'éthique et discipline doit être invité à comparaître ou autrement défendre sa position devant un quorum de ce comité.

Le conseil sur recommandation du comité d'éthique de la Corporation, peut réprimander, suspendre ou radier de la Corporation, tout membre qui a été condamné en dernière instance pour un acte criminel pour lequel il a fait l'objet d'une poursuite par voie de mise en accusation ou qui s'est rendu coupable d'une violation de la loi, des règlements ou du tarif des honoraires minima de la Corporation. Le conseil peut autoriser la mention ou la publication de la pénalité imposée au membre.

Le conseil doit faire publier dans le journal de la Corporation la liste des membres suspendus ou radiés et des membres réintégrés. Cette liste pourra être publiée ou envoyée aux régies, tribunaux ou autres organismes intéressés, ou publiée dans les journaux à la discrétion du conseil.

RÈGLEMENT NUMÉRO XIV

Modifications aux règlements

14-1 La procédure à suivre pour amender les règlements et pour en adopter de nouveaux est la suivante:

a) un avis de motion contenant le règlement nouveau doit, après avoir été signé par le proposeur et le second, être remis au secrétaire pour transmission au conseil;

b) cette motion doit être soumise par le secrétaire au comité des règlements de façon à ce que celui-ci fasse rapport au conseil de la Corporation à son assemblée suivante;

c) le conseil, à sa prochaine assemblée qui suit la réception par le secrétaire de l'avis de motion prévu à

13-23 *Seal*: The appraiser shall sign all appraisal work that he has drawn up himself or for which he is responsible and he may affix his seal.

13-24 *Complaints and penalties*: In order to ensure with efficiency the society's protection, any chartered member of the Corporation is entitled to receive, purely and simply, any complaint made by anyone, but his duty merely consists in writing out this complaint and in sending this document to the Secretary of the Corporation.

Any complaint from a member against another member must be made directly to the Secretary of the Corporation.

The Board shall only take written complaints into consideration and shall reserve the right to take action by submitting a complaint to the Ethics and Disciplinary Committee.

Any member being the subject of a complaint at the Ethics and Disciplinary Committee shall be requested to appear or otherwise defend his position before a quorum of this Committee.

The Board, upon the recommendation of the Ethics and Disciplinary Committee of the Corporation, may reprimand, suspend or bar from the Corporation, any member who has been condemned in final instance for a criminal action for which he was prosecuted by means of arraignment or who was guilty of a violation of a law, by-law or the minimum fees of the Corporation. The Board may authorize the mention or the publication of the penalty prescribed to the member.

The Board shall publish, in the Corporation's newspaper, the list of the suspended or barred members and that of re-integrated members. This list may be published or sent to boards, courts or other organizations concerned or published in the newspapers at the Board's discretion.

BY-LAW NO. XIV

By-law Amendments

14-1 To amend by-law and to adopt new ones, the following steps shall be taken:

(a) A notice of motion containing the new by-law shall, after signature by the mover and the seconder, be given to the Secretary who will pass it on to the Board;

(b) This motion shall be submitted by the Secretary to the Committee of Regulations, so that the latter may report to the Board of the Corporation at its next meeting;

(c) The Board, at its next meeting following the receipt by the Secretary of the notice of motion provided

l'alinéa *i* prend en considération, après étude du rapport du comité des règlements, l'amendement ou le nouveau règlement proposés.

d) le texte de l'amendement ou du nouveau règlement proposés qui doit être soumis à une assemblée générale des membres de la Corporation doit être reproduit dans l'avis de convocation de cette assemblée.

e) l'amendement ou le règlement proposés sont adoptés de la façon prévue à l'article 8 de la Loi de la Corporation.

Montréal, le 28e jour d'avril 1972.

for in paragraph (*a*) shall take into consideration, after having studied the report of the Committee of Regulations proposed amendment or new by-law.

(d) the text of the proposed amendment or new by-law which shall be submitted to a general assembly of the Corporation members, shall be reproduced in the convening notice of this meeting.

(e) the proposed amendment or by-law shall be passed in the manner provided for at section 8 of the Act. (Q.S. 1969, Ch. 104).

Montreal, this 28th day of April 1972.

INDEX No 25

Partie II: lois et règlements — Part II: Laws and Regulations

ARRÊTÉS EN CONSEIL

ORDERS IN COUNCIL

1557 — Conservation de la Faune (L.Q. 1969, ch. 58) <i>réserve de Dunière</i>	5139
1557 — Wild-Life Conservation Act (S.Q. 1969, ch. 58) <i>Dunière Reserve</i>	5139
1557 — Réserve de Dunière.....	5139
1557 — Dunière Reserve.....	5139
1558 — Chasse contrôlée à l'original dans le Parc des Laurentides, le Parc du Mont-Tremblant, ainsi que dans les réserves suivantes: Parc de La Vérendrye, Réserve de Matane, Réserve du Saint-Maurice, Réserve de Portneuf, Réserve de la Haute-Mauricie et Réserve de Dunière.....	5141
1558 — Controlled moose hunting in the Laurentides Park, Mont Tremblant Park and in the following Reserves: La Vérendrye Park, Matane, Saint-Maurice, Portneuf, Haute-Mauricie and Dunière...	5141
1558 — Conservation de la faune, (L.Q. 1969, ch. 58) <i>Chasse contrôlée à l'original dans le Parc des Laurentides, le Parc du Mont-Tremblant, ainsi que dans les réserves suivantes: Parc de la Vérendrye, Réserve du Saint-Maurice, Réserve de Portneuf, Réserve de la Haute-Mauricie et Réserve de Dunière</i>	5141
1558 — Wild-life Conservation Act (S.Q. 1971, ch. 58) <i>controlled moose hunting in the Laurentides Park, Mont Tremblant Park and in the following Reserves: La Vérendrye Park, Matane, Saint-Maurice, Portneuf, Haute-Mauricie and Dunière</i>	5141
1559 — Conservation de la Faune (L.Q. 1969, ch. 58) régions de terrains enregistrés pour fins de chasse aux animaux à fourrure.....	5145
1559 — Wild-life Conservation Act (S.Q. 1969, ch. 58) land areas registered for purposes of hunting fur-bearing animals.....	5145
1559 — Chasse aux animaux à fourrure, régions de terrains enregistrés pour fins de chasse.....	5145
1559 — Hunting fur-bearing animals, land areas registered for purposes of hunting fur-bearing animals..	5145
1601 — Mines, Loi des (L.Q. 1965, ch. 34) réduction du montant de la rente et du coût des travaux requis payables par la Société Québécoise d'Initiatives Pétrolières (SOQUIP).....	5146
1601 — Mining Act (S.Q. 1965, ch. 34) reduction in the amount of the rental and the cost of the required work payable by Société Québécoise d'Initiatives Pétrolières (SOQUIP).....	5146
1601 — Société Québécoise d'Initiatives Pétrolières (SOQUIP) réduction du montant de la rente et du coût des travaux requis payables par la SOQUIP.....	5146
1601 — Société Québécoise d'Initiatives Pétrolières (SOQUIP) reduction in the amount of the rental and the cost of the required work payable by SOQUIP.....	5146
1663 — Rat musqué.....	5148
1663 — Muskrat.....	5148
1663 — Conservation de la faune (L.Q. 1969, ch. 58) <i>rat musqué</i>	5148
1663 — Wild-life Conservation Act (S.Q. 1969, ch. 58) <i>muskrat</i>	5148
1665 — Heures d'affaires des établissements commerciaux (L.Q. 1969, ch. 60) <i>St-Étienne de Beaumont, comté de Bellechasse déclaré « endroit touristique »</i>	5148
1665 — Commercial Establishments Business Hours Act (S.Q. 1969, ch. 60) <i>St-Étienne de Beaumont County of Bellechasse declared a "tourist area"</i>	5148
1665 — St-Étienne de Beaumont, comté de Bellechasse « <i>endroit touristique</i> ».....	5148
1665 — St-Étienne de Beaumont, County of Bellechasse declared a "tourist area".....	5148
1707 — Calendrier scolaire pour les élèves de la classe maternelle et des niveaux élémentaires et secondaires (<i>amendement à l'arrêté en conseil No 1917 du 26 mai 1971</i>).....	5149
1707 — School calendar for pupils in kindergarten and of the elementary and secondary levels (<i>Amendment to Order in Council No. 1917 dated May 26, 1971</i>).....	5149
1708 — Prêts et bourses aux étudiants (L.Q. 1966-67, ch. 70) <i>modifications au règlement</i>	5150
1708 — Student loans and scholarships (S.Q. 1966-67, ch. 70) <i>Amendments to the regulation</i>	5150
1714 — Commission des accidents du travail (S.R.Q. 1964, ch. 159) transfert des grossistes de fruits et de légumes de la classe 15 à la classe 29.....	5151
1714 — Workmen's Compensation Act (R.S.Q. 1964, ch. 159) transfer of fruit and vegetables wholesalers from Class 15 to Class 29.....	5151

AVIS DIVERS

MISCELLANEOUS NOTICE

Corporation des évaluateurs agréés du Québec (<i>Projet de règlement</i>).....	5157
Corporation of Chartered Appraisers of Québec (<i>Draft Regulation</i>).....	5157

MINISTÈRES	DEPARTMENTS	PROCLAMATION	PROCLAMATION
Industrie et commerce	Industry and Commerce	Health services and social services (S.Q. 1971 ch. 48) <i>coming into force of the Act</i>	5156
Avis de pêche aux coquillages	5155		
Lobster Fishing (<i>Variation order No. 1972-8</i>)	5156	Services de santé et les services sociaux (L.Q. 1971, ch. 48) <i>entrée en vigueur de la Loi</i>	5156
Pêche au homard (<i>Décret d'exception No 1972-8</i>)	5156		
Shell fishing notice	5155		
Travail et de la main-d'oeuvre	Laour and Manpower		
Services funéraires, région de Montréal (<i>Mod.</i>)	5152		
Undertakers, Montreal Region (<i>Amend.</i>)	5152		

SOMMAIRE**SUMMARY**

ARRÊTÉS EN CONSEIL.....	5139	APPLICATIONS TO LEGISLATURE.....	5094
ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES.....	5065	APPOINTMENTS.....	5117
AVIS DIVERS.....	5092-5157	CHANGE OF NAME ACT.....	5066
CHANGEMENT DE NOM.....	5066	COMPANIES ACT:	
COMPAGNIES:		Applications for surrender of charter.....	5068
Demandes d'abandon de charte.....	5068	Dissolved.....	5063
Dissoutes.....	5063	Head offices.....	5082
Divers.....	5073	Letters patent.....	4996
Lettres patentes.....	4996	Miscellaneous.....	5073
Lettres patentes supplémentaires.....	5063	Supplementary letters patent.....	5063
Sièges sociaux.....	5082	COMPANIES INFORMATION ACT.....	5098
CIES ÉTRANGÈRES.....	5115	COOPERATIVE ASSOCIATIONS.....	5065
DEMANDES À LA LÉGISLATURE.....	5094	DEPARTMENTS:	
LIQUIDATION DES COMPAGNIES.....	5095	Industry and Commerce.....	5155
MINISTÈRES:		Labour and Manpower.....	5152
Affaires municipales.....	5095	Lands and Forests.....	5097
Industrie et Commerce.....	5155	Municipal Affairs.....	5095
Richesses naturelles.....	5118	Natural Resources.....	5118
Terres et forêts.....	5097	EXTRA-PROVINCIAL COMPANIES.....	5115
Travail et main-d'oeuvre.....	5152	MISCELLANEOUS NOTICES.....	5092-5157
NOMINATIONS.....	5117	ORDERS IN COUNCIL.....	5139
PROCLAMATION.....	5156	PROCLAMATION.....	5156
RENSEIGNEMENTS SUR LES COMPAGNIES.....	5098	PROFESSIONAL SYNDICATES.....	5114
SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC.....	5102	QUÉBEC HOUSING CORPORATION.....	5102
SOUSSIONS.....	5103	SALES BY SHERIFFS.....	5119
SYNDICATS PROFESSIONNELS.....	5114	SALES FOR TAXES.....	5128
VENTES PAR SHÉRIFS.....	5119	TENDERS.....	5103
VENTES POUR TAXES.....	5128	WINDING-UP ACT.....	5095



Pour toute demande de renseignements concernant publication d'avis, tirés-à-part ou abonnement à la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec:

Georges Lapierre
Gazette officielle du Québec
Téléphone: (418) 643-5195

Adresser toute correspondance au bureau de

l'Éditeur officiel du Québec
Hôtel du Gouvernement,
Québec 4, P.Q.

For information concerning the publication of notices, off-prints or subscription rates to the *Québec Official Gazette*, please call:

Georges Lapierre
Québec Official Gazette
Telephone: (418) 643-5195

All correspondence should be sent to the office of the

Québec Official Publisher
Parliament Buildings,
Québec 4, P.Q.



LOIS du Québec 1971 STATUTES OF THE PROVINCE OF QUÉBEC

\$20

Chapitres séparés des Statuts

Chacun des chapitres concernant les lois publiques des plus récents Statuts (statuts refondus 1964 et statuts annuels subséquents) peut être acheté séparément en tiré à part. Le prix en est déterminé par le nombre de pages, comme on le précise ci-dessous.

Separate chapters of Statutes

Reprints of all public acts appearing in the 1964 Revised or subsequent annual Statutes can be ordered separately. Prices, based on length, are given below.

4, 8, 12 p.	\$ 0.35
16, 20 p.	\$ 0.50
24, 28, 32, 36 p.	\$ 0.75
40 à 64 p.	\$ 1.00
68 à 96 p.	\$ 1.25
100 à 132 p.	\$ 1.50
136 à 172 p.	\$ 1.75
180 à 200 p.	\$ 2.00
224 à 272 p.	\$ 2.25

Comptoirs de vente

QUÉBEC :

L'Éditeur officiel du Québec
2, rue Saint-Jean
Tél. : 643-8035

Librairie Garneau Ltée
47-49, rue Buade

Librairie des Presses de
l'Université Laval

MONTRÉAL :

L'Éditeur officiel du Québec
310 ouest, rue Sainte-Catherine
Tél. : 873-6101

Librairie des Presses de
l'Université de Montréal

Wilson & Lafleur Ltée
39 ouest, rue Notre-Dame

SAINT-HYACINTHE :

Le Comptoir du Livre
1391, rue Calixa-Lavallée

TROIS-RIVIÈRES :

L'Éditeur officiel du Québec
2590, boulevard Royal
Tél. : 379-2636

Librairie Poirier Enrg.
1505, rue Royale

SHERBROOKE :

La Galerie des Livres inc.
Centre d'Achats Sherbrooke
2305, rue King ouest